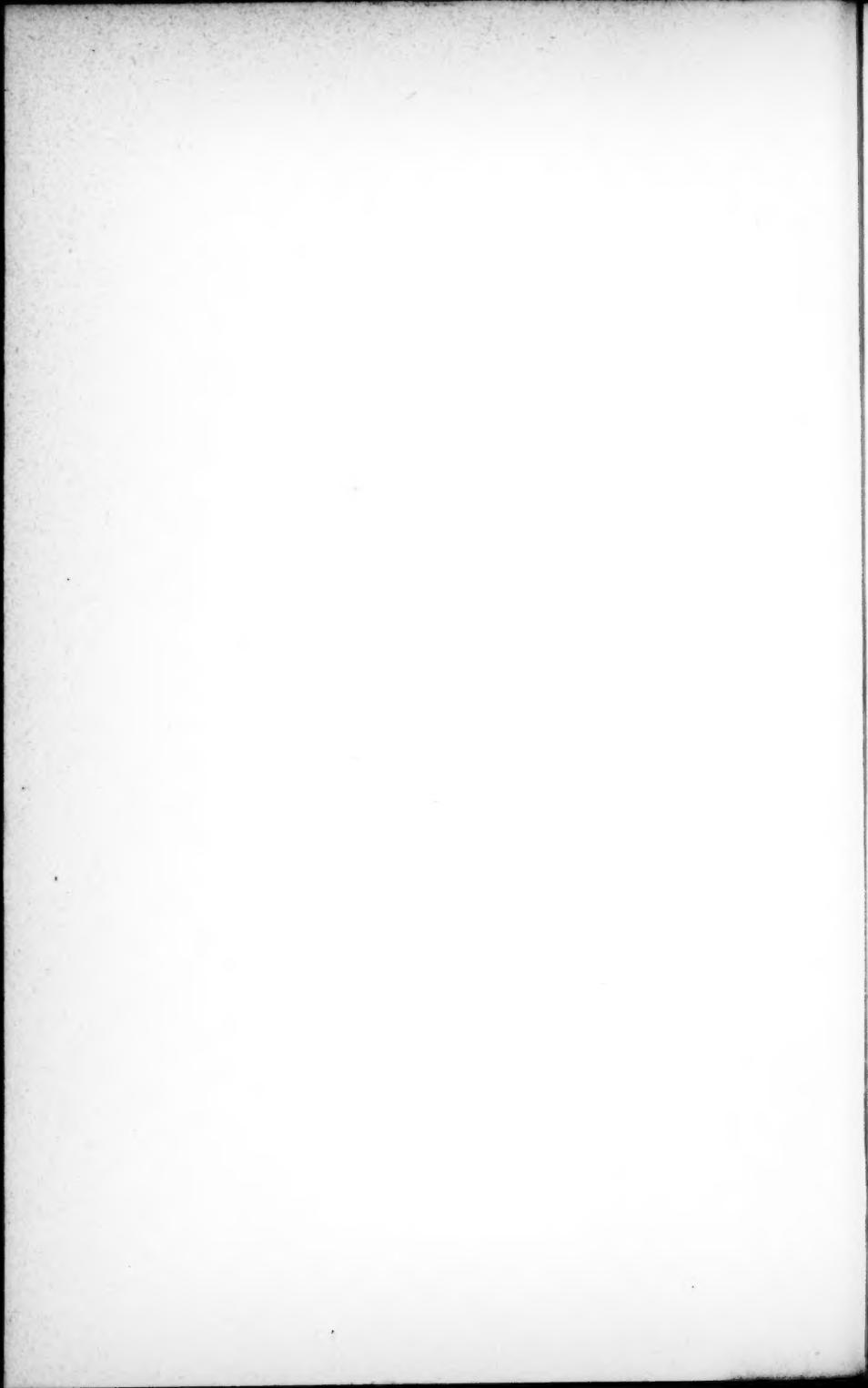


REVUE
HISTORIQUE



REVUE HISTORIQUE

Paraisant tous les deux mois.

Ne quid falsi audeat, ne quid veri non audeat historia.

Cicéron, *de Orat.*, II, 15.

VINGT-DEUXIÈME ANNÉE.

TOME SOIXANTE-TROISIÈME

Janvier-Avril 1897.

PARIS

ANCIENNE LIBRAIRIE GERMER BAILLIÈRE ET C^{ie}

FÉLIX ALCAN, Éditeur

108, BOULEVARD SAINT-GERMAIN

AU COIN DE LA RUE HAUTEFEUILLE

1897

D
I
.R6
t. 63
1897

~~H~~
~~R3282~~
~~v.63~~
APR 17 1960
152516
Sp. Hist.

LES PAROISSES RURALES

DANS L'ANCIENNE FRANCE.

DEUXIÈME PARTIE.

L'ORGANISATION DE LA PAROISSE A L'ÉPOQUE CAROLINGIENNE.

Nous étudierons le régime paroissial au ix^e siècle, au moment où il est constitué et où il est possible de le bien connaître. Ce n'est pas que pendant tout le moyen âge des créations nouvelles n'aient étendu de beaucoup le nombre des paroisses. Mais si les cadres ont pu changer, la structure est restée la même. Nous croyons aussi que certaines questions soulevées par cette étude doivent rester sans réponse. Mais plusieurs faits peuvent être notés avec précision, car les textes sont nombreux et quelques-uns sont décisifs. Capitulaires, canons, statuts épiscopaux, chartes, voilà les documents qui nous permettront de pénétrer dans la paroisse et d'en analyser les institutions.

Chapitre 1^{er}. — *La villa et la paroisse.*

Si l'on veut avoir une notion précise de la paroisse, il faut d'abord étudier son territoire. Où est-elle établie? Quels liens l'unissent à la *villa*? Ces problèmes sont complexes. Nous ne nous flattons pas de les résoudre : nous essayerons au moins de les bien poser.

Le viii^e et le ix^e siècle avaient marqué les progrès rapides du culte dans les campagnes. Nous avons vu s'élèver des basiliques, des oratoires dans un grand nombre de *villae* : fiscs royaux, propriétés des monastères, des églises ou des grands. L'église fait partie du domaine : voilà le fait normal. Sans doute, à ces usages il y a encore bien des exceptions. C'est que l'organisation de la

villa n'est pas partout la même ; mais partout, ces fondations nouvelles ont eu une même conséquence. Le *vicus* a cessé d'être l'unité religieuse. Autour du *castrum*, du bourg composé de paysans libres ou de petits propriétaires, gravitent des paroisses nouvelles établies dans les *villae*. Auparavant, nous avions trouvé la *diœcesis* surtout dans les grandes agglomérations rurales. Il n'en est plus de même à l'époque carolingienne¹. Les paroisses des *villae* deviennent les plus nombreuses. C'est dans la *villa* que se fonde l'église rurale. C'est dans les *villae* que sont établis les prêtres soumis à l'autorité du doyen. La *villa* devient donc l'unité paroissiale. Le terme même de *vicus* pour désigner la paroisse tend à disparaître. Nous le trouvons encore dans quelques documents du IX^e siècle. Il n'est plus d'un usage général. Le mot *parochia* est devenu l'appellation définitive de chaque district presbytéral².

Devons-nous croire maintenant que chaque *villa* ait donné naissance à une paroisse ? Ne cherchons pas une harmonie aussi complète entre l'organisation ecclésiastique et l'organisation sociale. Peut-être le gouvernement carolingien l'eût-il souhaitée. Le capitulaire de 844, qui interdit le démembrement des *villae*, semble répondre à ces idées. Peut-être encore, là où l'harmonie était possible, a-t-il cherché à l'établir. Nous le croyons au moins pour ces *villae* nouvelles, dont nous parlent quelques documents. Le capitulaire de 818 décide que leurs dimes devront être données à leur église³. Elles formeront donc des paroisses. Et on peut croire que cette règle fut appliquée. Dans la Marche d'Espagne, en Septimanie notamment⁴, où, à la suite de la con-

1. Nous n'avons pas pour l'époque carolingienne de listes paroissiales. Les actes des évêques du Mans nous font connaître un certain nombre de paroisses, mais cette énumération est peu précise et incomplète. Cf. Cauvin, *Géographie ancienne du diocèse du Mans*. La liste des églises du *pagus* de Sens, donnée par Quantin (*Cart. gén. de l'Yonne*, t. II), est empruntée à un manuscrit de la bibliothèque de Stockholm. Cette liste est du XI^e siècle.

2. Capitulaires, éd. Bor., p. 182 : *Vicus publicus. — Capitula Rodulfi Bituricensis, c. 20. — Cart. de Mâcon*, p. 33. « *Capella... subjaceat vico sancti Martini et ipsi sacerdotes qui vico... praefuerint... capellam teneant.* »

3. Boretius, p. 277 : « *De villis novis et ecclesiis in eis noviter constitutis et decimae de ipsis villis ad easdem ecclesias conferantur.* »

4. Nous connaissons quelques-unes de ces paroisses fondées dans des *villae* nouvelles en Septimanie. Cf. *H. L.*, t. II, n° 135 ; le *villare* *Fontis...* cum ecclesiis ; id., n° 136, la *Villa rubea*, qui est aujourd'hui *Villerouge* (canton de Car-

quête, de vastes espaces ont été défrichés, livrés à la culture, où se créent ainsi des centres de population, s'aperçoit fréquemment cette identité entre la *villa* et la paroisse. Nous avons aussi une charte très curieuse qui nous montre une paroisse instituée dans une *villa* nouvelle de l'évêché d'Autun : la Nocle¹. Ainsi, à travers ces faits, si obscurs qu'ils soient, s'entrevoit la pensée de mettre d'accord les institutions religieuses, sociales, économiques. Mais cette symétrie pouvait être obtenue entre des organismes nouveaux, créés en même temps et par la volonté humaine. Ailleurs, il était moins aisé de l'établir. Presque partout, la *villa* a été antérieure à la paroisse. La paroisse eut ainsi à s'installer dans des cadres anciens, créés avant elle. Ces cadres eux-mêmes étaient trop inégaux pour qu'elle pût s'y ajuster toujours. C'est une erreur de croire que le sol de la Gaule ait été découpé en parcelles d'étendue équivalente. Telle *villa* répondait à une de nos communes, telle autre à un de nos hameaux. Si, malgré des partages successifs, l'unité de la *villa* s'est encore maintenue à l'époque carolingienne, il n'y a pas d'égalité de territoire entre ces domaines. L'Église dut tenir compte de ces différences. Mais, tout en respectant les divisions territoriales, en y adaptant les siennes le mieux possible, elle fit assurément de la paroisse une circonscription plus régulière que la *villa*. Ce système répondait bien d'abord à son esprit d'ordre et à ses méthodes de gouvernement. Il offrait de plus cet avantage de ne pas trop multiplier le nombre des paroisses, de maintenir entre elles une certaine égalité, par là même d'assurer à toutes des ressources convenables et un nombre de fidèles suffisant.

En fait, si nous analysons nos documents, nous trouvons trois types divers dans la formation territoriale des paroisses : 1^o un groupe de *villae* a formé la paroisse, 2^o la paroisse est identique à la *villa*, 3^o la *villa* s'est démembrée en paroisses. Ces types sont généraux : ils peuvent se retrouver dans toute la Gaule.

cassonne); id., n° 144. Villanova, Villeneuve-d'Elne. La création de ces églises dans les *villae* nouvelles nous est attestée d'ailleurs par le diplôme de Charles le Chauve pour les *Hispani* (H. L., t. II, n° 119).

1. *Cart. de l'église d'Autun*, 1^o p., n° XLI. « In villa quae vocatur la Nocle quam ipse de densitate silvarum ad agriculturam et habitationem hominum exercendo et excolendo perducere studuit. » — Aujourd'hui la Nocle, paroisse et commune, cant. de Fours, Nièvre.

Mais nous devons chercher s'ils apparaissent plus spécialement à certaines époques et dans certaines régions.

Le premier groupe paraît le plus ancien. Il nous semble ainsi former une transition très naturelle entre la paroisse mérovingienne, celle du *vicus*, de l'archiprêtre, et la petite paroisse rurale. Il nous est signalé, dès le commencement du IX^e siècle, par deux textes. L'un est une formule : celle de 808, qui nous décrit une dotation d'église. Le territoire ecclésiastique comprend trois *villae* : *Cadiliacus*, *Tanculfovilla*, *Fagidus*, et un *villare* : *Barbitione*¹. L'autre est un capitulaire qui nous a été conservé par Anségise². « Que chaque église ait son district (*terminum*) et reçoive les dîmes des *villae* qui y sont comprises. » Remarquons ces documents. Formule et capitulaire ont un caractère général. Ils nous montrent que ces attributions de *villae* à une seule église étaient alors fréquentes. Peut-être en pouvons-nous conclure qu'au VIII^e siècle, aux débuts du IX^e, dans bien des cas, la paroisse est plus étendue que la *villa*.

Mais voici, pendant le IX^e siècle même, des exemples non moins précis. Nous les trouvons d'abord en Bourgogne, où la *villa* semble avoir formé une très petite division territoriale. La formule de 808 est une formule sénonaise. Dans le *pagus* de Langres, la paroisse *Belenava*, qui appartient à l'abbaye de Bèze, comprend deux *villae* : *Belenava* et *Cusiriacus*³. Lisez surtout les cartulaires de Cluny et de Mâcon. Nous connaissons par eux plus de 250 *villae*. Un petit nombre de ces domaines a donné naissance à des paroisses⁴. Voici encore des actes précis. L'évêque Bernold consacre l'église de la *villa Miliacus*, Milly (864-872); il lui assigne comme « paroisse » les *villae Miliacus*, *Laliacus*, *Viriacus*, la moitié de la *finis Curiacus* et de quatre autres *villae*⁵. L'église de la *villa Soloniacus*, Sologny, consacrée

1. Zeumer, p. 217 : « Cessio ad ecclesiam a novo aedificatam. »

2. Anségise, *Capitulaires*, I, 149 : « Ut terminum habeat unaquaeque ecclesia de quibus villis decimas recipiat. »

3. *Chron. de Bèze*. Migne, t. CLXII, p. 895.

4. Cf. *Cart. de Mâcon*. Beaucoup de *villae* n'ont qu'une chapelle. Notons toutefois que dans ce cartulaire le mot *capella* est assez vague et paraît désigner toutes sortes d'églises, même paroissiales.

5. *Cart. de Mâcon*, p. 231, 235. Une autre paroisse signalée par le cartulaire, la *parrochia S. Clementis*, comprend, dans son district, la *villa Santiniacus*. *Cartulaire*, n° 102 (915).

également par cet évêque, reçoit comme district six *villae* ou portions de *villae*. Ces deux paroisses, que nous connaissons bien, comprennent plusieurs domaines. Et, en les créant, l'évêque ne tient pas compte des divisions territoriales qu'il trouve établies. Il réunit quelques *villae*, il en démembre d'autres pour former la paroisse.

Au sud de la Loire, les grands diocèses du plateau central, Clermont, le Puy, Limoges, Viviers, nous présentent quelques exemples d'une formation analogue. Dans le *pagus* de Limoges, nous connaissons trois paroisses du IX^e siècle : Chameyrat, Saint-Mexant, Saint-Germain¹. La première, fondée sur un ancien fisc royal, comprend trois domaines : *Favars*, *Campaniacus*, *Occone* : la seconde, deux : la *villa Sancti Maxentii* et *Deviliolas*. Le cartulaire de Brioude nous décrit pour deux églises le territoire soumis à la dîme. L'*ecclesia Canecus* reçoit celle de six *villae*, *Canecus*, *Adimar*, *Concas*, *Becel*, *Nueliaco*, *Bursariis* et la *medietas* des dîmes de *Moden*, *Altocorenno*, *Cunuliis*, *Rabariliis*². Cinq *villae* forment le district de l'église Saint-Germain³. Assurément la circonscription des dîmes ne se confond pas toujours avec celle de la paroisse. Mais il est visible que ces *villae* n'ont pas d'église ; à aucune époque, elles n'ont formé une *parochia*.

Une lecture attentive des chartes de cette région nous conduit à penser que la plupart des paroisses y furent créées par un groupe de domaines. Le cartulaire de Brioude nous signale au moins 200 *villae* et seulement 32 églises ou chapelles. Comment croire que chacune de ces *villae* ait eu son église, que chacune de ces églises ait formé une paroisse et que de ce fait nous n'ayons aucune trace ? Il en est de même pour le Vivarais. La plupart des localités que nous signale la liste des donations à l'église de Viviers ont disparu. Nous pouvons en conclure que le nombre de *villae* a été dans ces régions très supérieur au nombre de paroisses. Toutefois, rien n'est régulier dans ces rapports de la *parochia* et des domaines. Dans la vallée de l'Allier, autour de

1. *Cart. de Beaulieu*, p. 31 (897).

2. *Cart. de Brioude*, n° 16.

3. *Id.*, n° 162. Sans doute Saint-Germain-Lembron. — Voy. encore l'église de la *Curtis Anglaris*, mentionnée : « Cum omnibus villis... que ad ipsam curtem attinent (n° 319). »

Brioude, nous retrouvons quelques *villae* du monastère, Azérat, Saint-Hilaire, Saint-Ferréol, Fontannes, dans les communes ou les paroisses modernes. Ailleurs, au contraire, dans la partie montagneuse, la paroisse semble s'être formée de petites localités disséminées. Est-ce à dire que la *villa* y fut moins étendue que dans la plaine? Nous croyons surtout qu'elle fut moins peuplée. Aujourd'hui encore, la plupart des communes du Morvan, de l'Auvergne, du Vivarais ne sont que des agrégats de hameaux. Chaque *villa* ne dut former qu'un petit groupe. Dans ces régions ingrates, l'homme s'est établi où il a pu, a cultivé le petit coin de terre accessible sur le flanc de la montagne. Ce sont ces groupes qui ont formé la paroisse, quand ils ont été assez nombreux pour entretenir leur église et faire vivre leur pasteur.

En Bretagne, l'unité paroissiale n'est pas la *villa*, mais la *plebs*, la *plou*¹. Ce mot est entré dans un grand nombre de noms locaux. Il est difficile de déterminer l'étendue du district qu'il représentait alors. Nous savons que la *plebs* comprend un certain nombre de *villae*, que celles-ci ne sont guère que des hameaux ou de petits domaines. Elle forme aussi le groupe religieux et politique. A sa tête, elle a un prêtre et un machtiern. Centre de population, elle est donc vraiment l'unité administrative et ecclésiastique établie par les Bretons. Le cartulaire de Redon nous signale, au ix^e et au x^e siècle, une cinquantaine de ces *plebes*². Toutes ont formé des paroisses.

Par là, devons-nous croire que le territoire de ces paroisses fut assez étendu? Plusieurs prêtres et clercs étaient attachés au *titulus*. Peut-être existait-il déjà dans les limites de la *plebs* des églises locales que ces clercs étaient tenus de desservir. Nous voyons, en effet, par des textes ultérieurs, que la *plou*, surtout dans les comtés du nord, fut divisée fréquemment en *trèves*, *tref*, groupe de hameaux dotés d'une chapelle de secours ou d'une succursale³. L'organisation ecclésiastique de la *plebs* serait donc très analogue à celle du *vicus* mérovingien. Son église, avec son

1. Cf. *Cart. de Redon*. L'excellente introduction de M. de Courson nous renseigne exactement sur les différents centres de population : la *plou*, la *tref*, etc.

2. Cf. notamment n° 9, 10, 26, 107, 145, etc. Ces actes sont du ix^e siècle.

3. Il y avait déjà des églises dans les *villae* dépendant des *plou*. *Cart. de Redon*, n° 33 : « In villa quae dicitur Grancampo, in rem proprietatis, basilica facta in honore S. Mariae. »

clergé, ses oratoires ruraux, rappelle la paroisse de l'archiprêtre. Mais, tandis que dans la plupart des pays francs la *villa* devint très vite l'unité religieuse, en Bretagne, l'organisation ancienne ne se modifia que très lentement, par la création de *plebes* nouvelles ou la division de la *plebs* primitive et l'érection des trèves en communautés.

Le second mode de formation territoriale, l'unité de la paroisse et de la *villa*, nous apparaît à l'époque carolingienne, surtout dans les régions du Nord, dans la Septimanie et la Marche d'Espagne.

Dans les premières, les chartes de Saint-Bertin, de Montier-en-Der aussi bien que le Polyptyque de Saint-Germain nous font connaître un certain nombre de *villae* et d'églises. Le dénombrement des terres de Saint-Bertin, rédigé au commencement du ix^e siècle, nous signale dix *villae* possédées par l'abbaye : huit ont leur église, et chacune de ces églises forme sans doute dès cette époque une paroisse¹. A ces domaines, un diplôme de Charles le Chauve (877) ajoute sept autres *villae* : *Buoningahem, Hilkinium, Krokashem, Liegesborth, Loom, Recca, Scala*. Or, Bonningues, Alquines, Roxem, Lisbourg, Loon, Recques, sont aujourd'hui des communes et des paroisses. Montier-en-Der possède dix *villae* : sur ce nombre, une, *Brais*, disparaît. Les neuf autres ont formé, avant le xii^e siècle, quelques-unes des paroisses du diocèse de Troyes ou du diocèse de Toul². La *villa Cadussa*, qui, en 877, appartient à Montier-Ramey, est aujourd'hui Chaource. La *villa Palatiolum*, fisc de Saint-Germain, est Palaiseau : d'autres *villae*, Thiais, Villeneuve-Saint-Georges, Combs-la-Ville, Morsang, ont, dès le ix^e siècle, leurs églises et forment sans doute une paroisse³. Voilà donc quelques textes

1. *Cart. de Saint-Bertin*, p. 97 et suiv. On trouve ces paroisses mentionnées dans le privilège d'Urbain II (1093). Ce sont aujourd'hui Acquin, Bainghen, Coyecques, Guines, Quelmes, Poperingue, Tubersent, Wizernes. On voit même que quelques-unes de ces *villae* ont donné naissance à de petites villes.

2. *Cart. de Montier-en-Der* (Lalore, *Collection des cartulaires du diocèse de Troyes*). Ce sont les paroisses de Sommevoire, Ville-sur-Terre, Saint-Christophe, Thil, Précy-Saint-Martin, Braux, Ville-en-Blaisois, Dammartin-Saint-Père, Mertrud. *Cartulaire* n° 8 (854). — *Introd.*, p. xxix.

3. Il est difficile d'étudier, dans le Polyptyque de Saint-Germain, les relations exactes entre la *villa* et la paroisse. Les terres de Saint-Germain étaient groupées en fisc. Or, les fiscs pouvaient comprendre plusieurs portions de *villae*

qui nous montrent l'identité de la paroisse et de la *villa*, et nous n'en trouvons pas qui nous fassent supposer qu'un groupe de *villae* ait formé une paroisse.

Nous n'avons pas pour l'Aquitaine des documents aussi précis. Remarquons pourtant que les grandes abbayes de Saint-Sulpice de Bourges, de Charroux, dont Charles le Chauve confirme les possessions, ont des églises dans leurs *villae*. A Saint-Sulpice, sur quatorze *villae*, treize ont un culte organisé dans le domaine¹. Ce rapport étroit entre l'église et la *villa* permet de supposer qu'en bien des cas la *villa* a donné naissance à la paroisse. Nous trouverons plus nettement dans les régions du Midi, la Septimanie ou la *Marca hispanica*, ce mode de formation.

Il semble que, dans ces régions, la *villa* ait eu une organisation un peu différente. Si nous trouvons souvent dans les textes *villa* .. *cum villulis* ou *cum villaribus* .. *villa cum appenditiis*, nous sommes amenés à croire que le territoire appelé *villa* a été souvent très étendu, formé d'un noyau central et de fermes isolées². Aujourd'hui encore, un grand nombre de ces villages échelonnés dans la plaine, de Nîmes à Toulouse, présentent ce caractère. Ils se trouvaient déjà sur la grande route des invasions. Peut-être la nécessité de se défendre a-t-elle de bonne heure groupé les habitants et transformé la *villa* en village. Ce qui est certain, c'est que dans la plupart des documents le lien qui l'unit à la paroisse est très étroit.

Examinons quelques *villae* abbatiales du IX^e ou du X^e siècle. Presque toutes possèdent leur église, et cette église a, dans la plupart des cas, donné naissance à une paroisse. Saint-Pons a reçu les grandes *villae* qui l'environnent. Quatorze d'entre elles sont des centres religieux qui ont traversé tout le moyen âge et qu'on retrouve aujourd'hui échelonnés dans les vallées du Jaur, de l'Agoût ou de la Cerre : Saint-Martin, Fraisse, Ferrières, Saint-Étienne-d'Albagnan, Premian, Riols, Assignan, etc.³. Nous

diférentes. Quelques-uns cependant sont identiques à la *villa*; la présence d'une église y fait supposer l'existence d'une paroisse dès le IX^e siècle.

1. *H. F.*, t. VIII, p. 543, 612.

2. *Hist. de Lang.*, t. V, n° 13, p. 86 (890) : « Villam Trapas... cum omnibus villaribus... » Il n'y a là qu'une église : « Villam cum sua ecclesia. » Nous trouvons d'autres exemples dans les chartes du Languedoc.

3. *H. L.*, t. V, n° 74. La charte est suspecte, mais l'énumération des paroisses et des églises a sa valeur.

connaissons également les noms des dix-huit *villae* que possède Montolieu¹. Quatre de ces domaines n'offrent aucune mention d'église : les autres semblent bien former des paroisses. Alsau (Pezens), Villesèque, Caux existent encore. Si nous y ajoutons Sainte-Eulalie et Alzonne, instituées dès cette époque, nous avons, entre Carcassonne et le seuil de Naurouze, tout un groupe de paroisses qui est tel aujourd'hui qu'au IX^e siècle. Voyons enfin, dans un diplôme attribué à Charles le Simple, l'énumération des biens de l'abbaye de la Grasse. Les *villae* *Flexus*, *Boliniacus*, *Bagniles*, *Capudspina*, *Tautirano*, *Palma*, *Tuluja* sont bien connues². Elles ont formé quelques-unes des paroisses des diocèses de Narbonne, de Carcassonne et d'Elne, St-Couat, Bouillonnac, Bagnoles, Cabrespines, Taurize-en-Val, la Palme, Touloju. Il serait facile de citer une foule de documents nous montrant dans d'autres *pagi*, le comté de Toulouse ou le comté de Rodez, p. ex., la même harmonie entre la *villa* et la paroisse³. Et ce ne sont pas seulement les domaines des abbayes qui nous la présentent. Les *villae* du roi, celles des particuliers ont également fourni à la paroisse ses cadres. L'unité des divisions territoriales et ecclésiastiques, voilà le fait normal, fréquent, que nous constatons.

Dans la *Marca hispanica*, nous trouvons une organisation identique. Nous connaissons bien la plupart des paroisses du Capcir au X^e siècle : Formiguère, fondée en 873, les Asyles, Fontrabiouse, Real, Quirhaut, Riutorts⁴... Elles ont une *villa* pour origine. Voici ailleurs une paroisse qui porte le nom même de son domaine : *villa Bruliano*. Voyez encore les paroisses de Cerdagne que nous font connaître les documents : Luz, Gareixer, Say, Baltarga⁵. Elles sont établies ou fondées dans une *villa*. Nous trouverions bien d'autres exemples de cette confusion entre le territoire de la *villa* et le *districtus* de l'église rurale.

Voici enfin un dernier mode de formation des paroisses rurales. La *villa* se divise. Trop étendue ou trop peuplée⁶, formée de

1. *H. L.*, t. V, p. 159.

2. *H. L.*, t. V, n° 34, p. 122. La forme de l'acte est suspecte.

3. Des faits analogues nous sont connus dans le *pagus* de Lyon. Cf. *Cart. de Cluny*, p. 578. *Cart. de Savigny*. Les *villae* Farenx, Bricium, Noalliacus paraissent bien former des paroisses.

4. Alart, *Cart. roussillonnais*.

5. *Marca hispanica*, p. 824, 850.

6. La *villa Mercorius* est divisée en deux, de même la *villa Maximianus*

groupes distincts éloignés les uns des autres, elle perd son unité première. Vers la fin du IX^e siècle et pendant le X^e, on y bâtit alors plusieurs églises ou chapelles. Dans le Midi, nous trouvons ces succursales dans les *villaria*, ces dépendances de la *villa* que nous avons signalées; dans le Nord, sur quelque portion indépendante ou isolée du domaine. Ces usages sont fréquents. Ainsi les *villae Berthomatis, Apsiacus* (Apsy), *Luciacus, Cadussa, Amblenus, Tavellis*, contiennent plusieurs églises. Eygurande, en 938, en possède trois : Saint-André, Saint-Jean-Baptiste, Saint-Marcel; de même la *villa Juliacus* donnée à Cluny vers le milieu du X^e siècle¹. Ces églises ont-elles donné naissance à des paroisses?

L'Église et la royauté avaient, en principe, maintenu l'unité de la *villa*. Hincmar lui-même avait recommandé l'érection de succursales, de chapelles de secours, soumises à l'église mère. Ainsi eût été assuré le culte dans toutes les parties de la *villa* sans que les dîmes fussent partagées, sans que fût affaibli le lien paroissial. Et, en réalité, nous voyons que, fréquemment, les évêques ou les curés restèrent fidèles à ce système. La *villa Bruliano*, qui renferme plusieurs églises, ne forme pourtant qu'une seule paroisse². Hincmar, dans ses capitulaires ecclésiastiques, nous parle également de ces *parochiae villarum* où le culte est célébré dans une église principale et dans des chapelles. Mais souvent aussi la paroisse fut démembrée comme la *villa* elle-même. La constitution du concile de Toulouse, qui interdit ces divisions, prouve qu'elles étaient en usage. Même, dans certains cas, elle les permet. La *villa Saint-Tibery*, au X^e siècle, est partagée entre plusieurs églises, dont chacune a ses dîmes, son patrimoine, ses limites, c'est-à-dire sa paroisse³. La *villa Crexanus* (Cressan), en 977, forme également plusieurs paroisses⁴. Nous trouvons les

(*Cart. de Brioude*. — *H. L.*, t. II, p. 194, preuves). — La *villa Lucus*, dans le diocèse de Langres, est également partagée : *Lucus superior, Lucus inferior* (*Chr. de Bèze*. Migne, t. CLXII, p. 883). L'une de ces portions contient une église, Saint-Martin, l'autre une chapelle.

1. Cf. *H. F.*, t. VIII, p. 528, 601. — *H. L.*, t. V, p. 92, 130, 229, 252. — *Cart. de Cluny*, n° 478, 682, etc.

2. Collection Moreau, IX, 72 (*Cart. d'Elne*) : « Villa Bruliano, vel pro ipsa ecclesiis qui in ipsa villa sunt fundatas ipsa parochia et ipsas ecclesiis. »

3. *H. L.*, t. V, p. 314 : « Ecclesiæ quæ sunt aedificataæ in ipsa villa cum primitiis et decimis et limitibus. »

4. *H. L.*, t. V, p. 281.

mêmes faits dans le Nord aussi bien que dans le Midi. La *villa Buxidus*, qui appartient à Saint-Germain-des-Prés, a formé deux paroisses au moyen âge. De même *Silviacus*, Sillé-le-Guillaume, dans le diocèse du Mans¹.

Nous pouvons donc avoir quelque idée de la formation territoriale de nos paroisses. En réalité, elles ont eu pour cadre ou un groupe de *villae* ou la *villa* même. Gardons-nous pourtant, si dans certaines régions se laisse entrevoir tel ou tel mode de formation, d'énoncer une règle absolue, une conclusion sans réserve. Et, si on veut admettre une loi à la genèse de notre régime paroissial, peut-être pourrait-on dire que la paroisse, comme la *villa*, s'est constituée différemment, suivant la nature du sol, les circonstances historiques ou économiques, que partout où les communes modernes se composent de hameaux isolés, distincts, c'est un groupe de *villae* qui est entré dans la paroisse, partout, au contraire, où elles sont formées d'un noyau central, d'un village, il y a eu identité entre la paroisse et la *villa*. Le premier type se rencontrerait surtout dans les riches contrées de la Bourgogne ou le plateau central; le second, dans nos plaines du Nord ou de la Seine, le plateau champenois, la région méditerranéenne. Pour la Bretagne et certaines régions pyrénéennes, il faudrait faire une exception, en raison même de l'histoire particulière de ces pays. Et encore toute affirmation ne serait-elle jamais qu'une hypothèse. Une étude des origines territoriales de la paroisse ne sera possible qu'après une étude approfondie, régions par régions, de la *villa*. Or, nous doutons que cette recherche soit possible. Les documents sont trop peu nombreux, trop incertains, pour nous faire espérer un résultat définitif.

On voudrait savoir également si ces paroisses étaient très étendues, plus étendues que nos paroisses ou nos communes modernes. Mais il n'est pas plus aisés de répondre à cette question. Si les chiffres donnés par les Polyptyques de Saint-Germain ou de Saint-Bertin pour l'étendue de leurs cultures représentent à peu près, dans certains cas, l'étendue d'une *villa* et de son district paroissial, nous obtenons les évaluations suivantes²:

1. *Polyptyque de Saint-Germain*. — Cauvin, *Géographie ancienne du diocèse du Mans*.

2. Ces mesures ne sont, bien entendu, qu'approximatives. Dans bien des cas elles ne nous donnent point la superficie intégrale de la *villa*, les bois notamment n'y sont pas compris. Elles représentent donc surtout les parties cultivées. Nous nous sommes servi, pour les calculs, des évaluations de M. B. Guérard.

Villages DE SAINT-GERMAIN.

Nom du village.	Évaluation ancienne.	Etendue de la commune.	Popu-lation ancienne.	Popu-lation actuelle.
<i>Aemantus</i> Emant (Seine-et-Marne).	1,008 bon. 312 arp. 1/2. 1 ans. 1,333 h. 21 a., 13.		1,783 h. 449	557
<i>Cumbae</i> Combs-la-Ville (Seine-et-Marne).	536 bon. 951 arp. 91 ans. 808 h. 60 a., 11.		1,449	360
<i>Murcinetum</i> Morsang (Seine-et-Oise).	361 bon., 5.294 arp. 32 ans. 505 h. 71 a., 13.		400	152
<i>Palatiolum</i> Palaiseau (Seine-et-Oise).	800 bon., 5.478 arp., 25.62 ans. 5. 1,088 h. 42 a., 76.		1,150	656
<i>Spinogitum</i> Épinay-sur-Oise (Seine-et-Oise).	454 bon. 345 arp. 1 ans., 5. 626 h. 44 a., 38.		494	248
<i>Theodaxius</i> Thiais (Seine-et-Oise).	556 bon. 806 arp., 25. 61 ans. 814 h. 26 a., 37.		600	557
<i>Villanova</i> Villeneuve-St-Georges (Seine-et-Oise).	536 bon. 851 arp. 91 ans. 808 h. 60 a., 41.		398	484
				2,262
SAINT-BERTIN.				
<i>Atcona</i> Aquin (Pas-de-Calais).	724 bonniers. 929 h. 10 a., 92.		1,286	»
<i>Beingahem</i> Bainghen (Pas-de-Calais).	940 bon. 1/2. 1,206 h. 94 a., 36.		669	»
<i>Coiaco</i> Coyecques (Pas-de-Calais).	508 bon. 1/2. 652 h. 55 a., 80.		1,378	»
<i>Gisna</i> Guines (Pas-de-Calais).	582 bon. 1 journal. 747 h. 22 a., 49.		2,608	»
<i>Kelmis</i> Quelmes (Pas-de-Calais).	446 bonniers. 572 h. 35 a., 48.		987	»
<i>Wezernia</i> Wizernes (Pas-de-Calais).	578 bonniers. 741 h. 74 a., 74.		625	»
				1,700

A ces *villae* on peut ajouter aussi celles du diocèse de Carcassonne : *Sancta Eulalia*, *Villasicca*, *Caucius*, aujourd'hui Sainte-Eulalie (650 hect.), Villesèque (535 h.), Caux (901 h.); *Bagniles* et le *locus Sancti Martini*, Bagnoles (579 h.) et Saint-Martin-de-Villerèglan (958 h.). — Nous retrouvons Bouillonnac (591 h.) dans la *villa Boliniacus*. Dans le *pagus* de Narbonne, Bize, qui avait plusieurs églises, devait être beaucoup plus étendu; peut-être la paroisse avait-elle la superficie actuelle (2,077 h.). On voit par là combien le territoire de ces paroisses était différent.

On comprend ainsi que l'étendue de ces paroisses ait provoqué à plusieurs reprises, dans les siècles ultérieurs, de nouveaux démembrements. Ces divisions, nous n'avons ici qu'à les signaler. Dans les grandes *villae*, elles se modélèrent sur les divisions mêmes de la *villa*. Le *villare*, notamment en Septimanie, fut détaché de la *villa* primitive et forma à son tour, dans quelques cas, un groupe religieux et social. Ailleurs, quand la paroisse comprit plusieurs *villae*, ces unités diverses purent recevoir à leur tour une organisation ecclésiastique. L'Église procéda de deux manières, ou elle érigea ces territoires en paroisse ou elle se borna à y établir des chapelles, des églises succursales, desservies par un vicaire perpétuel ou amovible.

Mais, dans les traits généraux, l'organisation paroissiale s'est bien adaptée au régime foncier et économique de la Gaule. Et, par une dernière transformation, peu à peu la *villa* devait disparaître, absorbée à son tour par la paroisse. C'est là un des faits les moins connus encore de notre histoire. Nous ne l'étudierons pas dans ces recherches, car il paraît bien postérieur à l'époque carolingienne. Il nous est signalé au xi^e siècle. Alors paraissent les premières chartes qui, dans l'étendue du comté, de la viguerie féodale, nous montrent la paroisse, division territoriale aussi bien que religieuse, substituée à la *villa*. Celle-ci disparut par une loi inévitable qui la réduisait en poussière. Le partage successoral, les ventes, les échanges, les donations avaient, dans bien des pays, morcelé son sol, introduit sur sa terre des maîtres divers, soumis ses habitants à des lois, à des justices différentes. L'unité économique disparut ainsi et un seul lien fut assez puissant pour retenir les hommes : la religion.

L'église devint donc le véritable centre. Autour d'elle comme autour du château fort, les habitants se groupèrent. En rempla-

çant la *villa*, la paroisse prépara à son tour le village. Et à travers toutes les modifications, les changements de l'histoire, cette organisation territoriale s'est maintenue. Elle a duré jusqu'à nos jours. C'est dans ses cadres que se sont constituées, dès la fin du xi^e siècle, les communautés de paysans, et c'est dans les vieilles limites de nos paroisses, qu'en règle générale, notre commune moderne s'est établie.

Chapitre II. — *Le gouvernement intérieur de la paroisse.*

I. — LE CLERGÉ RURAL.

C'était un principe ancien et souvent inscrit dans le droit que chaque paroisse eût son chef. On l'appelait le recteur de l'église, *rector ecclesiae*¹. Mais l'organisation ecclésiastique de la paroisse variait avec son importance ou son étendue.

Comme au vi^e siècle, un certain nombre de ces curés, archiprêtres, doyens, recteurs, réunissent autour d'eux un véritable clergé². Prêtres, diacres ou clercs ont dans ce gouvernement leur place définie. Les premiers sont chargés du culte; ils doivent desservir les succursales ou les chapelles fondées sur la paroisse. Les seconds assistent le curé dans la gestion du patrimoine ecclésiastique: ils visitent les malades, surveillent les écoles, dirigent le chant. Les clercs assistent le prêtre à l'office. Ces derniers sont presque toujours des jeunes gens ou des enfants qui aspirent au sacerdoce. Chaque curé devait avoir son école, et Théodulf nous montre bien que cette école était surtout un séminaire³. Le curé y formait ceux qu'il destinait au diaconat ou à la prêtrise.

Ces paroisses rurales étaient donc gouvernées par une véritable communauté. Mais il n'en était pas ainsi de toutes les paroisses. Beaucoup n'avaient qu'un prêtre pour les desservir. Les capitulaires épiscopaux durent même obliger ce prêtre à avoir auprès de lui un clerc pour l'assister à l'église et tenir

1. « *Rectores ecclesiarum.* » Concile d'Arles, 813, c. 24.

2. Cf. notamment les *Capitula Theodulfi*. Migne, t. CV, p. 193. — *Capitula Riculfi*, id., t. CXXXI, p. 19. — *Marca hispanica*, p. 788. — Le synode de Francfort (794), c. 7, astreint spécialement les diacres ruraux à la résidence.

3. Le capit. de *Presbyteris admonendis* (Boretius, p. 238) mentionne déjà l'obligation pour les prêtres ruraux d'avoir auprès d'eux des *scholarii* chargés de réciter les offices.

l'école¹. Parfois même, et malgré la défense des canons, il pouvait arriver qu'une paroisse fût administrée par le curé d'une paroisse voisine. Un prêtre du diocèse de Nîmes, Ansemire, détient deux églises : Saint-André de Costabalen et Sainte-Marie d'Agarena². Dans la *Marca hispanica*, les deux paroisses de Baltarga et de Say ont un recteur « commun³. » Un conflit éclate entre les habitants au sujet de la résidence de leur curé. L'évêque décide que « le prêtre et ses successeurs demeureront dans la « *villa* de Say depuis la vigile de Saint-Jean-Baptiste à la vigile « de Noël (23 juin-24 décembre) et qu'ils se rendront chaque « jour à Baltarga avec leurs clercs ; qu'ils demeureront dans la « *villa* de Baltarga depuis la vigile de Noël jusqu'à la vigile de « Saint-Jean-Baptiste (24 déc.-23 juin) et qu'ils se rendront « chaque jour à Say avec leurs clercs pour y célébrer le service « divin. » Il est possible que les paroisses trop pauvres pour entretenir un prêtre aient été ainsi confiées au recteur d'une église voisine. Nous avons d'autres exemples de cet usage au IX^e siècle.

Il pouvait se faire aussi que le gouvernement d'une paroisse fût donné à un monastère ou à un chapitre. L'église était alors desservie par une communauté de moines ou de clercs séculiers soumis à la règle. Les fonctions curiales étaient exercées par l'abbé, le prévôt ou un de leurs délégués⁴. On sait que ces usages se sont maintenus jusqu'à nos jours. Mais ils n'étaient pas très répandus encore au IX^e siècle. L'Église s'y montrait peu favorable. Elle enseignait que la vie religieuse était incompatible avec les devoirs du ministère. En réalité, les évêques se souciaient peu de voir des communautés monastiques à la tête des paroisses. Une corporation obéit moins aisément qu'un homme. Chanoines ou religieux pouvaient trouver toujours dans leur règle, leurs traditions, leur esprit même, les moyens efficaces de résister au gouvernement de l'épiscopat.

1. *Capitula Theodulfi*, c. 7 (Migne, t. CV, p. 194).

2. *Cart. de Nîmes*, p. 33.

3. *Marca hispanica*, p. 824. La législation carolingienne avait, en certains cas, autorisé cette dérogation au droit commun. Cf. *Capit. ecclesiasticum*, 818, c. 11. Boretius, p. 277 : « Ut unaqueque ecclesia suum presbyterum habeat, ubi id fieri facultas providente episcopo permiserit. »

4. *H. L.*, t. V, p. 115 : « Cella Mucronio cum subjuncta sibi parrochia. » — « Cella S. Martini... cum sua parrochiuncula. »

On peut juger par ces faits de la variété que présentait l'organisation ecclésiastique. Et nous verrons, en étudiant le patronat, combien ces différences s'accusèrent dans les paroisses soumises à un patron, abbaye ou seigneur. Le Concordat a mis dans nos institutions religieuses le même ordre, la même régularité que dans nos institutions administratives et politiques. Il n'en était pas ainsi dans l'ancienne France. Un diocèse était composé d'une foule de petits groupes qui dépendaient de juridictions diverses et n'avaient souvent entre eux aucun rapport.

Quelles que fussent ses formes, ce gouvernement avait ses règles communes et ses attributions définies. Le curé avait la juridiction dans sa paroisse, comme l'évêque dans son diocèse. Il célébrait le culte et enseignait les fidèles. Il administrait les sacrements, notamment le baptême et la pénitence. Il recevait les serments des fiançailles ou du mariage. Il enterrait les morts. Enfin, il avait la gestion des biens de la paroisse, passait les contrats, recevait les redevances des colons ou des hôtes, les dîmes, poursuivait en justice les usurpateurs du domaine et faisait rentrer les parcelles indûment aliénées. Il devait faire trancher au mal du comte les questions d'état soulevées par les serfs au détriment des droits de son église¹. A ces pouvoirs, qu'il tenait de la religion, ajoutez ceux que lui donnait la loi : le droit de rechercher, d'excommunier les malfaiteurs. Dans la paroisse où il était établi, le curé n'était pas seulement le représentant de l'évêque, mais aussi celui du roi². Il veillait à la fois, dans le désordre du temps, à l'observation du culte et au maintien de la paix publique.

Mais ce gouvernement ne s'exerçait que sous le contrôle du pouvoir épiscopal. La paroisse avait pu être détachée de l'église de la cité; l'évêque maintenait toujours sur elle sa juridiction. Il

1. Sur les droits du curé, cf. dans les chartes publiées par Thévenin un procès intenté devant le prévôt de Saint-Martin de Tours par un prêtre contre des laïques. Il s'agit ici d'une église abbatiale (857). Lorsque l'église était en patronat, l'action pouvait être exercée par le patron (Thévenin, *Textes pour servir à l'histoire du droit public et privé*).

2. *Capit. Caroli Calvi. — Capit. missorum*, 857, c. 8 : « Ut unusquisque presbyter imbrebat in sua parochia omnes malefactores... raptiores, rapaces, adulteros, incestos, homicidas, latrones, et eos extra ecclesiam faciat, nisi penitentiam agere voluerint. Si se emendare noluerint ad episcopi praesentiam perducantur. » Cf. *Capit. Karolomanni* (884), obligation de dénoncer les voleurs au prêtre. Ed. Boretius, p. 292, 373.

était resté dans son diocèse le pasteur commun des âmes, le chef suprême de toutes les églises. Lui seul confirmait les croyants, consacrait les temples; lui seul instituait les jeûnes, les fêtes, relevait de la pénitence publique. Lui seul encore jugeait des infractions aux lois du mariage, autorisait les sépultures dans les églises. Il pouvait interdire le culte ou excommunier les fidèles. Ainsi, son pouvoir était-il toujours présent, toujours visible. Qu'on s'imagine l'intensité du sentiment religieux, le goût des pratiques, la crainte du surnaturel et des châtiments divins, on voit combien l'autorité épiscopale dut être respectée et obéie des populations.

Le clergé rural surtout était dans une rigoureuse dépendance. C'était de l'évêque que chaque curé tenait ses pouvoirs et son titre. En les recevant, le titulaire devait prêter un serment d'obéissance. Mais les canons avaient en outre réservé au chef du diocèse certaines attributions dans le gouvernement de la paroisse. Il devait d'abord veiller sur ses prêtres, s'enquérir de la pureté de leur foi ou de leurs moeurs, du genre de leur prédication. Et ce n'était là qu'une partie de ses droits. La haute surveillance du patrimoine ecclésiastique lui était confiée. Aucune aliénation, aucune concession en bénéfice ne pouvait se faire dans une paroisse sans son assentiment. Il s'occupait de l'entretien, de la restauration des églises, de leur mobilier, du luminaire. La répartition de la dîme était faite par ses soins. La *matricula* était soumise spécialement à sa surveillance; chaque année, il envoyait un de ses ministres contrôler les revenus de ce patrimoine des pauvres. Il devait enfin, avec l'aide des *missi*, dresser un inventaire (*imbreiare*) de tous les biens de la paroisse. Il n'était pas d'acte important de l'administration paroissiale auquel l'évêque ne prit part¹.

Quand on lit les Capitulaires, on est frappé du nombre, de la minutie des règlements qui rappellent et précisent ces pouvoirs de l'évêque sur les églises de paroisse. Charlemagne et Louis le Pieux cherchèrent ainsi à affirmer, à tous les degrés de la hiérarchie, l'autorité et l'obéissance. L'Église elle-même n'avait pas failli à cette tâche. Elle avait armé l'épiscopat contre les écarts

1. Ces attributions sont rappelées dans divers documents. Voyez d'abord les capitulaires ecclésiastiques de Charlemagne. Boretius, p. 119, 136, 182, 232. — Conciles de Paris (829), I, c. 15, Aix (836), II, c. 4 et suiv. — Hincmar, *De officiis episcoporum* (Migne, t. CXXV, p. 1087).

possibles de ce presbytérat rural. Tous les ans, l'évêque était tenu de visiter son diocèse et d'inspecter les paroisses¹. Tous les ans aussi, pendant le carême, les prêtres devaient se rendre à son synode. Nul ne pouvait se dérober à une convocation envoyée par l'archidiacre. Le comte pouvait se saisir des oposants et les conduire de force à l'assemblée en leur infligeant une amende de 60 sous d'or². A ce synode, les recteurs des églises devaient rendre compte de leur ministère, de leur prédication, de l'administration du baptême, de la célébration du culte. Le synode fini, ils recevaient de l'évêque le chrême consacré. Ainsi, les clercs ruraux étaient sans cesse soumis à la surveillance de l'ordinaire, et les canons avaient fait si étroite cette dépendance que sa juridiction les suivait partout, hors de leur paroisse, hors du diocèse. Aucun prêtre ne devait quitter son *titulus* sans des lettres dimissoires, et l'absence même ne brisait pas les liens qui l'unissaient à son chef. Le prêtre pouvait renoncer à sa charge ; il ne pouvait se soustraire au pouvoir épiscopal.

Soumis à l'autorité de son évêque, le prêtre rural dépendait encore des représentants directs du pouvoir diocésain, l'archidiacre et le doyen rural.

Les attributions des archidiacres étaient très étendues³. Nombreux étaient les cas où ils avaient à intervenir dans le gouvernement de la paroisse. Ils étaient tenus de parcourir, chaque année, leur district. Ils devaient y faire le relevé exact du nombre des *tituli* et des chapelles, y noter l'existence des oratoires privés, des églises fondées et ouvertes sans l'autorisation de l'ordinaire. En l'absence de l'évêque, ils étaient chargés d'installer les doyens. Surtout, on leur avait confié l'enquête sur les clercs qui se présentaient à l'ordination ou venaient s'établir dans leur *pagus*. En un mot, tout le recrutement du clergé rural se faisait sous leur surveillance. Comme l'évêque, ils prenaient part à l'administration des biens de la paroisse. Ils se rendaient compte de l'emploi des revenus affectés à l'entretien de l'église ou de la matricule. Ils veillent

1. *Concilium Arelatense* (813), c. 17.

2. *Capit. anni 754-755*, c. 3. Louis le Pieux admit pourtant que les prêtres éloignés n'envoyassent qu'un délégué, un par huit ou dix. Boretius, p. 278. Cette disposition entra dans le droit ecclésiastique.

3. Sur ces attributions des archidiacres, cf. Hincmar, *Capit. archidiaconis data* (Migne, t. CXXV, p. 799-804). — « *Indiculum de archidiacono ad archidiaconum.* » Zeumer, *Formulae*, p. 263. — *Capit. Walterii Aurelianensis*, 1-2.

laient enfin à la régularité du culte, à la correction des livres saints, des antiphonaires, à la réconciliation des pénitents. Mais ils n'exerçaient de pouvoir disciplinaire que sur les clercs d'ordre inférieur et les diaires¹. Encore ne pouvaient-ils, sans l'assentiment de l'évêque, les retrancher de la communion.

Les fonctions des doyens ruraux étaient assez semblables à celles des archiprêtres de l'époque mérovingienne. Intermédiaires naturels entre l'évêque et les prêtres établis dans leur décanie, ils devaient leur transmettre les mandements ou les lettres, en assurer la publication dans chaque paroisse ou chapelle. Tous les ans, ils devaient réunir leur clergé. Ces conférences étaient consacrées à la prière et à l'étude, spécialement à la lecture et au commentaire de l'Écriture sainte. En réalité, le doyen était un surveillant établi par l'évêque dans un district peu étendu. Chaque prêtre devait lui rendre compte de sa vie, de son enseignement, de sa gestion, de l'état de son église, de ses œuvres, de son école. Il tenait un registre exact de tous les clercs attachés à une paroisse, à un *martyrium*, à un oratoire, et s'assurait de la validité de leurs pouvoirs².

Tout ce gouvernement reposait donc sur cette idée : assurer l'obéissance. Surveillé par cette hiérarchie savante et inflexible, le prêtre rural ne devait plus être qu'un des rouages de l'énorme machine ecclésiastique que l'évêque faisait mouvoir. Mais cette législation avait aussi créé des garanties. Elle avait reconnu des droits. La première force de ce clergé rural était d'être choisi par d'autres que par son chef. Le grand principe que l'Église avait reconnu, « l'élection, » était appliqué dans les paroisses. Elle en avait fait une conséquence et un privilège du patronat. Tout fondateur d'une église avait le droit de choisir le titulaire de cette église. Ainsi, une foule de monastères, de chapitres, de seigneurs présentaient les candidats aux cures qu'ils avaient dotées. Dans les paroisses libres, nous croyons que ce droit était exercé par les habitants. Voyez la charte de fondation de l'église de Baltarga. Les fidèles qui ont construit, doté l'église, présentent eux-mêmes à l'évêque le recteur qu'ils ont choisi³. Dans ses *Capitula* adressés aux archidiacres du diocèse de Reims, Hincmar écrit :

1. Varin, *Archives administratives de Reims*, t. II, p. 31, 32.

2. Hincmar, *Capit. decanis data* (Migne, t. CXXV, p. 777-779). — *Capit. presbyteris data*, id., p. 777.

3. *Marca hispanica*, p. 825.

« Si je suis éloigné, instituez provisoirement le doyen qui a été choisi, jusqu'à ce que ce choix soit venu à ma connaissance et qu'il soit confirmé ou changé par ma décision. » Ces textes indiquent bien que l'évêque ne nommait pas. Il se bornait à conférer l'ordination et les pouvoirs au candidat de la communauté¹.

Nous trouvons dans ces documents les termes *eligere, electus*. Prenons garde pourtant de nous imaginer ce choix populaire comme nos élections modernes. L'*electio* des paroisses devait ressembler assez fidèlement à celle de la cité épiscopale. Il n'y faut chercher ni scrutin, ni vote régulier, ni majorité exprimée par des suffrages. A en juger par une formule qui se rapporte à une église en patronat², les habitants devaient avertir l'archidiacre de la vacance et lui demander la permission de se réunir. L'*electio* se faisait sans doute dans une assemblée composée des villageois, du clergé de la paroisse et sous la présidence de l'archidiacre ou du doyen. L'accord devait être facile. Nous avons vu que chaque paroisse un peu importante avait son collège de clercs, de diacres et de prêtres. Et l'usage s'était maintenu de choisir dans ce clergé rural celui qui devait le gouverner.

L'élection pouvait porter sur un prêtre. Dans les doyennés, celui-ci était installé par l'archidiacre³. Souvent aussi, un simple clerc pouvait être choisi. L'élu devait être alors conduit à l'évêque pour recevoir de ses mains l'ordination presbytérale et l'investiture ecclésiastique. La cérémonie était publique⁴, et les délégués de la paroisse vacante y pouvaient être convoqués. Le candidat était conduit par l'archidiacre à l'évêque. Celui-ci l'examinait avec soin sur sa vie, ses mœurs, sa science⁵. Puis, l'évêque, s'adressant au peuple, lui demandait son témoignage et son assen-

1. Migne, t. CXXV, p. 803 : « Si ego in longinquo sum, decanum illum qui electus est interim constituite, donec ad meam notitiam electio illa referatur, et mea constitutione aut confirmetur aut immutetur. »

2. Zeumer, *Formulae*, p. 261 : « Indiculum ad archidiaconum, » dans le recueil des *Formulae salicae Merkellanae*. — Cf. *id., ibid.*, une autre formule d'un abbé à un archidiacre (n° 54).

3. On peut en juger par le diplôme que l'archidiacre remet à l'archiprêtre dans les formules mérovingiennes. Zeumer, p. 170.

4. Sur la publicité de l'ordination, cf. Hincmar : « *Adversus Hincmarum Laudunensem libellus* » (Migne, t. CXXVI, p. 563). — *Admontio generalis* (789), c. 2. — *Capit. missorum* (802), c. 1.

5. Nous avons conservé quelques formules et quelques règles relatives à cet examen. Capitulaires (Boretius, p. 109, 234). Les prêtres devaient savoir le Symbole, les Canons, le Pénitentiel, la Liturgie et pouvoir lire et commenter les Évangiles et les homélies des Pères.

timent. Le peuple répondait : « Il est digne. » Le clerc était ordonné suivant les formules liturgiques et, la messe terminée, recevait un *libellus* mentionnant l'ordination et le titre qu'il avait reçu¹.

Si respectable pourtant que dût être le *consensus* populaire, l'Église n'avait pas entendu désarmer la hiérarchie contre les mauvais choix. Elle avait cherché, par de sages mesures, à exclure les incapables ou les indignes. Aucun clerc ne pouvait arriver à la prêtrise avant trente ans, au diaconat avant vingt ans². Il était interdit aux évêques d'ordonner les illettrés. Quant aux indigents, ils n'étaient pas exclus du sacerdoce, mais, une fois promus au diaconat ou à la prêtrise, ils ne pouvaient se rendre acquéreurs de biens fonciers pour leur compte et en leur nom³. La hiérarchie ne s'était pas montrée plus favorable à l'ordination des serfs. Elle avait depuis longtemps réclamé leur affranchissement préalable. Mais les seigneurs se souciaient peu de cette règle. Ils confiaient volontiers à leurs serfs la direction de leurs églises ou ne se faisaient pas faute de faire rentrer dans la servitude les clercs promus au sacerdoce au détriment de leurs droits. La législation civile intervint. Un capitulaire de 818 régla à l'avenir les conditions de validité requises pour l'ordination des serfs, en conciliant les droits de l'Église, des maîtres et, dans une certaine mesure, ceux des serfs ordonnés de bonne foi⁴.

Une autre garantie reconnue à ce clergé rural était l'inamovি-

1. L'acquisition d'une paroisse pouvait se faire aussi par la prescription trentenaire. *Capit. a sacerdotibus proposita*, c. 17 : « Ut qui... parochiam per trintaga annos sine alicuius interpellatione tenerunt, jure perpetuo possideat. » Nous croyons que ce texte doit s'appliquer au prêtre non régulièrement investi.

2. *Synodus Franconofortensis* (794), c. 49. — *Capit. missorum* (802), c. 26. — *Capit. Ecclesiasticum* (818), c. 6.

3. *Admonitus generalis* (789), c. 21, 22. — *Hincmar, Litterae datae Heden-nulfo* (Migne, t. CXXVI, p. 273).

4. Cf. Boretius, p. 276. En voici le dispositif : 1^o l'ordination des serfs fugitifs ou convaincus de fausse déclaration sur leur état est nulle; 2^o quant aux serfs établis à la suite de leurs parents, hors de leur province d'origine, et ordonnés de bonne foi, ils seront rendus à leurs maîtres, si leurs maîtres les réclament; sinon, ils garderont leur office; 3^o l'évêque pourra, s'il le juge bon, ordonner des serfs ecclésiastiques, mais ils devront être affranchis devant l'autel; 4^o le maître gardera toujours le droit de retenir le pécule du serf élevé à la cléricature. Ceux qui sont ordonnés sans pécule seront soumis aux règles qui s'appliquent aux clercs indigents. — Cf. dans les *Formulae imperiales* (Zeumer, p. 311) une formule d'affranchissement d'un serf ecclésiastique, *ad ordines*. Le cas devait être assez fréquent.

bilité du titre. L'Église avait d'abord interdit toute translation de paroisse à paroisse, sauf une grave nécessité. Un prêtre était pour la vie uni à ses fidèles¹. Mais cette union, nul ne pouvait la rompre sans des formes prescrites par les canons. Le patron d'une église en pouvait bien choisir le titulaire ; il ne pouvait lui ôter sa charge. L'évêque lui-même n'avait pas le droit de le déposer sans un jugement régulier. Le clerc coupable devait être jugé publiquement. La législation avait établi toute une procédure pour laisser le moins de prises possible à l'arbitraire. Elle exigeait une enquête, la comparution des accusateurs, des témoins, une discussion contradictoire. Elle avait énuméré les cas de déposition. Elle remettait le jugement au synode épiscopal. Ainsi, l'évêque ne pouvait frapper sans explications et sans motifs un clerc même prévaricateur. Et ce dernier avait encore le droit de faire appel de la sentence au synode métropolitain et au pape. Cette législation pénale était faite pour empêcher qu'un clerc fût dépossédé sans jugement².

Ainsi, par ces mesures, l'Église avait pensé établir l'ordre dans les institutions comme dans les consciences. Toutes ces règles protectrices étaient destinées à assurer à son gouvernement ce qui est le plus nécessaire aux gouvernements : l'unité de direction, l'obéissance de tous et la justice pour tous. A maintes reprises, dans ses conciles, dans ses lois, dans ses écrits, elle avait tracé l'idéal du prêtre. Elle l'avait voulu libre. Elle lui avait interdit de devenir l'homme d'un grand, d'entrer dans le vassalage : et elle avait interdit aux grands d'entraver sa mission, d'usurper son domaine, d'attenter à sa liberté. Elle l'avait voulu instruit et pur. Bien des efforts avaient été faits pour donner à ce clergé rural la science aussi nécessaire que la vertu. Elle avait

1. Les translations de paroisse à paroisse étaient interdites, sauf dans certains cas de force majeure. Capitulaires (802), c. 13 : *devotus usque ad vitae permanentem exitum* (Boretius, p. 107).

2. Cf. Hincmar : « *De judiciis et appellationibus episcoporum et presbyterorum.* » — « *De presbyteris criminosis.* » Migne, t. CXXVI, p. 231 et suiv. ; — t. CXXV, p. 1108 et suiv. Les cas de déposition sont : 1^o le refus de comparaître à une citation légale ; 2^o la comparution du prêtre devant un tribunal séculier ; 3^o le flagrant délit ; 4^o le vol des biens ecclésiastiques ou tout attentat violent à la propriété ; 5^o l'infamie notoire. — Le capitulaire de 769, c. 14, 15, avait édicté la déposition pour refus d'obéissance aux canons ou aux décretales, pour refus d'administrer les sacrements. Un capitulaire d'Aix (809), c. 21, punit de la même peine la vente du saint-chrême, son emploi à des usages profanes. Hincmar ne paraît pas avoir maintenu ces dispositions.

exigé de lui la connaissance des canons, des Écritures, du chant. Elle avait créé à son usage des conférences, confié à ses soins les écoles publiques, appelé son dévouement sur toutes les misères qui grandissaient.

Mais ces mesures étaient déjà vaines. Un des traits de cette société est que les mœurs y sont plus fortes que les lois et que la façade des institutions cache mal l'anarchie intérieure qui les menace. Les abus se défendaient contre le droit, et ils finirent par rester maîtres. Nous ne voyons pas assurément que ce clergé fut pire que beaucoup d'autres ; mais il n'était plus celui des origines. Des sentiments moins nobles avaient étouffé le désir de conquérir les âmes. Malgré les canons, la surveillance de leurs chefs, beaucoup de ces prêtres ruraux aspiraient à l'indépendance. Ils quittaient leur paroisse, erraient dans les diocèses sans vouloir être attachés à aucun titre. D'autres, par ambition, par pauvreté, pour avancer ou pour vivre, se mettaient à la remorque des grands. Ils se recommandaient, obtenaient un bénéfice et désertaient leur cure pour la chapelle du château. Ceux même qui gardaient leur église devenaient les hommes du seigneur local, ses intendants, les gérants de ses domaines. Déjà le clergé rural entrait dans la féodalité.

Le grand mal dont souffrait cette société, l'absence de sécurité, poussait l'Église comme le peuple dans les bras du séniorat. Les évêques se recommandaient au roi, les prêtres ruraux aux grands. Nous verrons ailleurs comment ces règles du patronage et de la fidélité s'appliquèrent dans l'Église et devinrent la forme de l'obéissance. Elles brisèrent les liens réguliers de la hiérarchie et la belle ordonnance de l'œuvre législative des conciles carolingiens. Elles mirent enfin le clergé rural sous la dépendance des seigneurs.

II. — LE PATRIMOINE ECCLÉSIASTIQUE.

Comme l'église épiscopale, comme le monastère, l'église rurale avait son patrimoine, *dotalicium*. Ce patrimoine se composait de biens-fonds, des dîmes, des offrandes, des droits divers payés par les paroissiens. Nous devons voir quelle était sa valeur et par quelles règles il était administré.

LE DOMAINE. — La paroisse devait avoir un patrimoine territorial. Dans l'acte même de sa fondation, l'église rurale recevait en

dot des terres et des serfs. Cette dot était fixée par la loi. La législation carolingienne avait établi en principe que chaque église possédât au moins « un manse de douze bonniers, une *curtis* et « quatre esclaves. » Cette disposition du capitulaire de 818 entra dans le droit ecclésiastique. Elle est renouvelée à plusieurs reprises pendant le IX^e siècle¹. Elle marque un minimum. Mais il était rare qu'une paroisse n'eût dans son domaine que le *mansus* légal et que ce manse ne comptât que douze bonniers. L'Église avait de bonne heure promulgué certaines règles qui contribuaient beaucoup à étendre son patrimoine. C'est ainsi qu'elle exigeait des prêtres nommés à un *titulus* l'apport d'une dot. Cette règle n'était pas toujours observée, et elle ne pouvait l'être, mais, dans bien des cas, une partie du patrimoine ecclésiastique fut constituée par les dons des prêtres ou des clercs. Surtout, sa formation fut l'œuvre anonyme des fidèles. Nous avons conservé le souvenir des donations qui furent faites aux évêchés ou aux monastères. Aussi nombreuses furent assurément les libéralités faites aux paroisses. Chaque habitant tenait à cœur de marquer sa dévotion par quelque générosité. Venait-il à faire entrer son fils dans les ordres, à partir pour l'armée, à obtenir quelque grâce, il offrait son champ et sa vigne. Était-il en danger de mort, il croyait racheter ses fautes en se dépouillant : il mettait le saint sur son testament². Les croyances étaient plus fortes que l'intérêt matériel. Elles eurent leur influence économique; c'est par elles que ce grand patrimoine de l'Église s'est constitué. Et ces donations étaient très diverses, depuis le simple arpent de terre jusqu'au manse. Or, ce patrimoine était inaliénable : il grandissait toujours, mais il était très rare que l'Église le cédât à d'autres mains.

Le nombre de ces traditions fut même assez grand pour que la royauté y vit un danger social. En principe, la loi civile avait reconnu la liberté entière des donations. Mais les rois ne tardèrent pas à en voir le péril. Souvent, celles-ci étaient faites en fraude de leurs droits. L'homme libre donnait sa terre pour échapper au ser-

1. *Capit. 818*, c. 10 (Boretius, p. 277). Cf. édit. de Pitres (864), c. 2. — *Capit. missis datum* (865), c. 11. — Pitres (868), c. 9.

2. Exemples de donations aux paroisses. *Cart. de Brioude*, p. 185. — *H. L.*, t. V, p. 165. — *Marca hispanica*, p. 824. — *La comblet*, n^o 4, 5. — *Cart. de Cluny*, p. 119, 148. — La loi civile avait favorisé ces donations. Cf. *Capit. legibus addit.* (803), c. 6 : « Qui res suas pro anima sua ad casam Dei tradere voluerit traditionem faciat coram testibus legitimis et quae hactenus in hoste factae sunt traditiones, de quibus nulla est questio stabilis permaneant. »

vice militaire, à l'impôt. Ou bien, les tenanciers établis sur les *villae* du roi ou des grands vendaient leur lot à l'église locale ou au prêtre, se réservant leur habitation seule. Ce système, à la longue, n'eût-il pas risqué de tarir les sources de l'impôt ou de briser l'unité de culture, l'organisme économique ? Les Carolingiens le pensèrent. Un capitulaire de 818 interdit le don des *terrae censales* sans autorisation spéciale : encore, l'église autorisée à acquérir dut-elle payer le *tributum* aux lieu et place du concédant¹. Charles le Chauve étendit cette défense. En 865, il décida que toutes les terres données ou recommandées à une église par un « infidèle », et pour éviter la confiscation, seraient réunies au fisc². Le célèbre capitulaire de Pitres protégea aussi bien le droit du seigneur que celui du roi contre les aliénations faites par leurs tenanciers. Il les frappa de nullité, obligea les prêtres ruraux à restitution. Ainsi les rois essayaient de défendre à la fois la petite propriété et le grand domaine, l'intérêt du fisc et celui du seigneur. Là encore se retrouve la même politique : maintenir l'unité dans la *villa*. Mais ces réserves ne suffirent pas à défendre la propriété individuelle. Et il est probable qu'en raison même des désordres du temps, l'Église eût bientôt mis la main sur la plus grande partie du sol, si elle-même n'avait été victime de violences et de convoitises qu'elle était impuissante à réprimer.

Chaque église devait avoir un inventaire de ses biens-fonds, *praeceptum*. Nous pouvons nous faire, par les Polyptyques et les chartes, quelque idée de cette propriété foncière. L'église de Vic, en Bourgogne, possède huit manses et une petite forêt³. Les trois églises de la *villa Sarazagus* détiennent cinq, douze et quinze manses⁴. L'église de Belmont-en-Quercy a sept manses⁵. Des églises de Saint-Bertin, Quelmes possède douze bonniers, Coyecques dix-huit, Gisnes douze⁶.

1. *Capit. per se scribenda* (818) (Boretius, p. 287) : « Quicumque terram tributariam... vel ad ecclesiam vel cuilibet alteri tradiderit, is qui eam susciperit, tributum quod inde solvebatur omnimodo ad partem nostram persolvat ; » sauf une charte d'immunité.

2. Pitres, 864, c. 30. *Capit. missis data* (865), c. 5, c. 6. Il faut remarquer que cette disposition s'applique aussi aux biens des monastères. On sait comment les rois avaient intérêt à les défendre.

3. Bulliot, *loc. cit.*, t. II, p. 12.

4. *Cart. de Brioude*, p. 292.

5. *Cart. de Beaulieu*, p. 83. Cf. d'autres exemples, p. 95, 97, 242. L'église de Camps a sept manses vétus, celle de Lapleau trois.

6. *Cart. de Saint-Bertin*, p. 97 et suiv.

Voyez les églises de Saint-Germain-des-Prés¹.

Palaiseau a deux églises; la première détient vingt-un bonniers et deux ansanges de terre, six arpents de prés, sept de vigne; la seconde, celle de Gif, six bonniers et demi de terre, cinq arpents de prés, cinq de vigne, un bonnier de bois et sept hôtes.

Épinay-d'Orge : un manse, comprenant quatre bonniers de terre, sept arpents et demi de vigne, trois de prés.

Villemeux : vingt-quatre bonniers de terre, un arpent de vigne, quatre de prés, un bonnier de pâture et en plus six manses.

Le Bouley : vingt bonniers de terre, trois de pâtrage, six hôtes.

La Celle-les-Bordes : vingt-deux bonniers de terre, quatre arpents de vigne, un arpent trois quarts de pré.

Villeneuve-Saint-George : vingt-sept bonniers de terre arable, dix-sept arpents de vigne, vingt-cinq de prés.

On voit par ces chiffres combien la dotation de ces églises rurales était souvent considérable et combien aussi leur domaine pouvait varier.

L'organisation de ce domaine ne différait guère de l'organisation de la *villa*. Celle-ci était divisée en parties distinctes : le *mansus indominicatus*, les tenures, les *communia*. Nous retrouvons ces divisions dans les biens-fonds de la paroisse. Toute une partie d'abord était réservée au prêtre. C'était l'ensemble des bâtiments où il se logeait, où il logeait sa récolte : le presbytère, la grange, l'écurie, puis le jardin et les terres cultivées directement et à son profit, soit par les *mancipia*, soit par les hôtes. Une autre partie est divisée en tenures, *mansus* ou *hospitia*, cultivées par des tenanciers : hôtes, colons ou serfs. Ces tenanciers devaient d'abord des journées pour la culture des terres presbytérales. Sur leur lot, ils payaient également des redevances en argent ou en nature. Ceux de l'église d'Aunay doivent à l'église et au prêtre un jour de travail par semaine, un poulet et des œufs; ceux de Souzy, six deniers²; mais, ces parts faites, le produit de leur travail était à eux. Quant à leur condition, elle dut être très variable. Les terres paroissiales des églises du Polyp-

1. *Polyptyque*, p. 7, 8, 66, 99, 100, etc.

2. *Polyptyque*, p. 144 : « Hospites duo qui faciunt diem unum in unaquaque ebdomada et solvunt... pullum unum cum ovis. » P. 153 : « Hospitia v..., praeter unum qui solvit ad ipsam ecclesiam denarios sex. »

tyque sont cultivées surtout par des hôtes de condition libre, mais nous ne pouvons dire si ce système fut en usage partout.

A ces tenures s'ajoutaient enfin les pâquis ou les bois destinés à l'élevage des porcs, des chevaux, du gros bétail. On voit que ce domaine ecclésiastique était cultivé suivant les mêmes règles que la *villa*.

Comme dans la *villa*, il pouvait se faire qu'une portion fût concédée en précaire ou en bénéfice. Nous avons quelques exemples de ces concessions. Les bénéficiaires devaient payer un cens annuel à l'église. A Saint-Germain-de-Tramayes, à Souzy, le cens est de huit *solidi*. Ce genre d'aliénation des terres paroissiales devint même très fréquent au x^e siècle¹. Quelques actes de ce temps nous mentionnent des donations faites aux églises rurales avec réserve d'usufruit ou une clause de précaire. Les détenteurs s'engagent à payer un cens, leur vie durant, mais ils jouissent de leur champ ou de leur vigne, et le sol fait retour à l'église après leur mort. Ainsi, soit sur l'initiative des curés, soit par la volonté même des donataires, un certain nombre de biens-fonds dépendant des paroisses furent de bonne heure aliénés sous une forme conditionnelle. Nous retrouvons là encore dans les paroisses les mêmes usages qui nous sont signalés sur la terre des abbayes, des évêchés, des rois ou des seigneurs.

Cette distinction entre la part du prêtre, les tenures, les bénéfices aura son importance. Nous la verrons s'accuser surtout dans les églises constituées en patronat.

LA DIME. — A ce domaine foncier s'ajoutaient les produits de la dîme. Rendue obligatoire par les capitulaires et les canons, elle devait être payée à chaque église paroissiale par les habitants de la paroisse. Chaque district ecclésiastique devint ainsi un district financier qui dut être délimité avec précision² et qui le fut en effet dans les *libelli dotis* des églises. Dans ce district, toutes les terres, quel que fût le maître qui les possédait, furent soumises au même tribut. Cette règle était absolue. Le capitulaire de Salz³ déclare que tout propriétaire qui bâtit une église sur son domaine n'en doit pas moins la dîme à l'église paroissiale; que

1. *Cart. de Mâcon*, p. 238. — *Polyptyque*, p. 153 : « Habet ad ipsam ecclesiam de beneficio mansum 1 qui solvit de argento solidos VIII. »

2. *Capit. anni 811-813*, c. 10. Boretius, p. 178. Charlemagne fit-il faire, à ce sujet, un cadastre des territoires paroissiaux? Nous l'ignorons.

3. *Capit. de Salz*, c. 2, 3.

les évêques ou abbés qui possèdent des terres dans les paroisses sont également tenus de cet impôt, de même les bénéficiers des terres ecclésiastiques. A cette loi, le capitulaire *de Villis* semble faire une exception. Il réserve à l'église du fisc la dîme levée sur les terres du fisc, sauf dans les localités où l'usage en avait réglé l'emploi ; mais il faut remarquer que la plupart de ces domaines formaient déjà des paroisses. La réserve introduite dans la loi s'appliqua naturellement aux parcelles ou aux *villae* mêmes du roi qui restèrent enclavées dans une paroisse anciennement établie.

La création des paroisses nouvelles donnait lieu à une répartition nouvelle des dîmes. Cette répartition, l'évêque seul pouvait la faire. En consacrant l'église, il devait, nous l'avons dit, énumérer avec soin les domaines soumis à la redevance. Il y était tenu par la loi civile (capit. 811-813), et nous voyons par les chartes de fondation que cette règle fut observée. On pensait éviter ainsi toute contestation entre les paroisses et les mettre à l'abri des usurpations ou des fraudes.

Le principe formulé par le droit était donc que chaque paroisse eût sa dîme. La dîme est, à l'origine, une redevance paroissiale. Aussi, le recteur de l'église était-il chargé de la percevoir. Il tenait un registre de ceux qui y étaient soumis et devait la faire rentrer à l'époque fixée par la coutume¹. Toute résistance, tout refus des paroissiens exposaient à une sanction pénale. Si un avertissement du prêtre ne suffisait pas, le réfractaire était soumis à une amende, excommunié, et le comte ou le vicaire devait le contraindre à payer son dû². Les plaintes nombreuses des conciles du IX^e siècle nous montrent que ces pénalités étaient souvent sans résultats. Propriétaires ou colons ne se résignaient pas facilement à une redevance qui leur enlevait le dixième des produits de la récolte. Alors, comme à la fin de l'ancien régime, la dîme ne paraît pas avoir été très populaire dans les campagnes, et, pour en assurer le paiement, la législation ecclésiastique ou civile dut constamment intervenir.

Cette redevance affectait la terre, non la personne. La dîme

1. « *Breviarium missorum aquitanicum*, » 789, c. 11. *Capit. anni* 802, c. 7 (Boretius, p. 106).

2. Un capitulaire (787-814) nous donne le tarif des amendes imposées : six solidi, puis, en cas de nouveau refus ou de récidive, six solidi et en sus le bannus royal, enfin l'excommunication (Boretius, p. 186).

était due par toute propriété rurale enclavée dans la paroisse¹. Nous avons vu que les terres des évêchés, des monastères, des chapitres y étaient soumises comme celles des particuliers et même du roi. Les bénéficiers, les usufruitiers du domaine paroissial ou de tout autre bien ecclésiastique y étaient également tenus, et le paiement de la dîme s'ajoutait à la redevance qu'ils payaient à l'église pour la jouissance de sa terre. Nous voyons des femmes, des Juifs² astreints à payer la dîme, en raison même des champs, prés, vignes qu'ils possèdent. La loi ne tenait pas compte de la condition des personnes ni même du mode de possession du sol.

Nous savons moins comment le propriétaire s'acquittait envers l'église. Ceux qui ne possédaient qu'un petit lot qu'ils cultivaient eux-mêmes ou faisaient cultiver par quelques serfs la payaient sans doute directement. Dans le grand domaine, il dut en être un peu différemment. Chaque colon ou chaque hôte acquittait la dîme sur les produits de sa tenure, le maître sur les produits du manse seigneurial, sa maison et son *curtil*³. Mais, quel que fût le mode de perception, la dîme était générale. L'église la percevait sur toute terre et sur toute sorte de produits : sur les récoltes, les céréales, le vin, le foin, sur le croît du bétail, etc...

Elle avait imposé aussi les produits du travail industriel⁴. Déjà, du temps de Théodulfe, chaque artisan était tenu de donner à l'église une part des objets qu'il fabriquait et mettait en vente. Cette disposition permet de croire que l'église percevait la dîme sur les gynécées et les ateliers attachés au manse seigneurial. La même règle est formulée au concile de Trosly en 909, qui ajoute à cette dîme celle de la fabrication des armes⁵. L'impôt était bien devenu un impôt d'un dixième sur la production du sol ou le travail de l'homme.

Ainsi prélevée, la dîme devait être portée à la grange presbytérale et remise entre les mains du prêtre. Celui-ci la divisait

1. *Capit. anni* (802), c. 6 : « Ut unusquisque sacerdos cunctos sibi pertinentes eruditat, ut sciant qualiter decimas totius facultatis ecclesiis divinis debite offerant. »

2. *H. L.*, t. V, p. 105.

3. Boretius, p. 336, fragment d'un capitulaire mutilé, c. 8.

4. *Concil. Arelatense* (813), c. 9. *Capit. anni* (818), c. 5 (Boretius, p. 287). *Capit. Theodulfi*, c. 35 (Migne, t. CV, p. 202).

5. *Concil. Trosleianum*, c. 6. Labbe, t. IX, p. 538 : « De militia, de negotio, de artificio, de lanarum tonsione. »

devant témoins en quatre parts, pour son entretien, pour l'église, la matricule, l'évêque. Le partage était soumis au contrôle de l'archidiacre, qui devait veiller à ce que chacune de ces parts reçût sa destination¹.

Il ne semble pas que le prêtre ait pu autoriser les paroissiens à convertir leur dîme en une somme d'argent équivalente. Mais peut-être pouvait-il vendre la part qui était affectée à l'entretien de l'église. Il est difficile de penser qu'il ait pu en tirer parti autrement.

Nous ne pouvons savoir ce que rapportait la dîme à une église. Une telle évaluation est impossible. Mais le produit dut être considérable et la dîme semble avoir fourni le revenu le plus abondant des églises rurales. Aussi, de bonne heure, la législation fut-elle impuissante à maintenir aux paroisses la propriété de leurs dîmes. L'usage s'établit d'abord de concéder à des succursales ou à des chapelles une part des dîmes paroissiales. Les abbayes prétendirent également se réserver les dîmes de leurs terres. Enfin les grands, sur leurs domaines, les détournèrent à leur profit. Dès le IX^e siècle, les dîmes sont usurpées par les seigneurs, cédées, vendues, inféodées aussi bien dans leurs paroisses que dans les paroisses libres. Nous verrons se transformer ainsi le caractère primitif de la dîme. Elle devient une redevance seigneuriale, elle cesse d'être le tribut offert par les habitants à leur église et à leur saint.

OBLATIONS. — Nous avons moins de renseignements sur les oblations faites par les fidèles. Elles étaient de deux sortes. Les unes étaient faites à la messe solennelle et portées à l'autel pendant l'introït ou avant la lecture de l'évangile; les fidèles présentaient au prêtre, suivant une coutume ancienne, du vin, du pain, des cierges. On appelait cette offrande les *eulogiae*². Mais sous ce nom d'*oblationes*, la langue du temps désignait encore les cadeaux faits à l'église en échange d'une faveur obtenue, à la suite d'un³ voeu, comme rachat d'une faute. Parfois, les parents ou les héritiers d'un mort offraient à l'église, le jour des obsèques, un présent pour les pauvres ou l'entretien du luminaire³. On commençait

1. Le partage en quatre parts semble n'avoir pas toujours été observé, au moins avant le IX^e siècle. Un capit. de 802 (Boretius, p. 106) divise la dîme en trois portions, celle de l'évêque, des pauvres, du prêtre.

2. Hincmar, *Capit. presbyteris data*, p. 777. — *Cart. de Saint-Chaffre*, p. 40.

3. « *Synodus Francofurtensis*, » c. 48 : « *De oblationibus quae in ecclesia vel in usus pauperum conferuntur.* »

également à donner les prémices de la récolte pour obtenir une heureuse maturité.

Ces offrandes étaient très diverses. Elles consistaient surtout en pain, en vin, en huile, en fruits ; parfois, on donnait à l'église des animaux, de la cire, des lampes, etc. Les dons en argent sont moins fréquents, ce qui s'explique par la rareté du numéraire.

LES CENS. — Au IX^e siècle, on désignait sous ce nom les redevances en argent payées par les colons ou tenanciers, les bénéficiers, précaristes ou usufruictiers du domaine paroissial. Mais il faut y ajouter les sommes exigées par le prêtre pour l'accomplissement de certains actes religieux ou civils.

Ce sont d'abord l'administration des sacrements, le baptême, la sépulture et surtout la messe pour les défunt qui sont taxés par le prêtre¹. L'Église luttait en vain pour maintenir le principe de la gratuité. Hincmar rappelle dans les lettres canoniques données aux nouveaux évêques qu'ils ne doivent pas permettre à leurs prêtres de tirer profit du baptême, des choses saintes, de la sépulture² ; mais cette règle restait morte. Les faits économiques étaient plus forts que le droit. Les prêtres de paroisse, dépouillés souvent par les exactions mêmes de leurs supérieurs et par les usurpations des grands, privés des dîmes ou des revenus de leur domaine, tenus de payer à leur évêque des droits énormes, étaient obligés de tirer parti à leur tour de leur ministère spirituel. Ils vivaient du sacerdoce, sans qu'à l'origine ces usages aient blessé la conscience des populations. Les fidèles, depuis longtemps, aimaient à offrir quelque souvenir à leur église au moment des fiançailles, des funérailles ou à la suite d'une pénitence. Ces dons volontaires se transformèrent peu à peu en un véritable impôt. A l'époque féodale, la vente des sacrements fut un des revenus réguliers des paroisses.

Un droit plus légitime fut perçu par les prêtres ruraux pour la rédaction des actes. La plupart des chartes de donation, de vente étaient alors écrites dans l'*atrium* des églises, en présence des témoins, par le *rector* de la paroisse³. Il profita assurément des droits de rédaction ou de sceau. Un capitulaire de 818 nous signale encore quelques ressources de nos églises⁴. Quand un

1. Sur la vente des sacrements, cf. *Capitula ann.* 802, c. 12 (Boretius, p. 106).

2. Hincmar, *Litterae canonicae Hedenufo datae* (Migne, t. CXXVI, p. 273).

3. *Cart. de Cluny*, p. 120, 187 et suiv.

4. Boretius, p. 281, c. 1, 2.

meurtre était commis dans le sanctuaire, le meurtrier, en cas de légitime défense, devait payer à l'église un wehrgeld de 600 *solidi*. Le wehrgeld était payé par le maître si le meurtrier était un esclave. Les coups contre un prêtre, suivis d'effusion de sang, étaient également punis d'une composition dont le prêtre touchait deux tiers, l'autre tiers restant à son église. Si le coupable était insolvable, il devait se livrer lui-même; mais il n'est pas probable que ces revenus aient été très sûrs et encore moins, dans l'anarchie des temps, qu'ils aient pu être régulièrement perçus.

Tout ce patrimoine ecclésiastique devait donc assurer à chaque église rurale une dotation souvent riche, au moins convenable. Nous avons vu comment ce patrimoine était administré. Le prêtre seul en avait la gestion, sans l'assistance d'un conseil élu par les habitants ou choisi par l'évêque, mais il restait soumis à la surveillance de l'évêque et à celle de l'archidiacre¹. Ce dernier surtout devait faire un inventaire exact des biens et des revenus, en surveiller l'emploi. Ce n'était pas là chose facile. Ces revenus étaient très divers et ils ne paraissent pas avoir été dépensés de la même façon. Agobard rappelle cette règle du droit : « Les « saints canons ont établi les prescriptions pour l'usage des revenus des églises, l'entretien des pauvres, l'entretien des clercs, « l'entretien de l'église, l'entretien de l'évêque². » Les canons nous parlent aussi, à plusieurs reprises, d'un partage entre l'évêque, le curé, l'église et les pauvres. Mais nous devons nous demander si dans ce partage étaient compris tous les revenus de l'église, produits directs de la culture, redevances des tenanciers ou des serfs, cens des bénéficiers, dimes, offrandes, prémices, dons des fidèles, etc.

Il faut distinguer d'abord les revenus fonciers, directs, du domaine paroissial. Quelques-uns avaient reçu de leurs donateurs mêmes une affectation spéciale. C'est ainsi que des terres, vignes ou prés étaient donnés pour l'entretien du « luminaire. » Ces clauses ne sont pas rares dans les donations. Ailleurs, la donation était faite pour l'entretien du prêtre ou de la matricule. Il y avait ainsi toute une portion du domaine dont le prêtre ne pouvait disposer. Mais, en dehors de toute clause spé-

1. Hincmar, *De officiis episcoporum* (Migne, t. CXXV, p. 1087). — *Capit. archidiaconibus data*, id., p. 802.

2. Agobard, *De dispensatione rerum ecclesiasticarum* (Migne, t. CIV, p. 240). Nous ne parlons ici, bien entendu, que des paroisses libres.

ciale, il semble que les revenus fonciers, aussi bien que les cens des colons et des hôtes, aient été réservés au prêtre et laissés à sa libre disposition¹.

Au curé appartenait également les cens des bénéficiaires, les droits pour la rédaction des actes, les sacrements, la sépulture, enfin les prémices. Le seul partage qui leur fut imposé était celui des offrandes et de la dîme.

Sa part était donc considérable. Toutefois, c'était sur cette part sans doute qu'il devait payer les droits assez élevés que lui réclamait son évêque, notamment le *synodaticum*, les *paratae* exigées au moment des tournées pastorales. Sur cette part encore, il devait secourir les pèlerins, les mendiants, entretenir les clercs qui vivaient en communauté; car nous ne voyons pas qu'il y ait eu de distinction entre les revenus du curé et ceux des desservants. Et la loi civile ou canonique avait encore limité son droit de disposition. Nous avons vu qu'il lui était interdit d'acheter une terre à son compte avec les deniers de son église. Un capitulaire de 818 établit en plus que les donations faites aux « petites églises » seraient divisées en deux parts, celle des clercs et celle des pauvres². Mais il ne semble pas que cette règle ait été maintenue.

Quelques grandes que fussent ces ressources, dès le IX^e siècle, elles paraissaient pourtant insuffisantes. Les textes du temps nous parlent d'églises ruinées, de prêtres abandonnant leur paroisse, ne pouvant plus y vivre. C'est que d'autres faits commençaient à intervenir, qui troublaient profondément le régime économique des paroisses.

Ces églises avaient des charges, l'impôt d'abord, car toutes n'en étaient pas affranchies. Seules, les églises dépendant d'un évêché ou d'une abbaye dotée de l'immunité avaient réussi à s'y soustraire, mais nous ne voyons pas que ce privilège se soit étendu aux églises libres des *vici* ou des *villae*, ni aux églises placées sur la terre des grands³. Plus que l'impôt encore, les exactions des évêques, des archidiacres, des doyens, les usurpa-

1. Cela ressort de la formule de 808 (Zeumer, p. 217). La dotation de l'église est faite : « Ad ipsam luminarium praevidentam vel unde presbyter... vivere debeat. »

2. *Capit. de 818*, c. 4.

3. Sur les paroisses épiscopales ou abbatiales qui jouissent de l'immunité, cf. les diplômes de Louis le Pieux pour Langres, Autun, etc. (H. F., t. VI, p. 370, 391).

tions des laïques, le refus de payer la dîme étaient pour beaucoup d'églises une cause de ruine. Retenons ces faits. Ils nous aideront à comprendre pourquoi, malgré leur richesse et peut-être à cause de leur richesse, un grand nombre de ces paroisses libres ont disparu, comment elles sont entrées dans le domaine d'un grand, comment s'est transformé sur elles le pouvoir épiscopal, pour quelles raisons enfin elles ont perdu leur liberté.

III. — LES INSTITUTIONS DE LA PAROISSE.

Ainsi organisée, la paroisse n'était pas seulement un centre religieux. Si elle avait un culte, elle avait aussi des institutions d'enseignement ou de bienfaisance. Elle était faite pour que l'homme y pût trouver tous les secours nécessaires à sa vie intellectuelle ou à sa vie économique. Elle devait être en raccourci l'État, tel que le rêvaient les théoriciens ecclésiastiques de ce temps.

De ces institutions, une des plus importantes était l'école. On sait les mesures prises par Charlemagne pour le réveil des études. Dès 789, l'*admonitio generalis* avait recommandé la création d'écoles élémentaires pour les enfants¹. Les évêques semblent avoir obéi à ces conseils. Nous connaissons assez bien par les *capitula* de Théodulfe, d'Hérard de Tours, d'Hincmar, les dispositions qu'ils prirent pour répandre l'enseignement dans les campagnes². Chaque *villa* dut avoir son école. Parfois même, si la *villa* était trop grande, composée de hameaux trop éloignés, d'autres écoles y étaient établies. En tout cas, cet enseignement primaire était presque exclusivement religieux. Il était confié d'abord au curé qui dirigeait l'école ou la confiait à un de ses clercs. Il ne comprenait guère que quelques leçons de lecture, de chant et de calcul. En réalité, l'Église voyait surtout dans l'école une préparation au sacerdoce ou à la vie chrétienne ; elle y recrutait ses clercs et apprenait aux laïques à comprendre ou tout au moins à lire un peu ses livres. Mais cet enseignement était gratuit. Le prêtre ne devait demander aucune rétribution. Il ne semble même pas qu'il ait été obligatoire. On conseillait aux

1. *Admonitio generalis* (789), c. 72 : « Ut scolae legentium puerorum fiant. »

2. *Capit. Theodulfi*, c. 19, 20. — *Walterii*, c. 6. — *Herardi Turonensis*, c. 17. — *Hincmari decanis data*, c. 11.

fidèles d'envoyer leurs enfants à l'école; aucune prescription légale ne les y avait astreints.

A l'école s'ajoutaient les œuvres de charité : la matricule, les confréries.

La matricule était une institution ancienne. Grégoire de Tours nous signale déjà celles des cathédrales et des monastères¹. En outre, chaque paroisse devait avoir la sienne. C'était la corporation des pauvres officiellement inscrits sur le registre de l'église et qui recevaient d'elle des aliments ou des secours. Le clergé avait ainsi organisé sur place, dans chaque *vicus* ou *villa*, l'assistance publique. Mais il l'avait mise entre ses mains. La matricule était administrée par le curé de la paroisse et ses clercs, sous la surveillance de l'archidiacre et de l'évêque. De même, c'était en partie par ses revenus particuliers qu'elle était entretenue².

Chacun de ces collèges avait en effet ses ressources : d'abord le quart du produit des dimes et des offrandes et, depuis 818, la moitié des donations terriennes faites à la paroisse. De plus, la matricule était capable de recevoir et de posséder. Elle avait sa dotation spéciale, analogue à celle de la paroisse, et souvent cette dotation fut assez grosse pour qu'au IX^e siècle l'Église ait eu à la défendre contre les convoitises des riches ou des grands.

Nous ne voyons pas que ces assistés, *matricularii*, aient eu partout une maison commune ni qu'ils aient été astreints à un travail régulier. L'Église s'était assuré seulement leur clientèle, et ils rendaient quelques services pour l'entretien du mobilier, du luminaire et la célébration du culte. Mais leur recrutement se faisait suivant des règles précises. Le prêtre ne devait admettre que des habitants de la paroisse et des habitants pauvres, débiles ou trop âgés pour travailler; c'étaient là les conditions essentielles : l'indigénat, la misère ou l'incapacité de travail. Il était interdit aux prêtres de mettre leurs parents sur cette liste, sauf le cas de misère notoire. L'Église leur avait encore défendu de recevoir de l'argent ou des cadeaux³, de mettre à la charge de la

1. Lœning, t. II, p. 243.

2. Hinemar, *Capit. decanis data* : Que le prêtre « ... matricularios habeat juxta qualitatem loci... debiles et pauperes et de eodem dominio. » Cf. *De presbyteris criminosis*. — « Pauperes et debiles et de eadem villa de qua decimam accipiunt, matricularios faciant » (p. 1110).

3. Id., *ibid.* : « Ne presbyteri pro locis matriculae xenia accipiunt ne suos

communauté des hommes sains et robustes, d'exiger des corvées des *matricularii* eux-mêmes. Toutes ces mesures nous prouvent combien cette assistance était recherchée et quel prix on attachait à l'obtenir.

Si utile que fût cette assistance légale, elle ne suffisait pas. Les canons recommandent encore aux prêtres d'accueillir chez eux les étrangers, les pèlerins. Et ceux-ci étaient nombreux alors sur les routes de la Gaule. En outre, les paroissiens eux-mêmes avaient fondé des associations, que certains textes du temps nous font connaître, *geldoniae*, *collectae* ou confréries¹.

On a cru voir dans ces associations l'origine première des gildes marchandes du moyen âge. Nous les connaissons surtout par deux capitulaires de Charlemagne et quelques renseignements d'Hincmar. Mais, si nous lisons ces textes, ils disent tout autre chose. Ces sociétés se présentent à nous comme des associations de secours mutuels; c'est là surtout leur caractère. Elles créaient une force cependant et la législation carolingienne les interdit. Elles n'en continuèrent pas moins à se former et à recruter des adhérents dans les paroisses. Mais elles deviennent de plus en plus, sous l'influence du christianisme, des confréries ou de pieuses associations. Hincmar, qui nous fait connaître celles de son temps, nous les montre réunies pour offrir des eulogies, assister le prêtre dans les cérémonies du culte. Elles gardent les lampes, le luminaire, l'huile, la cire; d'autres s'occupent d'ensevelir les morts; d'autres enfin sont de simples sociétés de prières ou de charité.

Ces confréries avaient chaque année leur jour de fête et réunissaient leurs membres dans un banquet. Nous savons par Hincmar que ces réunions n'étaient pas toujours très pacifiques; elles finissaient par des rixes sanglantes. Aussi la hiérarchie leur devint-elle peu favorable. Elle interdit à ses prêtres d'y prendre part et ces mesures arrêtèrent peut-être l'essor des confréries. Nous ne savons pas en effet si elles se maintinrent après le ix^e siècle. L'histoire ne les signale plus, avant le grand mouvement communal.

Toutes ces institutions avaient vraiment fait de la paroisse un

parentes sanos et robustos in eadem matricula collocent, nec opera ab ipsis matriculariis exigant. »

1. Sur les *geldoniae* et les *collectae*, cf. Hincmar, *Capit. presbyteris data*, p. 777.

groupe social, et, de ce groupe, l'église est le centre. C'est à l'église que les hommes se réunissent pour prier¹; c'est à l'église que s'offre le sacrifice; c'est à l'église qu'ils ont été baptisés; c'est sous ses dalles ou près de ses murs qu'ils reposent un jour. Elle était l'asile éternel et sûr de toutes les pensées et de toutes les espérances, le lieu saint où l'homme s'enchantait lui-même et oubliait sa misère en présence de son Dieu.

Elle était autre encore; toute la vie civile venait y affluer, car il n'y avait pas d'autre organisation rurale un peu complète que celle de la paroisse. Dans l'église se tenaient les *placita*, le mal de comte, du centenier ou du vicaire². Près de l'autel se faisaient les affranchissements; sous l'*atrium* se rédigeaient les actes, les échanges, les ventes, les donations, etc. Elle était ainsi le sanctuaire et la maison commune. Elle était enfin le refuge aux heures de désordre ou de guerre. Criminels, serfs fugitifs y venaient chercher un asile, où la justice du comte, où la colère de leur maître ne pût les atteindre³. Le paysan y portait ses trésors et sa récolte; il s'y enfermait lui-même à l'approche de l'ennemi. Il semblait que le saint fût seul capable de défendre les siens en se défendant.

Ces églises, nous les connaissons assez bien. Beaucoup étaient construites en bois⁴ ou en torchis, édifices fragiles qui s'écroulaient vite. Souvent les paroissiens aimait mieux les reconstruire que les réparer. Un incendie détruisait l'édifice, on le bâtissait à nouveau avec la même rapidité. Mais beaucoup aussi de ces édifices étaient en pierre. L'un d'eux, Germigny, nous a même été conservé. C'est un bel exemple du style sévère, très simple, de la renaissance carolingienne: une croix latine, surmontée d'une coupole au croisement du transept. Il faut s'imaginer encore les murs couverts d'étoffes ou de peintures, l'autel entouré de cierges et de lampes, et surtout la vie intérieure qui animait le

1. Sur la *missa publica*, cf. *Capit. Theodulfi*, c. 45, 46. — *Capit. anni 802*, c. 8 (Boretius, p. 106). Elle était dite à neuf heures. Le lien paroissial est encore très étroit. Tout fidèle est tenu d'aller à la messe à sa paroisse, sauf quand il est *in itinere* ou *ad placitum*. *Capit. 810-813*, p. 178.

2. *Concil. Arelatense* (813), c. 22. — Exemples de *placita* tenus dans les églises rurales. *Marca hispanica*, p. 797 (874).

3. *Capit. anni 803*, c. 3. Boretius, p. 113. *Concil. Maguntinum* (813), c. 39.

4. *Marca hispanica*, p. 868, où il est question d'une « Ecclesiolum parvulum ex luto et lapidibus confectam. » Elle est reconstruite en pierre et en ciment. — *Id.*, p. 821: « Ecclesias quas... construxerunt... fabrili construentes arte. »

temple, le peuple convoqué à chaque instant pour ses affaires, pour les fêtes, les matines, les prières du matin et du soir. Il y avait là toute une vie que nous ne soupçonnons plus, tant les habitudes et les mœurs des hommes ont été changées.

Quelques documents contemporains nous font également connaître le mobilier de ces églises rurales. Voici celui d'une église de l'abbaye de Saint-Rémi de Reims¹ : « Trois voiles d'autel, une « couverture de soie, un pallium, deux corporaux, un calice en « étain et la patène, deux chasubles : l'une de sendal, l'autre de « lin, deux aubes, deux étoles, deux manipules, un missel de « Grégoire le Grand, les évangiles, un psautier, un antiphonaire, « un pénitentiel de Bède, un exemplaire de l'évangile de saint « Mathieu, un encensoir d'airain, une petite cloche de métal. » C'était là le mobilier liturgique. Il se retrouvait dans la plupart des églises de ce temps. Mais elles n'étaient probablement pas assez riches pour posséder ces grandes pièces d'orfèvrerie, ces ornements ou ces reliquaires que certaines abbayes carolingiennes nous ont laissés.

A l'église de la paroisse s'ajoutaient déjà de nombreuses chapelles². Dès le VIII^e siècle, elles se sont multipliées sur le sol de la *villa* par les mêmes causes que les paroisses dans les limites du diocèse. Ici, les grands seigneurs, abbés, maîtres d'une *portio* de la *villa*, voulaient avoir sur leur terre leur église et leur prêtre. Ailleurs, les recteurs des paroisses restauraient des églises anciennes, en bâtiisaient de nouvelles³; ou bien c'était quelque fidèle qui, pour abriter une relique, érigeait un autel et le recouvrirait d'un oratoire⁴. Quelle que soit leur origine, ces chapelles se divisent déjà en deux catégories⁴. Les unes sont élevées dans les maisons des grands; elles ne sont guère alors que des oratoires privés. Les autres, construites dans quelque dépendance de la *villa*, une *curtis*, une *villare*, destinées à un groupe d'habitants, sont des chapelles publiques, des succursales de la paroisse. Les textes carolingiens nous en signalent

1. *Polyptyque de Saint-Rémy de Reims*, p. 87.

2. Hincmar, *Capit. presbyteris data*. Migne, t. CXXV, p. 794.

3. *Vita Remigii*. Migne, t. CXXV, p. 1176.

4. Hincmar fait bien la distinction : 1^e entre l'église de la paroisse et les chapelles; 2^e entre les chapelles privées et les chapelles publiques. Le mot chapelle, dans ses écrits, désigne toujours une église non paroissiale, mais ce sens n'est pas toujours aussi précis dans la langue du temps.

quelques-unes. La *villa Vaber* en possède deux¹, les *villae Madriacus* et *Vitriacus*, une². Hincmar nous parle également de la *parochia Follanoebrayus*, qui, outre le titre paroissial, possède trois églises : *Noviante*, *Landrici curtis*, *Broeris*³. Ces usages durent se rencontrer un peu partout⁴.

Comme l'église principale, ces succursales purent avoir leur dot⁵. Nous connaissons un certain nombre de chapelles publiques, même de simples *oratoria* qui possèdent un domaine. Dans le *pagus* de Mâcon, il y a à Sennecey une chapelle qui détient un manse⁶. Celle de la *curtis Exenis* en possède quatre, celle de Saint-Timothée deux⁷. Quelques-uns de ces sanctuaires ont une dotation de cinq, six, dix manses. La chapelle de la *villa Cava-nias* reçoit en dot une *colonia*, trois serfs et un champ⁸. Il est fréquent, dans les textes du temps, de voir donner, échanger, léguer les chapelles avec leurs terres, vignes, prés, forêts et toutes leurs dépendances. Ce patrimoine était souvent aussi considérable que celui de l'église principale.

Il est probable aussi qu'on leur reconnut de bonne heure le droit de posséder les offrandes, puis les prémices portées par les fidèles. Hincmar nous le fait entendre expressément⁹, et, au x^e siècle, cet usage est bien établi, puisqu'une foule de documents nous le signalent.

A l'origine, il ne semble pas que ces chapelles aient eu d'autres priviléges. L'Eglise avait entendu maintenir l'unité de la paroisse et la juridiction des curés. Elle avait établi d'abord cette règle qu'aucune chapelle publique ou privée ne

1. *H. L.*, t. II, p. 329, preuves.

2. *Cart. de Mâcon*, p. 229-231.

3. Hincmar. Migne, t. CXXVI, p. 537.

4. *Cart. de Mâcon*, p. 229, 231. P. 207 : « Capella in villa Gerii, in curtile S. Albani sita. » Hincmar nous parle également des chapelles *Landrici-Curtis*, *in Attolae curtis*. Ces localités sont des dépendances de *villae* (Migne, t. CXXVI, p. 293, 537). Les exemples de *villae* dotées seulement d'une chapelle sont assez fréquents, en Bourgogne notamment. Cf. Bulliot, *ouvr. cit.*, t. II, p. 6 : « Villam Garillis cum duabus capellis. » — Id., p. 8 : « Vitraria villa cum capella. » P. 12 : « Villa Beliniacum... capella una. »

5. Cela ne paraît pas nécessaire pourtant. Cf. Bulliot, p. 12. Dans la *villa* de Bligny, il y a une chapelle, « *absque dote* in honore S. Germani. »

6. *Cart. de Cluny*, p. 708.

7. *H. L.*, t. II, p. 406, preuves.

8. *Cart. de Cluny*, p. 733.

9. Hincmar (Migne, t. CXXVI, p. 293), oblations faites à la chapelle *Attolae-Curtis*.

fût ouverte sans la permission de l'évêque. Celui-ci devait même consacrer les premières, comme les églises, et, dans les secondes, la pierre de l'autel devait être au moins consacrée par ses mains¹. Une autre règle fut que la plupart de ces chapelles eussent comme desservants des clercs de l'église paroissiale. Celles qui étaient fondées par un seigneur sur sa terre, dans son château, furent, il est vrai, régie par les règles du patronat. Le seigneur y nomma toujours un de ses hommes², serfs ou recommandés. Mais les chapelles publiques furent, en principe, administrées par le recteur de la paroisse³. Celui-ci y célébrait le culte à jours fixés ou pouvait déléguer ses fonctions à un de ses clercs. Dès cette époque même paraissent des clercs-vicaires, perpétuels ou temporaires, qui résident auprès de la succursale et sont chargés de la desservir. On pensait ainsi que l'unité de gouvernement dans la paroisse ne serait pas affaiblie.

Une dernière mesure enfin fut appliquée. Si, dans les chapelles, on put offrir le sacrifice, dire les prières, même enterrer les morts, le culte ne fut complet que dans l'église principale de la paroisse. Celle-là seule eut ses fonts baptismaux ; c'est à l'église de la paroisse qu'on vint échanger les serments du mariage, recevoir le pardon de ses fautes. Seul aussi, son prêtre eut juridiction et l'épiscopat maintint également cette règle qu'à l'église paroissiale la dîme dût être toujours payée.

Mais ces mesures même devaient en partie être inefficaces contre une tendance toujours plus grande au morcellement. A certaines de ces succursales, l'Église dut d'abord reconnaître un *districtus*⁴, le groupe territorial où la chapelle s'est élevée. Bientôt, ce fut la dîme elle-même qui fut partagée, malgré les prescriptions contraires des capitulaires ou des conciles. Il était naturel que le maître ou les habitants d'un domaine préférassent

1. Hincmar, *Capit. presbyteris data*, c. 3 (Migne, t. CXXV, p. 794).

2. Le Capit. de *Villis* réserve aux clercs du roi les chapelles établies sur les fises (c. 6). — Nous voyons, par divers documents du temps, que les seigneurs agissaient ainsi sur leurs domaines. *Concil. Meldens.* (845), c. 74, 75.

3. Hincmar, *Capit. archidiaconis data*, c. 7 (Migne, t. CXXV, p. 802). — *Capit. presbyteris data*. Id., p. 794 : « Et quia quidem presbyteri, praeter ecclesiam in qua titulati sunt, etiam capellas habent. » Le curé de la *villa Follanaebrayus* dessert en outre trois églises qui relèvent de son *titulus*.

4. C'est, non pas le *districtus* paroissial, mais bien cette *altarterminatio* dont parle Lamprecht. Elle fut rendue nécessaire pour la célébration du culte et des offices, et pour le don des dîmes quand celles-ci furent attribuées aux chapelles.

porter leur dîme à la chapelle où ils allaient prier et entendre la messe. En 908, par exemple, les hommes de la paroisse Saint-Pierre de Mornant, qui habitent un hameau de la *villa*, refusent leurs dîmes au curé. L'archevêque de Lyon les constraint au paiement. Or, ces faits durent être assez fréquents. Aussi, dès la deuxième moitié du ix^e siècle, l'usage est-il établi d'assigner aux chapelles une part des dîmes paroissiales, surtout quand ces chapelles dépendent d'un monastère, d'un chapitre ou d'un grand. Le patron se croyait libre de répartir ainsi la dîme entre l'église et la chapelle qu'il avait fondée. Il obtenait l'assentiment de l'évêque à ce partage. Mais ces usages nouveaux affaiblirent l'ancienne règle et contribuèrent beaucoup à cette confusion inextricable, qui divisa les dîmes à l'infini et presque partout les enleva aux paroisses pour les mettre entre les mains des seigneurs¹.

Par toutes ces institutions, par le nombre de ses clercs, la richesse de son patrimoine, ses œuvres d'éducation, de bienfaisance, l'Église avait donc peu à peu transformé les conditions de la vie humaine. Ce n'est pas que la religion de ces hommes fût bien éclairée, que leurs mœurs fussent bien pures. Les textes du temps nous représentent ces paysans comme grossiers et superstitieux. A leur culte se mêlaient d'étranges dévotions, celle des pierres, des arbres, des fontaines, la croyance aux songes, aux livres tombés du ciel, à la divination, à la sorcellerie. Ces pratiques, la législation impériale ou religieuse les combattait. Mais un autre danger, plus grave peut-être, rendait stériles toutes ces réformes. L'Église se transformait avec la société. Elle aussi acceptait les règles de la fidélité et du patronage. Des rapports nouveaux tendaient à s'établir entre l'évêque et son clergé, entre les grands et leurs églises. Nous verrons, en étudiant le patronat, comment l'organisation de la paroisse s'est modifiée, comment disparut l'ancienne idée de la communauté chrétienne, comment, en un mot, l'Église, dès le ix^e siècle, est entrée dans le régime féodal.

IMBART DE LA TOUR.

(*Sera continué.*)

1. Un certain nombre de ces chapelles, ainsi établies dans la paroisse, furent elles-mêmes érigées en paroisses au x^e siècle. Nous en avons quelques exemples; cf. *Cart. de Mâcon*, p. 33 (885-927), mais elles restèrent soumises au patronat de l'église principale.

LE CHATELET DE PARIS

VERS 1400.

(*Suite^{1.}*.)

2. *Début du procès.*

Il n'est pas de règles plus simples que celles qui président à l'introduction d'un procès criminel au Châtelet.

Il n'y a pas de ministère public, par conséquent, pas de poursuite d'office exercée contre les meurtriers. Lorsqu'on trouve un homme assassiné sur la voie publique, et on voit par la quantité de meurtres que les malfaiteurs avouent combien le cas devait être fréquent, le prévôt de Paris ne fait aucune recherche, aucune enquête; le cadavre est enterré et nul ne s'en préoccupe davantage.

Il faut, pour que la justice entre en mouvement, ou que l'assassin soit pris en flagrant délit ou qu'un tiers vienne déposer une plainte précise. Cette plainte a deux résultats : d'abord de désigner nommément au juge l'individu qu'il doit faire arrêter, et, en second lieu, d'assurer aux sergents qui vont chercher le coupable le paiement de leurs déplacements, le plaignant étant responsable des frais.

Ainsi, la justice de ce temps est précaire; elle n'agit en quelque sorte que contrainte et forcée, d'une part, si l'un de ses agents assiste au meurtre, d'autre part, si une plainte formelle se présente, à laquelle elle est obligée de répondre. Et encore, pour ce qui est de la première alternative, nous avons vu que le roi fut obligé de rappeler aux sergents qu'ils avaient à accourir lorsqu'on criait « à la justice du roi. » Le service, sous ce rapport, laissait donc même à désirer.

1. Voir *Rev. hist.*, t. LXI, p. 225; t. LXII, p. 225.

En revanche, si dans certains cas le Châtelet n'entre en action que sur une incitation directe venant du dehors, il peut arriver aussi qu'il obéisse trop vite à cette incitation et emprisonne sur la plus légère dénonciation. Les rois s'étaient préoccupés de ces incarcérations hâtives, pouvant causer de grands dommages dans les familles les plus honnêtes. Ils avaient érigé en principe absolu qu'on n'intenterait aucun procès et qu'on ne ferait arrêter personne avant qu'une sérieuse enquête eût été faite et eût démontré la culpabilité de l'individu dénoncé. C'est d'après les conclusions de cette enquête que le tribunal ordonnerait l'arrestation¹. Il en fut de ce principe et des ordonnances qui l'établissaient comme du reste : on n'en tint aucun compte. Le roi Charles V avait renouvelé, le 22 novembre 1371, les prescriptions formelles de ses prédécesseurs, voulant « nos subgez non estre traveillez ne dommagiez sanz cause raisonnable » ; elles ne furent pas mieux observées². Il suffisait de la simple requête d'une partie pour qu'un sergent procédât à une arrestation.

Le roi Henri VI voulut, par l'ordonnance de mai 1425, rétablir quelque règle tutélaire des droits des particuliers ; mais il arrive à se contredire lui-même dans cette ordonnance. Il commence par faire expresse défense aux sergents de mettre qui que ce soit en prison sans un commandement formel du juge, à moins de flagrant délit public : il semble que ceci soit formel. Repartons-nous quelques lignes plus bas ; nous lisons, à l'article des émoluments que peut percevoir le sergent, la somme de douze deniers exigible de toute partie qui requiert d'un sergent l'arrestation d'un individu quelconque. Le texte ajoute même que, si la partie ne paie pas, on peut ne pas donner suite à sa demande et relâcher le prisonnier. Ainsi Henri VI accorde en détail ce qu'il a refusé en principe.

Constatons par la même occasion que, dans ce document, il est recommandé aux sergents de ne relever dans les rixes que les

1. *Le Style du Châtelet* dit (fol. 19 r°) « note que avant que corps d'omme puisse ou doye estre emprisonné pour aucun cas criminel, il convient que le juge soit adceréné de l'une de m choses ou de m ensemble » : ou que le coupable ait été pris en flagrant délit, ou qu'une enquête formelle ait été faite prouvant sa culpabilité « ou du moins que commune renommée queure du cas contre le prisonnier et en soit vehementement soupçonné. Et se autrement il estoit fait, le juge ne seroit pas loyal, maiz faux et telz qu'il ne seroit pas digne de justice garder. »

2. *Ordonnances*, V, 433.

cas où il y a plaies et effusion de sang « ou rourture, ou bateure énorme... » Les coups ou blessures peu graves ne comptent pas¹.

Voici un exemple qui montre comment, en dehors du cas de flagrant délit, c'est au particulier intéressé à rechercher le coupable lui-même, puis à venir le dénoncer.

Le 11 décembre 1391, Guillaume Certain, secrétaire du duc de Touraine, se présente devant le Châtelet. Il raconte que, dernièrement, à Soucy, près de Sens, un homme, nommé Thibaut des Quarreaux, qui avait épousé la cousine-germaine de lui, Guillaume, a été volé, sa femme et sa fille assassinées, par un de ses valets, appelé Perrinot Cousin qui, le coup fait, s'est enfui. Le déposant vient d'apprendre que le meurtrier se trouve à Paris, qu'il habite rue des Rosiers. Il y est allé pour prendre Perrinot et le traîner au Châtelet. Mais Perrinot n'y était pas, il n'a trouvé que sa femme, qui lui a dit que son mari était du côté de Senlis, pour des affaires. Guillaume Certain conclut demandant justice, et le tribunal, « ouye la clamour duquel maistre Guillaume et veu l'estat de sa personne, attendu aussi l'énormité du cas,... » mande à un sergent à cheval d'aller appréhender Perrinot partout où il le rencontrera, si ce n'est en lieu saint, c'est-à-dire dans un lieu d'asile².

Lorsqu'une dénonciation de ce genre se produit et qu'on connaît l'adresse du coupable, on l'ajourne à comparaître dans trois jours, sous peine de bannissement, et on le somme publiquement. Le sergent qui procède à cette opération doit être accompagné de deux ou trois témoins, « pour ce que, en cas criminel, un sergent n'est pas creu de son adjournement ; » l'accusé pourrait contester. Le sergent fait un rapport de cet ajournement ; ce rapport est présenté au juge puis enregistré. Si, au bout de trois jours, l'accusé n'a pas comparu, le juge prononce son bannissement. Toutefois, dit le style du Châtelet qui nous donne ces renseignements, avant de prononcer le bannissement, le magistrat doit être sûr de six choses : « que le cas soit criminel et capital, item, qu'il soit advenu, » que le soupçon soit justifié par l'enquête qui a dû être faite, que l'ajournement ait été formellement fait au domicile du coupable ; « que le cas soit touché au premier default ; que lesappeaux soient faiz sans interruption ; item, coutume est que le

1. *Ordonnances*, XIII, 98.

2. *Registre criminel*, II, 376.

jour le juge le face interim appeler et puis prononce son bannissement¹. » Il y a apparence que, dans la réalité, on était moins rigoureux et que le juge devait passer outre à plus d'une de ces prescriptions, en même temps qu'il ne bannissait pas toujours les malfaiteurs qu'on ne pouvait pas trouver. La plupart étant sans feu ni lieu, il était malaisé de leur adresser la moindre sommation.

La sentence de bannissement était criée solennellement. Il était fait défense à tous « qu'ilz ne tiengnent compaignie aux dessus nommez, » défense de les recevoir ou cacher « sur paine de forfaire corps et biens envers mondit seigneur [le roi]. Maiz qui-conque les trouvera hors lieu saint s'efforce de les prendre à assemblée de gens, à cry, à haro, à son de cloches et par toutes les voyes et manières que l'en pourra². »

Si un meurtrier ajourné ne s'était pas présenté et que sa victime fut hors de danger, on ne le bannissait pas³.

Quand un bannissement a été prononcé, le clerc de la paroisse « envoie une cédule au crieur par laquelle il crie par les carrefours de Paris que tel a esté prononcé bany et que doresnavant aucun ne le recepte, recelle, heberge, denunce, aide, ne conforte, sur paine de forfaire corps et biens envers le roy nostre sire⁴. »

Lorsqu'un accusé voulait se dérober aux poursuites de la justice, il se réfugiait dans une église ou dans un monastère, il avait recours au droit d'asile. L'asile était religieusement respecté, aussi tout malfaiteur faisait-il le possible pour y chercher une sauvegarde. Le registre criminel nous raconte l'histoire d'un voleur qui, un jour, est arrêté dans une rue ; il se laisse prendre, puis demande au sergent à verge qui le mène de le faire passer rue Saint-Jacques, sur un prétexte quelconque. Le sergent l'y conduit, et, arrivé à la hauteur de l'église Saint-Séverin, l'individu se dégage d'un coup brusque, court jusqu'à l'église, y entre ; il s'était mis en franchise, on fut obligé de l'y laisser⁵.

Cependant, lorsqu'un accusé s'est mis dans un lieu d'asile, on peut lui faire les sommations régulières même là. Si, au bout de

1. *Style du Châtelet*, fol. 19 v^e. — *Le Grand coutumier*, p. 655.

2. *Style du Châtelet*, fol. 20 v^e.

3. *Ibid.*, fol. 22 r^e.

4. *Ibid.*, fol. 22 v^e. — *Le Grand coutumier*, p. 656.

5. *Registre criminel*, I, 15.

trois jours, il n'a pas comparu, on le bannit¹. Si, enfin, un homme tue quelqu'un près d'une franchise, avec l'intention de s'y mettre à l'abri aussitôt, le privilège de sauvegarde n'existe plus. Le meurtrier n'a pas la ressource de courir à une autre franchise; celle-ci ne compte pas davantage².

3. *Les prisons du Châtelet.*

Supposons qu'un accusé soit arrêté : il est écroué dans les prisons du Châtelet. Ces prisons sont dites « prisons ordinaires. » Sauf le commandement du chancelier de France ou du Parlement ou du prévôt, aucun sergent ne peut emprisonner ailleurs qu'au grand Châtelet, sous peine de 60 sous parisis d'amende³.

Nous avons dit, en traitant de la topographie du Châtelet, où se trouvent les prisons : elles sont essentiellement dans le donjon quadrangulaire entouré de cours intérieures, situé dans la partie Est de l'édifice. Tout ce donjon semble être occupé par elles, du haut en bas. Les prisons communes où l'on tient le plus de monde sont dans les étages supérieurs. C'est ce qui explique que le Religieux de Saint-Denis, parlant de l'envahissement du Châtelet par la foule au moment des troubles de 1418, s'explique de la manière suivante : « *Castellum Parisiense principale violenter ingressi, mox ut carceres ascendere sunt conati, resistenciam repererunt.* » Les envahisseurs sont repoussés par les officiers du roi, lesquels « *multos per altiores fenestras Castelleti progerunt*⁴. » Il ne faut donc pas se figurer seulement des basses-fosses obscures et humides, il y en a, mais il y a aussi des pièces spacieuses, claires et aérées.

Nous avons les noms de toutes les geôles du Châtelet. Chaque pièce avait un nom spécial. On a beaucoup cherché pour savoir quelle était l'étymologie de ces noms et par suite l'explication de leur état. Nous ne pensons pas qu'on puisse arriver à un résultat sérieux sur cette question. Cette onomastique est peut-être l'œuvre du hasard ou de causes insignifiantes.

Avant d'énumérer ces noms, nous devons faire connaître un

1. *Style du Châtelet*, fol. 22 r^o.

2. *Ibid.*, fol. 24 v^r. — *Le Grand coutumier*, p. 662.

3. *Ordonnances*, XIII, 98.

4. *Religieux de Saint-Denis*, VI, 248.

détail essentiel, qui servira à apprécier les différences de traitements subis par les prisonniers, suivant qu'ils sont dans telle ou telle prison. La geôle du Châtelet n'est pas, comme la prison de nos jours, un endroit où la société, vous privant de la liberté, se croit le devoir de vous loger et de vous nourrir à ses frais. Le prisonnier doit payer un loyer tarifé par jour ou par nuit, puis s'entretenir et manger à ses dépens. L'emprisonnement, par suite, ne constitue pas seulement une peine par la perte de l'indépendance, il est également une charge pécuniaire, car on dépense et on ne peut rien gagner.

Ceci dit, nous allons voir que le confortable de chaque sorte de prison se mesure à la somme qu'il faut payer pour l'habiter. Il ne faut pas croire que chaque prisonnier, suivant ses ressources, puisse choisir le local où on l'enfermera. Un prisonnier est logé selon son état, le motif de l'emprisonnement, ou l'ordre du juge qui le fait appréhender. Une fois nanti de sa geôle, il y doit rester. On lui inflige d'office le loyer qu'il aura à payer. Il est même expressément défendu de faire changer un détenu de prison sans l'autorisation du prévôt¹.

Il y a au Châtelet quatorze prisons².

Une première catégorie en contient cinq, qui sont : *les Chaînes, Beauvoir, La Mole, la Salle et Barbarie ou Gloriette*. Ce sont les meilleures ; elles sont dites « honnêtes prisons. » Elles sont situées dans les parties supérieures du donjon : les prisonniers sont en commun, mais ils ont de la place, chacun a un lit. Ils paient deux sortes de droits par nuit : un droit de lit et un droit de place. Le droit de lit s'élève à quatre deniers, le droit de place à deux. Le prisonnier a la faculté de faire venir le lit de chez lui ; dans ce cas, il ne doit que le droit de place. Cependant, exception est faite pour celui qui est en *Barbarie ou Gloriette* ; le lit ne paraît pas ici de rigueur. Un prisonnier est libre de n'en point avoir : s'il en prend un, il devra donc quatre deniers.

1. *Ordonnances*, XIII, 101.

2. Nous suivrons ici principalement deux textes : l'ordonnance d'Henri VI de mai 1425 (*Ordonnances*, XIII, 101), et un document qui a pour titre : « Ce sont les estatuts de la geôle du Chastellet de Paris. » Ce document a été publié par Aimé Champollion-Figeac dans *Droits et usages concernant les travaux de construction publics et privés sous la 3^e race des rois de France*. Paris, 1860, in-8°, p. 163-165 ; et par Leber, dans *Collection de dissertations relatives à l'histoire de France*, t. XIX, p. 169. Ce dernier texte est plus défectueux.

La seconde catégorie comprend trois prisons : la *Boucherie*, *Beaumont* et la *Griesche*. Ce sont encore des geôles confortables. Elles ont ceci de particulier qu'elles sont dites « prisons fermées », c'est-à-dire que les prisonniers n'y sont plus en commun, mais mis au secret dans des pièces particulières. La *Boucherie* et la *Griesche* paraissent spécialement destinées aux femmes¹. Les prix sont les mêmes que pour la première série, on paie quatre deniers pour la nuit et deux pour la place.

Avec la troisième catégorie, nous descendons d'étage, et, en second lieu, le sort des détenus devient plus pénible. Cette catégorie ne comprend qu'une prison, qui est dite *Beauvaiz*. C'est une immense salle voûtée qui occupe tout le premier étage du donjon. Elle est exactement carrée. On voit son nom et ses dimensions dans un plan de reconstruction du Châtelet, qui fut fait vers 1684 et qui est conservé aux Archives nationales². Ici, les prisonniers sont entassés pêle-mêle ; ils couchent sur des nattes ou sur des bottes de paille ; le plancher est carrelé ; au milieu, se trouve un grand baquet d'eau en pierre, que l'on nomme la Grande-Pierre. Les détenus ne paient qu'un droit de deux deniers par nuit.

La quatrième catégorie enfin est la dernière et la pire de toutes. Elle comprend quatre geôles : la *Fosse*, le *Puis*, la *Gourdaine* ou *Bersueil*, l'*Oubliette*. Nous sommes dans les caves, tout au plus au rez-de-chaussée très bas, éclairé par des lucarnes étroites donnant sur les petites cours que de très hauts murs rendent obscures. Ces prisons sont donc noires, humides ; on y met les pires malfaiteurs ; ce sont gens en général peu fortunés ; le roi prescrit qu'ils paient un denier, lorsqu'ils pourront le faire, ce qui ne devait pas être très fréquent. On dit de ces geôles qu'elles sont « trèsordes et obscures prisons³. » La *Fosse* est la plus horrible des cinq. C'est, comme son nom l'indique, une cave profonde qui ne reçoit ni air ni jour ; elle est petite, affecte la forme d'un cône renversé, si basse et si étroite qu'on ne peut ni demeurer debout ni se coucher ; par surcroît, le fond est plein d'eau. On y accède, non par un escalier, mais par une trappe qui s'ouvre au plafond. Il est question dans un compte de la prévôté d'une « poulie de

1. *Registre criminel*, I, 351.

2. Reproduit par Hoffbauer, *op. cit.*, p. 9.

3. Douët d'Arcq, *Choix de pièces inédites relatives au règne de Charles VI*, II, 271.

cuivre servant à la prison de la Fosse au Châtelet pour devaller les prisonniers... » On descendait donc le détenu par une corde dans ce trou, on fermait l'orifice et on l'y laissait¹. Nous devons ajouter cependant qu'on ne l'y faisait pas mourir. Les prisons du Châtelet sont en effet presque toujours préventives. Le tribunal ne condamne presque jamais à la prison ; nous le verrons lorsque nous serons arrivés aux peines. Il n'emprisonne pas pour deux raisons : la première, pour éviter d'encombrer le Châtelet, puisque les condamnés, étant en général sans ressources, ne paieraient rien, ce qui deviendrait dispendieux ; la seconde, parce que l'usage est en ce temps-là qu'à toute grande fête de l'Église, ou à l'occasion d'une cérémonie solennelle telle qu'une entrée de reine à Paris, le mariage ou la naissance d'un prince, on ouvrait les prisons et on libérait les détenus. La condamnation ainsi devenait illusoire. Le Châtelet aimait mieux pendre ou bannir.

Le *Puits* était du même genre que la *Fosse* ; son nom l'indique. L'*Oubliette* également. On disait « avaler en oubliete². » Cette dernière prison était plus particulièrement, croyons-nous, une prison ecclésiastique. Nous la voyons souvent citée comme un nom générique attribué à toute geôle de l'official. On dit couramment « condamné en oubliete³. » L'oubliette de l'official n'était pas d'ailleurs plus éternelle que celle du Châtelet. Libérer les prisonniers était un acte de piété auquel la reine principalement se livrait souvent ; lorsqu'on y était enfermé, ce n'était pas pour longtemps. Nous pensons que le mot *oubliette* au Châtelet est purement fortuit.

Signalons enfin une dernière prison, qu'on devait utiliser lorsque toutes les autres étaient remplies. On l'appelait « l'Entre-deux-Huis. » Peut-être ce nom indique-t-il sa place. On payait également un denier pour y loger.

Il pouvait arriver que, par suite d'affluence de malfaiteurs, il n'y eût plus de place au grand Châtelet. C'est ce qui arriva notamment en décembre 1398. Le roi ordonna qu'on mettrait les détenus aux geôles du petit Châtelet. Celui-ci, d'ailleurs, n'était pas fort grand et ne pouvait pas renfermer beaucoup de monde⁴.

1. Alfred Bonnardot, *op. cit.*, p. 14.

2. *Registre criminel*, I, 261.

3. *Ibid.*, I, 82.

4. *Ordonnances*, VIII, 309.

Les prisons du Châtelet ont à leur tête un homme qui les administre et les surveille. Cet homme est dit le geôlier. Le geôlier doit être laïque ou marié, il a avec lui pour tout personnel un clerc et trois valets, il est le maître dans la prison ; tout se fait par lui, et rien ne peut se faire que par lui.

Lorsqu'un prisonnier est amené au Châtelet, le geôlier le reçoit personnellement et inscrit scrupuleusement son nom sur un registre. Si l'individu arrêté est clerc, il faut à côté de son nom mettre une croix, sous peine de quarante sols d'amende. Avec le premier registre d'écrou, il y en a un second d'inventaire où l'on inscrit tout ce qui est trouvé sur le prisonnier.

Ici le prisonnier doit acquitter un droit de geôlage d'entrée. Ce droit varie avec la qualité du détenu. Un comte ou une comtesse paient dix livres parisis ; un chevalier banneret ou une dame bannerette, vingt sols ; un chevalier ou une dame, cinq sols ; un écuyer ou une demoiselle noble, douze deniers ; un lombard ou une lombarde, de même ; un juif ou une juive, onze sols, tout autre, huit deniers. Lorsque le prisonnier sera élargi, il donnera la même somme en sortant ; ce sera le droit de geôlage d'issue. S'il n'a acquitté ni l'un ni l'autre de ces droits, le geôlier a la faculté de le garder en prison.

Le détenu est mené à la prison qui lui est destinée. Nous avons dit que le genre de geôle est déterminé par l'état de l'accusé, le motif de l'arrestation ou la volonté du juge ; nous avons ajouté que nul autre que le prévôt ne peut faire changer un détenu de prison.

Il est défendu de communiquer du dehors avec les prisonniers à moins d'un ordre spécial du prévôt ou de son lieutenant. Aucun prisonnier n'a le droit de conserver écritoire, encre ou papier. S'il a à écrire, sa lettre devra être lue par le prévôt ou son lieutenant. Nous avons vu que les prisonniers peuvent faire venir un lit de chez eux, s'ils ont la place pour le mettre et si le genre de prison dans laquelle ils sont enfermés le comporte. Il leur est interdit de jouer aux dés. Toutefois, les « gens d'estat et d'on-neur » arrêtés pour dettes ou quelque cas civil peu important pourront jouer aux tables et aux échecs.

Un prisonnier arrêté pour cas criminel est sur-le-champ mis au secret.

Il est d'usage, lorsqu'un nouveau détenu vient prendre place dans les geôles du Châtelet, qu'il paie sa bienvenue aux autres.

Ou bien il fait servir du vin, et on nomme cela « la quarte de bienvenue, » ou il distribue de l'argent et cela s'appelle, dans l'argot du temps : « Le parler dessoubz la sainture, le voler de moine, le parler latin. » Le roi défend bien pareilles pratiques ; elles se font malgré les ordonnances.

Nous arrivons à la question de la nourriture. C'est le geôlier qui est chargé de nourrir les prisonniers. Il a plusieurs façons de procéder.

D'abord, il reçoit à sa table. On paie, bien entendu, et le prévôt ou son lieutenant fixent eux-mêmes le prix de cette table, suivant le temps et la cherté des vivres. Mais le geôlier ne peut contraindre personne à y venir si cela ne convient pas. En ce cas, il doit laisser adresser les repas du dehors aux prisonniers qui les ont commandés ; il est tenu toutefois de visiter soigneusement tout ce qui entre.

Un prisonnier criminel ne reçoit que du pain et de l'eau ; il est défendu de lui donner rien autre, à moins d'ordre contraire du prévôt ou de son lieutenant. Ce pain, il le paie quand il peut. Le cas étant rare, le geôlier est obligé de fournir ce pain à tous, même à ceux qui ne lui donnent rien, et à ses dépens. Mais, en réalité, le geôlier s'arrange pour que la chose ne lui coûte rien. Les jurés des corporations de boulangers de la ville de Paris ont en effet l'habitude d'envoyer régulièrement du pain au Châtelet pour les prisonniers. D'autre part, il y a dans Paris un individu spécialement chargé d'aller quérir pour les prisonniers. Le pain, provenant de ces deux sources, et qui doit être à peu près suffisant, est distribué. Cette distribution est faite, non par un valet du geôlier, mais par « le plus souffisant et notable prisonnier qui sera sur les carreaux. »

Les fidèles donnent de l'argent le vendredi saint pour les prisonniers. Cet argent est distribué dans les mêmes conditions. Il arrive fréquemment que des particuliers remettent secrètement au geôlier de la menue monnaie pour les détenus. Le geôlier est obligé de le déclarer au prévôt et d'en faire la distribution aux plus indigents de ses prisonniers. S'il détourne la moindre somme, il sera arrêté comme larron et traité pour tel, c'est-à-dire pendu.

Enfin, pour ce qui est de l'eau à boire, « le geôlier sera tenu de tenir pleine d'eau la grande pierre qui est sur les carreaux¹. »

1. *Ordonnances*, XIII, 101.

Telle était la situation des prisonniers au Châtelet. On voit qu'en somme, si elle était tolérable pour « les gens d'estat et d'on-neur, » elle était des plus tristes pour ceux qui habitaient, comme on disait, « les basses prisons. » Aussi, on faisait tout ce qu'on pouvait pour n'y pas rester.

Le tribunal pouvait accorder d'abord l'élargissement conditionnel d'un accusé, pourvu que celui-ci vînt se représenter devant le juge dans un temps déterminé, et le juge lui donnait de nouveaux délais. Mais le cas était rare¹.

Le plus facile était de s'entendre avec quelque huissier, sergent ou officier du roi, qui venait, au nom du roi, demander l'élargissement du prisonnier. Il suffisait de cette invitation verbale et sans autre preuve, le geôlier ouvrrait sa porte. Il y avait là un abus extraordinaire. Le roi finit par s'en préoccuper. Il commença par interdire au Parlement, au prévôt de Paris et à tous autres juges de donner une suite quelconque à ses ordres, si ceux-ci n'étaient pas intimés par écrit, et il signale notamment la défense de faire élargir des prisonniers sur une simple invitation d'un officier apportant de vive voix l'expression de la volonté royale. Ces lettres sont d'avril 1402². Cela ne suffit pas et, en avril 1410, nouveau commandement et impérativement fait de ne relâcher aucun détenu à la requête de chambellans, huissiers, sergents d'armes ou officiers quelconques, si les dits personnages ne sont pas régulièrement munis de lettres patentes duement octroyées à cet effet³.

Lorsqu'un élargissement se produisait d'une façon normale et régulière et qu'une personne quelconque, qui y avait intérêt, voulait s'y opposer, elle allait faire acte d'opposition entre les mains du clerc de la geôle du Châtelet. Elle devait, pour que son opération fût valable, justifier qu'elle élisait domicile à Paris, faire enregistrer son opposition et payer un droit de quatre deniers parisis⁴.

4. *L'exception de cléricature.*

Au moment où ils comparaissent devant le tribunal, un très

1. *Registre criminel*, II, 8.

2. *Ordonnances*, VIII, 502.

3. *Ibid.*, XIII, 233.

4. *Ibid.*, XIII, 100.

grand nombre de prévenus demandent à ne pas être jugés par le Châtelet, mais à être renvoyés à l'official sous prétexte qu'ils sont clercs. Le nombre en est si grand, le cas si fréquent et la question tenue pour si importante à ce moment au Châtelet, qu'il nous a paru nécessaire d'en faire l'objet d'un chapitre spécial.

Si les accusés se réclament de leur cléricature, ce n'est pas que réellement ils soient tonsurés : neuf fois sur dix, en moyenne, la déclaration du prévenu est mensongère. La raison qui les pousse à se dire clercs est facile à comprendre.

L'official juge tout crime ou délit d'un tonsuré, depuis le plus modeste vol jusqu'aux assassinats les plus nombreux. Mais l'official ne condamne jamais à mort. Le droit canon défend aux prêtres de verser le sang ; le tribunal de l'évêque ne prononce donc pas de peine capitale. Il y avait de ce chef un premier motif pour que l'accusé préférât passer en cour d'Église.

L'official ne condamne qu'à la prison et, ici, second avantage ; dès qu'un événement quelconque se produit, nous l'avons dit, entrée de roi ou de reine à Paris, mariage ou naissance princière, changement d'évêque ou d'archevêque, demande même de quelque puissant seigneur ou de quelque noble dame, les condamnés sont délivrés. La justice épiscopale était, par conséquent, très préférable.

Le Châtelet demande à un prévenu pourquoi il s'est fait faussement tonsurer. Le prévenu avoue que c'est sur le conseil de son complice, lequel lui a dit : « Que se d'aucun aventure il estoit pris par la justice loye, qu'il seroit perdu ; » tandis qu'au contraire « il ne moroit nul prisonnier en la cour dudit official et que toujours l'on en yssoit par detencion de longue prison, nouvel advenement d'arceveque ou autre grant seigneur qui faisoient delivrer yceulx prisonniers^{1.} »

Un autre dit qu'aux prisons de l'official « toujours vient-il aucuns grans seigneurs ou dames qui font grâces aux prisonniers de la court espirituelle plustot et plus souvent que à ceulx de la court temporelle^{2.} »

Ce qui rend la question difficile, c'est que l'évêque de Paris est très attentif à tout ce qui pourrait porter atteinte à son privilège, qu'il veille avec soin et réclame dès que le Châtelet, tenant un

1. *Registre criminel*, I, 80 et 90.

2. *Ibid.*, I, 78.

accusé pour faussement tonsuré, passe outre; d'autre part, le conseil du roi et le Parlement s'appliquent à tenir compte des réclamations de l'évêque et à lui faire rendre justice. On comprend que la situation du prévôt de Paris est délicate.

L'évêque suit deux procédures pour intervenir. D'abord il porte plainte au Parlement.

Un individu, nommé Ernoul de Lates, accusé de vol, se dit faussement clerc. Il n'a pas fait la preuve de ce qu'il avance, le Châtelet continue à le juger lorsqu'arrive à l'audience Jehan de Cessières, notaire du roi et greffier criminel du Parlement, qui vient dire que l'évêque a protesté au Parlement et que la cour l'envoie, lui greffier, demander des explications. On transmet au Parlement les procès-verbaux. La cour écoute la lecture de l'affaire et les déclarations du prévôt; puis elle prononce et déboute l'official¹.

Ou bien l'évêque s'adresse au chancelier et au Conseil du roi.

Deux individus, comparaissant devant le Châtelet, se disent clercs: ils ne le prouvent pas. Le prévôt continue le procès, lorsqu'un clerc du chancelier, Arnault de Corbie, nommé Pierre Caloire, vient de la part de son maître mander, à la requête de l'évêque de Paris, le prévôt, son lieutenant et le procureur du roi devant le chancelier, pour entendre la lecture des requêtes présentées par l'évêque contre le prévôt au sujet de ce procès. Le prévôt et les deux autres personnages mandés se rendent chez le chancelier; ils trouvent près de lui un président en Parlement, un président en Chambre des comptes, un maître des requêtes de l'Hôtel: cette réunion est appelée, dans le texte, Conseil du roi. L'évêque est là avec son avocat et deux des promoteurs de son official. Il fait sa plainte devant cette sorte de tribunal. Le prévôt répond en expliquant le cas et la procédure qui a été suivie. Puis le Conseil prononce et donne raison au Châtelet. L'évêque insiste et demande qu'au moins quelques membres du Conseil se rendent au Châtelet et examinent la question sur place. Le Conseil y consent et le président en Parlement suit le prévôt à son tribunal, assiste au procès et approuve².

Examינons maintenant ce qui se passe à l'audience lorsqu'un prévenu se réclame du privilège de la cléricature.

1. *Registre criminel*, I, 296.

2. *Ibid.*, I, 85. Cf. *Fragment d'un répertoire de jurisprudence parisienne au XV^e siècle*, n° 35, p. 14.

On commence par lui demander s'il a la tonsure. S'il l'a, on fait venir un ou plusieurs barbiers jurés, — dans un certain cas, on en fit venir treize, — pour savoir si le signe de tonsure « est bon, vray et loyal. » Généralement, le barbier déclare que la tonsure « est fraîchement faite comme d'un jour ou d'une nuit et plumée aus mains, c'est assavoir esrachié et tiré l'un des cheveux après l'autre¹. »

Si le prévenu n'a pas de tonsure, on l'interroge sur les circonstances dans lesquelles il a reçu la cléricature; on lui demande le nom de l'évêque qui l'a ordonné, la ville où a eu lieu la cérémonie, les péripéties de cette cérémonie. Un manœuvre maçon répond un jour en prononçant les deux premiers mots du verset cinquième du psaume 15, que récitaient les ordinands en recevant la tonsure : « Dominus pars². » Après quoi on questionne l'accusé sur ses patenôtres. Il doit dire le *Pater*, l'*Ave*, le *Credo*; on voit ce qu'il sait et jusqu'où il sait.

Cela fait, le tribunal déclare à l'accusé qu'il ne le croira que s'il produit la lettre de cléricature qu'on lui a remise en l'ordonnant ou s'il fait venir des témoins qui affirment le fait. On lui donne quinze jours pour montrer cette lettre. Ici les accusés ont les réponses les plus diverses. L'un dit que c'est son père qui avait cette lettre, que son père est mort au loin, qu'on ne sait ce que la lettre est devenue; un second soutient que sa lettre a été brûlée dans l'incendie de la maison qu'il habitait, un troisième parle d'une ville éloignée où se trouverait le document et où il ne se trouve pas. Les quinze jours passés et la pièce demandée n'étant pas produite, le tribunal déclare que le prévenu est un faux clerc, il le condamne à avoir la tête entièrement rasée, « à estre rez tout jus, » puis il le juge comme laïque.

On finit par trouver, surtout devant la fréquence de cas semblables, que l'interrogatoire et notamment les quinze jours de répit étaient beaucoup trop longs. Il fut décidé qu'à l'avenir tout prévenu qui se dirait clerc serait sur-le-champ mis à la question afin que la torture lui fit avouer s'il disait vrai ou faux³.

L. BATIFFOL.

(*Sera continué.*)

1. *Registre criminel*, I, 204 et 486.

2. *Ibid.*, I, 51.

3. *Ibid.*, 84, 89.

MÉLANGES ET DOCUMENTS

NOTICES ET DOCUMENTS

RELATIFS A L'HISTOIRE DE FRANCE

A LA FIN DU XIII^e ET AU COMMENCEMENT DU XIV^e SIÈCLE.

II¹.

L'AFFAIRE DU CARDINAL FRANCESCO CAETANI. (Avril 1316.)

Le volume 487 de la Collection de Clairambault (anciennement coté « Mélanges, n° 46 »), à la Bibliothèque nationale, renferme (fol. 427 et suiv.) une pièce originale, dans un état parfait de conservation, qui formait jadis un rouleau de 4 m. 40 c. de long. Ce rouleau était scellé d'un cachet en cire rouge (le « sceau du secré du royaume de France, » comme il appert des dernières lignes du document), dont les traces se voient encore au verso du quatrième feuillet, au-dessus du titre que voici : « Ci est la deposition quant a aucunes choses qui touchent me sire François le cardinal. »

L'auteur d'un catalogue des principales pièces originales contenues dans la Collection de Clairambault a noté ce document comme « important » et « à publier dans les *Historiens [de la France]*². » Il a été édité par M. Bertrandy, dans une brochure assez rare, intitulée *Recherches historiques sur l'origine, l'élection et le couronnement du pape Jean XXII* (Paris, 1834, in-8°), pp. 58-70.

Je crois utile de donner une seconde édition, plus conforme au manuscrit et annotée, de cette pièce intéressante à beaucoup d'égards, même au point de vue de la langue, et que plusieurs érudits auront bientôt, comme moi-même, l'occasion d'utiliser.

1. Voyez *Revue historique*, LX, p. 307.

2. Bibl. nat., Catalogues, n° 169, t. II, p. 952.

Ci est la deposition quant a aucunes choses qui touchent me sire François le cardinal.

En l'an de grace mil troiz cenz .XVI., u moiz d'avrill, Evrart de Bar suz Aube, clerc, filz de Bonretour et de Agnes de Bar, si comme il disoit, a grant deliberation, plusieurs foiz et en plusieurs lieus, deposa les choses qui ensuient.

Premierelement, il dit que il estoit alé a Valence pour savoir se il pourroit avoir acointance a aucun des cardinaux¹ pour avoir leitres de priere a l'evesque de Langres² de li aidier et estre favorable en ses besoignes que il avoit affaire a li. Or avint un jour que il estoit alé as chanz par la porte par laquelle on va de Valence a Avignon, et la aussi comme au giet d'une pierre de la dite porte as chanz, il encontra un prestre, qui sembloit a l'abit que il fust de religion, car il avoit vestu comme moine une chape noire ronde a terre, et a non misire Pierre, et fu né a Besen-chon, si comme il disoit. Et, pour li compaigner, il avoit aveuques li un vallet. Le dit Evrart, qui estoit a grant meschief de cuer, le salua mont reveraument, et le dit misire Pierres, autressi comme se il l'eust conneu a la langue, li respondi mont amiablyement que il sembloit que il fust en son pais pour la langue, et que il fust le bien venuz, et li demanda que il avoit affaire. Et le dit Evrart, aussi comme en lermant, li respondi : « Sire, je sui ci venu pour avoir acointance a aucun des cardinaux pour avoir ses leitres de priere a l'evesque de Langres, a ceste fin que il me veulle aidier et estre favorable es besoignes que j'ai affaire a lui. » Et mesire Pierres, en grant compassion, li respondi : « Et je sui mont familier du cardinal monseigneur François, qui bien vous

1. Les cardinaux, pressés par le roi de France de donner un successeur à Clément V, étaient dispersés, pendant les derniers mois de 1315 et les premiers mois de 1316, dans les villes de la vallée du Rhône, Avignon, Valence, etc. Voyez le compte de Pierre, évêque de Senlis, qui fut envoyé vers eux par Louis X, en décembre 1315, pour préparer les voies à la célèbre mission du comte de Poitiers, le futur Philippe V : « Item, quando dictus dominus quondam rex misit dominum germanum suum, nunc regem, ad romanam curiam ad cardinales ut in regnum electionem suam celebraturi venirent, pre-misit tunc dictum electum apud Avenionem ad dominum de Pelagrua et quos-dam alios cardinales, speciales suos, ut obtemperarent requisitioni dicti sui germani, et alios cardinales ad obtemperandum inducerent, necnon et ut cum aliis inquisitoribus super inquestis faciendi in senescallia Lugdunensi deputatis inquestas faceret. Et tunc quasi continue fuit dictus electus cum domino nunc rege, et post eum eciam remansit per aliquos dies, cum graviter infirmus fuisse. Et in hoc viagio fuit... a .xxvii. die decembris usque ad .viii. diem augusti sequentis, et sunt dies .cc. xxvii., de quibus diebus fuit in itinere, tam eundo quam redeundo de loco ad locum, quam eciam stando in Valencia et Avinione et alibi ubi cardinales erant dispersi... » (Bibl. nat., fr. 23256, n. 55).

2. Guillaume de Durfort (1306-1318). — Peut-être le nom d'Evrart de Bar-sur-Aube se trouverait-il dans les pièces relatives à l'épiscopat de Guillaume de Durfort que renferme la série G des Archives de la Haute-Marne.

pourra aidier, et, pour l'amour du pais, je vous accointerai de li et vous ferai parler a lui. » Et le dit Evrart li dist : « Je voudroie avoir donné du sanc et de la char que il me vousist oir et moi aidier. Je sai bien, se il m'avoit oï, que il aroit grant pitié de moi. » Et le dit mesire P. respondi que le chapitre de Langres avoit apelé de l'evesque au Siege et que l'evesque n'oseroit escondire son seigneur. Si le mena aveuc soi en l'ostel monseigneur Françoiz, lequel ostel est prez de la grant yglise, assez prez de l'ostel du cardinal misire Pierres de la Columpne¹, et li dist que il l'atendist a la porte. Et il ala parler au cardinal, et assez tost il retorna a li et le mena par la sale, par un lieu secré, prez de la cuisine, et le fist entrer par un petit uisset en la chambre du cardinal et le trouva apoué a une fenestre. Et dist mesire Pierres au cardinal : « Sire, vezci cest povre homme de qui je vous ai parlé qui a affaire a l'evesque de Lengres. » Et le cardinal li dist bienveignant, et li mist la main suz l'espaulle en li disant que il li contest son affaire. Et le dit Evrart li conta tout son fait. Et le dit cardinal li dist que il lui aideroit pour tant que il le veoit a meschief et a poverté, et li donna unes leitres favorables pour sa besoigne a l'evesque de Lengres. Et, a la requeste du dit mesire Pierres, il commanda que on le laissast parler a lui toutes foiz que il voudroit, et mont grant semblant li moustra et fist. Et li dist : « Revien parler a moi aprez dormir et pour ton grant profit. » Adonc le dit Evrart s'en issi hors avec le dit misire Pierres, et alerent as chanz, et li dist misire Pierres : « Evrart, que t'est aviz de monseigneur ? » Il respondi : « Vraiemment, il est vaillant homme et m'a moustré mont d'amour, et je desir mont et aroie mont grant joie que je peusse faire chose qui li pleust. » Adonc li dist misire Pierres : « Monseigneur se fie de vous, et sai bien que il a empesché de parler vous d'aucunes choses, et sai bien de quoi, et, se il ne le vous dit, je le vous dirai. » Adonc il repairierent a l'ostel, et entrerent par un uis secré en une chambre qui est prez de la chambre au cardinal, en laquelle chambre il avoit mont de fourneaux et de poudres et d'autres choses ordenées, si comme il sambloit, a faire or et argent. La vint le cardinal, vestu d'une cote d'un marbré vermeill et d'un mantel, et fist aporter granz vinz et granz especes, dont le dit Evrart se merveilloit a quel fin il le fesoit et pour quoi il li moustroit si grant semblant et li faisoit tant de honneur. Et, quant il urent beu et mengié des especes, il fist uider sa gent fors que seulement le dit mesire Pierres, et dist au dit Evrart : « Je veull estre tiens et tu soies miens, et te ferai assez de bienz se tu veuz. Or me di que li roiz et le conte de Poitiers entendent affaire de nous cardinales. En as tu rienz oï dire ? » Evrart li respondi : « Sire, je vous aime et voudroie vostre bien, car je y sui tenu. Je vous conseille que vous facez la volenté le roy et du conte de Poitiers. Il sunt forte gent et puissant. Et vraiment le pueple crie que le conte de Poitiers ne repairera James

1. Pierre Colonna, cardinal-diacre de Saint-Eustache, nommé par Nicolas IV, mort en 1326.

en France jusques a tant que il ara pape. » Mais autre chose il n'en savoit. Adonc le cardinal li dist que on le pourroit bien savoir par aucun qui parleroit a l'Esperit (c'est au deable), et que il voudroit que il li eust cousté grant argent que il le peust savoir. Adonc Evrart, quant il oi parler d'art de deable, li dist qu'il n'en savoit nient, mes il avoit un cleric a Saint Mihel qui furge les montaignes pour trouver tresor pour le conte du Bar, et dit que il parle au diable quant il veut, et l'enclot la ou il veut, et li fait ce que il li demande, et s'entremit de faire or et argent; et dit que il n'est riens que il ne face, et a non mestre Jehan du Pré, si comme il dit. « Adonc, li dist le cardinal, se tu le me vouloies aler querre, je te feraie grant bien, et te feraie grant homme, et te feraie tes besoignes. » Adonc Evrart li dist : « Et quant il vendra, que fera il ? » A ce li dist le cardinal : « Puisque il seit feire or et argent et parle au diable quant il veut, il me fera et ce et autres choses. » Adonc li dist Evrart : « Je verrai se je y pourrai aler, quar il y a mont grant voie. » Adonc le commencha le cardinal a prier et a prameitre mont granz choses, mes que il y alast. Adonc mesire Andrieu li dist : « Fai la volenté monseigneur, il t'en vendra grant bien. Qu'est a monseigneur de deuz cens ou de troiz cenz livres ? » Ce mesire Andrieu est chapelain secretaire du cardinal, et est gracieus jeune homme, et portoit adonc le seel, et est apelé de cil de leenz le prestre Andrieu. Adonc dist Evrart au cardinal : « Je ferai vostre volenté, car j'ai grant desir de faire chose qui vous pleise; mais vraiment, sire, ce cleric est un malicieuz homme et me tendra pour un truseur se je ne li puis moustrer que vous m'envoiez a li. Et pour ce, se vous voulez que je face bien vostre besoigne, si me baillez voz leitres a porter li. » Et il li otroia, et li bailla ses leitres sealées de son grant seel¹, contenanz la fourme qui s'ensieut : « *Domine Johannes de Prato, credatis Evrardo, latori presentium, in illis que dicet vobis ex parte nostra confidenter, nec in aliquo o[porte]at vos dubitare. Vale.* » Et li bailla le dit mesire Andrieu troiz florins pour ses despenz, et le commanda a Dieu. Et s'en ala tout pensif suz les choses que il avoit oies.

Or avoit adonc a Valence un vallet qui avoit esté templier et estoit la venu pour procurer les gages desquieuz il ne poot estre païé, et a non en son droit non Girart, et fu né a Ourges², a cinc lieues de Bar. Et le connoissoit bien Evrart, quar Evrart avoit esté du conseil du Temple en ces parties. Il l'apela en la grant yglise et li fist jurer que il tendroit segré tout ce que il li diroit, et, le serement receu de lui, il li dist : « Chiers amiz, je sui tout esbahiz et tout pensif de ce que monseigneur Francois le cardinal m'envoie querre a Saint Mihel un cleric qui y est, et a non Jehan, et euvre des ars du deable. Que ce est que il veut faire ? Je ai peur que il ne veulle faire

1. Voyez le sceau de Francesco Caetani dans Donet d'Arcq, *Collection de sceaux*, I, n. 6164.

2. Ourches, Meuse, arr. de Commercy, cant. de Void.

aucunz mauvaiz fait encontre monseigneur le roi ou contre monseigneur de Poitiers ou contre aucuns autres. Se tu vouloies, nous sariion tout son courage et que il veut faire, et, se il veut maufaire, nous le reveleron. Nous feron donc ainsi. Tu auras non mestre Jehan du Pré, et je dirai que tu es li maistres que je sui alé querre, et, de tout ce que il te demandera, tu li diras que tu sez tout faire, et que tu parles au deable quant tu veus, et fait et enseigne quanque tu li demandes, et ainsi pourron nous savoir a quoi il tent, ou a mal ou a bien. » Il s'acorda mont joieusement pour le bien nostre sire le roi et des siens. Et ordenerent que il iroient demourer hors de Valence, et demourroient autretant de tamps comme on devroit meitre a aler a Saint Mihel et a retourner. Et s'en alerent par acort a Loon le Saunier, en la terre au conte de Monbeliaut, et furent herbegiez chiez Guillame Esprie, qui avoit esté prevest de Bar et estoit cousin du dit Evrart, et demourerent hors de Valence bien .xv. jours. Et adonc il retournerent a Valence, autressi comme se il venissent de Saint Mihel, et vindrent bien tart. Et quant il furent herbegié, mestre Jehan demoura a leur herbege, et le dit Evrart s'en ala chiez le cardinal. Et, quant le cardinal le vit, il li fist trop grant feste, et li demanda se il avoit amené mestre Jehan, et il li respondi : « Oil, » mes il l'avoit lessié a leur ostel, quar il estoit trop las et trop traveillié. Et quand il le sut, il ut mont grant joie et commanda au dit mesire Andrieu, qui estoit avec li, que il leur feist porter pain, vin, poissons en grant plenté. Ainsi fu fait. Lendemain, il vindrent a l'ostel au cardinal et le trouverent en la chambre, et estoient avec li les dis misire Andrieu et misire Pierres. Et adonc dist le cardinal : « J'ai a parler a ceste gent d'aucunz secrez, et, avant que je leur die, je veull que tous jurent a tenir lai sacré. » Et adonc le cardinal lui meismes suz ce prist la foi premierement de mesire Andrieu, apres de mesire Pierres, apres de maistre Jehan, et puis de Evrart, et apres lui meismes s'oblijâ a choses tenir secrées, et mist la main sur la poiterine. Adonc demanda le cardinal a mestre Jehan, presenz les diz misire Andrieu et misire Pierres et Evrart, se il parloit au deable quant il vouloit. Il respondi : « Oil. » Et donc li dist le cardinal : « Il n'est donc rienz que tu ne puisses faire tant soit fors, et que tu ne saches tout ce que on veut faire. » — « Certes, sire, vous dites voir, » li respondi maistre Jehan. — « Donc, li dist le cardinal, je sui et veull estre tout tien, et quanque j'ai, se tu veuz faire ma volenté, pren or et argent tout a ton plesir. » Et le dit maistre Jehan li respondi : « Je ferai vostre volenté, car a ce sui je venu. » Lors li commanda le cardinal a faire les choses qui s'ensieuent.

Premierement, le cardinal dist a mestre Jehan : « Je veull que tu parles a l'Esperit, et que il te baille la matiere pour faire or et argent, et que il t'en baille en grant quantité. Et que il t'ensigne par escrit plainement et sanz glose, si que chacun le puist entendre, toutes les choses qui a ce sont necessaires et comment on les pourra trouver et avoir, si que je le seusse et peusse faire a touz jours. Et pour ce que le

deable est menteeur et deceveeur, je veull que tu l'encloes et tiegnes en prison jusques a tant que nous aron essaie se ce est voir. » Adonc respondi mestre Jehan : « Sire, vous demandez mont grant chose. Il me convient parler a mon mestre. Je parlerai a lui en ceste nuit et demain je vous respondrai. » Et ainsi se departirent cele nuit. Et lors, quant il furent hors de l'ostel, dist Evrart au dit mestre Jehan : « As tu oi? Vraiment, il a autre chose en pensee. Et se il veoit que tu li feisses ce que il te demande, il te tendroit pour mestre esprouvé, et adonc il te diroit toute sa pensee. Or nous gardon que nous ne soions deceu, et le tenon en paroles, et controvon que du commandement a l'Esperit il nous couvient avoir aucunes choses qui seront fortes a trouver. » Ainsi l'acorderent. Et, entre les autres choses, il controverent que il convenoit que il eussent un oisel qui est apelé hupe et que il convenoit que il eust une verge d'un arbre divers de trois piez et demi pour faire le cherne¹. Ces choses ainsi ordenées et controuvées, lendemain il vindrent au cardinal, et li dist mestre Jehan, presenz les diz misire Andrieu et mesire Pierres, que, du commandement son mestre, il convenoit avoir un tel oisel et une tele verge comme dessus est devisé. Et adonc dist mesire Andrieu que, en son pais, avoit un bosc de tieuz arbres. Adonc dist le cardinal au dit mesire Pierres : « Alez, ne espargniez ne or ne argent, faites que on ait ce que il demande. » Adonc le dit mesire Pierres, avec les diz mesire Jehan et Evrart, quistrent par toute Valence par deuz jours, et chiez pouallers et chiez espissiers, et rienz ne pourent trouver de chose que il querissent. Adonc dist le cardinal a mestre Jehan : « Parle a l'Esperit, et li di que on ne peut ces choses trouver, si que tu puesses avoir ce que je demande sanz ces choses. » A ce li dist mestre Jehan : « Vraiment, pour parler li de ceste chose, je n'oseroie entrer u cerne. Se je ne li portoie ce que il m'a demandé, vraiment il m'estrangleroit. Il veut que je face sa volenté ausi comme je veull que il face la moie. » Adonc dist le cardinal a misire Pierres : « Querez et faites querre partout, sans rienz esparnier, tant que il ait ce que il demande. » Ces choses ainsi pendanz, le dit Evrart dist a mestre Jehan : « Or n'y a que de soi aviser comment nous pourron savoir tout ce que cest cardinal a apensé. » Adonc du conseil Evrart dist mestre Jehan au cardinal : « Sire, nous sommes ci a granz despens, et quant a ore riens je ne vous faiz. Je sai trop d'autres choses. Je sui vostre juré et vostre feal. Dites moi seurement vostre volenté et vous fiez en moi. Je vous ai dit mon secré. Je ne doute nul que je n'accomplisse vostre volenté. » Adonc respondi mesire Pierres : « Monseigneur est homme de conscience et n'ose pas tout dire. » Adonc respondi Evrart : « Sire, nous sommes vos jurez et vos feals, et, en touz cas, nous vous garderon loialté et vostre estat en seurté. Dites a mestre Jehan tout a plain vostre volenté, car il n'est rienz que il ne sache faire par l'art de l'Esperit. » Adonc respondi le cardinal autressi comme en riant : « Je voi bien de certain que vous

1. Cherne, plus loin cerne, cercle magique.

estes bonnes genz et loials a moi. » Et donc dist Evrart au cardinal : « Sire, mesire Pierres nous a dit que vous avez aucune chose qui mont vous grieve et nous donne a entendre que ce est d'aucuns anemiz que vous avez. Dites seurement et fiablement vostre volenté, et de amie et de anemiz il fera tout ce que il vous plera. » Adonc dist le cardinal, les eulz eslevez au ciel : « Mon oncle, le pape Boniface, qui estoit bon devant Dieu et devant le monde, fut vituperé et mis a grant confusion, si comme tous saient. Et vraiment ne fu pas feite a li, ele fu faite a Dieu et a toute sainte yglise! Et je voudroie que cil qui le firent et qui le procurerent a faire fussent puniz selon leur desserte; et d'aucuns voudroie je bien que il fussent mes amis, se il poot estre. Autrement, face que veulle! Bien voudroie que il fust a ma volenté. » Adonc dist Evrart : « Sire, mestre Jehan, pour la langue, ne vous entent pas aussi bien comme je faiz. Vous voudriez bien que le roy et monseigneur Phelippe, que nous bien connoisson, et aucunz autres que vous connoissiez mieuz que nous, qui procurerent la mort et la confusion de vostre oncle, que il alassent les piez outre, si que vous en fussez vengié et que il ne vous peussent nuire. » Adonc dist le cardinal : « Je voudroie mont que le roy et monseigneur de Poitiers, son frere, fussent mes amiz, et que il fussent si liez a moi par amour que il feissent du tout ma volenté, et que il ne peussent rien faire fors par moi. » Et mesires Pierres declaroit ses paroles pour le langage. Et entendoit bien par ceste voie d'avoir son entente d'estre pape. Adonc dist Evrart : « Vous voiez bien, mestre Jehan, l'entente monseigneur le cardinal. Il voudroit mont que vous procurisiez par vostre art et par vostre mestre que il eust l'amour du roy et de monseigneur de Poitiers si comme il est dit, se il poot estre, et, se il ne poot estre, alassent les piez outre. » Adonc dist le cardinal en esjoissant : « Je vous aime et me fie en vous. Ce est vroiemment m'entente, face que veulle. » Adonc dist mestre Jehan : « Sire, nous connoisson le roy et monseigneur Phelippe, mes voz autres anemiz nous ne connoisson mie. Autressi, dist mestre Jehan, me couvient parler a mon mestre pour un comme pour plusieurs, et autressi tost ai je ce que je demande pour pluseurs comme pour un. Dites moi tout. » Adonc il entra en sa chambre et le dit mesire Andrieu avec li, et ordenerent une cedule en laquelle il mistrent par escrit les nons de deuz cardinales (c'est de mesire Jaques de la Colompne¹ et de mesire Pierres de la Columpne), et aporta mesire Andrieu cele cedule a mesire Pierres, et mesire Pierres la bailla a mestre Jehan, et il la bailla a Evrart pour lire. Adonc dist Evrart : « Nous voulon parler au cardinal, » car il estoit en sa chambre. Et il li alerent dire, et il vint a euls. Adonc li dist Evrart : « Sire, nous voion bien vostre entente de ces quatre. En ce faisant, nous nous dampnon ne ne serion point assouz. » A ce dist le cardinal : « Filolle meue, ne vous doutes². Je procurerai par le pape que mesire Pierres sera peni-

1. Jacques Colonna, cardinal-diacre de Sainte-Marie *in via lata*, nommé par Nicolas III, mort en 1318.

2. Le cardinal Francesco, dont « mesire Pierres declaroit, » comme on l'a vu

tancier, qui vous assoudra de tout. » Adone dist Evrart : « Puisque vous nous ferez assoudre, maistre Jehan ne cessera mais dusques a tant que il ara du tout accompli vostre volenté. » Adone dist le cardinal a grant joie : « Faites tost, et bien vous en vendra. » Et commanda a misire Andrieu, present mesire Pierres, que il leur delivrast prestement quanque il demanderoient, et se il demandoient un florin que il leur en baillast cinc. Adone dist mesire Pierres a mestre Jehan : « Je sai bien que il vous faut. Par poisonz vous n'en vendriez jamaiz a chief, quar il sont trop gardez ; mais par vous vous escouvent ouvrir. Venez avec moi, je vous deliverrai ce qui vous est necessaire. Je sai bien que il vous faut. J'en ai fait plusseur pour atraire a amour. Les vous que on fait pour atraire a amour si ont les mains jointes et eslevées, et les vous que on fait a mort si ont les mains plates, gesantes suz les cuisses. » Adone li dist mestre Jehan : « Ne m'aprenez mie. Je sai bien comment il escouvent ouvrir en telx choses. Je n'en doute homme. » Adone mesire Pierres le mena a la meson de l'espissierre et li fist bailler demie livre de cire vierge, et, en repairant, il requist a mestre Jehan que il fust avec li pour lui aidier a ouvrir et que il le saroit bien adrecier se il failloit. Et mestre Jehan li repondi que il ne plaisoit pas a l'Esperit que nul entrast u cerne avec li, fors Evrart. Ainsi le disoit il que on ne peult apercevoir sa faute, quar il n'en savoit riens, si comme il disoit. Et vindrent en l'ostel au dit cardinal, et entreerent par l'uis derriere. Et adone dist mesire Pierres a mestre Jehan : « Or n'i a fors que de l'ouvrer. Faites apertement et tost, si que monseigneur, quant il revendra des chanz, truisse que vous aiez aucune chose fait. » Adone il alerent en la chambre dessuz dite la ou sont les fournauz, et, pour la alumer le feu, le principal chambellenc, le frere au cardinal, de Bast¹, aporta le charbon et les souflez pour alumer le feu et l'iaue. Et adone mestre Jehan et Evrart touz seuz alumerent le feu et chauferent l'iaue et mistrent la cire dedens. Et quant la cire fut bien amoliee, a grant difficulté, il firent deuz ymages, un petit et un greigneur, et premierement firent le grant. Et si comme il fu fait, le cardinal entra en la chambre, et avec li misire Pierres et misire Andrieu, et distrent au cardinal : « Sire, nous faison besoigne. Nous avon fait une ymage. » Et le moustrerent au cardinal; et il commencha a rire et ut trop grant joie, et leur dist :

plus haut, « les paroles pour le langage, » s'exprimait mal en français. De même son oncle Boniface, dont Geoffroi de Paris raille assez plaisamment l'accent quand il lui fait dire à Guillaume de Nogaret, en pleine scène d'Anagni (*Historiens de la France*, XXII, p. 108 g) :

« E, filiol mi, qui esto
Que me faig tant de tempesto?
Favelle a mi qui est ton sire. »

1. Qu'est-ce que ce « de Bast, » frère de Francesco Caetani, dont le nom reparait plus loin (p. 64) : « Le cardinal appela son frere de Bast, » « du commandement du frere du cardinal? » La lecture du mot « Bast » n'est pas douteuse.

« Il a mont grant menbre ! Parfeites bien et tost, mes mengiez avant ; » et leur fist aporter a mengier bien et largement, et menja mesire Pierres avec eulz, qui mont looit son seigneur de loialté et de largesce et comment il les entendoit a guerredonner. Et quant le cardinal ut mengié, il les vint veoir et leur fist aporter du vin et des especes et leur dist : « Parfaites bien, et je vous guerredonnerai tout a vostre volenté. Et je voiz dormir. » Adonc s'en ala, et misire Pierres demoura, et en sa presence il firent le petit ymage et, si comme il le faisoient, misire Pierres leur dist : « Gardez que vous ne faillez. Il couvient meitre dedenz aucun escrit. » — « Bien le sai, dit mestre Jehan. Il y seront maintenant mis. » Adonc prist Evrart du papier, et mestre Jehan en l'oreille faisoit semblant de dire li ce que il escriroit. Et le dit Evrart fist semblant d'escrife ce que il avoit dit et firent semblant, si comme il dient, de meitre cel escrit dedenz cel ymage. Mes il n'y mistrent riens, et parfirent l'ymage. Adonc dist mesire Pierres : « Vous avez fait ce qui appartient a vous, or appartient a moi : je les baptisera. » Adonc dist Evrart, pour avoir tesmoignage de ce fait, a misire Pierres : « En bautesme convient avoir pluseurs personnes, si comme vous savez. Avez vous aucunes personnes en qui vous vous fiez ? » Et mesire Pierres li respondi : « Oil. En la maison a l'orfevre monseigneur a bon lieu et secré et est le lieu tout appareillié, et monseigneur se fie a plain en l'orfevre et en sa fame. La les baptizerai. L'orfevre a non Baudon et est un jane homme assez avenant. Sa fame a non Aales et est bele jane fame. » Et puis s'en ala mesire Pierres, mestre Jehan et Evrart avec li, a trois yglises pour avoir du cresme, le livre et l'estole, et n'en puet avoir. Adonc il s'en ala au cardinal, qui estoit en consistoire en la grant yglise, et li dist tout a ségré que il ne pooit avoir du cresme, et ce qui failloit. Et le cardinal apela son frere de Bast, duquel dessuz est parlé, et li dist : « Va a tele yglise, et di au prestre que je li mant que pour un malade il m'envoit le cresme, le livre et l'estole. » Et il y alerent, lui et misire Pierres. Mestre Jehan et Evrart suioient de loign. Cele yglise ou il alerent est derriere la boucherie, prez du marchié, la ou les vitailles sont vendues. La alerent, et, a la requeste du cardinal, le prestre leur bailla ce que il demanderent. Et, en repariant vers l'ostel du cardinal, il trouverent mestre Jehan et Evrart et leur distrent : « Nous avon ce qui nous faut. » Et alerent chiez le cardinal et pristrent les ymages et deuz chandeles beneoites, que bailla le grant chambrier a Evrart du commandement du frere du cardinal, et mesire Pierres prist de l'iaue beneoite en un pot dessouz son mantel, et s'en alerent chiez l'orfevre dessuz dit. Et, quant il vindrent la, mesire Pierres apela Baudon et sa fame et leur dist : « Vous savez bien que nous avon a faire. » Et le lieu estoit appareillié; et baptizerent premierement le grant ymage, et pour baptiser, en lieu de fonz, il pristrent un bacin a barbier. En cel ostel demourroit un barbier. Et tindrent l'ymage pour baptisier Baudon l'orfevre et Aales sa fame devant diz et mestre Jehan. Evrart se seoit dessuz l'esponde d'un lit, et l'apela mestre Jehan que il venist estre com-

pere. Il s'en leva et il vint et acola la fame. Mes la main il ne mist point a l'image, si comme il dit. Et mesire Pierres le baptiza tout en cele maniere que on baptize un enfant, et ut non Pierres, si comme quant misire Pierres disoit : « Nomez l'ai, » la Jane fame respondeoit : « Petro. » Et, quant il fu baptisié de l'iaue, et miz du cresme la ou doit estre miz, et miz le cresme sus la teste en disant les oroissons qui y doivent estre dites, il prist une des chandeles toute alumée et li apoua sus la poiterine en disant determinées oroissons. Ce fait, il mistrent cel ymage au chevaiz du lit, et alerent mengier. Apres mengier, il revindrent et baptizerent le petit ymage tout en la fourme que il avoient baptisié le grant, et ut non Jaques. Ces choses ainsi accomplies, le dit mesire Pierres bailla les ymages a mestre Jehan et li dist : « Je ai fait ce qui appartient a mon office, or faites ce qui appartient a vous. » La maison de ce Baudon est en la rue devers la porte par ou l'en va as chans, a main senestre de la porte d'Avignon, et vendoit on pain devant lui; et lez demourroit un barbier; et dessuz la chambre ou ces ymages furent baptisez avoit une fame qui samblloit a la noise que ele ouvrast a mestier, et croit Evrart que ele en vit aucunes choses. Et demouroient en cele rue les deuz freres au mareschal monseigneur Pierres de la Columpne. Quant mestre Jehan ut les ymages receuz de la main mesire Pierres, il s'en repairierent chiez le cardinal, en la chambre ou les ymages furent faiz. Et adonc le cardinal vint a la chambre, et li moustra mestre Jehan les ymages, en disant que il estoient baptisié. Et il ut merveilleusement grant joie en joignant les mains au cel, et dist : « Desore en avant penes des autres. » Ce est du vout pour le roi et pour le conte de Poitiers, si comme dessuz est devisé. Adonc dist mestre Jehan : « Vous demandez mont grant chose si tost. Il me couvient avant parler a mon mestre. Je irai as chanz et parlerai a lui, et entour vespres je repairerai. » Adonc s'en alerent mestre Jehan et Evrart, et, quant il furent as chanz, Evrart dist a mestre Jehan : « Or pues tu veoir la malice et la mauvestié de ceste gent. Or n'i a que de penser comment nous nous pourrions departir d'eulz et aler au roi. Il semble que tu pourroies ainsi dire : « Mon mestre m'a dit que a ce que ces vous qui sont baptisié soient de « vertu, il veut que je aie une langue d'un homme pendu de trois jours « et que je li oste de la bouche a un vendredi a eure de nonne, et que « je la baise. Et au mardi ensuivant, a eure de complie, que je li baille « avec un coulumb noir, en lui baising en la bouche. Et Evrart aussi. » Ainsi le diras tu au cardinal et li baudras par escrit. » Au soir, le dit maistre Jehan reparira au cardinal sanz Evrart, et fu en la paneterie; et, pour gent qui estoient avec le cardinal, il li envoia mesire Andrieu et li bailla l'escriture et il la porta au cardinal. Et le cardinal, quant il ut leu cel escrit, li manda que il ne leissast pour nule chose que il n'accompilst tout. Ainsi se departi cele nuit. Lendemain au matin, le dit mestre Jehan, sanz Evrart, retourna au cardinal, et li dist le cardinal, present mesire Andrieu : « Va. Si quier toutes les choses qui te faillent sanz rienz espargnier, » et li demanda ou est Evrart. « Vraiemment, dist

mestre Jehan, er soir il entra u cerne et fist hommage au deable pour vous, car il le couvint; ore pleure, et est a trop grant meschief. » Adonc li dist le cardinal : « Il est bon homme et loial a moi. Dites li que il se conforte, quar vraiment je le ferai assoudre. Alez, mestre Jehan, tost, et querez quanke mestier vous est sanz rienz espargnier. » Mestre Jehan li respondi : « Sire, au gibet de ceste vile, nous ne pourrion trouver ce que il nous faut. Il couvient que nous l'aillon alleure querre, et repaireron au plus tost que nous pourron. » — « Il me plache, » dist le cardinal. Ainsi se departi et vint a Evrart, et sans les ymages. Adonc li dist Evrart : « Vous n'avez rienz fait. Nul ne nous crerra de chose que nous dion sanz les ymages. » Adonc il retourna et prist les ymages et s'en retourna a Evrart. Ainsi se departirent et vindrent droit a Lion as inquisiteurs, monseigneur de Marfontaines¹ et mesire Ourri², as quieuz en secré il conterent tout leur fait sanz rienz celer. « Or n'i a, dist misire Ourri, que de tenir lai en bonne esperance. » — « De ci en avant, distrent mestre Jehan et Evrart, nous voulon ouvrir de vostre conseil. » Et demourerent a Lion jusques a la venue du cardinal, et firent de la poudre de la pierre que leur bailla mesire Ourri autressi comme se ce fust pierre a faire or et argent. Quant le cardinal fu venu, mestre Jehan ala vers li du conseil mesire Ourri et mesire Thoumas, sanz Evrart, et le cardinal li fist mont bel semblant, et demoura laienz a disner. Apres disner, quant les genz furent departiz, le cardinal demanda a mestre Jehan comment il avoient ouvré; il li respondi que tout estoit fait des vouz, et de la matiere meisme pour faire or et argent avoient il assez. Le cardinal li dist que il li aportast. Il li dist que il ne le poot pas faire sans Evrart, qui estoit malade, et si devoient bien LX. sous a leur ostel a eure determinée. Mesire Pierres vint a leur ostel du commandement au cardinal pour avoir ces vouz et cele poudre, et pour eulz mener chiez le cardinal, quar il en vouloit ouvrir, et aporter l'argent que on devoit a l'ostel³. A laquelé eure, joignant de la chambre mestre Jehan

1. Thomas de Marfontaines ou Morfontaines (Marfontaine, Aisne, arr. Vervins), chevalier du roi, est un personnage bien connu; il fut souvent employé par Louis X, Philippe le Bel et Philippe V. Parmi les « compotis particulaires » transcrits « a tergo » du compte en rouleau des bailliages de France pour le terme de l'Ascension 1318 se trouvaient les comptes suivants, dont le titre seul nous a été conservé : « Compotus magistri J. de Forgetis de inuestis Lugdun. [MCCCXVI.] — Compotus domini Thome de Marfontaine[s] de eodem tunc » (Bibl. de Rouen, ms. 3405, fol. 68 v^r).

2. « Mesire Ourri. » Un « Orricus Alemannus » ou « Alemanni, miles, » est nommé dans le compte des Trésoriers de la Saint-Jean 1316 (Bibl. nat., fr. 20683, fol. 26, 27); sur ce personnage, originaire du Berry et sergent d'armes du roi de France au temps de Philippe le Bel, voyez la table du t. XXIII des *Historiens de la France*, aux mots « Ourri » et « Ulricus. » Il est fort possible, du reste, qu'il s'agisse ici d'un autre « Ourri, » quoique le nom soit assez rare.

3. Les derniers mots de la phrase, depuis « et aporter, » sont rayés.

et Evrart, estoient Andrieu et Estienne, clers des diz inquisiteurs. N'avoit que une petite parei entre deuz¹. Auquel tout haut parla Evrart, si que les diz clers poioient tout oir, et parla le dit Evrart a mesire Pierres en la fourme qui s'ensieut : « Vous savez que monseigneur Franchoiz est plus tenu a nous que a nuls autres, et plus avon fait pour lui. Nous avon fait hommage au deable pour li pour meitre a mort mesire Pierres de la Columpne et mesire Jaques, cardinals, a sa requeste. Nous avon fait deuz vous, et vous, mesire Pierres, les baptisastes. Et plus, a la requeste du dit cardinal, mestre Jehan a pramis a faire deuz vous, pour attraire le roy de France et monseigneur Phelippe, conte de Poitiers, du tout a son amour, si que ce que il feissent cil feissent par lui, ou autrement que il passassent outre les piez avant. Tout ce savez vous, mesire Pierres. Ci povez vous veoir que nous avon fait pour lui. Et maintenant je sui en la grace de ces enquesteurs, et m'ont pramis que il me feront du tout ma paiz et me feront rendre mes bienz. Si ne doit pas estre grief a monseigneur le cardinal ne a vous se je procure ma besoigne jusques a quinze jours ou jusques a trois semaines. » Adonc dist mesire Pierres : « Ne vous esmouvez mie. Vraiment, vous avez mont fait pour monseigneur; avanciez vous de parfaire, vous en arez tres grant guerredon. » Toutes ces choses oirent les diz clers. Ces choses ainsi faites du conseill aus diz enquesteurs, les diz mestre Jehan et Evrart vindrent au roy pour reveler ces choses, et envoierent leitres les dis enquesteurs sur ce a nostre sire le roy.

Iceste est la deposition des diz mestre Jehan et Evrart, faite en la presence nostre sire le roy, presenz monseigneur Charles, conte de la Marche, monseigneur Jehan de Clermont, monseigneur Miles de Noyers, monseigneur Pierres de Chambli. Et, en greigneur seurté de ceste chose, ceste presente deposition est seelée en close souz le sœu de sacré du roy de France en l'an et u mois dessuz diz.

Ainsi, en avril 1316, un clerc, nommé Evrart de Bar-sur-Aube, dénonça, en présence du roi de France, Louis X, et de ses principaux conseillers, Francesco Caetani, cardinal diaire de Sainte-Marie *in Cosmedin*, comme instigateur de maléfices dirigés contre ledit roi, le comte de Poitiers, son frère, et les deux cardinaux Pierre et Jacques, de la famille Colonna, ennemie des Caetani². Il fournit sur cette affaire des détails circonstanciés qui furent recueillis par écrit.

1. Phrase placée dans l'original entre les mots « estoient » et « Andrieu » de la phrase précédente. Traces de grattage.

2. La vendetta déclarée pendant et après le pontificat de Boniface VIII entre les Colonna (les *domini Columpenses*) et les Caetani (les « Gaitans, » comme disaient les Français) est célèbre. Il suffit d'y faire allusion ici. — Je n'ai pu me procurer le livre intitulé *I Colonna e i Caetani*, par Vincenzo Novelli, dont il est question dans la *Nuova Rassegna*, t. II (1893), p. 219.

C'est là un fait que les chroniqueurs du temps n'ont pas rapporté, et, sans doute, n'ont pas connu.

Francesco Caetani, neveu de Boniface VIII, et comblé de bonne heure par ce pape, qui fut passionné pour la grandeur de sa maison, n'a pas d'histoire¹. Le jour de la scène d'Anagni, il s'enfuit sous l'habit d'un valet et son hôtel fut pillé². Guillaume de Nogaret, qui l'a peint en deux mots, « un jeune homme gras et robuste », s'est vanté plus tard de l'avoir protégé, en cette circonstance, contre les ennemis qu'il s'était faits dans la campagne romaine³. Son attitude au concile de Pérouse est connue⁴. Pendant le pontificat de Clément V, il fut naturellement un des chefs, à la cour d'Avignon, du parti bonifacien⁵. D'après les Chronologies, il est mort au mois de mai 1347⁶.

Ce que l'on sait de Francesco Caetani n'autorise assurément ni à admettre ni à rejeter *a priori* l'accusation dirigée contre lui par cet obscur dénonciateur, Evrart de Bar-sur-Aube, sur le compte duquel on ne sait rien, si ce n'est qu'il avait été « du conseil du Temple » dans le Barrois (p. 59). Nous ne savons pas, d'ailleurs, quel cas Louis X et son conseil ont fait des révélations d'Evrart et de son acolyte. Quel cas, cependant, en faut-il faire? — Le problème de la critique

1. Voy. Ciaconius, *Vitæ et res gestæ pontificum romanorum*, II, c. 326.

2. On n'en trouvera pas l'énumération dans les *Documenti scelti dell' Archivio della eccma famiglia Caetani di Roma, pubblicati dall' archivista G.-B. Carinci* (Roma, 1846, in-8°). Le scritture, a dir G.-B. Carinci (p. 16), « del pontificato di Bonifazio VIII, relative alla famiglia Caetani, si ritrovano in gran numero nell' archivio diplomatico vaticano : ciò nonostante gran quantità se ne conserva in famiglia ; ma, per servire alla brevità, abbiamo creduto di tacerle. »

3. G. Digard, *Un nouveau récit de l'attentat d'Anagni*, dans la *Revue des questions historiques*, 1888, I, p. 560.

4. Voy. les *Annales ecclesiastici* de Raynaldi, ann. 1305, § 2.

5. *Histoire du différend...*, p. 311 : « Propono quod, dicta die sabbati, cum ceteri reverendi patres domini cardinales, tunc presentes, suis domibus securi mansissent, dominus Franciscus, [Bonifacii] nepos, pinguis juvenis et robustus, qui similiter securus potuisse mansisse, qui etiam ad capiendum et lucrandum pecunias dictum Bonifacium consueverat associare, aufugit ad certum locum satis propinquum Anagnie ; quem cum alii ejus emuli vellent, propter opportunitatem quam habebant ad offendendum, insequi, ego illud inhibui et compescui, et eum ab offensione defendi. »

6. Voyez les références de Baluze (*Vitæ pap. Aven.*, I, c. 686) aux preuves de l'*Histoire du différend*. — On trouvera sans doute, dans le livre en préparation de M. G. Digard sur les relations de Philippe le Bel avec la cour de Rome, tout ce que l'on sait, tout ce que l'on peut savoir, grâce aux archives du Vatican, sur la vie de Francesco Caetani.

du témoignage se pose, ici comme souvent, tant en histoire que dans la vie, en ces termes : quelqu'un, que nous connaissons très peu et dont nous n'avons pas la défense, est accusé d'énormités par quelqu'un que nous ne connaissons pas du tout.

En pareil cas, le premier mouvement de la plupart des hommes, — et ceux qui s'occupent d'histoire n'ont pas, à cet égard, une grâce d'état, — est d'ajouter foi à l'accusation, si elle est précise, détaillée, et si rien ne la contredit. On voit tous les jours des gens sensés s'en tenir à ce premier mouvement. Les uns croient tout; les autres, ceux qui sont modérés, se disent que l'accusateur a peut-être enjolivé; ils rabattent de son témoignage, mais on ne les persuade pas facilement qu'il y a de la fumée sans feu. Les calomniateurs de profession connaissent bien ces dispositions instinctives de l'esprit humain, si impérieuses que la meilleure éducation critique ne réussit pas toujours à les détruire. — « Il en reste toujours quelque chose, » dit Basile.

Ces observations sont ici à leur place, je crois, parce que les calomniateurs ont été très nombreux dans l'entourage des rois de France au commencement du XIV^e siècle. Et l'effort de réflexion qu'il faut faire, aujourd'hui, pour ne pas prendre au sérieux, en quelque mesure, leurs inventions malveillantes est très énergique. Le raisonnement suivant ne paraîtrait-il pas bien solide, en effet, si l'on n'était pas prévenu ? Le cardinal Francesco Caetani fut accusé d'avoir fait envoûter le roi et les Colonna; or, le pape Boniface, son oncle, fut aussi expressément soupçonné de maléfices; bien plus, les pratiques de l'envoûtement, de l'alchimie et de la magie noire étaient fort répandues au temps de Philippe le Bel, puisque Bernard Saisset, évêque de Pamiers, Guichard, évêque de Troyes, l'ordre du Temple tout entier, le prélat qui procura des philtres à Philippe et à Gautier d'Aunai pour se faire aimer des brus du roi, le confesseur de Henri VII, Enguerran de Marigni, Pierre de Latilli, plus tard Bernard Délicieux, Mahaut d'Artois, l'évêque de Cahors, et bien d'autres, furent inculpés ou convaincus d'actes de cette nature; il est donc très vraisemblable qu'Evrart de Bar-sur-Aube n'a pas menti.

Cependant, la vraie méthode pour apprécier la vraisemblance du témoignage d'Evrart, c'est de considérer ce témoignage en lui-même. Car, s'il est exact que l'envoûtement, comme l'empoisonnement, fut fort pratiqué au moyen âge¹, il ne l'est point que tous ceux qui en

1. Dès le XIII^e siècle. Voyez le *Livre des manières* d'Étienne de Fougères, évêque de Rennes, publié par J. Kremer, dans les *Ausgaben und Abhandlungen*

ont été accusés ou même déclarés coupables, au commencement du xiv^e siècle, en aient été convaincus ; loin de là : l'étude approfondie des grands procès de Bernard Saissel, de Boniface, de Guichard de Troyes, du Temple, de Bernard Délicieux, dont les pièces ont été conservées, a mis au contraire en relief l'impudence, la fertilité d'imagination incroyables des politiciens de ce temps, des dénonciateurs et des témoins à leur service. Les historiens modernes, à la vérité, n'ont pu croire, tout d'abord, à tant d'audace tranquille de la part de ces personnages, et le plus beau triomphe de Guillaume de Nogaret et de ses émules est sans doute d'avoir réussi à tromper des érudits de notre époque aussi bien, et même plus complètement peut-être, que l'opinion publique de leur siècle. Mais, aujourd'hui, l'éveil est donné : on ne croit déjà plus aux crimes prétendus de Boniface et des Templiers ; les formes et les procédés ordinaires de la calomnie au temps de Philippe le Bel et de ses fils commencent à être connus ; je montrerai ailleurs que la comparaison des grandes affaires criminelles de la fin du xiii^e siècle et des premières années du xiv^e est extrêmement instructive.

Que l'on lise donc, sans parti pris, la déposition d'Evrart de Bar-sur-Aube : on sera probablement frappé des choses bizarres qu'elle renferme. Le cardinal Francesco, qu'il s'agit de faire passer pour un criminel, est représenté surtout comme un imbécile, crédule et imprévoyant à l'excès. Quelles sont les preuves produites par le dénonciateur ? Il invoque les témoignages d'un ex-templier, son camarade, d'un orfèvre de Valence et de sa femme, de deux clercs des enquêteurs royaux à Lyon, enfin, tacitement (p. 65), ceux des « deuz freres au mareschal monseigneur Pierres de la Columpne. » Ces témoignages (qui, d'ailleurs, sont annoncés, mais, à l'exception de celui de l'ex-templier, ne paraissent pas avoir été fournis) auraient-ils été probants ? Libre à chacun, sur ce point, d'avoir une opinion. Considérons seulement qu'Evrart ne présenta aucune pièce écrite à l'appui de son récit, pas même le singulier billet que le cardinal aurait adressé, sans le connaitre, au prétendu « Jehan du Pré¹. »

gen aus dem Gebiete der romanischen Philologie (Marburg, 1887, in-8°), p. 138. Pourquoi le Dictionnaire de Godefroy ne donne-t-il pas d'exemple, antérieur au commencement du xiv^e siècle, du mot « vout » au sens de figurine magique ?

1. M. Bertrandy, — après avoir présenté quelques considérations de bon sens, telles que celle-ci (*o. c.*, p. 19) : « Sans doute, le caractère d'un membre d'une famille n'est pas une règle générale pour juger les autres (quoique Lamartine ait dit : la famille, source du sang..., est la première explication du caractère...), » — se refuse sagement à induire du « peu de respect que Boni-

A mon avis, le principal intérêt de la pièce imprimée plus haut n'est pas de nous instruire sur la moralité et sur les desseins de Francesco Caetani, car, si nous n'avons pas le droit de récuser formellement le clerc de Bar-sur-Aube, il serait bien déraisonnable de le croire sur parole. Mais notre document garde une grande valeur, parce qu'il contribue à accentuer l'impression que donnent déjà très fortement les chroniques du temps lorsqu'elles font voir les derniers Capétiens directs, dont la vie privée fut si troublée, assaillis d'affreuses confidences, incessamment inquiétés par des histoires, à la fois tragiques et ridicules, de complots, de poison et de sortilèges. Louis X, le mari de Marguerite de Bourgogne, — dont le règne si bref vit les procès de Pierre de Latilli, accusé d'avoir empoisonné Philippe le Bel, et de la dame de Marigni, qui, aidée de sorciers subalternes, avait, disait-on, consacré au démon les images en cire du roi, du comte de Valois et du comte de Saint-Pol, — dut vivre dans un cauchemar⁴.

Ch.-V. LANGLOIS.

face eut pour tous et pour lui-même, » et du fait que ses neveux ont été en contact journalier avec lui, que lesdits neveux, qui avaient peut-être « une part de son caractère, » « aient contracté l'habitude de ses terribles passions. » Sur l'affaire de Francesco Caetani, M. Bertrandy, qui écrivait à une époque où l'on n'avait pas encore révisé les procès du Temple et de Boniface, ne conclut pas.

1. On sait que nous n'avons rien conservé des écritures (informations, interrogatoires, etc.) faites dans les deux affaires de Marigni et de Latilli ; ces affaires ne sont connues que par les chroniques. — Louis X, disent les *Grandes Chroniques*, répugnait à se montrer impitoyable pour Marigni ; c'est alors, afin de le décider, que Charles de Valois lui dénonça les sortilèges de la dame de Marigni, de la dame de Chanteloup et de leurs complices. Le jeune roi en aurait été vivement frappé ; il aurait dit : « Je oste de luy ma main et puis des ore en avant ne m'en entremets ; mais selon ce que vous verrez bien expedient et avenant luy faites » (o. c., V, p. 219). — L'affaire de Pierre de Latilli, évêque de Châlons, qui ne fut pas sans analogie avec celle de Guichard de Troyes, est malheureusement mal connue, faute de pièces. Ces pièces ont existé. Voy. le compte des Trésoriers pour le terme de la Saint-Jean 1316, déjà cité : « Magister Radulphus de Joyaco, clericus regis, pro articulis et responsionibus episcopi Catalaunensis quas fecit transcribi, et pro expensis suis faciendis in prosecucione negotiorum contra dictum episcopum... » (Bibl. nat., fr. 20683, fol. 16).

CHARLES ENGELBERT OELSNER.

NOTICE BIOGRAPHIQUE

ACCOMPAGNÉE DE FRAGMENTS DE SES MÉMOIRES RELATIFS A L'HISTOIRE DE LA RÉVOLUTION FRANÇAISE.

L'auteur des remarquables fragments de mémoires relatifs à l'histoire de la Révolution française qu'on va lire, Charles Engelbert Oelsner, naquit à Goldberg, en Silésie, le 13 mai 1764. Il fit ses études à Francfort-sur-l'Oder et à Goëttingue, accompagna un jeune noble en qualité de gouverneur pendant ses voyages, se sépara de lui à Vienne et arriva à Paris dans les premiers temps de la Révolution. Il y noua des relations intimes avec le célèbre comte Schlabrendorf, qui menait depuis plus de trente ans une vie singulière à Paris, sans compter beaucoup de personnages marquant dans la politique et dans les lettres françaises, particulièrement avec Sieyès, qui l'honorait d'une amitié sincère. Doué des qualités les plus exquises d'un observateur attentif des événements, enthousiasmé pour la liberté, mais critique sévère du fanatisme aveugle et très sceptique à l'égard de la raison pure appliquée en matière politique, il fixa par écrit beaucoup de traits du grand spectacle qui se déroulait devant ses yeux. Il assista à la prise de la Bastille et à la fête de la fédération¹. Il suivit assidûment les séances de la Constituante et de la Législative. Il figura, sans doute comme étranger, dans la liste des membres du club des Jacobins². Il était présent à la séance célèbre du 28 février 1794, dans laquelle Mirabeau eut à se défendre contre les attaques véhémentes de Duport et de A. Lameth. Il fut témoin des scènes tumultueuses qui éclatèrent au club après la fuite du roi. Plus tard, choqué par la violence de Robespierre, il cessa d'aller aux séances des Jacobins.

Après la déclaration de guerre, il se rendit dans le camp de Dumouriez et fit parvenir à son compatriote, le publiciste Archen-

1. Cf. Carl Gustav Iochmann's von Pernau, *Reliquien aus seinen nachgelassenen Papieren gesammelt von H. Zschokke*, 1836, vol. I, p. 207, 236.

2. Aulard, *la Société des Jacobins*. Vol. I, p. LXV. « Oelsner, hôtel de Choiseul, rue Neuve-Saint-Marc. »

holz, des articles pour son journal *Minerva*, qui ont une haute valeur. Il continua ces comptes-rendus, de retour à Paris, jusqu'au mois de mars de l'année 1793. Il aida Sieyès à composer son auto-biographie¹, dont la traduction allemande forme la préface du second volume de l'ouvrage intitulé : *Emanuel Sieyès, Politische Schriften vollständig gesammelt 1796*. Son existence à Paris fut menacée pendant la Terreur, mais il réussit à s'enfuir au mois de mai de l'année 1794. C'est alors sans doute qu'il séjourna en Suisse, où il gagna l'amitié de Paul Usteri, plus tard célèbre homme d'État zuricois. Revenu à Paris au mois de mai de l'année 1795, il fut un des collaborateurs les plus instruits des revues publiées par Paul Usteri et par Ferdinand Huber. Il assure que Sieyès aurait voulu lui confier le poste de résident français aux Grisons²; mais il préféra rester tout à fait indépendant, ce qui le rendait plus capable d'exercer quelque influence en faveur de ses compatriotes. Le sénat de Francfort-sur-le-Main par exemple profita de ses services, en traitant pendant l'année 1796 avec le gouvernement français au sujet des contributions demandées, de la neutralité du territoire de Francfort, etc.³.

Cependant le gouvernement prussien le considérait, à cause de ses idées libérales, comme un jacobin dangereux. Quand il voyagea, en 1798, en Silésie pour y revoir sa mère, on l'incarcéra, et il ne dut qu'à Sieyès, alors représentant de la France à Berlin, d'être remis en liberté, après deux mois d'emprisonnement. Il a raconté lui-même cet épisode dramatique de sa vie à son ami zuricois Paul Usteri : « Ma lettre de cachet prouve assez, je pense, que je n'ai été arrêté que pour cause d'opinions exprimées, non pas en Prusse, mais en France, il y a sept années révolues, ce qui fait voir que les rois

1. J'ai constaté ce fait dans mon essai : *Conrad Engelbert Oelsner's Briefe und Tagebuecher. Eine vergessene Quelle der Geschichte der französischen Revolution* (Deutsche Zeitschrift für Geschichtswissenschaft, 1890). On attribue de même à Oelsner l'ouvrage : *des Opinions politiques du citoyen Sieyès et de sa vie comme homme public*. A Paris, chez Goujon fils, an VIII. Voy. Barbier, *Dictionnaire des ouvrages anonymes et pseudonymes*, 1827, IV, 86. *Nouvelle biographie générale*, p. p. Didot, 1864, vol. XLIII, art. *Sieyès*. Oettinger, *Bibliogr. universelle*, 1866, art. *Sieyès*.

2. Lochmann von Pernau, *loc. cit.*, vol. I, p. 218.

3. *Frankfurt-am-Main und die Französische Republik, 1795-1797*, von Dr. J. Kracauer (Archiv für Frankfurts Geschichte und Kunst. Dritte Folge, dritter Band 1890). M. Kracauer y expose, p. 183 et suiv., l'activité littéraire qu'Oelsner et son compagnon Basse déployèrent en faveur de Francfort. L'écrit d'Oelsner, allégué *loc. cit.*, p. 185 : *Considérations d'un voyageur sur les relations futures de la France avec les pays situés sur la rive droite du Rhin*, est du plus haut intérêt.

et leurs ministres n'oublient et ne pardonnent jamais. On a contre moi les idées les plus sinistres; je devais servir d'exemple pour épouvanter longtemps ceux qui seraient portés vers la république, et si je n'ai pas vidé jusqu'au bout le calice d'amertumes qu'on m'avait préparé, je le dois à l'amitié de Sieyès, qui, divinité tutélaire, m'a sauvé de la honte et des tourments. Grâce à elle et à elle seule, je suis sorti des griffes du despotisme prussien sans souillure, puisque je ne me suis humilié devant aucun agent étranger. On m'a dit vingt fois : « Mais il faut écrire, il faut prier le roi et ses ministres. » Eh! bien, on m'aurait tenaillé pour m'arracher une prière, et je n'ai pas écrit une ligne à des misérables, qui ne sont dignes que de la voirie et des latrines¹. »

Les avanies d'Oelsner ne cessèrent pas avec sa mise en liberté. Le gouvernement prussien le dénonça une année après au premier consul comme auteur d'un article de journal qu'il n'avait même pas lu, et ne lui donna pleine satisfaction que beaucoup plus tard. D'autre part, le gouvernement du premier consul le soupçonna quelquefois d'être un agent de ses ennemis. Oelsner en souffrait, mais il était soutenu par l'estime de ses amis français.

Rebuté par la politique de Napoléon après la fondation de l'empire, il se retira tout à fait dans le monde littéraire. L'Institut couronna son ouvrage intitulé : *des Effets de la religion de Mahomet pendant les trois premiers siècles de sa fondation* (Paris, 1809).

Après la restauration des Bourbons, Oelsner, rejetant les offres de Talleyrand et de Reinhard², espérait recevoir dans sa patrie une place digne de ses talents. Mais le chancelier d'État prince Hardenberg mit sa patience à l'épreuve. Il dut demeurer longtemps inactif à Francfort, où il observait sans enthousiasme les commencements de la diète allemande. Il y rédigea quelques numéros d'une revue politique intitulée : *Die Bundeslade*, que son fils a insérés plus tard dans une collection de ses « Mémoires politiques³. »

1. Cette lettre (Paris, 16 pluviôse, s. a.) est conservée dans la collection de la correspondance de P. Usteri, en possession de M. le colonel Meister, à Zurich. Cf. Iochmann von Pernau, *loc. cit.*, vol. I, p. 218, et la lettre d'Oelsner adressée à son ami Varnhagen von Ense (*Briefwechsel zwischen Varnhagen von Ense und Oelsner*. Stuttgart, 1865, vol. III, 273, 274, 284). L'auteur de l'article fort incomplet C. E. Oelsner, dans l'*Allgemeine Deutsche Biographie*, vol. XXIV, p. 240, se trompe fortement en attribuant cette arrestation d'Oelsner à l'année 1817.

2. *Briefwechsel zwischen Varnhagen von Ense und Oelsner*, vol. III, p. 284.

3. *Politische Denkwuerdigkeiten aus Oelsners Schriften*. Herausgegeben von Dr. G. Oelsner-Monmerqué, Bremen, 1848. On y trouve entre autres, outre les

Enfin, au printemps de l'année 1817, il fut attaché à la légation de Prusse à Paris.

La correspondance qu'il entretenait pendant beaucoup d'années avec Staegemann et Varnhagen von Ense est une source précieuse pour l'histoire de la Restauration¹. Il fréquentait les cercles de Guizot, Stapfer, A. de Humboldt, et il n'y avait aucun événement politique ou littéraire qu'il ne sut élucider par des remarques pleines d'originalité. En 1825, il reçut le titre de conseiller secret de légation, ce qui lui prouva qu'à Berlin on ne le considérait plus, comme autrefois, avec de la méfiance. Mais sa situation ne le contentait guère, parce qu'elle était inférieure à son ambition. D'ailleurs, il éprouva des pertes pécuniaires sensibles, et il eut le malheur de perdre sa femme et une fille. Il se fit mettre à la retraite et mourut, accablé par les soucis de la vieillesse et désappointé par le cours des événements, à Paris, le 20 décembre 1828.

L'activité littéraire de C. E. Oelsner a été, selon le témoignage de Varnhagen de Ense, « énorme. » Cependant on sait que beaucoup de ses travaux restaient anonymes ou paraissaient sous « le nom d'autrui. » Par exemple une brochure piquante, *Politische Aphorismen*, émanée de sa plume à l'époque du congrès d'Aix-la-Chapelle, portait le nom d'auteur « Dr Schlottmann, » et on assure que quelques morceaux des écrits du comte de Saint-Simon sont dus à Oelsner². Pour ne pas se compromettre par ses opinions libérales, il avait dans sa jeunesse publié sous le voile de l'anonyme un ouvrage en deux vol. intitulé: *Luzifer oder gereinigte Beiträge zur Geschichte der Französischen Revolution*. Le 2^e vol. de cet ouvrage (s. l., 1799, 470 p.) n'est autre chose qu'une réimpression presque sans changements des articles qu'Oelsner avait fait paraître dans la *Minerva d'Archenholz* (août, septembre, octobre, novembre, décembre 1792, janvier, février, mars 1793). Quant au premier volume (s. l., 1797, xxxii et 462 p.), il y en avait eu une édition antérieure intitulée: *Bruchstücke aus den Papieren eines Augenzeugen und unparteiischen Beobachters der*

extraits de la Revue mentionnée, un essai élaboré sur *Bonaparte*, trois articles sur la *Restauration*, un *Coup d'œil sur la situation politique de diverses puissances en 1820 et 1821*.

1. Voy. l'ouvrage : *Briefe des K. Preussischen Legationsraths Karl Ernst Oelsner und Wirkl. Geheimen Raths F. A. von Staegemann*, 1815-1827, p. p. Dorow, Leipzig, 1843, et les trois volumes de la correspondance d'Oelsner et de Varnhagen.

2. Cf. Varnhagen von Ense, *Gallerie von Bildnissen aus Rahels Umgang und Briefwechsel*, 1836. *Briefwechsel zwischen Varnhagen von Ense und Oelsner*, vol. I, p. vii. Dorow, loc. cit., p. ix. Iochmann's von Pernau *Reliquien*, vol. I, p. 202.

Französischen Revolution (s. l., 1794, x et 340 pages). Mais en comparant les deux éditions, on remarque beaucoup de différences que l'auteur signale lui-même dans la préface du tome II du *Lucifer*. D'ailleurs, sa correspondance avec son ami Paul Usteri, dont j'ai pu profiter, les explique encore mieux¹. La première édition, publiée par un ami d'Oelsner, auquel il avait fait parvenir ses matériaux manuscrits, était remplie de fautes d'impression et de malentendus². Certaines pièces n'étaient même, de l'aveu d'Oelsner, que des traductions d'articles de journaux français. Quelquefois l'éditeur y fait faussement parler C. E. Oelsner comme témoin oculaire. La seconde édition répare tous ces défauts et est enrichie par beaucoup d'additions. Il va sans dire que les fragments qu'on va lire ont été empruntés à cette seconde édition. Ce qui se comprend difficilement, c'est qu'un livre d'un tel intérêt ait été complètement oublié en Allemagne. Du reste, les deux éditions sont devenues fort rares. Oelsner lui-même n'avait pas grande envie, dans les phases postérieures de sa vie, de ramener l'attention sur les audaces littéraires de sa jeunesse. Son fils mentionne « des matériaux bien ordonnés relatifs à l'histoire de la Révolution française, surtout importants pour l'histoire des Girondins, » laissés par son père³. Malheureusement, je n'ai pas encore réussi à en découvrir aucune trace.

Alfred STERN.

XXXVII.

Dès que l'on prit au sérieux la convocation des états généraux, une société, qui fut le premier club de ce genre, se rassembla chez Adrien Du Port, membre distingué du Parlement de Paris, pour tenir conseil

1. Cf. mon essai allégué : *Konrad Engelbert Oelsners Briefe und Tagebücher* (Deutsche Zeitschrift für Geschichtswissenschaft, 1890).

2. On serait tenté de penser que l'ami d'Oelsner qui se fit l'éditeur de ses *Fragmenta* fut son ami G. A. von Halem (cf. *Altg. Deutsche Biographie*, vol. X, p. 407-409, et *Paris en 1790; Voyage de Halem*. Traduction et introduction par A. Chauvet. Paris, 1896). Il y a un petit volume intitulé : *Briefe des nachmaligen K. Preuss. Legationsraths K. E. Oelsner von Paris ausgeschrieben in den Jahren 1790-1792*, p. p. Merzdorf. Berlin, Springer, 1858. Ce sont des lettres d'Oelsner adressées à Halem. Quelquefois elles reproduisent les phrases mêmes des *Fragmenta*. Mais la plupart de ces lettres ont rapport à d'autres sujets.

3. *Denkwürdigkeiten aus Oelsner's Schriften*. Herausgegeben von Dr. G. Oelsner-Monmerqué. Bremen, Schlotmann, 1848, préface, p. xi.

sur la constitution future. Les meilleures têtes de Paris, ou, pour parler plus correctement, tous ceux qui, poussés plus ou moins par la philosophie, désiraient détruire les anciens abus et donner à l'État une nouvelle et meilleure organisation, s'y réunirent. Du Port, Lafayette, Lally-Tollendal, Clermont-Tonnerre, d'Entraigues, Laclos, d'Eprémesnil même et d'autres, qui concurent plus tard des systèmes si divers qu'ils paraissent à cent lieues les uns des autres, y siégeaient pacifiquement ensemble pour étudier les problèmes les plus importants de l'économie politique et du droit public qu'il fallait fonder. On paraissait préparer sans passion la mort des anciennes institutions et la naissance des nouvelles. Si l'on eût, en ce lieu et à cette heure, esquissé la constitution, elle eût traité avec plus de modération certains préjugés et certains abus; elle se serait probablement éloignée un peu plus du droit naturel, mais, étant moins révolutionnaire, elle eût été plus pratique, plus profitable à la génération présente. La raison publique n'était alors aveuglée ni par l'esprit ni par le fanatisme. Les premiers cahiers en sont une preuve éloquente. Plus tard, lorsqu'on a été plus avancé dans la connaissance du droit public, on n'a pas fait un seul progrès dans la science de la Révolution; les têtes se sont exaltées, le fanatisme et la témérité ont pris la place du zèle tempéré de la philosophie. La haine et la défiance se sont emparées des coeurs et ont semé des germes de dissension pour des siècles. Si l'on demande : à qui la faute? je réponds : à beaucoup de gens, mais surtout à la cour et à quelques courtisans rebelles.

Au club de Du Port, qui se composait d'éléments hétérogènes, il y avait des divergences d'opinion, mais personne ne prévoyait qu'elles pussent donner naissance à des factions capables de se poursuivre avec la torche et le poignard; personne ne prévoyait que des gens que réunissaient une même haine de l'ancienne constitution et le désir d'un meilleur système politique, qui étaient pour la plupart des amis de jeunesse, allaiient sous peu s'accuser devant le peuple, se déclarer dignes de la mort et des peines les plus infamantes. Tant il est vrai qu'une différence d'opinions, qui, loin de nuire aux relations privées, les rend plus piquantes et plus intéressantes, transportée sur le théâtre des affaires publiques, y devient facilement la source de la haine la plus amère et transforme le frère en meurtrier de son frère. La première scission apparente se produisit lorsque Chapelier arriva à Paris avec les députés de Bretagne. A peine eut-il appris que la société dont je viens de parler existait et dans quels principes elle se réunissait, qu'il en fonda une semblable. Mirabeau alla le voir, car Chapelier, par des démarches audacieuses en faveur de la liberté, s'était attiré plus d'un mandat d'arrêt et était assez connu pour valoir la peine d'une visite. On s'interrogea, on se sonda. Quelles sont vos intentions? Que demandez-vous? — La liberté des personnes et de la propriété poussée aussi loin que possible, répondit Chapelier. — Bien! nous la voulons aussi, dit Mirabeau, et il faut que vous fassiez la connaissance d'un homme qui

convient tout à fait à nos projets. Il le conduisit à Adrien Du Port. C'est ainsi qu'il se fit une scission dans la société et que se forma le parti qui, durant la glorieuse période de mai à juillet 1789, prêta au tiers état la puissance par laquelle il l'emporta sur la cabale de la cour. Paris fermentait, mais nul thermomètre n'annonçait encore le degré de chaleur. Mirabeau avait bien dit qu'une grande nation n'a qu'à vouloir pour être libre, mais personne ne savait si l'étincelle s'allumerait. La cour se préparait d'autant plus qu'elle dissimulait davantage. Dans cet embarras, on cherchait un chef sur le crédit et la fortune duquel le parti de la Révolution put s'appuyer jusqu'à ce qu'il fut assez fort pour se soutenir tout seul. Il n'y avait personne que le duc d'Orléans. Ce n'était pas le talent, mais le rang et la fortune qui lui donnaient de l'importance. On ne savait pas s'il avait de l'ambition, mais on lui connaît des motifs d'irritation contre la cour. Un penchant naturel à la licence et des séjours répétés en Angleterre avaient fait naître en lui le goût de la popularité et de la liberté; dans les dissensions entre la cour et le Parlement, il avait tenu fermement pour ce dernier et avait été exilé de la manière la plus blessante, après avoir essuyé des disgrâces de toutes sortes causées par la jalousie du comte d'Artois. Ses bienfaits, durant le froid hiver de 88 à 89, lui avaient concilié les pauvres, et ses instructions à ses baillis, qui avaient servi de modèle à la plupart des cahiers, l'avaient fait aimer des philosophes. En passant du côté du tiers état avec la minorité de la noblesse, il s'était attaché le peuple autant qu'il s'était fait hâir de la cour.

Mirabeau et Chapelier voyaient qu'on pourrait se servir du duc d'Orléans; on ne pouvait douter de ses tendances, mais personne ne savait jusqu'où il se déciderait à aller, parce qu'il ne s'était ouvert à personne. On était porté à ne pas lui attribuer un grand caractère. Cependant, les circonstances devenaient chaque jour plus pressantes. Il fallait au moins tenir une démarche pour sortir d'incertitude autant que possible. Rabaut, Chapelier, Mirabeau décidèrent de pressentir le duc. Mirabeau se chargea de l'affaire. Il eut une entrevue avec le duc et dut lui dire à peu près ce qui suit : « Vous savez, Monseigneur, quel destin vous attend si les plans de Breteuil, qui a depuis longtemps juré votre perte, s'exécutent. Le conseil du roi est assemblé ce soir; il doit mettre la dernière main à ses plans. La journée de demain nous en montrera peut-être l'accomplissement. Allez-y, déclarez-vous le plénipotentiaire du peuple, exigez que les troupes se retirent et qu'on forme une garde civile pour l'Assemblée nationale. J'avoue que la démarche que nous vous conseillons est téméraire et que c'est courir au-devant du danger; mais vous ne pouvez échapper aux périls qui nous menacent qu'en bravant celui-ci. Si on ne vous tue pas sur place, ce que ces coquins n'oseront pas faire, si on se contente de vous arrêter, comptez que demain une insurrection populaire vous rendra, non seulement libre, mais lieutenant général du royaume. »

Le duc d'Orléans écouta la proposition d'un air consterné qui annon-

cait en même temps le désir et la crainte, et promit d'y penser. On n'avait pas le temps d'attendre. De retour de son ambassade, Mirabeau dit : « Il n'y a rien à espérer du due d'Orléans, qui est un lâche. Son orgueil ne cherche qu'à se venger de quelques courtisans et à se mettre à l'abri de leurs persécutions; il croit y parvenir avec son or. Il pourrait faire quelque chose de grand s'il ne fallait que de l'argent pour cela, mais il hésite devant une aventure qui pourrait lui coûter la tête. Nous ne pouvons compter que sur nous-mêmes. »

On décida de stimuler les districts de Paris et de préparer cette immortelle adresse pour le rappel des troupes qui parut quelques jours après, mais d'autant plus victorieusement que l'insurrection la seconda d'une façon plus inattendue.

XXXVIII.

La scène de pillage de la maison Réveillon devait être répétée en grand pour fournir un prétexte à faire entrer les troupes dans Paris. Dans ce but, les malfaiteurs de Bicêtre et autres lieux furent relâchés. Depuis le 10 juillet, cette bande de brigands inondait la ville, des armes meurtrières et des torches s'agitaient dans les rues. Les maisons étaient closes, et l'on osait à peine se risquer aux fenêtres. Le désordre devait rendre nécessaire l'intervention des troupes. Sous prétexte de pourvoir à la sécurité publique, on eût alors enchaîné la liberté naissante. Mais l'éternelle fatalité, bien que de tout temps plus favorable aux méchants qu'aux bons, en décida cette fois autrement, à l'étonnement de tous les ministres, qui n'avaient pas compté sur un tel prodige. Dès que Mirabeau vit l'Assemblée bloquée par les mercenaires de la cour, il eut le courage de parler de la nécessité d'une garde nationale. L'étincelle tomba sur de l'amadou. Les intentions de la cour transpirèrent dans le public. Madame de T...se, qui était dans le secret, communiqua une liste de proscription sur laquelle se trouvaient environ cinquante membres de l'Assemblée nationale et dix à douze particuliers, comme Laclos-Choderlos.

XXXIX.

Cependant, l'assemblée des électeurs était devenue un point de ralliement pour la bourgeoisie parisienne. Ces hommes braves et courageux, parmi lesquels on voit avec plaisir l'honorable Dussaulx, revêtus de la confiance publique, avaient constitué un comité que les autres réunions particulières, qui existaient à la même époque dans les districts, prirent pour centre. Ils n'avaient, il est vrai, ni mandat écrit ni mandat oral pour s'ériger en pouvoir exécutif ou dictatorial. Les ennemis de la Révolution l'ont longtemps combattue avec ces vains arguments, mais on ne leur a répondu qu'en haussant les épaules. Il y a des moments où l'on ne peut reconnaître aucune loi, où l'on n'a besoin d'aucun autre

mandat que l'instinct d'une raison droite; Cassius et Brutus n'en demandèrent point d'autre. C'est là le pouvoir sacré qui ordonne d'éteindre l'incendie, qui donne à l'homme raisonnable autorité sur les fous, qui arme la vertu du poignard quand la criminelle tyrannie foule les lois aux pieds. C'est de ce pouvoir que Thrasybule, Luther et des milliers d'autres martyrs moins heureux de la liberté et de la vérité tenaient leur mission.

Quoi! les électeurs de Paris auraient dû se confier, comme ces écoliers de Véies, à la direction perfide d'un Flesselles. Il fallait être traître ou insensé pour le leur demander. La conduite des électeurs rentre dans la catégorie de ces actions immortelles qui n'ont besoin d'aucune autre justification que ce serment du plus grand des consuls romains : « Je jure que j'ai sauvé la patrie. »

Ordre fut donné aux citoyens de s'armer, et, dans ce but, de se faire inscrire dans leurs districts. On vit alors paraître des fourches, des crochets, des broches, des sabres, des piques, des hallebardes, enfin des armes de toute sorte. Quiconque se montrait armé était arrêté, interrogé, et, s'il ne pouvait montrer le certificat d'un district, il était désarmé. De cette manière, on se débarrassa des bandes de brigands que les conspirateurs avaient envoyées dans Paris, ou on les força à prendre parti pour le peuple contre lequel ils avaient été envoyés. La cour elle-même a mis ainsi dans la main des Parisiens un des moyens les plus puissants de lui faire peur. C'est à ces brigands que doit être attribuée une partie des exécutions.

Après le désarmement et la dispersion de ces gens-là, les ressources de la police parisienne n'étaient cependant pas épuisées. Quelques-uns de ses fidèles, avec des chiffons verts qui se sont changés plus tard en cocardes, cherchèrent à entraîner une troupe de peuple sur la route de Versailles. Les bustes du duc d'Orléans, les cocardes, les insignes de la rébellion devaient donner aux soldats le droit de fondre sur cette masse, de faire un massacre et de pénétrer dans la ville par les Champs-Élysées, à la faveur de la mêlée. Mais cette fois encore le calcul fut déjoué. Bientôt la cocarde parut sur les chapeaux de tous les habitants. La couleur verte fut rejetée, parce qu'elle est celle du comte d'Artois; les trois couleurs de la ville de Paris devinrent le signe de ralliement de tous les bons citoyens.

XL.

Le docteur Tronchet porta au baron de Breteuil la première nouvelle de l'insurrection. Il trouva le baron de Vaudreuil chez lui; ils vidaient tranquillement un bol de punch.

B. de Breteuil. — Salut, docteur! Qu'y a-t-il de nouveau à Paris?

D^r. — Tout le monde y est sur pied; on va à droite et à gauche et personne ne sait où donner de la tête.

B. — Eh ! bien, je ne vois rien là de nouveau ; il en a toujours été ainsi à Paris, je crois.

Dr. — Oui, avec cette différence que cette fois les districts sont rassemblés.

B. — Les districts ! A quoi pense Flesselles ?

Dr. — Il n'est pas question de lui, les districts ne lui ont rien demandé.

B. — Vous êtes fou, docteur ! Écoutez donc, Vaudreuil, les districts se sont rassemblés sans que personne les y ait autorisés !

Dr. — Je vous demande pardon ; les districts l'ont fait sur l'ordre des électeurs.

B. — Sur l'ordre des électeurs ? Vaudreuil, c'est à mourir de rire ! Dites-moi, docteur, de quoi ces coquins-là se sont-ils encore avisés ?

Dr. — Ils veulent que la bourgeoisie s'arme. Mais personne ne peut se montrer en armes sans y être autorisé par son district respectif. Qui-conque manque à cette règle se voit enlever son fusil et son sabre.

B. — Vaudreuil, Vaudreuil, avez-vous entendu ? Vaudreuil. Je crois que la chose devient sérieuse.

V. — En vérité, il peut nous en coûter quelques aunes de ficelle pour tenir les coquins en ordre.

Dr. — Je n'en jurerais pas ; la plaisanterie pourrait coûter plus cher !

B. — Ah ! ah ! docteur, vous êtes bien inquiet. Vous êtes un héros et nous aussi. Mais vous m'avez parlé d'armes ; où les ont-ils prises ?

Dr. — On a perquisitionné chez les armuriers, les fourbisseurs et saisi tout ce qui s'y trouvait.

B. — Voyez-vous cela ? ces bons messieurs nous feraient volontiers la guerre.

Dr. — On est allé ensuite au garde-meuble et on y a pris toutes les armes qu'il contenait.

B. — Est-il possible qu'ils aient poussé si loin l'insolence ? Mais, dites-moi, comment Flesselles peut-il tolérer cela ?

Dr. — On ne peut savoir où il est. On est allé ensuite aux Invalides.

B. — Aux Invalides ? Et Sombreuil ?

Dr. — Ils ne lui ont pas fait de mal, mais ils ne se sont pas laissé arrêter ; ils sont entrés et ils ont...

B. — Ils ont ?

Dr. — Ils ont pris les armes qui y étaient déposées.

B. — Ce n'est pas possible ! Mais que se proposent-ils ? Que veulent-ils ?

Dr. — On parle d'assiéger la Bastille.

B. — De Launay les...

Vaudreuil. — Écoutez, baron, la chose n'est pas aussi plaisante que vous croyez ; ne la considérez pas comme impossible.

Le docteur laissa ces deux messieurs un peu plus pensifs qu'il ne les avait trouvés. Le jour suivant, Paris était séparé de Versailles par un océan infranchissable ; toute communication était coupée. Les ministres

seuls savaient ou soupçonnaient leur défaite, mais ils la cachèrent au roi, qui se laissa persuader que tout allait à souhait dans Paris. Le duc de Liancourt apporta au roi la première nouvelle de la prise de la Bastille, de l'exécution de Flesselles et de de Launay et de tout ce qui s'était passé à Paris. Comme premier chambellan, il avait accès la nuit auprès du roi. Le roi se jeta dans sa robe de chambre et écouta avec terreur les nouvelles inouïes qu'on lui apportait. C'est une horrible révolte, cher duc ! » s'écria-t-il. « Non, sire, » répondit naïvement celui-ci, « c'est une grande révolution. » Liancourt s'étonne maintenant lui-même d'avoir eu tant d'esprit.

Les ministres ne furent pas arrêtés dans leurs projets par les événements de Paris. Ils préparèrent un dernier et décisif attentat dans les ténèbres de la nuit et sans laisser aux Parisiens le temps de se reconnaître. Ce ne fut que lorsque le prince de Lambesc, un des conspirateurs, leur déclara que son régiment refusait de marcher contre les citoyens, que leurs yeux s'ouvrirent : « Si mon régiment, dit-il, me laisse en plan, vous ne pouvez compter sur aucun autre. » Il avait raison. Son régiment se composait d'Allemands ; nul n'était mieux tenu et plus aveuglément dévoué à son chef.

XLI.

Mirabeau désirait être commandant de la garde nationale ou maire de Paris. Il serait certainement arrivé à l'une de ces places, si ses amis n'avaient cabalé en sens contraire. Chapelier lui disait franchement : « Vous avez trop de génie, trop d'audace pour ne pas être très dangereux dans ces deux postes ; attendez des temps plus tranquilles. Nous avons besoin maintenant de deux hommes à qui l'on puisse se fier, mais qui ne soient pas à redouter. » Mirabeau parlait souvent alors avec éloge et chaleur de Cromwell ; il parut désormais convaincu de l'impossibilité de faire comme lui et sembla avoir renoncé à cette ambition. On a répandu des bruits absurdes sur son alliance avec le duc d'Orléans ; tantôt Mirabeau est l'âme du complot, tantôt il en est le misérable instrument. Fait pour le rôle principal, il n'avait besoin, pour devenir ministre dirigeant, que d'un homme de paille. Mirabeau avait une grande idée de lui-même et de sa force ; il l'exprimait sans retenue, surtout lorsqu'il fut devenu jaloux du bonheur aveugle de Lafayette, et l'attaqua avec toute la vigueur de sa meurtrié ironie. Quelqu'un lui rappelait l'influence et la puissance de Lafayette ; il répondit en se touchant le front : « Cette tête-là est aussi une puissance. »

XLII.

Il avait été décidé entre les membres dirigeants d'attribuer à Lafayette et à Bailly les postes éminents d'où ils ont agi sur la Révolution, comme

à deux hommes dont l'ambition plus modérée et le génie plus timide ne pourraient abuser de leur popularité.

Le peuple délibérait à l'hôtel de ville et sur la place de Grève ; les opinions étaient partagées, ou plutôt elles n'étaient fixées sur aucun objet. Mauro de Saint-Méry entreprit de faire cesser cette indécision. La manière dont il s'y prit fait honneur à sa capacité, dont il donna des preuves remarquables¹ en ces jours critiques, et mérite d'être racontée.

La reconnaissance des États libres de l'Amérique du Nord avait érigé à l'hôtel de ville de Paris le buste de Lafayette. Le hasard ou l'intention avait placé au-dessus de ce buste un drapeau tricolore. Les fenêtres de la salle étaient ouvertes et le vent enroula les pans du drapeau autour du buste ; Mauro de Saint-Méry profita de cette circonstance ; au moment où tous les yeux étaient occupés de ce spectacle, il montra le buste d'un geste éloquent. Aussitôt le nom de Lafayette courut de bouche, retentit dans la salle et sur la place publique, et l'éloquence d'un geste décida d'une des délibérations les plus importantes de la Révolution.

Lafayette a été servi ici par le hasard, de même qu'il s'est laissé pousser par les circonstances aux heures critiques de sa carrière. L'Assemblée nationale a fait la plupart du temps ce qu'a exigé la volonté générale, rarement ce qu'elle avait prémedité et mûrement délibéré. Lorsqu'elle démolit tout l'ancien régime, elle obéissait bien plutôt à cette force extérieure qu'aux inspirations de la philosophie ou aux vues ambitieuses de quelques intrigants, et quels que fussent les défauts de cette force agissant sans l'appui d'une philosophie éclairée, il eût été à désirer que l'Assemblée se fût toujours laissé mener par elle plutôt que par la détestable intrigue qui a empêché la fuite du roi d'être un fait décisif et la fin des périls de la liberté. La postérité admirera dans la Révolution de grands talents, mais peu de grands caractères, car ce n'est que le peuple en masse qui a montré du caractère, et c'est grâce à sa résolution inébranlable de devenir libre et à ses instincts philosophiques que les grands talents ont été contraints de se produire et les petites passions rendues incapables de nuire. La postérité devra admirer et elle admirera ce rare phénomène d'une grande nation, qui a enfin compris ce qu'elle devait faire pour avoir la paix. Parfois, quand je réfléchis au spectacle qu'ont offert la nation et les individus qui ont agi pour elle, je me représente les choses comme si la philosophie était une matière invisible, mais active, qui entraîne avec elle vers son but, c'est-à-dire vers le bien général, tous les esprits, quelquefois contre leur gré, malgré leur résistance et non sans désordre, de même que les tourbillons de Descartes entraînaient tous les corps vers le centre de la terre. Je connais en effet beaucoup de gens qui ne peuvent revenir de

1. Sans quitter la place où la force des circonstances l'avait placé contre son gré, il distribua près de trois mille ordres.

leur étonnement d'avoir travaillé avec plus de zèle que d'autres à une œuvre qui leur déplait, parce qu'elle est aussi contraire à leurs intérêts qu'à leurs préjugés. On a vu, durant les premiers jours de la Révolution, agir pour elle des gens dont elle devait amener la ruine ; ils fredonnaient malgré eux l'air dont un instrument supérieur avait donné le ton.

Tout le monde, sauf quelques courtisans et quelques moines, voulait la Révolution, si l'on entend par là le renversement de l'ancien régime. Mais personne ne veut de la constitution, sauf quelques niais qui croient à la sincérité du roi. Elle déplait à l'un comme trop démocratique, à l'autre comme trop aristocratique, au troisième comme royaliste ; celui-ci la trouve trop jeune, celui-là trop vieille.

Le renversement du despotisme a été l'œuvre du mécontentement, c'est-à-dire d'un sentiment qui est le même chez tout le monde ; la création de la constitution, au contraire, est l'œuvre de la raison, qui est plus juste chez les uns que chez les autres, et qui a plus ou moins de peine à sacrifier l'intérêt privé à l'intérêt public.

(*Sera continué.*)

LES

MÉMOIRES INÉDITS DE CHAMPAGNEUX.

Champagneux, qui fut l'ami des Roland, le collaborateur du mari au ministère de l'intérieur, et qui maria plus tard leur fille à un de ses fils, a-t-il écrit des *Mémoires* inédits ?

M. Vatel (*Charlotte de Corday et les Girondins*, I, **clxxiv**) l'avait cru d'abord, d'après deux autorités assurément bien médiocres (Alboise et Maquet, *les Prisons de l'Europe*, IV, 444) ; mais le scrupuleux chercheur ne tarda pas (même volume, **cccclxxvii**) à reconnaître qu'il y avait méprise et que les *Mémoires* qu'on lui avait signalés comme inédits n'étaient autre chose qu'un morceau bien connu, de 52 pages, inséré par Champagneux dans l'édition des *Œuvres de M^{me} Roland* qu'il donna en l'an VIII (t. II, p. 388-440).

Dans ce morceau, intitulé : *Notices de l'éditeur sur quelques circonstances de sa détention dans les années 1793 et 1794*, Champagneux, incarcéré à la Force le 4 août 1793, transféré aux Madelonnettes le 14 juillet 1794, puis élargi le 14 août suivant, raconte ses

souvenirs de captivité. Le récit est intéressant, parce que Champagneux eut pour compagnons de prison d'abord Miranda, Adam Lux, Achille du Châtelet, Vergniaud et Valazé, puis les Soixante-Treize, etc. Mais ces pages, imprimées depuis près d'un siècle, reproduites par Berville et Barrière dans leur édition des *Mémoires de M^{me} Roland* (II, 331-384, avec des coupures), ne sauraient être prises pour des Mémoires inédits.

Et cependant ces Mémoires inédits ont existé, nous en avons pour témoin Champagneux lui-même, dans ces *Notices* dont nous venons de parler; il y énumère, avec une certaine complaisance, les écrits qu'il avait composés dans une prison, et mentionne :

1^o Une *Histoire de France* (p. 407), dont Daunou égara plus tard le manuscrit.

2^o « Une *Comédie* ou plutôt un *Drame*, » dont le sujet « était pris dans un événement vrai et qui m'était personnel » (p. 408). Ce drame ne fut pas représenté; mais on voit que Charlotte Corday n'en était pas l'héroïne, comme l'ont imaginé les compilateurs des *Prisons de l'Europe*.

3^o Des *Mémoires personnels* : « Je composai aussi en prison les *Mémoires de ma vie*; comme ils ne peuvent présenter de l'intérêt qu'à ma famille, je ne les donnerai point au public; c'est un legs que je destine à mes enfants; ils leur serviront de lecture pendant quelques soirées d'hiver... » (p. 408).

4^o Des *Mémoires historiques*, ainsi que nous l'apprennent les dernières lignes des *Notices* : « J'aurais bien des choses intéressantes à publier sur le ministère de Benezech¹; mais ce ne serait point ici leur place. J'en ferai l'objet de Mémoires particuliers qui accompagneront ceux que j'ai composés sur les ministères de Roland et de Garat. L'histoire y trouvera quelques vérités utiles à recueillir » (p. 440)².

Ainsi, à l'exemple de son illustre amie, Champagneux avait écrit à la fois des *Mémoires particuliers* et des *Mémoires historiques*; les premiers ne seraient pas à dédaigner, puisqu'ils nous feraient connaître, dans le détail de sa vie, un des plus laborieux serviteurs de la Révolution; mais combien les autres auraient plus de prix!

Dans le *Discours préliminaire*, qu'il a placé en tête de son édition

1. Champagneux avait occupé, sous le ministère de Benezech (de novembre 1795 à juillet 1797), les mêmes fonctions que sous Roland et Garat, à savoir celles de premier commis (nous dirions aujourd'hui chef de division).

2. Il ne résulte pas de ce texte, d'ailleurs, que ces *Mémoires historiques* aient été écrits en prison; ils ont pu l'être dans les années qui suivirent.

des *Oeuvres de M^{me} Roland*, Champagneux nous donne encore quelques renseignements sur les Mémoires historiques qu'il avait écrits *ou qu'il préparait*. P. xxvi : « J'ai déjà rassemblé les matériaux nécessaires pour publier les Mémoires historiques des deux ministères de Roland... » P. xxviii : « Je parlerai avec détail, dans l'histoire des deux ministères de Roland, de sa correspondance avec les différentes administrations de la France... » P. lxxxix, après avoir raconté la mort de Roland : « Je n'ajouterai rien de plus dans ce moment; je renvoie les détails à l'Histoire de ses deux ministères, à laquelle je travaille. »

Champagneux écrivait cela en messidor an VII, c'est-à-dire en juin ou juillet 1798 (p. xxii du *Discours préliminaire*). On remarquera qu'il parle ici de ses Mémoires historiques comme d'un travail commencé, tandis que, dans les passages des *Notices* cités tout d'abord, il représente l'œuvre comme achevée; cependant les *Notices*, insérées dans son édition de l'an VIII, sont nécessairement du même temps que le *Discours préliminaire* ou de bien peu postérieures. On peut donc admettre que les deux indications se complètent et se rectifient, c'est-à-dire que, vers 1800, les matériaux étaient prêts et que certaines parties se trouvaient déjà écrites.

L'œuvre fut-elle terminée? Nous ne saurions le dire. Champagneux mourut à Jallieu (Isère), le 7 août 1807. Sa famille devait avoir conservé, avec les papiers de Roland, ses propres manuscrits. Après la mort de sa petite-fille, M^{me} Jeanne-Zélia Chaley, survenue en 1880, les *Papiers Roland* furent déposés en 1888 à la Bibliothèque nationale. Or, dans ce précieux recueil, composé de sept volumes manuscrits (n. A. fr., ms. 6238-6244), nous avons trouvé diverses pièces qui faisaient évidemment partie des matériaux rassemblés par lui pour la composition de ses Mémoires. Il y a notamment :

1^o Au ms. 6243, un nombre considérable de pièces, imprimées et manuscrites, se rapportant au ministère de Roland. Rien d'ailleurs qui ait, à proprement parler, un grand intérêt politique. Ces documents serviront surtout à l'érudit qui entreprendra de faire connaître l'administration si laborieuse de Roland.

2^o Au ms. 6244, fol. 460-496, tout un dossier relatif à la détention de Champagneux. Il renferme surtout des requêtes adressées aux autorités révolutionnaires pour réclamer sa liberté, rappeler les services qu'il a rendus et réfuter les dénonciations dont il a été l'objet. Il est donc plein d'utiles renseignements pour reconstituer la vie de Champagneux, mais on y trouve peu de choses intéressant l'histoire générale. On en peut extraire toutefois la page suivante, qui complète ce que nous apprend M^{me} Roland elle-même (Lettre à Jany,

Révolution française du 14 janvier 1896, p. 209, et *Mémoires, passim*), sur l'organisation des bureaux de Roland :

Les objets dont je fus chargé au ministère de l'intérieur furent la correspondance avec tous les départements sur les objets d'administration et sur l'application des lois; la partie des émigrés; le service des gardes nationales sédentaires, les prisons, les hôpitaux, l'hôtel national des Invalides et les ateliers de charité.

Avant le 10 août, ce travail occupait cinq commis principaux, qui avaient tous des appointements portés au maximum. Il était résulté de cet ordre de travail que les commis, qui ne communiquaient pas entre eux et qui ignoraient ce qui se passait dans les bureaux les uns des autres, avaient induit le ministre à des mesures inconséquentes et quelquefois même contradictoires.

Pour remédier à cet inconvénient, l'on ne fit de toutes ces parties qu'un seul bureau, dont la direction me fut confiée. Ce fut le citoyen Pache qui présida à cet arrangement nouveau, et c'est d'après ses conseils que je me chargeai de ce fardeau pénible. Je dis *pénible*, car l'on saura qu'il arrivait tous les jours environ deux cents lettres ou mémoires adressés au ministre de l'intérieur. La moitié de ces envois était pour ma division. Je passais à les lire et à méditer sur les réponses à faire depuis cinq heures du matin jusqu'à dix. Depuis cette heure jusqu'à midi, je conférais avec le ministre; je prenais ses décisions et ses signatures. A midi, je revenais dans mon bureau, où le public était admis jusqu'à quatre heures. Le reste de la journée, sauf le moment du repas et quelquefois d'une promenade, je l'employais à l'examen des lettres destinées pour la signature du lendemain¹.

Cet ordre de travail n'a pas eu lieu pendant une semaine, pendant un mois seulement; c'est pendant une année entière que je m'y suis dévoué avec la même assiduité. Et combien de nuits n'ai-je pas passées quand le service public l'a exigé! Aussi je n'ai pu m'occuper de mes affaires particulières, etc....

3^o Au même manuscrit 6241, fol. 452-453, un fragment important, qui semble bien un morceau de ces Mémoires historiques inédits annoncés par Champagneux; ces deux feuillets sont de son écriture; deux annotations marginales, que nous reproduisons à leur place, indiquent qu'ils sont détachés d'un tout plus considérable, qui comptait plusieurs cahiers et était disposé en forme de lettres. Comme on le verra dès les premières lignes, il s'agit, en cet endroit, de

1. Champagneux oublie ici, — volontairement, pour les besoins de sa cause, — la direction du service de l'*Esprit public* sous Roland et du service d'*observations* sous Garat, autrement dit de la police secrète du ministère de l'intérieur. Voy. Ad. Schmidt, *Tableaux de la Révolution française*, I, 138; II, 101.

Garat. On sait que Garat, nommé ministre de la justice le 9 octobre 1792, fut chargé par intérim du portefeuille de l'intérieur après la démission de Roland (23 janvier 1793), puis en devint titulaire le 14 mars suivant, et se retira le 15 août lorsqu'il vit que le poste devenait décidément trop périlleux; on sait aussi que Champagneux était resté auprès de lui ce qu'il avait été sous Roland, le chef de la première division, le bras droit du ministre : il était donc bien placé pour voir l'étendue de la désorganisation et en représenter à son chef les redoutables conséquences :

8^e lettre. — Malgré moi, je lui disais qu'il était honteux à la Commune de Paris les pouvoirs illimités qu'elle usurpait, la disposition arbitraire de la fortune, de la liberté et de la vie des citoyens; je lui disais que le pouvoir exécutif, c'est-à-dire les ministres et surtout celui de l'intérieur, s'étaient rendus coupables en se laissant enlever par les Comités de salut public et autres de la Convention nationale la puissance exécutive; qu'il ne pouvait résulter que des abus monstrueux de cette association du pouvoir législatif et du pouvoir exécutif; j'avais, malheureusement, de trop nombreux exemples à lui citer pour justifier mon observation. Il me répondait que c'était de son consentement et d'après beaucoup de réflexions que des mains ministérielles le pouvoir avait coulé dans les comités de la Convention, parce qu'il était sûr qu'après en avoir fait l'essai les législateurs n'auraient rien de plus à cœur que d'en ressaisir les ministres. Et comme son pronostic ne se vérifiait pas et qu'au contraire les ministres n'étaient plus que les commis des comités conventionnels, je revenais à la charge auprès de Garat, en lui faisant tous les jours des tableaux plus désastreux les uns que les autres de la dislocation de toutes les parties du gouvernement. Comment voulez-vous, lui disais-je, que le char républicain trainé, comme il l'est, par l'ivresse du pouvoir et de toutes les passions, ne soit pas brisé mille fois dans sa course? Garat essayait encore de répondre et d'obtenir non pas mon approbation, mais mon silence, en me disant : « J'ai pris depuis quinze jours des précautions telles que les vrais sentiments des meneurs de la Convention vont m'être connus, et si je ne les trouve pas dans le vrai sens de la Révolution, de la justice et de l'honneur, je mettrai tout à découvert, j'avertirai la nation du danger qu'elle court, je sonnerai le tocsin contre les scélérats qui veulent la tromper, l'asservir et je me mettrai à la tête des combattants. »

C'est au milieu de cette vigueur apparente que la tyrannie anarchique est née et a commencé ses ravages. Pour moi, j'en fus, comme je viens de le dire, la première victime. Quelques membres des comités connaissaient mes principes et les conseils que je donnais à Garat; ils se débarrassèrent de moi et m'envoyèrent en prison. Quant à Garat, Gohier, etc., c'étaient les hommes qu'il leur fallait pour ne trouver aucune résistance à la transfusion du pouvoir des ministres dans les

comités; aussi Robespierre, Danton, etc., les mirent et les laissèrent en place tant qu'on eut besoin d'hommes faibles, et ne les changèrent que quand ils voulurent avoir des anthropophages à leurs ordres.

Pour donner une idée de la pusillanimité de Garat, je citerai le trait suivant : pendant ma réclusion, il arrivait quelquefois à ma femme, — 2^e partie, 7^e cahier, — d'avoir besoin de parler à Garat. Quand il la voyait, la frayeuse s'emparait tellement de lui qu'il n'osait s'entretenir avec la femme d'un détenu que dans la solitude d'un galetas inhabité et en lui recommandant très fort de ne pas réitérer ses visites.

Mme Roland avait fait dans plus d'un endroit de ses Mémoires le portrait de Garat, mais avec des couleurs si fortes que j'ai cru devoir les adoucir. Les hommes faibles sont bien coupables sans doute; mais il faut pourtant admettre des nuances entre eux et les scélérats.

Quelque temps après le 9 thermidor, Garat essaya sa justification dans des Mémoires qui furent imprimés chez Smith, à Paris¹. Je n'en essaierai ni la critique ni l'éloge, mais je ne peux mieux te donner une idée des sentiments de ce ministre à mon égard qu'en copiant ce qu'il dit de moi. Après avoir rendu compte des placards dans lesquels on accusait Robespierre, Marat, Danton, Chaumette et Pache de vouloir organiser de nouveaux massacres de septembre, il observe que par mes soins il s'assura de la fausseté de ce complot et ajoute ces mots : « Ces derniers faits sont aussi personnels à Champagneux qu'à moi et ils seront attestés comme par moi par cet excellent citoyen à qui j'ai ouvert plus d'une fois toute mon âme et sur tous les événements et sur leurs causes; par cet homme dont l'infatigable travail a beaucoup honoré le ministère de Roland, son ami, et qui se dévouait au mien avec un zèle également infatigable; qui n'a acquis que par la plus injuste persécution une célébrité qu'il aurait dû obtenir de la reconnaissance publique. »

Malgré cet éloge pompeux et qui excite certainement ma reconnaissance, je n'ai pas cru pouvoir dissimuler les torts réels de Garat dans sa conduite ministérielle; on est coupable, non seulement en faisant le mal, mais en le laissant faire, quand on le peut et qu'on le doit empêcher.

C'est le moment de revenir sur la ville de Lyon, où se passaient les événements les plus désastreux, et cela par la méintelligence de ceux qui l'habitaient. Les plus blâmables sont les nobles, le clergé et les riches, qui, mécontents de toutes les nouveautés qu'amenaient la Révolution, cherchaient à la décrier et à diffamer ses sectateurs.

Cependant la municipalité de 1791 et 1792, qui fut si fort en butte à leurs traits, était composée de citoyens d'un patriotisme très ardent à la vérité, mais amis de l'ordre et des lois². On a vu dans la lettre où j'ai rendu compte de ses opérations qu'elle donna des preuves de ces

1. *Mémoires sur la Révolution, ou Exposé de ma conduite.* Paris, 1795, in-8°.

2. Cette municipalité était celle dont avaient fait partie Vilet comme maire, Champagneux comme substitut du procureur de la Commune et Roland lui-même comme officier municipal.

sentiments dans plusieurs circonstances et qu'elle maintint la paix, le respect des propriétés et des personnes au milieu des agitations des malveillants. A force de soins, d'assiduité et de désintéressement et de fidélité à remplir ses devoirs, cette municipalité avait forcé l'estime de tous ceux qui avaient pris la peine de considérer ses travaux de sang-froid et de la juger avec réflexion.

Un commentaire approfondi de ce fragment nous conduirait trop loin. Contentons-nous de faire remarquer que les rudes vérités dites à Garat par Champagneux rappellent celles qu'adressait au ministre, presque chaque jour, à la même époque, le plus intelligent et le plus honnête de ses *observateurs de police*, l'avocat Dutard (voy. Schmidt, *Tableaux, etc.*, t. I, p. 164-390); et que néanmoins c'est peut-être par égard pour Garat que Champagneux ne publia pas ses Mémoires. Assurément, il tenait en piètre estime le successeur de Roland; mais un sentiment de pitié et sans doute aussi un reste d'attachement pour son ancien chef, qui vivait encore (il ne mourut qu'en 1833, bien longtemps après Champagneux), semblent avoir retenu en plus d'une circonstance l'ami et l'éditeur de M^{me} Roland. Il vient de nous apprendre lui-même qu'il avait adouci certains passages des *Mémoires*; voyons en quels endroits :

4^o Dès le début de ses « Notices historiques » (*Mémoires*, éd. Fau-gère, I, 4-5), M^{me} Roland avait fait de Garat un cruel portrait, que Bosc, dans son édition de 1793, avait reproduit sans retouches; Champagneux, dans son édition de l'an VIII, en enlève les traits les plus durs, et, en note, essaie d'excuser Garat d'avoir accepté, en passant de la Justice à l'Intérieur, une charge au-dessus de son courage.

2^o M^{me} Roland raconte (I, 203) qu'à l'Abbaye, le 20 juin 1793, entendant les colporteurs crier sous la fenêtre de sa prison les injures que le *Père Duchêne* vomissait contre elle, un accès d'indignation la saisit contre le ministre qui, trois semaines auparavant, avait contribué à sauver Hébert... : « ... je pris la plume; j'écrivis quelques lignes à ce lâche Garat, qui se croit un sage parce qu'il n'a de passion que la peur... » Bosc avait maintenu l'épithète; Champagneux la supprime : « ... j'écrivis quelques lignes au ministre Garat... »

Il y a plus : cette lettre sanglante, adressée le 20 juin à Garat par M^{me} Roland, et qu'elle n'a pas mise dans ses *Mémoires* (elle n'en reproduit que la dernière ligne : « Je lui envoyais mes adieux comme un vautour pour ronger son cœur »), n'a pas été cependant perdue pour l'histoire ; elle en avait envoyé des copies à ses amis, et, dès 1823, la première édition des *Mémoires de Buzot*, donnée par M. Guadet, en publiait le texte (p. 407). On sait d'ailleurs que M. Dauban, en 1864 (*Étude sur M^{me} Roland*, p. 25), en a donné,

d'après la copie autographe adressée à Buzot par la prisonnière, un texte tout à fait exact¹. Or, Champagneux avait, lui aussi, une copie de cette lettre, de cette « terrible lettre, » comme il l'appelle; mais, dit-il, « je ne la publierai pas : je le dois à Garat, qui avait fait une réponse très dure à cette lettre, et qui, à ma prière, non seulement ne l'envoya pas à son adresse, mais écrivit au Comité de sûreté générale et lui présenta, avec assez d'énergie, les réclamations de la citoyenne Roland. » Cette réserve honore Champagneux, mais il n'est pas indifférent de la constater, car elle caractérise bien les embarras de sa situation vis-à-vis de Garat.

3^e Notons enfin qu'aux premières pages des *Mémoires particuliers* de M^{me} Roland (II, 10), une épigramme contre Garat, d'ailleurs assez inoffensive, conservée dans le texte de Bosc, disparaît dans celui de Champagneux.

Ces remarques permettent d'expliquer que Champagneux n'a pas terminé ou n'a pas publié ses *Mémoires*. Mais ce n'est là d'ailleurs qu'une hypothèse.

Quoi qu'il en soit, il semble bien que ces Mémoires aient été écrits en tout ou en partie, et l'on peut se demander si le manuscrit, dont les pages citées plus haut semblent avoir été détachées pour être insérées dans les *Papiers Roland*, ne se retrouverait pas chez quelqu'un de ses descendants.

Cl. PERROUD.

1. Voir aussi ce texte dans l'édition Faugère (I, 203-204), mais altéré par un ou deux changements.

BULLETIN HISTORIQUE

FRANCE.

L'ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR ET LA RÉFORME DES EXAMENS. — Nous avons eu plus d'une fois l'occasion d'exprimer la déception que nous ont causée les résultats des modifications introduites dans l'enseignement secondaire en 1880, 1883, 1889 et 1894. Nous avons voulu réformer l'enseignement : nous l'avons surtout désorganisé et affaibli. D'où vient cet échec, qui a suivi de si belles espérances et que quelques-uns des plus ardents promoteurs des réformes, parmi lesquels j'ose me compter, à la suite de M. Bréal, sont les premiers à déplorer ? Il vient avant tout de ce qu'on ne s'est pas rendu suffisamment compte du but qu'on poursuivait, et qu'on a voulu satisfaire à la fois les partisans d'une réforme des études classiques, les ennemis des études classiques et les ennemis du prétendu surmenage dans les lycées. Pour satisfaire les premiers, on a supprimé certains exercices et diminué le nombre des devoirs écrits ; mais ils regardaient comme le corollaire de ces suppressions l'introduction d'exercices nouveaux, l'augmentation des heures de classes, une part beaucoup plus grande faite à des exercices oraux préparés avec soin par les maîtres et les élèves. Pour satisfaire les ennemis du surmenage, on a diminué, au contraire, les heures de classes et on n'a remplacé par rien les exercices supprimés. Pour satisfaire les ennemis des études classiques, on a réduit autant qu'on a pu la part qui leur est faite dans l'enseignement classique lui-même et on a organisé un enseignement moderne qui a en théorie la même valeur, qui aspire à recevoir les mêmes priviléges et les mêmes sanctions et qui, au lieu de préparer par des voies rapides aux carrières pratiques, risque d'augmenter encore notre prolétariat littéraire. L'échec que nous déplorons a eu aussi pour cause l'absence d'idées nettes sur les rapports entre l'enseignement secondaire et l'enseignement supérieur. On ne s'est pas rendu compte que, si l'enseignement moderne doit être considéré par la plupart de ses élèves comme se suffisant à lui-même, l'enseignement classique, surtout depuis les nouvelles exigences de la loi militaire, ne doit être qu'une préparation à l'enseignement supérieur. Dès lors,

il doit viser à former l'esprit bien plus qu'à le remplir; il doit donner, au lieu d'un savoir superficiel et encyclopédique, les éléments solides des connaissances littéraires et scientifiques, de bonnes habitudes d'esprit, le goût du travail personnel et de la réflexion. — Enfin, nous avons tous à nous reprocher d'avoir poussé à des changements trop multiples et trop profonds, sans tenir un compte suffisant des mœurs et des traditions. Nous avions affaire à une population scolaire qui, tout entière, élèves et maîtres, était habituée à n'attacher d'importance qu'aux travaux écrits; à une race portée au laisser-aller et à la négligence, peu capable d'efforts collectifs où l'amour-propre doit s'effacer, et très capable, au contraire, d'efforts isolés qui sont excités par l'émulation et qui trouvent leur récompense dans les succès individuels; nous n'avons obtenu ni des élèves ni des maîtres, élevés eux aussi d'après d'autres méthodes, l'application des méthodes nouvelles. On a, d'ailleurs, dérouté et découragé les maîtres en remaniant quatre fois en quinze ans les programmes, sans attendre jamais le résultat des changements qu'on avait opérés, tout en leur donnant la dangereuse satisfaction de voir diminuer à la fois leurs heures de classes et le nombre des devoirs et des compositions à corriger. Je ne crois pas que personne puisse mettre en doute aujourd'hui que, depuis quinze ans, le niveau des études, et j'entends par là le développement intellectuel de la jeunesse, a baissé, qu'une partie du corps enseignant se laisse aller au découragement, à la torpeur et à la négligence, que nos lycéens travaillent moins et aiment moins leur travail qu'autrefois. Les récompenses même leur deviennent indifférentes. Cette fois que nous avons vue chez nos professeurs dans la beauté et la vertu de ce qu'ils enseignaient et que nous avons eue nous-mêmes, elle diminue dans toutes les âmes. A-t-on, du moins, gagné d'avoir des corps plus robustes et d'avoir empêché le surmenage? Nullement. Le surmenage cérébral ne vient pas d'un travail régulier, auquel on s'est progressivement accoutumé et que l'on continue pendant des années; il vient d'efforts fournis par accès par des cerveaux mal préparés. Le nombre des examens à passer, le nombre des candidats aux examens s'est énormément accru. Les jeunes garçons n'ont pas appris au lycée à travailler d'arrache-pied, à régler leur temps et leur besogne. On a eu le tort grave de supprimer un bon tiers des compositions hebdomadaires, alors qu'autrefois tous les mardis matins on avait, en vue des places données tous les samedis, deux heures de travail intense qui habituaient au labeur régulier et conscientieux. Les élèves sortent ignorants du lycée et ils doivent, pour entrer aux grandes écoles ou pour conquérir leurs grades, fournir un effort auquel ils ne sont nullement préparés. Nous les voyons aujourd'hui manifester, même aux

approches du baccalauréat, une fièvre que ne nous donnaient autrefois ni la licence ni l'agrégation. Les neurasthéniques se comptent par centaines chaque année parmi les jeunes gens qui se vouent aux études sérieuses. On ne connaissait guère autrefois ni le nom ni la chose.

Ces constatations mélancoliques ont beaucoup diminué les ardeurs et les espérances des plus ardents partisans des réformes, et je dois avouer qu'elles m'ont rendu quelque peu conservateur. Je trouve imprudentes, par exemple, les trop vives attaques dirigées contre les examens dans des écrits destinés au grand public. On discrédite l'autorité des professeurs auprès des élèves ; on décourage les examinateurs, on les rend mécontents ou sceptiques, et on transforme en victimes du hasard ou de l'injustice les candidats malheureux. Je ne suis pas bien sûr, par exemple, que la suppression du baccalauréat eût les excellents résultats qu'on en attend ni que son existence soit aussi pernicieuse qu'on le dit. Mon expérience, à moi, depuis que ma qualité de père de famille m'a fait suivre de près les études de mes fils et de leurs camarades, c'est que, grâce au baccalauréat, on travaille beaucoup plus et même beaucoup mieux en rhétorique et en philosophie que dans les classes précédentes, qu'il est devenu difficile, par exemple, de faire travailler les élèves pour les classes d'histoire en troisième et en seconde, depuis qu'on a commis la faute de réduire le programme du baccalauréat à l'histoire moderne depuis 1840. Il faudrait un robuste optimisme pour s'imaginer qu'en supprimant partout la crainte de l'examen on réveillera dans toutes les classes l'ardeur au travail. Je ne suis pas bien convaincu non plus que les critiques éloquentes et spirituelles adressées par M. Lavisson à l'examen d'histoire de Saint-Cyr, si justes qu'elles soient au point de vue théorique, soient aussi probantes au point de vue de la pratique qu'elles le paraissent au premier abord¹. Que des examens de français, histoire et mathématiques ne soient pas le meilleur moyen de choisir les futurs officiers, j'y consens ; qu'il valut mieux pouvoir auparavant apprécier leurs qualités physiques et morales, j'en suis convaincu. Mais, dans un pays démocratique et parlementaire, le mandarinat des examens est le seul moyen d'éviter le favoritisme et la corruption. Qu'il soit désirable de recevoir à Saint-Cyr les candidats les plus intelligents, j'en demeure d'accord, et qu'un candidat qui aura des idées personnelles et justes sur les causes de la Révolution de 1848 ou sur la politique

1. Je souscris pleinement au contraire à l'article de M. Lavisson, dans la même *Revue de Paris*, sur les examens d'histoire pour les jeunes filles. Les conditions et le but de l'examen sont ici tout autres.

de Casimir Périer ait des chances d'être plus intelligent que celui qui sait par cœur toutes les stations de chemins de fer de France, je le crois sans peine. Mais il faut observer que, s'il est relativement facile de se rendre compte des qualités de réflexion et de jugement des candidats dans un examen comme celui de l'École normale, où l'on a devant soi 50 élèves qui déjà ont été classés par un examen écrit très compliqué, et où les professeurs, étant directement intéressés à choisir les meilleurs, ne peuvent à aucun degré être suspects de partialité, il est tout à fait impossible, dans un examen comme celui de Saint-Cyr, où l'on doit questionner 1,000 à 1,200 candidats, de ne pas donner la place la plus considérable à la connaissance des faits. Il est nécessaire d'aller vite et de poser des questions très précises qui provoquent des réponses faciles à apprécier et à noter. D'ailleurs, la notation n'est pas nuancée comme celle d'un examen du haut enseignement. On note : bien, médiocre et mal, et un examinateur éclairé sait bien discerner la pure mémoire de la mémoire intelligente. Je me suis fait donner les 400 questions d'histoire et les 400 questions de géographie posées au dernier concours de Saint-Cyr dans une même ville, je les ai trouvées en général fort sensées. Quand on demande en géographie : les Alpes centrales et rhétiques et le chemin de Marseille à Nouméa, ou le Doubs et les mers qui baignent la Chine; ou bien en histoire : les grands débats constitutionnels de 1789 à 1791 et Guillaume III d'Angleterre, ou le mariage de Louis XIV et ses conséquences et la campagne de 1814, je trouve ces questions excellentes et tout à fait propres à permettre au candidat de montrer ce qu'il vaut. J'ai consulté ceux de mes élèves, professeurs de lycée, qui préparent à Saint-Cyr pour l'histoire. La plupart aiment cet enseignement très serré et très nourri et tous reconnaissent que leurs bons élèves sont toujours bien notés au concours. Que reproche-t-on à l'examen de Saint-Cyr? De donner trop d'importance à la mémoire. Mais la mémoire n'est-elle pas une des qualités les plus indispensables à l'officier? On oublie que, si la mémoire n'est pas l'intelligence, elle est l'outil indispensable de l'intelligence. Tous les hommes supérieurs ont une mémoire remarquable. D'exiger des candidats une connaissance trop détaillée des cartes? Mais un futur officier ne doit-il pas avoir le goût de la topographie et avoir pris l'habitude de passer de longues heures en tête-à-tête avec ses cartes? On dira : c'est à Saint-Cyr qu'ils feront de la topographie et de l'histoire militaire; auparavant, il faut se contenter de leur ouvrir l'esprit. Mais, à Saint-Cyr, la vie militaire absorbe les élèves; les cours sont une corvée pour eux, s'ils n'ont pas d'avance pris le goût des études historiques et géographiques utiles aux officiers. Du reste,

aujourd'hui on est arrivé à se méfier vraiment par trop des dates et des faits. Peut-on savoir l'histoire, penser sur l'histoire sans dates précises et sans faits nettement sus? C'est très bien d'ouvrir l'esprit, mais il faut mettre quelque chose dedans. Des idées sans faits qui les provoquent et les justifient, ce ne sont que des mots qu'on répète. On est bien jeune à dix-huit ans pour penser par soi-même; mais on est au bon âge pour apprendre. Or, on n'apprend pas les idées; on en a, quand on peut, lorsqu'on sait. Vouloir apprendre l'histoire sans savoir des dates par cœur, c'est vouloir suspendre des habits à un mur sans patères pour les accrocher. Cette peur d'exercer la mémoire, le mépris des exercices de mémoire (qu'on exagérait autrefois, je le reconnais) est encore une des erreurs de nos programmes et de nos théories actuelles d'enseignement.

Les réformes de l'enseignement supérieur ont suivi une marche plus méthodique et plus sûre que celles de l'enseignement secondaire. Elles se sont faites graduellement, lentement et ont été l'œuvre des intéressés eux-mêmes, les membres du haut enseignement, tandis qu'il faut bien le dire, c'est nous, professeurs de l'enseignement supérieur, qui avons imposé à l'enseignement secondaire des réformes que la majorité de ses membres étaient loin d'approuver et que, par suite, ils ont mal appliquées. Prises dans leur ensemble, les réformes des Facultés ont donné d'excellents résultats, et le rétablissement du nom d'*Universités* pour désigner les Facultés réunies dans une même ville est la légitime consécration de la restauration des hautes études en France pendant ces trente dernières années. On peut se demander pourtant si, dans ces derniers temps, le remariement des examens auquel nous nous sommes livrés avec une hâte un peu fébrile, et sans attendre qu'une opinion décidée se fût manifestée dans le corps enseignant, ne risque pas de compromettre en quelque façon une œuvre si bien commencée. J'ai indiqué ici même les inquiétudes que me causait la réforme de l'agrégation d'histoire, à laquelle j'ai cependant pris une part active, mais qui aurait gagné à être encore l'objet de nouvelles délibérations avant d'entrer en vigueur. Mes scrupules ne portent pas sur l'examen en vue du diplôme d'études supérieures, qui a donné partout de très bons résultats, bien qu'il y ait eu peut-être un peu trop de variété dans la manière dont les instructions relatives à l'examen ont été mises en pratique dans les diverses Facultés¹. La

1. Nous recommandons la lecture du remarquable rapport de M. Pfister sur l'examen d'études supérieures à Nancy. On y verra avec quel soin toutes les épreuves ont été conçues et organisées. Ce qui a été fait à Nancy peut servir de modèle.

Faculté de Paris a pris l'initiative de deux mesures excellentes. Elle a exigé de tous les candidats une épreuve de bibliographie générale et elle a publié, sous forme de positions de thèses, les résumés des mémoires des élèves qui ont obtenu le diplôme d'études supérieures. Elle a jugé avec raison que cette publicité était la meilleure garantie du sérieux de l'examen, qu'en même temps elle portait à la connaissance du public les résultats principaux de travaux dont beaucoup resteront manuscrits, et assurait à leurs auteurs un droit de priorité pour leurs découvertes ou leurs idées. Nous pensons que l'exemple donné par la Faculté de Paris sera suivi partout. On fera bien d'ajouter aux positions de thèses l'énoncé des questions spéciales d'histoire et de géographie posées aux candidats reçus, des textes qu'ils ont expliqués, des sciences auxiliaires sur lesquelles ils ont voulu être interrogés. Cela permettra de se rendre compte si l'on a partout soin de donner aux candidats des questions spéciales suffisamment restreintes et prises dans une période autre que celle dont est tiré le mémoire, si les explications de textes se rapportent à des exercices faits sous la direction des professeurs ou si la suppression des explications de textes à l'agrégation a eu la fâcheuse conséquence de faire disparaître de l'enseignement ces exercices éminemment utiles, etc. Les choix faits par les élèves fournissent aussi des indications très précieuses. On pourra constater si certaines sciences auxiliaires ne sont pas absolument délaissées; si le nouveau système n'a pas pour résultat de faire abandonner de plus en plus l'histoire ancienne et celle du moyen âge en faveur de l'histoire moderne et contemporaine, qui paraît plus amusante et plus facile, tandis que, dans l'ancienne agrégation, on prenait de préférence des sujets tirés de l'antiquité ou du moyen âge, qui sont préférables pour former aux bonnes méthodes, non parce qu'ils demandent plus de travail, mais parce qu'ils sont plus limités et permettent d'exercer avec plus de précision les facultés critiques¹.

1. Nous avons rendu compte dans notre livraison de mars dernier des examens d'études supérieures d'histoire passés à l'École normale les 7 et 8 janvier. Ceux qui y ont été passés les 1^{er} et 2 décembre derniers ont donné de meilleurs résultats encore et ne nous ont laissé aucun doute sur les fruits que retirent les élèves des études faites en vue du diplôme. Les examens ont pris quatre séances de trois heures à trois heures et demie chacune. Cinq candidats se présentaient; l'ensemble des épreuves a donc été pour chacun d'eux d'environ deux heures et demie. Voici quels ont été les sujets des épreuves pour chaque candidat indiqués dans l'ordre suivant : mémoire, question spéciale d'histoire, question spéciale de géographie, épreuve de science auxiliaire, explication de textes.

1^{er} La mission de T. Quintius Flamininus en Grèce. — Examen critique du
REV. HISTOR. LXIII. 1^{er} PASG.

Quoi qu'il en soit, l'examen en vue du diplôme d'études paraît devoir donner des fruits excellents, si la vigilance et la conscience des examinateurs lui conservent partout sa valeur. Par contre, le concours d'agrégation ne semble pas échapper à toute critique, et j'indiquerai brièvement celles que j'ai entendu formuler et qui me paraissent dignes de considération. On a voulu, en supprimant les explications de textes, rendre l'enseignement plus indépendant de la préparation de l'examen. Or, le programme de l'examen écrit, tel qu'il est conçu, avec certaines questions qui ressemblent fort aux anciennes thèses d'agrégation et sur lesquelles les renseignements sont difficiles ou longs à réunir, amène beaucoup de professeurs à choisir les sujets de leurs cours exclusivement dans ce programme. Il faudrait que le programme de l'écrit fût très simplifié et se bornât presque à exclure certaines parties et certaines périodes de l'histoire comme ne pouvant pas utilement fournir des sujets de composition. Pourtant, il faut reconnaître que le programme a eu ce précieux résultat d'habituer les candidats à étudier les questions d'histoire générale non plus dans des manuels, mais dans des ouvrages développés et d'un caractère scientifique. Dans l'ancienne agrégation, la leçon de thèse, qui constituait la seconde admissibilité, et les explications d'auteurs introduisaient dans l'examen des épreuves d'érudition qui permettaient de juger les candidats à un point de vue autre que les compositions écrites et les leçons, et d'apprécier en eux des qualités intellectuelles d'une nature différente et plus élevée. Les qualités ou les défauts des compositions

récit de la journée des Dupes dans le *Parallèle des rois Bourbons* par Saint-Simon. — Exposer les résultats des explorations du Mékong depuis 1866. — Épigraphie. — Explication de Tite-Live.

2^e Étude critique sur les origines de Marseille. — Examen critique de la relation du médecin Miron sur l'assassinat du duc de Guise. — Établir une division de la Tunisie en régions naturelles. — Épigraphie. — Explication de Strabon.

3^e Étude critique sur les Journées de juillet 1830. — Fixer la date et la portée historique du traité de Hugues de Fleury, *De potestate regia et sacerdotali dignitate*. — La répartition des populations de l'Écosse dans ses rapports avec la géographie physique. — Géographie générale. — Explication d'un capitulaire mérovingien.

4^e Étude critique sur les journées des 5 et 6 octobre 1789. — Déterminer la date, la composition et la valeur historique du *Liber apologeticus* d'Agobard. — Le Jura. Orogaphie et hydrographie. — Géographie générale. — Explication d'un capitulaire mérovingien.

5^e Examen des sources de l'ouvrage de K. Marx, *Das Capital*. — Déterminer ce qu'il faut entendre par l'expression *Sex suffragia*. — État actuel de nos connaissances sur Madagascar. — Géographie générale. — Explication d'un capitulaire mérovingien.

érites, où le hasard des sujets choisis joue un rôle important, ne pesaient pas trop sur l'oral. Aujourd'hui, les impressions et les notes de l'écrit ont une influence beaucoup plus grande. La leçon de lycée, qui constitue la seconde admissibilité, n'est plus, comme autrefois la leçon de thèse, tirée de sujets étudiés à fond par les candidats. Les uns sont plus favorisés que les autres par le choix des sujets, et les interrogations qui suivent les leçons ne fournissent que des éléments d'appréciation défectueux. Enfin, le caractère très spécial et trop varié des mémoires proposés pour le diplôme d'études rend extrêmement difficile le choix des sujets de leçons qui doivent en être tirés et le jugement qu'on doit en porter. Les élèves sont indécis sur la manière de traiter ces nouvelles leçons de thèses et l'épreuve a été jugée peu probante. On serait, dit-on, disposé à la sacrifier. Seulement, par quoi la remplacerait-on ? Je serais, pour ma part, assez porté à la remplacer par trois explications, sans commentaires, de dix minutes chacune, de trois textes grec, latin et vieux français, choisis dans des auteurs faciles, non désignés d'avance. Il est facile que des professeurs d'histoire se montrent capables de lire des auteurs anciens ou du moyen âge dans le texte original.

Cette mesure me paraîtrait d'autant plus désirable que la nouvelle licence risque de nous donner des historiens et des philosophes¹ qui n'auront qu'une instruction classique tout à fait insuffisante. Les idées qui ont présidé à la réforme de la licence sont bonnes en elles-mêmes. On encourage le travail personnel en permettant aux candidats de remplacer une des quatre compositions écrites par un petit travail d'étude et de choisir eux-mêmes les matières d'une partie des épreuves orales parmi les enseignements divers donnés à l'Université; mais on a rendu cette réforme très dangereuse en supprimant l'exigence d'un minimum de points pour les diverses épreuves. On peut toujours compenser la faiblesse ou même la nullité d'une épreuve par une note élevée pour une autre épreuve. Or, un professeur est naturellement tenté de coter très haut un mémoire, dont il a proposé le sujet, qui a été fait sous sa direction et qu'il est seul à juger. Si bien qu'on peut voir des candidats reçus avec un 18 de mémoire, un 2 de latin, un 6 de français et un 14 pour leur composition spéciale d'histoire ou de philosophie. Ils ont leur moyenne de 40 points. De même, la faiblesse des explications grecque et latine peut aisément être compensée par les notes données sur des matières spéciales par des professeurs qui interrogent sur leur propre cours. On avait déjà remplacé

1. Les philosophes ont eu la prudence de maintenir les explications d'auteurs au programme d'agrégation.

facultativement la dissertation latine par le thème latin pour les historiens et les philosophes. On avait assuré alors que le thème serait une garantie aussi sérieuse de la connaissance du latin que la dissertation. Cette garantie devient purement illusoire si l'on n'exige pas un certain minimum de points pour les épreuves littéraires¹. Si l'on ne veut pasachever la ruine des études classiques, il faudrait exiger des candidats une moyenne de 30 points pour les trois épreuves écrites autres que le mémoire et que l'excellence du mémoire ne pût servir qu'à compenser certaines défaillances à l'oral. Mais on ne saurait trop se mettre en garde contre l'importance excessive qu'on accorde au mémoire. On pousse beaucoup de candidats à une spécialisation prématuée; on les invite à faire des travaux pour lesquels ils ne sont pas encore mûrs; on risque de donner une prime à une érudition toute superficielle, ou même à une érudition empruntée à des auxiliaires complaisants².

C'est une chose singulière de voir l'enseignement supérieur, accusé autrefois de tout sacrifier aux généralisations oratoires, verser aujourd'hui dans une préoccupation excessive de la spécialisation et de l'érudition. On y trouve, d'une part, des conférences de préparation professionnelle aux examens; d'autre part, des cours très spéciaux et des séminaires d'érudition. Nos Universités ne veillent pas assez à ce que l'ensemble de la science historique, philosophique et philologique soit représenté dans leur enseignement. Les cours généraux y sont trop rares³, et les professeurs semblent parfois se préoccuper

1. Le zéro a cessé également d'être éliminatoire au baccalauréat. On a vu dans une Faculté de province recevoir des bacheliers qui ne savaient pas même lire le grec, et l'on nous assure qu'il existe des établissements libres où l'enseignement du grec a été entièrement supprimé.

2. Il faut qu'on envisage résolument le problème de l'éducation classique, que l'on sache à quoi il sert et à quoi il mène. Si l'on pense, comme nous, que les études classiques sont la base nécessaire de tout sérieux développement intellectuel, aussi indispensable à la préparation des littérateurs qu'à celle des érudits et des hommes simplement cultivés, alors qu'on leur rende la place qui leur appartient dans l'enseignement dit classique et dans l'enseignement supérieur. Si l'on pense, au contraire, que ceux-là seuls en ont besoin qui doivent enseigner le latin et le grec, qu'on les supprime résolument dans l'enseignement secondaire et qu'on réserve aux philologues la connaissance du latin et du grec, comme l'on fait pour celle du sanscrit ou du zend. Seulement, on s'apercevra, trop tard, de ce que la force et le charme intellectuels de la nation y auront perdu.

3. A Paris, M. Seignobos consacre chaque année une partie de son enseignement à des cours généraux qui donnent aux étudiants des directions scientifiques et pédagogiques à la fois pour l'étude d'une période étendue de l'histoire. Ceux qui ont suivi ces cours sont unanimes à dire qu'ils leur rendent d'inappréciables services.

par trop d'imiter l'École des hautes études. Cela est très flatteur pour l'École des hautes études ; mais cette École elle-même ne peut rendre tous les services qu'on attend d'elle que si elle est un complément à un enseignement supérieur général très sérieux. Une des difficultés qu'elle rencontre est précisément qu'elle trouve aujourd'hui avec peine des élèves français pourvus d'une instruction générale suffisante¹. Une des raisons de l'efficacité de l'enseignement de l'École des chartes, c'est que les élèves y reçoivent une instruction historique générale, au moins pour toute la période du moyen âge, et sont mis en possession des instruments indispensables de travail avant d'aborder la préparation spéciale de leur thèse². Un des avantages de l'École normale est aussi le caractère général de l'enseignement des deux premières années. Enfin, si les Universités allemandes sont d'admirables laboratoires scientifiques en même temps qu'elles forment de bons professeurs, c'est qu'on y entre avec une forte préparation classique, qu'on y passe au moins une année à suivre exclusivement des cours généraux qui orientent dans toutes les directions et donnent une base solide de connaissances de toute nature, qu'en un mot on s'y spécialise moins tôt et d'une manière moins étroite que dans nos Universités françaises actuelles³.

Il me semble que, dans les dernières réformes des examens, on s'est trop exclusivement préoccupé de développer le côté scientifique de l'enseignement supérieur et d'assurer à tous les professeurs la possibilité de recruter des élèves, et qu'on ne songe pas assez à donner à la jeunesse universitaire la préparation générale dont elle a besoin et à corriger les lacunes de l'instruction secondaire. On semble avoir évité, de parti pris, de se préoccuper de ce qui se fait dans les lycées et à l'École normale, qui, cependant, sont avec les Universités dans des rapports étroits et qui devraient en recevoir et leur donner un constant appui. Celles-ci se sont mon-

1. Il y a dix ans, on pouvait encore y citer les textes en latin sans les traduire ; aujourd'hui, il faut les traduire d'abord. Les élèves qui nous arrivent actuellement des lycées ont l'esprit bien moins nourri de lectures que ceux d'autrefois. Et l'on a cru en supprimant les devoirs écrits favoriser les lectures étendues et variées !

2. Chose curieuse, c'est l'École des chartes, qui fait figurer dans son examen d'entrée une version et un thème latin exécutés sans dictionnaire, qui se montre aujourd'hui particulièrement soucieuse des intérêts de l'éducation classique.

3. On sait qu'en Allemagne les professeurs font trois sortes de cours, les *publica*, consacrés à des cours d'un caractère général et embrassant une large période de l'histoire ou de la littérature, les *privata*, consacrés à des sujets plus spéciaux, les *privatissima* ou conférences d'exercices pratiques d'érudition ou de pédagogie.

trées peu favorables au projet proposé par l'École normale et les professeurs des lycées de Paris, d'après lequel les élèves reçus à l'École seraient considérés comme ayant satisfait aux épreuves communes de la licence ou bien devraient être pourvus, avant d'entrer à l'École, de la première partie d'une licence scindée en deux parties, l'une générale et classique, l'autre spéciale et scientifique. Ils n'auraient plus eu dans les deux cas, à la fin de leur première année, qu'à passer les épreuves spéciales de la licence ès lettres. Ce projet avait l'avantage de permettre aux lycées de Paris de continuer à préparer directement pour l'École, et aux élèves de l'École, qui sont déjà, au point de vue des épreuves communes de la licence, égaux ou supérieurs à la plupart des licenciés, d'occuper plus utilement leur première année. On n'a pas voulu paraître abandonner au jury d'admission de l'École une partie des prérogatives des Facultés et on a, d'autre part, manifesté contre les grandes rhétoriques de Paris une hostilité qui me paraît bien imprudente. On ne s'inquiète pas du fait que l'École normale subit une crise assez délicate par la nécessité où elle se trouve de s'adapter aux conditions nouvelles de l'enseignement et des examens ; on ne songe pas qu'il faudrait lui faciliter cette adaptation si l'on ne veut pas lui enlever le moyen et les raisons d'exister, que si l'École disparaissait aujourd'hui et avec elle les grandes rhétoriques de Paris ou les rhétoriques supérieures de province qui préparent pour elle des candidats, on verrait tomber tout à coup d'une manière effroyable le niveau des études classiques, et que les Facultés, mises en présence de simples bacheliers ès lettres, seraient obligées de devenir elles-mêmes de grandes rhétoriques¹. N'a-t-on pas déjà été dans l'obligation d'appeler un professeur de lycée à aider l'Université de Paris à corriger les barbarismes et les solécismes des candidats à la licence² ?

1. Que l'on prenne la peine de s'informer d'où viennent les candidats qui se préparent à l'agrégation des lettres dans nos Facultés. Je serais très étonné si l'immense majorité ne se composait pas, en dehors de quelques élèves d'institutions ecclésiastiques, de jeunes gens qui se sont présentés ou ont songé à se présenter à l'École normale. La suppression des grandes rhétoriques serait une prime donnée aux établissements libres, déjà si florissants. Je reconnaiss, d'ailleurs, qu'il est déplorable de voir des jeunes gens traîner dans ces grandes rhétoriques pendant quatre et cinq ans. Mais, le remède, c'est de ne pas permettre de se présenter à l'École normale plus de deux fois. Le recrutement de l'École en serait beaucoup meilleur.

2. Je comprendrais que des esprits simplistes trouvassent l'existence de l'École normale incompatible avec l'organisation actuelle de l'enseignement supérieur. Mais, alors, il faudrait examiner directement la question de son maintien ou de sa suppression et ne pas risquer de lui ôter tout doucement et peu à peu les

On devrait se montrer disposé à adopter toutes les mesures qui peuvent relever les études classiques compromises par la décadence de l'enseignement secondaire, car, sans une solide préparation classique, on ne fera ni de bons professeurs d'histoire et de philosophie ni d'érudits dignes de ce nom. Je regrette qu'on n'ait pas profité de la réforme de la licence pour revenir sur la fâcheuse division de la licence ès lettres en trois et quatre licences. Cette mesure a été jadis imaginée parce qu'on avait besoin de professeurs licenciés spéciaux pour les collèges ; elle n'a plus sa raison d'être, maintenant que la licence ne doit plus être une *licentia docendi*, mais une étape sur le chemin de l'agrégation et le doctorat ou une dispense de deux ans de service militaire, et qu'il faudra bientôt recruter parmi les agrégés le personnel enseignant des collèges. On aurait dû diviser la licence en deux examens, un examen général classique composé d'un certain nombre d'épreuves écrites : versions latine et grecque, dissertation française, dissertation latine ou thème latin, et de trois épreuves orales : explications littérales et grammaticales grecque, latine et française faites, comme à l'École normale, sans désignation préalable d'auteurs, avec interrogations sur les trois littératures classiques. Cette demi-licence pourrait être préparée dans les lycées, et les Universités se trouveraient ainsi débarrassées d'une bonne partie de la tâche ingrate qu'elles ont aujourd'hui d'enseigner les éléments du grec et du latin. Une année ou deux après, les candidats passereraient la seconde partie de la licence en présentant un mémoire de littérature, de philologie, d'histoire ou de philosophie, qui serait jugé non par le seul professeur sous la direction de qui il aurait été fait, mais par deux professeurs désignés par la Faculté, et en subissant, devant un jury de trois juges, trois ou quatre épreuves orales dont les matières seraient choisies par eux parmi les enseignements de la Faculté. Un tel système aurait concilié tous les intérêts et surtout nous aurait fourni et de bons candidats aux diverses agrégations et des hommes vraiment instruits.

moyens de vivre tout en la conservant. Nous sommes convaincus, pour notre part, que l'École normale est aujourd'hui plus que jamais nécessaire pour maintenir le niveau du haut enseignement et des examens universitaires. Si l'on pense ainsi, on doit, bien loin de la considérer comme une quantité négligeable, se préoccuper de trouver un système qui lui permette de s'harmoniser avec l'organisation des Universités et de leur rendre le plus de services possible. L'École normale a montré, lors de la réforme de l'agrégation d'histoire, qui entraînait pour elle d'assez graves inconvénients, qu'elle était prête à subordonner ses intérêts particuliers aux intérêts généraux de l'enseignement. Elle a une mission beaucoup plus restreinte, mais du même ordre que les Universités. Elle est leur associée, non leur rivale, et ses liens avec l'Université de Paris doivent devenir de plus en plus étroits.

Malgré ce qu'il y a encore de peu satisfaisant dans certains détails de notre enseignement supérieur, les progrès accomplis depuis trente ans sont considérables, bien plus considérables que nous n'osions l'espérer au lendemain de la guerre de 1870. Les belles cérémonies par lesquelles les diverses Universités françaises, mises ou remises en possession du nom qui définit le mieux leur caractère et leur mission, ont célébré l'ouverture de leurs cours en novembre dernier, ont rempli de joie et d'orgueil le cœur de tous ceux qui ont travaillé à préparer cette consécration suprême de tout ce qui a été fait pour la réforme de notre haut enseignement. M. Gréard, M. Rambaud et M. Lavisson ont exposé, dans un langage très élevé, le 19 novembre, à la séance solennelle de l'inauguration de l'Université de Paris, ce que doivent être, dans nos Universités rénovées, les études et les étudiants. Nous avons confiance qu'elles ne failliront pas aux espérances que nous avons mises en elles !

G. MONOD.

1. Il nous sera permis de rappeler ce que nous écrivions il y a vingt-deux ans : « Les moyens de réformer notre haut enseignement sont simples et aisés à appliquer :

« 1^o Tout d'abord supprimer le stage pour l'agrégation des lycées et le remplacer par trois ans d'études supérieures ;

« 2^o Imposer ce séjour de trois ans dans les Facultés de l'État à tous ceux qui se destinent, soit à l'enseignement public, soit aux fonctions administratives ;

« 3^o Créer pour les étudiants pauvres un nombre considérable de bourses. En Russie, chaque Université a des *centaines* de bourses. En France, nos Facultés n'en ont pas une seule ;

« 4^o Laisser se fonder des cours libres dans les Facultés ; introduire chez nous l'institution des *Privat docenten*.

« D'autres mesures viendront ensuite : modifications profondes dans l'organisation de l'enseignement ; suppression de la publicité des cours qui devront être suivis régulièrement et rétribués par les élèves ; augmentation dans le nombre des leçons de chaque professeur, qui seraient de vraies leçons et non pas des discours d'apparat ; augmentation dans le nombre des professeurs ; liberté pour le professeur dans le choix de ses sujets, pour l'élève, dans le choix de ses professeurs ; réforme de tous les examens ; enfin, et surtout, réunion de toutes les Facultés en grands corps universitaires jouissant d'une large autonomie, surveillés et secondés par l'État, mais administrant eux-mêmes leurs fonds, distribuant les bourses, choisissant les professeurs, animés entre eux d'une salutaire émulation, la concurrence entre les Universités forçant chacune d'elles à choisir les meilleurs professeurs, la concurrence entre les professeurs et les *Privat docenten* forçant les uns et les autres à rivaliser de zèle et de talent. »

Le programme que je traçais en 1874, et qui était alors considéré par beaucoup de mes collègues comme une pure utopie entachée de germanisme, a été, sinon entièrement, du moins en grande partie réalisé, en beaucoup moins de temps que je n'osais l'espérer. Je ne demande aujourd'hui qu'une chose : c'est

Les *Prolegomènes* de Benjamin Guérard au Polyptyque de l'abbé de Saint-Germain-des-Prés, Irminon, sont encore aujourd'hui absolument classiques. Si certaines parties théoriques en paraissent vieillies, et c'est le sort inévitable de tout travail de généralisation, le reste, l'étude détaillée de la condition des terres et des personnes au temps de Charlemagne, est encore maintenant ce qu'on a de mieux sur la matière en France comme en Allemagne. Malheureusement, les deux volumes de Guérard sont devenus fort rares et ont atteint en librairie un prix vraiment exagéré, et faible est le nombre des érudits qui peuvent jurement consulter soit le texte du Polyptyque, soit la savante introduction. La Société de l'histoire de Paris a donc rendu un grand service en publiant à nouveau la majeure partie de cette œuvre excellente. M. A. LONGNON, membre de l'Institut, a bien voulu se charger de l'entreprise. Un premier volume, paru dès 1886, renfermait le texte du Polyptyque soigneusement revu sur le manuscrit original et enrichi de notes principalement géographiques, dont le nom de l'auteur suffit à indiquer la haute valeur. Un second volume, publié en 1893, et intitulé *Introduction*, se compose des parties suivantes : en premier lieu tout ce qui, dans les *Prolegomènes* de Guérard, concerne le texte même du Polyptyque ; on a dû laisser de côté les parties générales, à tout prendre les moins solides de ce beau monument. Le texte de Guérard est reproduit tantôt textuellement, tantôt sous forme d'abrégé ; on a corrigé quelques lapsus et erreurs d'impression et modifié la traduction de quelques noms de lieux pour mettre le tout d'accord avec les nouvelles identifications géographiques. Cette première partie s'arrête à la page 482 du volume. M. Longnon y a joint un copieux appendice, presqu'aussi intéressant, et dont il nous faut dire quelques mots. Tout d'abord une liste des religieux de Saint-Germain au temps d'Irminon, publiée déjà par M. Piper dans les *Confraternitatis Augienses*, et que le nou-

qu'on ne sacrifie pas à une préoccupation excessive soit des intérêts professionnels, soit des recherches scientifiques originales et de l'érudition, les intérêts de la haute culture générale de l'esprit, à laquelle l'enseignement supérieur est essentiellement chargé de pourvoir.

L'événement a prouvé par les libéralités dont les Universités de Bordeaux, Toulouse, Lyon, Dijon, Lille, etc., ont été l'objet, combien nous avions raison de réclamer pour tous les groupes de Facultés le titre d'Universités. Nous nous permettrons de recommander aux villes, comme une nécessité plus urgente que la création de cours nouveaux, celle d'assurer aux cours déjà existant des dotations supplémentaires. La différence entre les traitements de Paris et ceux de la province est une injustice qui doit être corrigée si l'on veut que nos Universités provinciales prospèrent.

vel éditeur a enrichie de remarques fort intéressantes, puis des notes géographiques sur les anciens domaines de la célèbre abbaye. M. Longnon identifie la plupart de ces noms de lieux ; pour quelques-uns ses recherches sont restées infructueuses, on peut donc croire que ces petits problèmes sont et resteront insolubles. A la suite on trouve une liste des feudataires de Saint-Germain vers l'an 1176, restée inédite et non utilisée jusqu'ici. Dans un troisième appendice sont traitées à nouveau quelques questions de statistique jadis examinées par Guérard et sur lesquelles, de nos jours, on a changé d'opinion : étendue respective des terres cultivées et des terres incultes à l'époque carolingienne et de nos jours, chiffre de la population de la France au IX^e siècle. On sait qu'il y a quelques années une erreur de calcul de Guérard avait amené M. Levasseur à des conclusions extrêmement exagérées, conclusions que lui-même a abandonnées depuis et suivant lesquelles la Gaule, au temps de Charlemagne, n'aurait pas compté plus de huit à neuf millions d'habitants. Sans reprendre cette question spéciale, M. Longnon corrige, d'après les notes de M. Hulin, professeur à l'Université de Gand, les calculs fautifs de Guérard ; celui-ci avait estimé à 497,000 hectares la superficie des parties boisées des domaines de Saint-Germain au temps d'Irminon ; M. Hulin montre que cette superficie n'était que de 47,000 hectares en chiffre rond. Différence énorme provenant surtout de la difficulté de pareils calculs, puisqu'un homme aussi soigneux que Guérard a pu commettre pareille erreur. Enfin le volume se termine par une étude sur les noms propres de personnes au temps de Charlemagne, étude fort intéressante, de laquelle ressortent plusieurs règles intéressantes à connaître pour les historiens : 1^o la forme du nom n'indique pas à l'époque barbare la nationalité de celui qui le porte ; M. Longnon donne de nombreux exemples nouveaux de cette règle connue ; 2^o à côté des noms, à proprement parler germaniques, ayant un sens défini en ancien allemand, il en existe d'autres formés par analogie, qui, en partie ou en totalité germaniques, sont dénués de toute signification raisonnable. Cette étude, conduite avec beaucoup de critique et de soin, clôt dignement cet intéressant volume, qui renferme tout ce qui peut intéresser un érudit parisien dans les *Prologomènes* et qui ajoute beaucoup à l'œuvre si justement estimée de l'illustre Guérard. On doit savoir d'autant plus de gré au nouvel éditeur, qui s'est condamné à une tâche en somme ingrate, et à la Société qui a eu l'initiative de cette utile et excellente publication.

M. Joseph TARDIF, depuis de longues années, s'attache, on le sait, à donner un texte critique des anciens monuments législatifs de la

province de Normandie, tâche extrêmement ardue et pénible. Le tome III, qui vient de paraître, après une laborieuse préparation de dix ans, renferme le coutumier latin ou la *Summa de legibus Normanniae in curia laicalii*. C'est certainement une des meilleures compilations juridiques du XIII^e siècle; écrite en un latin relativement élégant (l'auteur observe les règles du *cursus*), rédigée avec une précision extrême, c'est un excellent manuel destiné avant tout aux praticiens. Souvent copiée au moyen âge, citée fréquemment par les jurisconsultes, la *Summa* a été imprimée plusieurs fois depuis la fin du XV^e siècle, mais le texte de toutes ces éditions était assez fautif, et il fallait retrouver la leçon originale, enfouie sous les gloses, les additions et les commentaires. M. Tardif a donc dû, avant tout, remonter à la tradition manuscrite et s'est trouvé en présence de vingt-quatre exemplaires, tous différents et qu'il a fallu classer par famille. Ce premier travail, très minutieux, l'a amené à former neuf familles, subdivisées elles-mêmes en branches ou sous-familles, car chaque copie presque diffère de la plus voisine sur des points importants. Cette étude préliminaire est conduite avec une rigueur remarquable; la méthode de l'auteur est excellente, presque mathématique, et toutes ses conclusions paraissent inattaquables. Une fois déterminé le manuscrit le plus voisin de la rédaction originale, il a fallu établir le texte à l'aide de cette copie, en la corrigeant d'après les autres exemplaires manuscrits, travail des plus délicats et, tout éditeur le sait par expérience, des plus fastidieux. Le texte du coutumier sort donc des mains de M. J. Tardif convenablement épuré, et un riche appareil de variantes permet au lecteur de contrôler la leçon adoptée par l'éditeur. Cette étude du texte occupe la première moitié de la longue introduction de M. J. Tardif; l'auteur examine ensuite l'ouvrage en lui-même. Il commence par donner les raisons du choix fait par lui du plus court des trois textes; cette rédaction plus brève est en même temps la plus parfaite, les répétitions, les doubles emplois y sont plus rares, la doctrine y présente plus d'unité; on a bien là non pas l'œuvre d'un abréviateur plus ou moins intelligent, mais un ouvrage écrit d'un seul jet, par le même auteur, d'un bout à l'autre; parfois même, preuve concluante, certaines des parties additionnelles, figurant dans certains manuscrits, sont dans d'autres disposées sur les marges sous la forme d'annotations. A l'étude minutieuse de cette rédaction primitive de la *Summa* succède l'examen, non moins minutieux, des versions plus étendues, dont chacune présente un intérêt particulier. Enfin M. Tardif expose les raisons péremptoires qui prouvent l'antériorité du texte latin sur la version française; là encore ses arguments sont de nature à convaincre pleinement le lecteur. Suit

une étude très détaillée du plan, du style et de la méthode du juris-consulte normand. Dans les derniers chapitres, l'éditeur essaie de dater les différentes rédactions; après examen des opinions émises avant lui, il place entre 1254 et 1258 la publication du texte primitif, les autres éditions s'échelonnent de 1275 à 1320, une dernière recension appartient au xv^e siècle. L'ouvrage est anonyme dans tous les manuscrits et aucun des noms proposés avant M. Tardif ne paraît acceptable. Se fondant sur une étude attentive du texte, le nouvel éditeur place la rédaction du coutumier à Valognes, dans le Cotentin, et l'identifie avec la *Summa Maucael*, citée dans des actes judiciaires des îles normandes. Or, ce nom Maucael est celui d'une famille notable de la Basse-Normandie qui vivait à Valognes au xii^e siècle; c'est donc à un membre indéterminé de cette famille que M. Tardif attribue en dernière analyse la rédaction du coutumier latin. Ce n'est là qu'une présomption, parfaitement acceptable d'ailleurs. Telle est cette édition tout à fait remarquable par la rigueur de la méthode et la précision de la critique, fruit de longues années de patientes études et de réflexions subtiles. La tâche était ardue; M. Tardif s'en est admirablement acquitté (Rouen, Lestringant; Paris, Picard).

Dans les derniers temps de sa vie, M. le comte Riant, abandonnant un instant, au grand regret de tous ceux qui s'intéressent à l'histoire de la Terre sainte, ses études favorites, s'était occupé de l'histoire des évêques de Bethléem, dont le titre, transporté en Europe après la chute du royaume latin, s'est perpétué jusqu'à nos jours. Le sujet était difficile et avait sans doute tenté M. Riant par la difficulté même. Il semble même s'y être intéressé jusqu'à son dernier jour, et on a retrouvé dans les dossiers laissés par lui toute une série de mémoires formant un supplément aux *Études sur l'histoire de Bethléem*. M. Ch. KOHLER, après avoir publié ces dissertations dans la *Revue de l'Orient latin*, vient de les réunir en un élégant volume (Paris, Leroux, in-8°). L'auteur y traite diverses questions de détail, qu'il avait dû négliger dans son premier volume, faute de documents; il corrige en même temps et complète sur certains points sa première rédaction. On y retrouve toutes les qualités de cet excellent érudit: une information étendue, un soin du détail poussé jusqu'à l'excès, si l'expression était de mise en matière d'érudition. Parmi ces dissertations, dont l'analyse serait impossible, nous avons remarqué l'article sur l'évêque Hugues de Tours, très nouveau et fort intéressant, et les pages où M. Riant émet une hypothèse fort ingénieuse touchant les sources inconnues du livre de M. Chevalier-Lagénissière sur l'église de Bethléem; il arrive, par des raisonnements très serrés, à établir comme une chose à peu près certaine que ce dernier auteur a dû avoir

connaissance d'une histoire inédite de cette église, histoire datant du XVIII^e siècle, et dont le manuscrit autographe, aujourd'hui perdu, est cité par le P. Lelong.

La Société de l'École des chartes, après un trop long intervalle, reprend la publication de sa série de mémoires et de documents. Le premier volume vient de paraître et renferme la thèse soutenue au sortir de l'École par un jeune archiviste paléographe, M. Abel RIGAULT; en voici le titre : *le Procès de Guichard, évêque de Troyes (1308-1313)*¹. Ce Guichard était un parvenu sans moralité et sans grande valeur, qui, sorti de très bas, dut son élévation et sa fortune à la faveur de la reine de Navarre, Blanche, et de sa fille Jeanne, femme de Philippe le Bel. Tant que ces deux femmes, qui n'apparaissent guère à leur avantage dans l'ouvrage de M. Rigault, le protègent et le soutiennent, Guichard peut étailler sa grossièreté native à la cour même et offusquer par ses mœurs les personnes pieuses, par son insolence de parvenu tout le monde. Mais il se brouille avec ses protectrices, est chassé du conseil royal, et les haines qu'il a fait naître vont dès lors se manifester. Une intrigue obscure, dont les auteurs principaux paraissent avoir été Guillaume de Nogaret et l'âme damnée de celui-ci, l'Italien Noffo Dei, est tramée contre lui; les deux reines ont légué leur haine à leur fils et petit-fils, le jeune Louis le Hutin; on a persuadé à celui-ci, esprit borné et peu réfléchi, que ces deux princesses ont été empoisonnées par Guichard, et celui-ci est arrêté brutalement et poursuivi avec la ténacité et la rigueur habituelles aux légistes de Philippe IV. Rien de plus extraordinaire et de plus monstrueux que l'enquête dont le misérable évêque est dès lors l'objet; on trouve des témoins qui viennent attester les mauvaises mœurs du prévenu, rappeler ses violences, ses excès de pouvoir; d'autres, moins nombreux, l'accusent de pratiques magiques; la nuit, dans un ermitage perdu au fond des bois, il aurait envoûté la reine Jeanne de Navarre, et ces opérations criminelles auraient été presqu'immédiatement suivies de la mort de cette princesse. Le tout, habilement enchainé, forme un faisceau formidable, un ensemble de faits en apparence probants. Les accusateurs veulent faire de Guichard un homme perdu de crimes, voué au diable dès sa naissance, fils d'un *neton*, d'un démon familier, dont la protection de Satan a fait la fortune, dont tous les actes sont dignes d'une origine aussi perverse; il est simoniaque, meurtrier, sorcier et hérétique. Comment l'évêque de Troyes put-il échapper au supplice? Il est difficile de s'en rendre compte. Il dut son salut, semble-t-il, à la protection de Clément V,

1. Paris, Picard, in-8°.

qui ne cessa jamais de réclamer l'envoi de l'accusé à la cour pontificale, et peut-être aussi à ses anciennes relations avec quelques-uns des conseillers de Philippe IV, qui surent contre-balance l'influence toute-puissante de Nogaret. Il échappe au supplice, mais perd l'évêché de Troyes, reçoit le siège lointain de Bosnie, dont il ne paraît jamais avoir pris possession, et meurt oublié à Avignon, en 1347. Le mémoire de M. Rigault est un excellent début. La cour de France y apparaît dès lors comme un foyer de basses intrigues, de machinations ténébreuses, et en voyant les ennemis de Guichard acharnés à sa perte, on pense involontairement à l'entourage de Noble, roi des animaux, dans le fameux *Roman du renard*. Espérons que la Société de l'École des chartes continuera une collection si bien commencée ; si ses ressources étaient moins bornées, elle pourrait certainement trouver chaque année, dans les thèses soutenues par les futurs archivistes paléographes, la matière de quelques volumes excellents.

M. P. DOGNON, maître de conférences à la Faculté des lettres de Toulouse, avait pris pour sujet de thèse française *les Institutions politiques et administratives du pays de Languedoc du XIII^e siècle aux guerres de religion*¹ ; c'est en somme l'histoire de la réunion de la France méridionale à l'ancien domaine capétien. L'auteur, durant de longues années, a travaillé à réunir les éléments de son travail ; aux textes imprimés, il en a joint beaucoup d'autres inédits conservés dans les divers dépôts publics de l'ancienne province et particulièrement à Toulouse et à Montpellier. Ces longues recherches ont été des plus fructueuses, et sur le fonctionnement des institutions royales, il fournit quantité de notions nouvelles. De là un livre considérable, d'une lecture assez dure parfois, le sujet étant des plus austères, mais qui marque un progrès sensible sur les travaux antérieurs relatifs au même sujet.

M. Dognon part d'une idée en somme fort juste ; c'est que ce pays de Languedoc, dont la royauté, à dater du xv^e siècle, combattra à présent les priviléges et cherchera à détruire l'autonomie, est une création de cette même royauté. Avant la guerre des Albigeois, ce vaste territoire est couvert d'un grand nombre de fiefs à peu près indépendants les uns des autres ; l'autorité des comtes de Toulouse est nulle dans la majeure partie de leurs États, et le sens de l'unité politique et nationale est à ce point affaibli qu'il faut sept ans de souffrances inouies pour décider ces barons turbulents à l'obéissance et les grouper sous une seule bannière. Le Languedoc, une fois l'hé-

1. Toulouse, Privat ; Paris, Picard, in-8° (*Bibliothèque méridionale*, 2^e série, t. IV).

ritage d'Alfonse de Poitiers réuni au domaine royal (1274), est constitué administrativement; on désigne sous ce nom les possessions de la couronne sur la rive droite du Rhône et dans le bassin de la Garonne; les Capétiens et les Valois vont patiemment préparer l'absorption des derniers grands fiefs du territoire et l'annexion des villes les plus importantes. Longtemps ce terme de Languedoc reste indécis; il prend une signification précise en 1360, lors du traité de Brétigny, et le pays gardera dès lors, sauf sur un point, les mêmes limites jusqu'en 1790. Sans doute, entre les différentes parties de ce vaste territoire, il y a communauté de mœurs, de droit et d'institutions, mais l'unité politique n'existe pas, il faudra les guerres anglaises pour la créer. Cette unité trouvera son expression dans les états du pays, convoqués d'abord par sénéchaussée, puis, quand s'accroissent les besoins du pouvoir central, pour les trois circonscriptions administratives. Ces états, obligés de veiller à la sûreté du pays, n'ayant devant eux que des représentants peu autorisés de la royauté, prendront bientôt et garderont la haute main sur la direction des affaires publiques. La royauté ne songera à restreindre ce qu'en vertu des théories de ses légitimes elle considère comme des usurpations que le jour où, débarrassée de la guerre anglaise, elle pourra reprendre cette œuvre de nivellement qu'on nous a appris à admirer et qui a donné la centralisation moderne avec ses quelques avantages, compensés par de si graves défauts.

Le sujet traité par M. Dognon est donc des plus importants; comment l'a-t-il traité? C'est ce qu'il nous faut maintenant examiner. Les deux premières parties sont consacrées aux institutions politiques, la troisième à l'administration, la quatrième à la centralisation administrative, la cinquième et dernière à la décadence de la constitution du pays de Languedoc. Dans les deux premières parties, M. Dognon s'attache à donner un tableau de la vie politique en Languedoc : seigneuries, communautés et états (assemblées de la province et assiettes diocésaines). C'est la partie la moins nouvelle du livre; l'auteur connaît visiblement moins bien les institutions du Languedoc avant la croisade de 1209 que celles qui ont suivi cette tragédie. Ainsi, il semble impossible d'admettre avec lui (p. 63) que l'autorité consulaire soit issue de l'autorité seigneuriale; c'est oublier que partout où l'on trouve de vraies républiques municipales en Languedoc, à Toulouse, à Nîmes, à Montpellier, il y a traces à l'origine de luttes violentes. Certains seigneurs ont pu se résigner à l'usurpation des bourgeois, d'autres, en grand nombre, ont pu vendre le consulat à prix d'argent à la communauté, mais ils recevaient ainsi une compensation légitime de la diminution de leur autorité. Le consulat,

une fois constitué, est d'ailleurs entré dans la hiérarchie féodale et est devenu une vraie seigneurie¹. Enfin, M. Dognon ne paraît pas avoir suffisamment distingué les consulats ayant la plénitude des pouvoirs, y compris le pouvoir législatif, des consulats moins ambitieux n'ayant que des attributions de police et de basse administration. Ces réserves faites, on doit reconnaître que l'auteur a relevé une foule de faits intéressants, mal connus avant lui, grâce à un dépouillement minutieux d'une foule de chartes de communes et de coutumes municipales.

M. Dognon passe ensuite à l'étude des états de Languedoc. Il admet avec raison pour prouvée la proposition suivante : l'institution des états provinciaux est l'application de la règle féodale qui oblige le vassal à donner conseil à son suzerain. Mais il est impossible de trouver trace d'assemblées analogues en Languedoc avant la croisade de 1209 ; en Agenais, cette *cour générale* existait certainement ; on la trouve aussi dans quelques fiefs isolés, mais, même en interprétant dans le sens le plus large les textes cités par l'auteur, il nous semble impossible de voir dans ces mentions éparses trace d'une institution aussi nettement caractérisée que celle des états. Bien plus, nous persistons, comme par le passé, à ne point rattacher les états de la Langue d'oc au XIV^e siècle aux assemblées de sénéchaussée du XIII^e, dont la compétence était bien moins étendue et qui n'étaient convoquées que pour un objet bien déterminé, expressément marqué dans l'ordonnance de 1254. Les états de la Langue d'oc, à l'origine, sont simplement la moitié des états généraux de la France entière ; ils datent en réalité de 1303 et sont devenus des états provinciaux pour des raisons trop longues à expliquer ici. S'ils se réunissent si fréquemment au temps de la guerre anglaise, c'est à cause de la fréquence même des demandes de subsides, subsides que les agents de la royauté trouvent plus commode et plus expéditif de demander aux représentants des trois ordres au lieu d'aller, comme au temps de saint Louis et de Philippe III, les réclamer à chaque ville en particulier. Enfin, si les états finissent par administrer la province, c'est à cause de l'affaiblissement de l'autorité royale ; plus tard, Charles VII, redevenu le maître de son royaume, restreindra le pouvoir de ces assemblées, et François I^{er} et les Valois-Angoulême, de plus en plus imbus des principes d'absolutisme, les traiteront encore plus mal. Elles n'en conserveront pas moins jusqu'à la Révolution française, et au temps même de Louis XIV, quelques-unes des attri-

1. A Montpellier, les consuls finirent par expulser et remplacer le seigneur et les représentants de celui-ci.

butions administratives qu'elles avaient si noblement exercées au XIV^e et au XV^e siècle. Sur cette question d'origine, M. Dognon ne nous a donc point convaincu : nous reconnaîtrons d'ailleurs que tout le chapitre est très intéressant et apporte nombre de faits nouveaux et quelques corrections aux dates admises jusqu'ici. On y trouve surtout une étude très minutieuse de la composition des états durant ces deux siècles ; cette étude n'avait pas encore été faite.

Nous avons longuement examiné cette première partie de l'ouvrage de M. Dognon ; de la suite, il n'y a guère que du bien à dire ; il y aurait bien à faire quelques remarques de détail, mais ne portant point sur l'ensemble. Peut-être le plan adopté par l'auteur aurait-il pu être plus simple ; les mêmes points sont parfois traités à deux ou trois endroits différents. Ce n'en est pas moins une étude tout à fait importante et en grande partie nouvelle de l'administration royale au temps des Valois ; c'est en même temps, malgré la modération parfaite de l'auteur et peut-être même à cause de cette modération, le réquisitoire le plus fort qui ait été écrit contre la politique intérieure de Louis XI et de ses successeurs, politique absurde qui détruisit l'autonomie provinciale sans épargner à la France les horreurs de la guerre civile sous les derniers Valois.

La thèse latine de M. Dognon se rattache au même sujet que sa thèse française¹. L'auteur y a étudié une époque très intéressante de l'existence des états de Languedoc. Après une époque de splendeur au XIV^e siècle, ils disparaissent pour un temps au début du XV^e, puis, rétablis par les agents bourguignons, sont tolérés et utilisés par Charles VII. Ils prêtent à celui-ci un appui effectif en l'aident de toutes leurs forces à reconquérir le nord du royaume, services éminents que ce prince, toujours ingrat, s'empresse de reconnaître en les supprimant en 1443. S'il les rétablit un peu après, c'est à son corps défendant, et on peut dire que de lui date la décadence de cette belle et utile institution. On appréciera surtout dans ce mémoire, dont la rédaction en langue latine a dû être assez difficile, la liste des sessions des états, presque entièrement nouvelle. Sur une foule de points, M. Dognon a pu corriger la grande histoire de D. Vaissète, et nul ne pourra parler de l'histoire de France au XV^e siècle sans consulter cette très utile monographie.

Si les légendes n'avaient pas la vie dure, l'ouvrage de M. Ch. Konler, *les Suisses dans les guerres d'Italie de 1506 à 1512*², mettrait

1. *Quomodo tres status linguae Occitanae ineunte quinto decimo saeculo inter se convenire assuerunt*. Toulouse, Privat, in-8°.

2. Genève ; Paris, Picard, 1891, in-8°.

peut-être fin à celles qui se sont formées autour de Louis XII ; peut-être aussi ne verrions-nous plus reparaitre l'apologie de ces folles expéditions d'Italie, qui troublerent pendant près de soixante ans la politique française et faillirent à deux reprises causer la ruine de notre pays. Louis XII a fait périr en Italie la fleur de sa noblesse, il a épuisé en entreprises absurdes l'argent de ses sujets, il a passé sa vie à vouloir tromper alliés et ennemis, d'ailleurs toujours dupé par eux ; il n'en conserve pas moins le renom d'un sage roi et son gouvernement passe toujours pour avoir été paternel et soucieux du bien-être du peuple. L'histoire des relations de ce prince avec les Suisses, telle que M. Kohler la retrace à nouveau d'après une masse imposante de documents inédits et imprimés, prouve que ce prince fut tout aussi artificieux et faux que les pires de ses contemporains, que Ferdinand d'Aragon lui-même ; seulement, il fut moins habile et passa sa vie à être berné par tous ses voisins.

Les six années étudiées par l'auteur se divisent en trois périodes ; tout d'abord les cantons, dont les mercenaires ont puissamment aidé Louis XII à conquérir le Milanais, sont les alliés de la France, mais ils veulent de l'argent d'abord, puis des agrandissements de territoire, et sur ces deux points le roi ne sait ni céder à temps ni s'exécuter de bonne grâce. L'influence du parti français dans la confédération décline chaque jour, et de 1510 à 1512 les cantons négocient à la fois avec Maximilien, avec la Sainte-Ligue, qui vient de se former, enfin avec la France, prêts à soutenir la puissance qui leur fera les meilleures conditions. En 1512, la rupture est définitive ; les Suisses entrent dans la Sainte-Ligue, dont l'âme est Jules II, qui a su grouper contre les maîtres du Milanais Venise, les cantons, anciens amis de la France, le roi d'Angleterre et Ferdinand le Catholique, maître du royaume de Naples. Gaston de Foix est tué à Ravenne, et son successeur, La Palice, auquel on n'envoie ni argent ni renforts, doit battre en retraite devant cette singulière coalition, dont le vrai chef, l'âme, est le cardinal évêque de Sion, Schinner. Le Milanais est perdu par les Français, et la Suisse, grand honneur pour elle, siège au congrès qui va décider du sort de la conquête. La diète contribue à en assurer la possession à Maximilien Sforza, elle défendra ce prince en 1513 et en 1515 à Marignan ; mais elle n'a point oublié les intérêts des cantons. Sans parler des sommes énormes, du butin rapporté dans leurs montagnes par les mercenaires, la confédération a occupé tout autour d'elle de vastes territoires, sans trop vérifier à qui elle les prenait, et on peut dire que seule de la Sainte-Ligue, à part Ferdinand d'Aragon, elle est arrivée à ses fins. Ces négociations embrouillées et compliquées sont fort bien racontées par

M. Kohler, qui paraît avoir connu à peu près tous les documents existants sur le sujet, grand mérite assurément. Le récit est extrêmement impartial, et on ne saurait accuser l'auteur d'avoir caché les abominations commises en Italie par les mercenaires suisses ou excusé, soit la duplicité, soit la brutalité dont les négociateurs helvétiques firent montre à plus d'une reprise; tous ces diplomates du xvi^e siècle se valaient, et il y aurait quelque ingénuité à exiger de la bonne foi des contemporains de Machiavel; le vainqueur fut toujours celui qui avait su le mieux tromper son adversaire.

Tout récemment, M. H. Omont a publié le très curieux journal du cardinal Jérôme Aléandre, d'après l'autographe conservé à Udine. De son côté, M. l'abbé PAQUIER, chapelain de Saint-Louis-des-Français à Rome, s'occupe de réunir les éléments d'une biographie complète de cet homme célèbre. Il a trouvé au Vatican une bonne partie de la correspondance d'Aléandre, et, dans un premier volume, il donne tout ce qui regarde les relations de ce dernier avec la principauté de Liège¹. En 1514, le célèbre humaniste était à Paris, un peu inquiet de l'avenir, quand l'évêque de Liège, Érard de la Mark, appelé par Louis XII, vint à la cour de France. Érard avait de grands projets, il voulait restaurer l'autorité épiscopale dans la principauté, réformer les clercs de son diocèse et régler ses différends avec ses puissants voisins. Pour l'aider dans cette tâche, il jette les yeux sur Aléandre et celui-ci, séduit par les belles offres du prince-évêque, accepte et rompt définitivement avec l'humanisme et le dilettantisme littéraire; l'ami d'Érasme va devenir un homme d'action, un politique. En 1516, il quitte Liège pour un théâtre plus digne de ses talents diplomatiques; on sait comment, devenu bibliothécaire de la Vaticane, conseiller intime des souverains pontifes, cardinal, il luttera jusqu'à sa mort contre le protestantisme et préparera la réforme catholique qu'achèvera le concile de Trente. Jamais, d'ailleurs, il ne renonce à ses relations avec Liège, et, jusqu'à sa mort, il reste toujours en correspondance avec les amis qu'il y a laissés, réglant les affaires de l'évêque en cour de Rome, suivant les nombreux procès dont il s'est un instant occupé. Les textes réunis par M. l'abbé Paquier sont donc intéressants à un double titre; pour la biographie d'Aléandre, qui s'y montre actif, énergique, intelligent et perspicace; pour l'histoire de l'Église et du pays liégeois. Dans un appendice, l'éditeur a résumé les renseignements fournis, sur quelques points de détail, par les textes mis par lui au jour; l'article sur les collégiales et leurs démêlés avec le prince-évêque est particulièrement

1. *Jérôme Aléandre et la principauté de Liège*. Paris, Picard, in-8°.

instructif; on y voit que la vie de ces chanoines nobles n'avait guère changé depuis le temps du célèbre chroniqueur Jean Le Bel; la plupart n'avaient d'ecclésiastique que la robe. Notons encore les détails infinis donnés par Aléandre sur la cour romaine, sur les scandales dont elle est le théâtre, enfin des renseignements de l'ordre le plus intime sur sa vie personnelle, ses goûts, son intérieur. Ce sont là textes de premier ordre, dignes de la réputation de l'illustre auteur. Malheureusement, ils nous sont arrivés dans un état déplorable; les copies manuscrites sont fautives, souvent illisibles, et l'éditeur a dû laisser subsister plus d'une lacune, que l'intérêt du contexte rend encore plus regrettable.

La Société académique de Saint-Quentin vient de publier un fort beau volume, tout entier consacré à l'histoire de la funeste campagne de 1557, dont la prise de la ville de ce nom fut le principal événement¹. L'ouvrage se compose de deux parties; en premier lieu, un certain nombre de dissertations sur le sujet. La principale, due à M. Emmanuel LEMAIRE, éditeur du *Livre rouge* et des anciennes chartes municipales de Saint-Quentin, renferme un exposé très complet des péripéties de la guerre de 1557, depuis l'entrée des Espagnols en France, au mois de juillet, jusqu'à la fin du mois de novembre suivant. L'auteur, après quelques mots sur la situation générale au moment de la rupture de la trêve de Vaucelles, suit, pas à pas, l'armée d'invasion, commandée par le duc de Savoie de Philippeville à Saint-Quentin, où Coligny a pu se jeter avec quelques renforts, puis expose, dans tous les détails, les péripéties de ce long siège. Un instant les assiégés, dont la défense fut, en somme, très honorable, espèrent être secourus; on a signalé l'approche d'une armée française, commandée par le connétable de Montmorency; la déroute du 10 août leur enlève toute espérance; ils luttent cependant encore dix-sept jours, mais les soldats sont peu nombreux, l'artillerie ennemie a pratiqué de nombreuses brèches et le 27 août, après une lutte fort courte, la ville est prise d'assaut. Elle est traitée comme le voulaient alors les lois de la guerre, c'est-à-dire incendiée et pillée par l'ennemi, qui s'y livre à tous les excès habituels. Saint-Quentin, dont les habitants survivants ont dû s'expatier, restera aux mains des Espagnols jusqu'à la paix de Câteau-Cambrésis, en 1559. Après cet intéressant morceau d'histoire, viennent plusieurs autres études sur le même sujet: un essai sur l'iconographie de la guerre de 1557, par M. Élie FLEURY; une

1. *La Guerre de 1557 en Picardie...* Saint-Quentin, Ch. Poëtte, 1896, in-4°, 19 planches et reproductions.

note sur l'armement au *xvi^e* siècle, par M. le lieutenant-colonel Édouard THEILLIER, et diverses notices de MM. A. PATOUX, H. TAUSIN et Emm. LEMAIRE¹. Enfin cette longue et copieuse introduction est suivie d'un riche recueil de pièces justificatives, comprenant les différentes relations françaises, espagnoles et allemandes de la campagne de 1557, dont le rapport de Coligny et la relation dite de Nuremberg, et quantité de lettres en toute langue, empruntées aux dépôts de Paris, de Bruxelles et de Simaneas; on y remarque les dépêches du duc de Savoie à Philippe II, la lettre de ce dernier à Charles-Quint, annonçant à l'empereur l'occupation de Saint-Quentin, enfin, une foule de pièces administratives : inventaires d'artillerie, états de troupes, etc. Le tout est fort intéressant pour l'histoire générale, et c'est d'après l'ensemble de ces témoignages que M. Lemaire a rédigé le mémoire plus haut cité. Ce beau volume fait honneur à la Société qui a pris l'initiative de la publication et à la municipalité de Saint-Quentin, qui a contribué généreusement aux frais d'impression. La conduite des bourgeois de Saint-Quentin en 1557 fut des plus honorables; en dépit de quelques critiques de l'amiral de Coligny, il n'y eut ni trahison ni défaillance de leur part; ils payèrent chèrement leur patriotique dévouement. Ce sont là de nobles sentiments qu'il n'est jamais inutile de faire revivre.

M. J.-B. GIRAUD, conservateur des musées archéologiques de la ville de Lyon, qui s'occupe, depuis déjà de longues années, de l'histoire de l'armement au moyen âge et à la Renaissance, a commencé la publication d'un certain nombre de documents sur le sujet. Deux fascicules ont déjà paru, imprimés luxueusement et destinés à la circulation privée, comme disent nos voisins; le premier est l'inventaire de la boutique d'un fourbisseur lyonnais en 1553; le personnage s'appelait Étienne Dumas, et le document donne la liste, fort curieuse assurément, de tous les objets trouvés chez lui après son décès : ustensiles de métier, meubles courants, etc. Ces inventaires sont assez rares; on a en abondance des textes analogues pour les grands du monde; on en a par contre fort peu publié relatifs à des ménages d'artisans. Chemin faisant, l'éditeur explique les termes qu'il rencontre, et en appendice il donne quelques notes sur le traitement des métaux, empruntées à un curieux manuscrit de la bibliothèque de Lyon, du *xvii^e* s. Dans le second fascicule paru, M. Giraud essaie de déterminer la provenance exacte des épées dites de Bordeaux, souvent citées dans les textes du moyen âge. Naturellement, on avait le plus souvent

1. Les textes espagnols qui suivent ont été transcrits et traduits ou analysés par M. H. Courteault.

placé à Bordeaux, sur la Gironde, le centre de cette fabrication. M. Giraud montre, croyons-nous, que c'est là une erreur, et, s'appuyant sur un passage du *Journal du Voyage de Montaigne*, Gascon lui-même, il montre que ces armes prenaient leur nom du lieu de Bordeaux, en Savoie, près de Chambéry, où au *xvi^e* siècle on trouve des forgeurs d'épées. L'industrie du fer était, dès le *xiii^e* siècle, très florissante dans ce pays, où l'on trouvait sous la main tous les éléments nécessaires pour établir des forges aisément et à bon marché; minerai et bois pour le charbon. L'argumentation de M. Giraud paraît convaincante, et il faut sans doute rayer les épées du catalogue des objets fabriqués au moyen âge dans la capitale de la Guyenne; on y vendait des épées, sans doute, il en fallait bien pour les gens du pays; mais rien ne prouve qu'on y ait jamais couramment fabriqué ces armes.

HISTOIRE PROVINCIALE. — M. Stephen LEROY, qui s'occupe depuis plusieurs années de l'histoire de la principauté de Sedan, vient de publier une *Notice armoriale et généalogique sur la maison de Bouillon-la-Tour*¹. L'ouvrage n'est pas sans intérêt; l'auteur a disposé ses notices dans l'ordre des degrés, à la mode du P. Anselme, et fait défiler sous nos yeux tous les membres de la maison de La Tour du *xii^e* au *xix^e* siècle. Pour égayer le sujet, qui n'est pas des plus folâtres, il a eu l'excellente idée de récolter ce que les auteurs de mémoires et les nouvellistes des deux derniers siècles nous ont rapporté de chacun des représentants de cette prolifique lignée. Ce n'est pas toujours très édifiant; une fois passé l'époque du grand Turenne, on voit passer des personnages, pour la plupart un peu falots, ayant plus de morgue que de mérite personnel, et dont quelques-uns se distinguent par toute autre chose que des vertus. L'auteur termine par quelques pages sur les fameuses chartes fausses produites par les soins du cardinal de Bouillon pour rattacher les Bouillon à l'ancienne maison d'Auvergne; on sait comment Baluze défendit l'authenticité des actes fabriqués par le faussaire de Bar et sut faire accepter sa manière de voir du grand Mabillon lui-même et de D. Ruinart. Il est vrai que le faussaire était particulièrement habile; sans ses aveux, sans la découverte des feuilles d'essai employées par lui, on aurait eu grand'peine à découvrir la supercherie.

On a, ces années dernières, achevé la démolition des fortifications de Valenciennes, jugées inutiles par les comités techniques, et qui gênaient vraiment cette ville active et populeuse. L'enceinte datait de

1. *Sedan, Jourdan*, 1896, in-8°.

Vauban et passait pour un des meilleurs ouvrages de ce grand ingénieur; en dépit du profil sévère des courtines et des bastions, elle n'était point sans grandeur et faisait un bel effet, à cause surtout du développement immense des fronts et de l'accumulation sur certains points des travaux de défense. Avant la chute des murailles, la Société d'agriculture, sciences et arts de Valenciennes a jugé avec raison intéressant d'en conserver le souvenir, et de là, un fort beau volume dû à MM. Mariage, M. Hénault et Em. Dutouquet¹. Les planches, nombreuses et bien exécutées, reproduisent les parties les plus remarquables des défenses disparues, et un texte étendu expose l'histoire de Valenciennes place de guerre. Les auteurs remontent, suivant l'usage, à l'époque gauloise; ils estiment que la villa romaine de Valenciennes a remplacé un *oppidum* gaulois; la chose est possible, probable même, si l'on veut, mais non prouvée. Si tous les emplacements propres à la défense existant sur notre sol avaient été utilisés par les anciens Gaulois, il faudrait décupler le nombre des *oppida* connus. Valenciennes, le nom l'indique, est une ville d'origine romaine, mais ce nom n'apparaît dans l'histoire qu'en 693; c'était alors un palais des rois mérovingiens. Plus tard, après avoir été un instant indépendante, la ville est rattachée définitivement au comté de Hainaut. Dès le xii^e siècle, c'est une place importante, entourée de hautes murailles, avec château comtal, et elle repoussera bientôt les attaques de l'entrepreneur Charles d'Anjou. Possession de la maison de Bourgogne, elle devient ville espagnole au xvi^e siècle, est vainement assiégée par Turenne en 1636, enlevée après un siège célèbre en 1677, et Vauban en fait une des principales citadelles de la frontière. En 1793, elle tiendra longtemps tête à l'armée autrichienne, et cette résistance contribuera à retarder l'invasion. L'histoire militaire de cette ville est, on le voit, assez dramatique. L'étude des débris anciens retrouvés lors de la démolition des remparts et la lecture des comptes municipaux ont permis aux auteurs de l'ouvrage de faire l'histoire à peu près complète des enceintes successives, depuis le xiv^e siècle tout au moins. Ils sont moins complets pour le xviii^e et le xix^e siècle, mais, durant ces deux cents ans, le génie militaire n'a guère fait qu'entretenir l'œuvre de Vauban, et les quelques travaux nouveaux n'avaient pas un réel intérêt. Le volume est en somme fort intéressant et fait honneur à la fois au patriotisme et à l'érudition des Valenciennois modernes.

La réforme de l'abbaye de Saint-Germain-des-Prés par la congré-

1. *Les Fortifications de Valenciennes. Souvenirs militaires.* Valenciennes, Giard, 1891-1895, in-fol.

gation de Saint-Maur (1630), en ramenant la régularité dans cette illustre maison, y fit revivre un usage perdu depuis longtemps; nous entendons par là l'habitude d'inscrire le nom des moines décédés dans un livre spécial dit *Nécrologe*. C'était reprendre, à huit siècles de distance, la tradition inaugurée, au temps de Charles le Chauve, par le célèbre Usuard. On a de ce nouvel obituaire deux rédactions, l'une en latin, où les noms sont inscrits au jour de la mort de chaque personnage, l'autre en français, plus développée, où les notices biographiques se suivent dans l'ordre des temps. M. l'abbé VANEL vient de publier le texte intégral de cette dernière¹. Le recueil est des plus intéressants; l'éditeur a pu déterminer l'auteur de la plupart des notices, et presque tous les religieux, objets de ces mêmes notices, ont marqué dans l'histoire littéraire des deux derniers siècles; les moins connus ont travaillé obscurément et modestement aux grandes entreprises de l'ordre, et c'est à ce concours dévoué d'auxiliaires patients que la congrégation doit d'avoir été un véritable séminaire historique, un laboratoire au sens moderne du mot. La France leur a dû une bonne part de son renom scientifique, et la méthode critique moderne a été en partie créée par ces modestes religieux. M. l'abbé Vanel a doublé la valeur du recueil par différentes additions fort intéressantes : une préface étendue, de ton excellent, des notices sur les abbés commendataires depuis 1630 et les supérieurs généraux de la congrégation, enfin, la suppression de l'abbaye en 1792, mesure brutale et que l'intérêt public était loin de réclamer. Il y avait assez d'autres rameaux desséchés à retrancher de l'arbre monastique; le souvenir des Mabillon, des Ruinart et des Vaissète aurait dû préserver leurs successeurs et faire respecter cet asile des hautes études.

M. le comte DE LOUVENCOURT, de la Société des antiquaires de Picardie, ayant eu communication d'un manuscrit du dernier siècle, en a pris occasion pour rédiger une notice sur *les Trésoriers de France de la généralité de Picardie et d'Amiens*². Il donne la liste de ces officiers de finances depuis 1551, date de la première création, et des notices biographiques sommaires sur chacun d'eux. Les travaux de ce genre ne sont pas sans utilité; l'auteur toutefois ne s'explique pas d'une manière assez explicite sur la nature du manuscrit, base de son travail; il cite peu de sources, et la notice préliminaire sur

1. *Les Bénédictins de Saint-Maur à Saint-Germain-des-Prés (1630-1792); nécrologe des religieux de la congrégation de Saint-Maur décédés à l'abbaye.* Paris, Champion, 1896, in-4°.

2. *Amiens, impr. Yvert et Tellier, 1896, in-8°.*

les origines de l'institution renferme au moins une hérésie; sur quelle autorité s'appuie-t-il pour affirmer que Louis VII, en 1148, leva un impôt direct sur ses sujets? L'expression *impôt direct* est un anachronisme, et si une taille extraordinaire fut levée à l'occasion de la seconde croisade, elle ne pesa certainement que sur les hommes du roi, sur ceux qui habitaient les domaines propres de la couronne.

Depuis quelques années, le goût des études démographiques et sociologiques s'est beaucoup développé en France, et on a publié une foule de livres de raison ou de famille, dont l'étude jette un jour tout nouveau sur la vie sociale dans notre pays depuis le xvi^e siècle. Les conclusions les plus diverses ont été tirées de l'examen de ces documents, suivant l'humeur des historiens; les uns en ont profité pour faire l'apologie absolue de l'ancienne France, admirant tout des mœurs de nos ancêtres et se transformant sans aucune réserve en *laudatores temporis acti*. D'autres, moins hostiles aux temps modernes, ont jugé, au contraire, que cette ancienne France, tant vantée par certains, n'était point exempte de défauts et qu'on aurait tort de chercher l'âge d'or dans les siècles antérieurs à la Révolution. A cette dernière école se rattachent MM. L. DE SANTI et A. VIDAL, qui viennent de publier *Deux livres de raison* (1517-1550) dans les *Archives historiques de l'Albigeois*¹.

Sans prétendre trancher la question, il faut avouer que les éditeurs nous paraissent beaucoup plus dans le vrai que leurs adversaires, surtout pour le temps qu'embrassent les documents par eux mis au jour. Le commencement du xvi^e siècle est en France un temps de décadence morale; cette décadence atteint à la fois toutes les classes, et elle produira bientôt à la fois la réaction protestante et les excès des guerres de religion. Ajoutons que des deux documents étudiés par MM. de Santi et Vidal, l'un, tout au moins, autorise les conclusions les plus sévères. Le premier est le livre de raison d'un homme d'église, Eutrope Fabre, de Gaillac, personnage relativement instruit, mais remarquable surtout par une économie sordide, une prudence étroite; c'est le vrai type de ces bourgeois dont parle quelque part Michelet, ils ont contribué à faire la France de l'ancien régime, mais quelle absence de tout idéal, de toute préoccupation intellectuelle! C'est par essence une classe médiocre. A côté et comme pour servir de repoussoir, les éditeurs ont placé un second registre de genre bien différent. L'auteur de celui-ci est un certain Guillem Masenx, bourgeois de Gaillac, qui montre tout autrement d'activité et d'entente des affaires que son contemporain et ami

1. Paris, Champion et Picard, 1896, in-8°.

Europe Fabre. C'est un homme entendu et universel; il fait tous les métiers; il est fermier de la commanderie de Saint-André de Gaillac, marchand, entrepositaire, banquier et prêteur sur gages. Il a bien des cordes à son arc, et, quand il meurt, il laisse une fortune sensiblement augmentée. Malheureusement, les moyens qu'il a employés ne sont pas des plus relevés; c'est au fond l'usure sous toutes ses formes. Le prêt à intérêt est défendu par l'Église, et Maseinx est trop bon catholique pour ne pas observer les commandements de celle-ci, mais il est des accommodements avec le ciel, et il connaît une foule de rubriques pour faire payer chèrement à ses débiteurs le prêt qu'il leur a consenti; ses comptes le prouvent abondamment. Tantôt, lors d'un renouvellement, il majore sensiblement le capital; tantôt, et probablement quand il a affaire à des illettrés, il modifie légèrement les chiffres, et ce registre, s'il y a contestation en justice, fera foi devant le tribunal¹. En un mot, ce Maseinx est un assez vilain homme, le vrai type de l'agent d'affaires, probablement véreux. De tout temps, il y a eu et il y aura toujours des êtres semblables, profitant de l'insouciance et de l'incurie de leurs voisins; on ne saurait donc rien en conclure contre l'ancienne société, mais au moins ne faut-il pas nous présenter celle-ci comme la société idéale. La préface des éditeurs, très étendue, renferme d'excellentes parties; le début préterait à discussion; il est difficile de voir en quoi J.-J. Rousseau, ce rhéteur de génie, a pu contribuer au développement des études démographiques. Mais la suite est autrement intéressante; M. d'Avenel y trouvera beaucoup de chiffres non contestables à l'appui de ses théories sur la dépréciation de l'argent-monnaie et des valeurs immobilières et mobilières, sur les salaires, la hausse et la baisse du prix des terres, etc., enfin sur les mesures usitées dans ce petit coin de la France. En un mot, cette préface mérite d'être lue; c'est, avec les travaux de M. le docteur Puech sur Nîmes, le seul ouvrage, à notre connaissance, qui nous renseigne sur la société languedocienne au XVI^e siècle. Les esprits systématiques y noteront des faits à l'appui de leurs théories préconçues; les véritables historiens sauront en tirer les éléments d'un jugement plus équitable et mieux fondé.

M. CLÉMENT-SIMON, ayant recueilli dans ses archives de famille les papiers d'un certain Jacques de Béla², n'a pas jugé inutile de racon-

1. Les textes réunis par les éditeurs prouvent ce dernier fait, lequel est de haute importance.

2. *Le Protestantisme et l'érudition dans le pays basque au commencement du XVII^e siècle. Jacques de Béla. Biographie, extraits de ses œuvres inédites.* Paris, Champion, 1896, in-8°.

ter la vie et de faire connaitre les travaux de cet illustre inconnu. Jacques de Béla était né en Soule en 1586, et mourut plus qu'octogénaire en 1667. Très attaché à la religion protestante, bien que marié à une catholique, il n'était pourtant ni fanatique ni intolérant; d'abord avocat à la cour de Licharre, il devient à la mort de son père, en 1633, bailli royal de Soule, et remplit ces fonctions jusqu'à sa mort. Toute sa vie il montre pour l'étude un goût particulier et compose quantité d'ouvrages, dont beaucoup malheureusement perdus, entre autres un dictionnaire et une grammaire basques. Grand écrivailleur, il avait réuni sous le titre de *Tablettes* le fruit de ses lectures et de ses réflexions, et ces tablettes forment six gros volumes in-folio. Tout dans cette immense compilation n'est pas de valeur égale, il y a bien du fatras, de l'érudition mal digérée et des citations inutiles. Vivant au fond d'une province perdue, Jacques de Béla est resté un homme du xvi^e siècle, avec surtout les défauts des écrivains de cette époque; en littérature, il s'arrête à Ronsard, et il écrit le français plus facilement que purement. Mais les extraits donnés par M. Clément-Simon ne peuvent que faire honneur à l'auteur; les idées exprimées sont saines, les citations témoignent de lectures immenses, et plus curieux que beaucoup de gens de son temps, Béla n'a pas dédaigné de recueillir des proverbes béarnais et basques, proverbes que l'éditeur imprime, avec traduction bien entendu. Les *Tablettes* ne sauraient aujourd'hui être imprimées in extenso; mais M. Clément-Simon a bien fait de remettre en lumière cette curieuse figure jusque-là absolument inconnue, ce type parfait de l'honnête homme et de l'érudit du xvi^e siècle.

Cinquante ans à peine après la découverte de Gutenberg, on imprimeait partout en Europe; mais, dans certaines villes importantes, le nouvel art ne fut introduit qu'assez tardivement. On sait aujourd'hui que presque toujours les imprimeurs stables, à demeure, eurent des devanciers errants, qui couraient les chemins avec leur petit matériel et allaient proposer leurs services aux communautés ecclésiastiques, aux consulats, publiant un livre ici, un autre là, mais ne se fixant nulle part. C'étaient les forains de l'art typographique. A Montpellier, pourtant ville universitaire et savante¹, cette situation se prolongea longtemps. On connaît bien une plaquette datée de 1577 et portant en rubrique le nom de cette ville, mais, jusqu'en 1594, on ne trouve point mention d'imprimeur établi et travaillant régulièrement dans cette active cité. A cette date, les

1. *Les débuts de l'imprimerie à Montpellier*, par Émile Bonnet. Montpellier, Firmin et Montane, 1895, in-8°.

consuls protestants y appellent un praticien de Lyon, Jean Gillet, lui font des conditions particulièrement favorables et cherchent à le fixer par toute sorte d'avantages matériels. Jean Gillet travaille à Montpellier jusqu'en 1624 ; il publie des thèses, des pièces de circonstances, des pamphlets protestants, sans du reste s'abstenir de prêter ses presses aux catholiques. Dès lors l'imprimerie montpelliéenne est fondée ; elle sera toujours très active, et, dès le XVII^e siècle, on y trouve l'une des principales maisons encore aujourd'hui existantes. L'ouvrage que M. Émile BONNET a consacré au sujet est intéressant, l'auteur a retrouvé et cité beaucoup d'impressions ignorées de ses devanciers, et les éditeurs, MM. Firmin et Montane, ont tenu à faire un volume aussi élégant que possible, pour célébrer de la meilleure façon le troisième centenaire de la typographie à Montpellier.

L'ouvrage du P. CHOSSAT, de la Compagnie de Jésus¹, est extrêmement intéressant, à cause surtout de la variété des sujets traités par l'auteur et de la quantité de sources inédites consultées par lui. On n'y trouve pas seulement une histoire détaillée du collège de la Compagnie à Avignon, mais encore, le titre l'indique d'ailleurs explicitement, une étude sur le rôle social et politique de cette même Compagnie dans le Comtat. Les Jésuites furent introduits à Avignon par le vice-légat, le cardinal Farnèse, en 1553, mais leur établissement, traversé par toutes sortes d'aventures, ne devint définitif qu'après 1569, après une émeute populaire, sur les causes de laquelle le Père Chossat ne donne que des détails peu explicites, et qui pensa coûter la vie aux premiers professeurs du collège. Le premier développement de ce dernier, au surplus très rapide, est dû en grande partie aux efforts du célèbre Possevin. Protégés par la cour pontificale et par les représentants de celle-ci, adoptés et soutenus par les consuls, choyés des habitants, les Jésuites peuvent, sans rencontrer aucune résistance, déployer leur activité traditionnelle. Par des prédications, par des exercices publics de piété, ils ramènent à la foi catholique les quelques habitants d'Avignon qu'ont un instant séduits les nouvelles doctrines religieuses, et leur enseignement prépare de nouvelles générations plus obéissantes et plus croyantes. Les Jésuites ont donc pris, à Avignon, une part active à ce mouvement de réaction catholique, de réforme de l'Église qui suivit le concile de Trente. Nulle part, peut-être, on ne peut aussi aisément étudier le rôle joué durant deux siècles par la toute - puissante compagnie. Avec une

1. *Les Jésuites et leurs œuvres à Avignon (1553-1763).* Avignon, Séguin, 1896, in-8°.

habileté merveilleuse, les Jésuites ont fait à Avignon tout ce qu'il fallait pour frapper les imaginations méridionales; à l'aide de confréries savamment organisées, ils ont reconstitué les cadres de la société religieuse fort ébranlés au *xvi^e* siècle. L'action de leur enseignement a été également très efficace; on sait quels admirables éducateurs ils étaient et avec quelle habileté ils ont su appliquer à des milliers d'esprits les règles en somme étroites, bien que sages, du *Ratio studiorum*. Le P. Chossat expose dans le dernier détail les méthodes suivies par les Pères. Ils enseignent admirablement le latin, moins bien le grec, et font des hommes du monde plutôt que des savants. Ils veulent avant tout développer le goût littéraire; des sciences, ils cultivent surtout, et avec grand succès, les mathématiques. Pour le reste, ils sont peu novateurs, et l'Université française de Napoléon I^{er} leur empruntera pieusement leurs méthodes et leur système, sans chercher à le renouveler par une étude plus directe et plus vivante de l'antiquité. Peut-être faut-il voir dans cette longue direction donnée à l'esprit français l'une des causes de certains défauts d'esprit de nos ancêtres au *xviii^e* siècle: abus des idées générales, mépris des faits, défauts qui sont pour beaucoup sans doute dans les erreurs politiques des meilleurs hommes d'État depuis cent ans. Le livre du P. Chossat, sous son apparence modeste, est un des meilleurs dont les Jésuites de France aient encore été l'objet. Nulle part ailleurs, à notre avis, on n'a si bien mis en lumière les causes de la grandeur de la Compagnie et les qualités éminentes mises par les Pères au service de l'idée catholique.

A. MOLINIER.

CRITIQUE HISTORIQUE. — M. d'ARBOIS DE JUBAINVILLE a fait paraître, sous le titre: *Deux Manières d'écrire l'histoire. Critique de Bossuet, d'Augustin Thierry et de Fustel de Coulanges* (Bouillon), un livre d'une originalité savoureuse et étrange, qui a un peu scandalisé notre bon pays de France, où toute originalité trop marquée choque et froisse, mais qui sera lu, non seulement avec un plaisir très piquant, mais avec fruit. On y trouve beaucoup de choses diverses, qui toutes ont leur prix. D'abord, des confidences autobiographiques curieuses à plusieurs titres. On y verra comment une partie de la noblesse lorraine, à laquelle appartient M. d'Arbois-Jubainville, avait vu avec regret, sous Louis XV, l'annexion de la Lorraine à la France et n'a donné son cœur à sa nouvelle patrie qu'après 1789. Aussi avait-elle conservé contre les Bourbons une rancune qui se fait encore sentir dans le volume que nous venons de lire et qui s'est fortifiée par l'indignation qu'excitent, chez M. d'Arbois-Jubainville, l'immoralité de Louis XIV et de Louis XV et la

lâcheté de Louis XVI. On y verra aussi comment le 8 mars 1848 les élèves de l'École des chartes, ayant à leur tête MM. Adolphe Tardif, L. Delisle, A. Himly, Léon de Bastard, apportèrent leur adhésion enthousiaste à la nouvelle république, qui leur paraissait le « couronnement du développement progressif de la liberté française. » Ce qui est plus intéressant encore que ces souvenirs rétrospectifs et même que les chapitres remarquables où M. d'Arbois montre que Louis XIV a accompli en France une œuvre de démoralisation plus grave que celle de Henri VIII en Angleterre, c'est l'exposé des vues de l'auteur sur la décadence des classes dirigeantes en France depuis le XVIII^e siècle. Il considère la perte de l'esprit militaire comme un signe d'irréversible décadence pour une classe et une nation. La constitution de Servius Tullius, qui imposait aux riches toutes les charges pécuniaires et militaires a fait la grandeur et de Rome et des patriciens. Ceux-ci ont cessé de mériter et d'exercer le pouvoir quand ils ont renoncé au métier des armes. En France, la bourgeoisie s'est montrée incapable et indigne de fonder dans notre siècle un gouvernement durable parce qu'elle s'est systématiquement soustraite aux devoirs militaires. Nous recommandons à la jeunesse comme aux hommes politiques les pages 443 à 456 de ce volume. On y trouvera des idées fortes exprimées avec une courageuse et verte franchise. Ce livre contient aussi, comme le titre l'indique, des chapitres de critique historique. M. d'Arbois oppose à l'histoire expérimentale et *a posteriori*, dont les modèles sont pour lui les œuvres de Le Nain de Tillemont, l'histoire systématique et *a priori* dont Bossuet, Aug. Thierry, Guizot, Taine et Fustel de Coulanges ont donné les plus remarquables exemples. C'est contre Bossuet, Aug. Thierry et Fustel que M. d'Arbois exerce sa verve. Il n'a pas de peine à démontrer, tout bon catholique qu'il est, que la prétention de Bossuet de se faire, l'histoire en main, l'interprète des desseins de la Providence, est aussi impertinente que vaine. Il montre, avec non moins de raison, que la thèse d'Aug. Thierry, qui transforme toute l'histoire de France en une longue revanche des Gallo-Romains vaincus contre les Francs envahisseurs, est une invention de l'imagination et de la politique. — Il juge, par contre, trop sévèrement l'admiration de Thierry pour Chateaubriand et Walter Scott. Quelque affligeant que cela puisse paraître à M. d'Arbois, il est vraisemblable que Chateaubriand, Aug. Thierry et Michelet ont déterminé plus de vocations historiques que Le Nain de Tillemont; ne fût-ce que parce qu'à l'âge où naissent les vocations on lit avec passion Michelet et qu'on s'endormirait à la dixième ligne si on lisait l'*Histoire des empereurs*. Et, après tout, Thierry a tracé, ne fût-ce que par son *Histoire*

du *Tiers-État*, un sillon où plus d'un bon grain a germé. C'est à Fustel que se rapporte la plus grande partie du livre de M. d'Arbois. On trouvera, dans les trois chapitres remplis par la critique de la *Cité antique* et de l'*Histoire des institutions politiques et administratives de l'ancienne France*, un grand nombre de remarques très intéressantes, parmi lesquelles il faut surtout signaler les §§ 6 à 20 du ch. vi consacrés à la question du *Vir inluster*, sur laquelle il semblait qu'il n'y eût plus rien de nouveau à dire. M. d'Arbois a réussi cependant à renouveler, en quelque mesure, la discussion, en insistant, plus que ne l'avait fait J. Hivet, sur les titres honorifiques portés réellement par les rois francs, en particulier sur les épithètes *gloriosus*, *gloriosissimus*. Il a également ajouté quelques bonnes observations relatives aux formules où Fustel avait cru trouver une confirmation de son opinion. Toutes celles que celui-ci a prises comme exemples sont de l'époque carolingienne et, par suite, non valables. Ce n'est que sur cette question du *Vir inluster* que M. d'Arbois a poussé à fond ses démonstrations. Sur la *Cité antique* et sur la question des relations des premiers rois francs avec les empereurs, il s'est contenté de montrer ce qu'il y a d'exclusif et de systématique dans les théories de Fustel et les erreurs de critique qu'il a parfois commises dans l'emploi des textes.

M. d'Arbois reconnaît d'ailleurs la valeur de M. Fustel comme historien et ne le met pas sur la même ligne que Bossuet et Augustin Thierry ; mais il est loin de lui rendre la justice qui lui est due. Si l'on prend au pied de la lettre la thèse de M. d'Arbois et s'il considère vraiment les œuvres de Tillemont comme le dernier mot de l'histoire, il s'ensuit que pour lui l'histoire doit se borner à analyser les sources et à les critiquer sans se permettre aucune reconstitution du passé, aucune généralisation, aucune narration. A ce compte, le travail que M. d'Arbois a publié ici même (t. XXX), sur l'empire celtique au IV^e s. avant notre ère, mériterait toutes les rigueurs de sa propre critique. A nos yeux, il est nécessaire de tenter ces reconstitutions et ces généralisations. Pour cela on est obligé de faire sa part à l'hypothèse comme à la systématisation et de relier, d'après une logique interne qu'on imagine, les matériaux incomplets et dispersés que les érudits, comme Tillemont, ont recueillis et étiquetés. — L'important est de se rendre bien compte de la valeur relative de ces documents et de ce qu'on y ajoute pour en construire un édifice. Il faut aussi se garder de choisir les matériaux ou de les mutiler pour les faire servir à un plan préconçu, de croire que la simplicité et la clarté logiques soient, à elles seules, des preuves de la vérité d'une conception historique. Fustel a évidemment commis

plus d'une fois cette faute, et dans son *Polybe* et dans sa *Cité antique* et dans ses études sur l'ancienne France, mais, sans parler de ce qu'il y a eu parfois de fécond et d'instructif dans ses erreurs mêmes, avec quelle vigueur n'a-t-il pas souvent étudié des textes mal interprétés ou mal connus et fait jaillir la vérité de cette étude ! Ses travaux sur le colonat, sur l'alleu et le bénéfice, et bien d'autres, ont apporté à la science des lumières nouvelles et précisé des questions ardues. M. d'Arbois aurait dû le rappeler.

Les admirateurs de Fustel de Coulanges, qui voudront trouver d'utiles et justes correctifs aux sévérités excessives de M. d'Arbois de Jubainville, les trouveront dans le livre que M. P. Guiraud a consacré à la mémoire de son maître¹. Sans vouloir diminuer en rien l'originalité et la vigueur d'esprit de M. Guiraud, je ne crois pas lui faire tort, et je crois rendre à Fustel l'hommage légitime qui lui est dû, en disant que le livre de son disciple est, par lui-même, la meilleure preuve de ce que la méthode du professeur avait d'excellent. Sans doute, il fallait avoir la haute valeur intellectuelle de M. Guiraud pour profiter à ce point de l'enseignement reçu, mais il est impossible de méconnaître la forte empreinte laissée par Fustel sur l'esprit de son élève, et l'on éprouve, en lisant celui-ci, la même jouissance austère et noble, jouissance d'art et de science à la fois, qu'en lisant les œuvres de son maître. Il n'y a rien de servile dans son admiration, dans son *rationalibile obsequium*, et il a appris de Fustel lui-même ce respect aux textes et à la vérité qui lui a dicté de nombreuses réserves à son adhésion aux théories qu'il expose avec une si lumineuse autorité. M. Guiraud a eu deux priviléges qui donnent à son livre un prix inestimable. Il a été l'élève, et je puis dire l'élève par excellence de Fustel, et il ne l'a pas été seulement sur les bancs de l'École, il l'est resté jusqu'au dernier jour par un commerce intime d'esprit et de cœur. Il a de plus été admis à connaître les papiers personnels où ce savant, si réservé et si passionné, a consigné ses pensées sur l'histoire, la philosophie, la vie même. Aussi a-t-il pu faire revivre, avec une puissance et une vérité incomparables, et le professeur et l'érudit et l'homme. Sa piété filiale a pu atténuer certains traits, mais elle n'a exigé aucun sacrifice de sa sincérité. Il me semble même que la crainte d'en dire plus qu'il ne devait, de paraître se faire unapologiste au lieu d'un biographe, l'a empêché de donner à son étude une conclusion aussi ample qu'on l'aurait désiré. Le mot de *distinction*, par lequel il définit la qualité particulière du talent de Fustel, ne dit pas suffisamment tout ce qu'il y avait d'original dans cette figure de

1. *Fustel de Coulanges*. Hachette, 1896, in-12.

savant, de professeur et d'écrivain. Il était un très grand écrivain, un des plus grands de notre siècle, et que l'Académie française ne lui ait pas ouvert d'elle-même les portes en faisant, s'il le fallait, violence à sa modestie ou à son orgueil, ce sera pour la postérité un sujet d'étonnement. Il était un professeur admirable, et sur ce point pleine justice lui a été rendue : les élèves qu'il a formés suffisent à prouver ce qu'il valait. Comme savant, Fustel trouvera toujours des admirateurs enthousiastes et des adversaires passionnés, et avec justice. Son œuvre est riche en contradictions soit d'idées soit de méthode. Il a écrit des pages virulentes contre la méthode comparative en matière d'histoire des institutions et, pourtant, la *Cité antique* est tout entière fondée sur la méthode comparative, à la fois dans ce qu'elle a de plus aventureux et de plus contestable, comme aussi dans ce qu'elle a de plus légitime et de plus fécond. Même dans le premier volume de ses *Institutions franques*, il a aussi fait intervenir la méthode comparative et d'une manière peu heureuse. Il a maintes fois et avec grande raison préconisé la soumission absolue aux textes, la nécessité de tenir compte de tous les textes. Et pourtant son livre sur Polybe est, avant tout, une construction *a priori* où les textes sont admirablement mis au service d'une idée préconçue. D'une érudition très étendue et toute de première main, d'un esprit prodigieusement perspicace et inventif, quand il avait entrevu une idée générale, il voyait les textes accourir en foule pour la confirmer, et rien n'était plus remarquable que le mélange de fougue et d'ingéniosité avec lequel il les rangeait en bataille et les faisait manœuvrer. Ceux qui ont lu les notes de ses cours de Strasbourg, ses articles de la *Revue des Deux-Mondes* de 1874 et 1872 et ses *Institutions franques* ont pu constater avec quel ton d'égale autorité, avec quelle certitude de ne tenir compte que des textes, il a soutenu des opinions radicalement opposées. De même, lorsqu'il a remanié en plusieurs volumes le premier volume de ses *Institutions franques*, c'est qu'il a très bien vu qu'il lui était impossible de rattacher les *Institutions carolingiennes* aux prémisses beaucoup trop absolues de ses *Institutions mérovingiennes*. Il a sensiblement alors modifié ses théories sur plusieurs points. Je ne l'en blâme point; au contraire, j'y vois la preuve de son constant labeur et de sa conscience. Je lui reproche seulement de n'avoir pas averti le lecteur quand il se contredisait lui-même, alors qu'il traitait avec tant de dédain des adversaires à qui il avait pourtant dû faire d'importantes concessions. Les défauts de l'œuvre de Fustel viennent, d'une part, de ce qu'il avait dû, quelqu'utiles qu'aient pour lui été les conseils de Chéruel, se faire à lui-même sa science et sa méthode, et surtout de

ce qu'il y avait deux hommes en lui, un érudit passionné pour les documents originaux, attentif à les recueillir et à les comprendre, désireux d'atteindre à la vérité objective, et un esprit philosophique, généralisateur et systématique, dont le génie domptait et entraînait constamment l'érudit. Ne nous plaignons pas trop de cette contradiction de sa nature; il lui a dû son originalité, et il serait même difficile de dire à qui l'on doit surtout faire honneur des découvertes qu'il a faites, si c'est au critique des textes ou au généralisateur. A l'âge où le généralisateur l'emportait en lui, il a créé des œuvres plus artistiquement belles; à mesure qu'il s'est soumis davantage à la méthode critique qu'il sentait vraie et qu'il enseignait si bien, il a vu se disloquer la belle ordonnance de ses théories, et il a écrit ses six volumes des *Institutions de l'ancienne France*, remplis de morceaux excellents, de vérités de détail et de vues géniales, mais qui forment un ouvrage mal proportionné, dont le plan est difficile à dégager et la suite à concevoir.

On trouvera aussi de belles pages sur Fustel de Coulanges dans l'Introduction, un peu touffue, mais riche en faits et en idées, que M. C. JULLIAN a mise en tête de son excellent recueil d'*Extraits des historiens français du XIX^e siècle* (Hachette)¹. Je ne sais si Fustel aurait accepté la qualification d'historien politique que M. Jullian lui applique comme à Guizot et à Taine, ni s'il aurait admis qu'il appartint à l'École réaliste, ni qu'il fût, à un degré quelconque, le disciple de Michelet; mais il aurait été heureux de voir avec quelle ferveur sont acceptées, par un des jeunes historiens les plus remarquables de la jeune génération, ses théories sur l'ancienne France et sur le rôle des idées et des sentiments moraux dans le développement des institutions. C'est à Michelet que M. Jullian a fait la part la plus belle dans cette Introduction de 425 pages, où il a retracé tout le développement des études historiques en France pendant ce siècle. Nous sommes heureux de voir rendre aussi pleine justice à l'homme qui a le plus contribué à faire de l'histoire une chose vivante, et reconnaître que tous les historiens qui sont venus après lui ont subi plus ou moins son influence. M. Jullian m'a adressé à ce sujet une critique amicale que je ne crois pas très juste. Il me reproche d'avoir écrit que Michelet n'a pas été un chef d'école historique et n'a pas formé d'élèves; il ajoute que son influence a été plus grande que je ne pense. Il cite comme preuves : Chéruel, Duruy, Renan et Fustel. — Je ne crois pas que ces noms assemblés, et étonnés de l'être, réfutent ce

1. M. Jullian a donné en même temps une remarquable édition de la *Grandeur et décadence des Romains*, dont l'introduction et les notes méritent d'être signalées aux historiens, et des *Extraits de l'esprit des lois et des œuvres diverses de Montesquieu* (Hachette).

que j'ai dit, ni que j'aie attribué à Michelet moins d'influence qu'il n'en a eu. J'ai dit qu'il a marqué tout ce qu'il a écrit d'une empreinte ineffaçable, que son influence se retrouve partout; mais je maintiens qu'il n'a pas eu de véritables disciples, au sens où M. Sorel est un disciple de Guizot et de Mignet, où MM. Guiraud et Jullian sont élèves de Fustel. Appeler Chéruel un des meilleurs élèves de Michelet, cela peut être vrai au point de vue scolaire, mais, au point de vue de la filiation intellectuelle, c'est tout à fait faux. Je ne trouve pas juste non plus de dire que Fustel et Michelet ont la même manière de juger l'histoire et ont combattu les mêmes adversaires. Si je cherche un véritable disciple de Michelet parmi nos historiens, je penserais plutôt à M. Lavisson qu'à Fustel.

OUVRAGES DIVERS. — M. GLASSON termine avec le t. VII de son *Histoire du Droit et des Institutions de la France* (Pichon) la période de la *Féodalité*. Il y traite de la condition des personnes, de la famille, des biens et de la propriété, des rapports des biens avec la famille, des obligations. Le droit proprement dit joue un rôle considérable dans ce volume qui, au point de vue de la claire disposition des matières, de l'étendue et de l'exactitude dans les recherches, nous paraît un des meilleurs de l'ouvrage. Les textes coutumiers ont été consciencieusement dépouillés et mis en œuvre. Si M. Glasson ajoute à son livre un index soigneusement dressé, il aura fourni aux historiens et aux juristes un instrument de travail qui, malgré ses imperfections et même les contradictions qu'on peut relever dans les premiers volumes, rendra de réels services. Mais un index est indispensable, quelque détaillées que soient les tables des matières.

Le second volume de l'*Histoire du cardinal de Richelieu* (Didot), par M. G. HANOTAUX, ne compte que deux cents pages, et porte comme indication de tomaison : tome II, première partie; mais il forme un tout très complet et répond bien à son sous-titre : *le Chemin du pouvoir. Le premier ministère*. Il prend Richelieu au moment où il apparaît sur la scène politique aux états de 1614; mais il ramène à sa juste valeur le succès qu'il avait eu comme orateur du clergé et montre que l'admiration inspirée par son éloquence ne put encore rien lui faire espérer du côté de la cour. Quelques amis et partisans seuls venaient dans son prieuré de Coussay lui apporter l'expression de leur dévouement et de leur foi dans ses hautes doctrines. Ce n'est qu'au mois de septembre 1615 qu'il reçoit de la reine mère, à son passage en Poitou, la promesse de la charge d'aumônier de la reine régnante. Il est nommé en novembre et ne vient à Paris qu'en avril 1616; il n'exerce encore aucune influence au moment de la paix de Loudun; mais, aussitôt après, la retraite des vieux ministres

de Henri IV et l'arrivée au pouvoir des nouveaux conseillers qui entourent Concini, Du Vair, Barbin, Mangot lui permettent de se pousser rapidement. Il est chargé de négocier avec Condé et avec Nevers, il est nommé successivement conseiller d'État, secrétaire des commandements de la reine mère et enfin, en novembre 1616, il remplace comme secrétaire d'État le successeur de Villeroy, Mangot, qui prit lui-même la place de Du Vair. M. Hanotaux a démêlé avec beaucoup de perspicacité et mis en pleine lumière le rôle de Richelieu pendant le ministère Concini-Barbin : son attitude plus que déférente, sa souplesse flatteuse et courtisane vis-à-vis de Marie de Médicis et de Concini et ses préférences apparentes pour la politique espagnole, puis, quand il croit à la solidité de sa faveur, la hardiesse avec laquelle, tout en luttant contre la révolte des princes, il tente, dans l'imbroglio de la politique italienne, de jouer à la fois Venise et l'Espagne, soutenant sous main Charles-Emmanuel en laissant agir Lesdiguières, et refusant à Venise le passage par les Grisons pour ses mercenaires, afin d'obliger les puissances en lutte à venir à Paris régler leurs différends sous la médiation de la France. M. Hanotaux a merveilleusement raconté « ce court et impétueux premier ministère, » ce premier élan de Richelieu, à qui le sentiment de son génie politique fait oublier la fragilité d'un pouvoir qui reposait sur la faveur de Concini et de Marie de Médicis, et méconnaître la nécessité, dans un état monarchique, d'être maître du roi pour être maître des affaires. Venise joue Richelieu en traitant directement avec l'Espagne, et le coup de pistolet du 24 avril, qui renverse Concini sur le pont du Louvre, ruine pour plusieurs années les espérances de grandeur de l'évêque de Luçon. Mais si M. Hanotaux n'a rien caché des fautes et des imprudences de Richelieu pendant cette première période de sa vie politique, il a su aussi faire sentir tout ce qu'il y avait en lui de hardiesse et de lucidité d'esprit, d'aptitude aux grandes affaires, d'autorité naturelle. On devine, à voir comment il prit « la grave leçon que sa jeunesse, maintenant close, laissait à sa maturité, » qu'Armand du Plessis était né pour commander, et que, s'il avait échoué dans ce premier ministère, c'est qu'il ne figurait là qu'au second rang et qu'il était de ces esprits de haut vol qui ne sont vraiment eux-mêmes qu'au premier.

Le récit de ces années 1614 à 1617, fait tout entier de première main et admirablement documenté¹ dans des notes précises et sobres,

1. Je crois qu'il sera difficile de trouver en défaut l'exactitude de M. Hanotaux. Je n'ai relevé pour ma part qu'un seul lapsus. Il est plus amusant que grave. On lit, p. 155, au sujet de Schomberg : « D'origine écossaise, il est de la religion..... Selon le jugement de Richelieu : C'est un gentilhomme qui fait

est un chef-d'œuvre de narration et de délicate psychologie. Les personnages de second plan, les Sillery, les Villeroy, les Du Vair, les Bardin, sont dessinés d'un trait aussi sûr et aussi expressif que Marie de Médicis, Richelieu, Louis XIII, Concini ou Luynes. On pourrait détacher de ces pages une série de portraits achevés. M. Hanotaux possède l'art si difficile de donner au style la couleur, le pittoresque, la vie, sans rien lui faire perdre de la solidité, du sérieux qu'impose un tel sujet. Son style a la belle allure, cavalière et spirituelle, avec une certaine réserve hautaine, qui sied à l'histoire de Richelieu. C'est, vraiment, un style Louis XIII. Rien n'y sent l'école, le convenu, l'effet; tout y est primesautier et naturel. Le pittoresque de l'expression jaillit de la vivacité avec laquelle l'écrivain voit la réalité des choses et des hommes et de la connaissance familiale qu'il en a. J'ajouterai qu'on sent partout la sûreté de jugement d'un homme qui connaît la politique pour y avoir été mêlé et qui joint à la science de l'historien les lumières particulières que fournit l'expérience de l'homme d'État. Il y a là quelque chose qui donne une force et un piquant d'un genre particulier à toutes les pages de ce livre.

M. F.-T. PERRENS, dans son livre sur *les Libertins en France au XVII^e siècle* (Chailley), nous montre un Richelieu non seulement tolérant pour les esprits forts, mais assez leur ami pour que sa piété en soit suspectée. La faveur que Bautru, Boisrobert (pendant un temps du moins), La Mothe-Vayer trouvèrent auprès de lui, aurait de quoi surprendre si l'on acceptait comme tout à fait exact le portrait que M. Fagniez a fait de Richelieu. M. Fagniez n'est pas loin de penser que les préoccupations religieuses étaient les premières dans l'esprit de Richelieu, et que ses alliances hérétiques étaient les nécessités temporaires d'une politique qui visait à la croisade contre les Turcs et à la suppression du protestantisme en France. M. Hanotaux n'attache pas autant d'importance aux croyances de Richelieu; il voit surtout en lui un politique et un ambitieux, qui était aussi un croyant, parce qu'il était un homme d'autorité et parce que la foi était un devoir de son état. M. Perrens irait jusqu'à voir dans la piété de Richelieu un masque et une attitude et tombe

profession d'être fidèle et qui tient cette qualité de sa nation. » Henri de Schomberg était fils de Gaspard de Schomberg, maréchal général des troupes allemandes au service de la France. La famille Schomberg (ou Schomberg) était originaire de Misnie et c'est comme Allemand et non comme Écossais que Richelieu loue sa fidélité. Je ne crois pas que Henri de Schomberg fut protestant. Son père doit l'avoir été, car il combattit dans les rangs huguenots, puis avoir passé au catholicisme, car il fut un de ceux qui poussèrent Henri IV à abjurer. H. de Schomberg ne figure pas dans la *France protestante* des frères Haag.

dans une exagération opposée à celle de M. Fagniez. Ce qui ressort de tout son livre, si intéressant, c'est combien, malgré certains accès de sévérité, on était plus indulgent au XVII^e siècle pour l'incrédulité que pour l'hérésie, et cela pour bien des raisons diverses : parce qu'il était plus aisé d'en revenir, parce qu'elle ne faisait guère de propagande ouverte et n'opposait pas église à église, parce qu'elle se discreditait souvent par son alliance avec les mauvaises mœurs, tandis que l'austérité des protestants ou des jansénistes faisait d'eux, pour certains défenseurs de la foi, tels que Louis XIV par exemple, des blâmes vivants dont ils ne pouvaient tolérer la vue. M. Perrens est le premier qui ait entrepris d'écrire une histoire du libertinage, c'est-à-dire de la libre pensée, au XVII^e siècle, et de réunir les renseignements épars sur ce sujet dans une foule de monographies. Son livre n'est pas seulement un assemblage de notices très piquantes ; il a une tout autre portée. Il montre comment le libertinage, qui, sous Louis XIII, avait quelque chose de désordonné et de frivole, et se rencontrait surtout chez des littérateurs bohèmes, chez des irréguliers qui trouvaient dans l'irreligion une excuse commode au relâchement de leur morale, prend, à mesure qu'on avance dans le siècle, un caractère plus sérieux et plus savant, trouve dans le cartésianisme un appui inattendu, s'allie parfois, sous la forme du scepticisme philosophique, avec l'attachement au christianisme traditionnel, comme chez Gassendi et Huet, et prépare lentement le mouvement d'idées du XVIII^e siècle. M. Perrens a eu le soin de mettre un bon index à la fin de son volume et a rendu ainsi très commode la consultation d'un livre qui passe en revue tant d'écrivains et tant d'ouvrages. Mais, si touffu qu'il soit, la lecture n'en est pas moins très attrayante, car M. Perrens a très bien su faire ressortir, au milieu de l'infinité variété des doctrines et des manières d'être de ses libertins, le grand courant de pensée libre et « humaine » qui les entraîne tous, consciemment ou inconsciemment.

M. L. PEREY a donné à son *Roman du grand Roi* une suite encore plus intéressante et plus neuve dans le volume intitulé : *Une princesse romaine au XVII^e siècle. Marie Mancini Colonna* (G. Lévy). M. Perey dit modestement dans sa préface qu'il n'a pas d'autre prétention que de faire revivre un caractère et une personnalité intéressants. Nous pensons qu'il a fait plus et que son ouvrage est un chapitre important de l'histoire des mœurs du XVII^e siècle en Italie, en France et en Espagne. Sans doute, c'est un extraordinaire roman d'aventure que la vie de cette nièce de Mazarin, qui a cru un instant devenir reine de France, épouse un des plus brillants princes romains, devient à Rome le centre de la vie élégante, est trahie par un mari

qui avait commencé par l'adorer, s'enfuit de Rome, où elle ne se sent plus en sûreté, gagne la France après une traversée où elle échappe non sans peine aux spadassins qui la poursuivent, aux corsaires turcs, à la tempête et à l'avidité des marins mêmes qui la conduisent, imploré en vain l'appui de Louis XIV, qui a cependant encouragé sa fuite, est obligée d'errer de couvent en couvent jusqu'au moment où, réfugiée en Piémont, elle trouve chez le duc de Savoie un protecteur dont l'admiration la compromet et à qui ses caprices cherchent bientôt querelle. Alors commence d'abord en Flandre, puis en Espagne, une lutte héroïque pour sauvegarder sa liberté et peut-être sa vie contre son mari, qui emploie tous les moyens, promesses et menaces, pour la faire revenir à Rome, la fait jeter en prison à Anvers et à Ségovie, la poursuit impitoyablement en se servant tantôt de gentilshommes fourbes et cruels comme Borgomainero, tantôt de bravi chargés de crimes, comme le Restà, tantôt de grands seigneurs, comme son beau-frère le marquis de Balbâs. Bien qu'elle ait retrouvé en Espagne le connétable Colonna devenu vice-roi d'Aragon, elle réussit, par le charme qu'elle exerce sur ceux qui l'approchent, par son énergie indomptable, à échapper au tyran qui voudrait l'enfermer ou la faire disparaître, jusqu'au moment où, après dix-sept ans de cette poursuite incessante, la mort du connétable lui donne dix-sept années de vie tranquille et honorée. C'est aussi un caractère singulièrement attachant que celui de cette princesse belle, séduisante, intelligente, fière et courageuse, mais surprenante d'audace et de caprices, qui passe à travers toutes ces aventures sans y rien laisser de sa vertu (du moins c'est son biographe qui l'affirme, peut-être un peu imprudemment), qui conserve à travers les plus grandes extrémités de la bonne et de la mauvaise fortune la même grâce hautaine et fantasque, et qui, jusqu'à la mort, garde au cœur l'impérissable souvenir de l'éphémère tendresse du plus égoïste des rois. M. Perey, par ses recherches à la Bibliothèque nationale et dans nos archives diplomatiques, dans les archives du Vatican, de Turin, des Colonna et des La Trémoille, a reconstitué dans leurs moindres détails cette vie et ce caractère, et les nombreuses et importantes pièces inédites qu'il nous fait connaître se trouvent confirmer de tous points l'exactitude de l'autobiographie de Marie Mancini, *la Vérité dans son jour*. Toutefois, je le répète, l'intérêt de ce livre n'est pas purement romanesque. On y trouvera sur la vie à Rome et à Venise, sur la cour de Turin sous Charles-Emmanuel et la cour de Madrid sous Charles II, une foule de traits que l'histoire doit recueillir. La mort édifiante du connétable, après une longue vie d'égoïsme effréné, de désordres et de crimes, est un document de plus à ajouter à tous ceux du même genre qui nous prouvent com-

bien on doit donner peu d'importance à ces repentirs et à ces manifestations de piété *in extremis* où l'habitude et la peur ont plus de part que la vraie piété. La vie tout entière de Marie Mancini est une illustration des effroyables abus de l'autorité maritale au XVII^e siècle et aussi du rôle social joué par les couvents qui sont tour à tour des prisons et des asiles protecteurs. Sans eux, Marie fût dix fois retombée aux mains de son persécuteur. Enfin, rien de plus curieux que de voir toute la diplomatie, tout le personnel gouvernemental de France, d'Espagne, de Savoie, de la papauté occupés du sort de Marie Mancini comme s'il se fût agi d'une affaire d'où dépendait le sort des nations. Colbert joue aussi son rôle dans ces intrigues, un vilain rôle, et M. Perey apporte quelques traits de plus à cette figure de commis de génie, exact, fourbe, sec et rapace.

En attendant qu'il nous donne le cinquième volume de l'*Europe et la Révolution française*, qui contiendra la conclusion et toute la philosophie, peu consolante, je le crains, de son grand ouvrage, M. SOREL a réuni, dans un volume intitulé : *Bonaparte et Hoche en 1797* (Plon), deux études d'une magistrale beauté, l'une sur les vues de Bonaparte au moment où il conclut la paix avec l'Autriche, et lui livre l'Autriche, l'autre sur les vues de Hoche au moment où il organise le gouvernement de la rive gauche du Rhin et prend part à la préparation du 48 fructidor. Je ne pense pas que M. Sorel ait dans aucun autre de ses livres mieux montré son talent de narrateur, sa pénétration d'historien psychologue et cette connaissance minutieuse et vivante des documents qui lui permet de voir ce qui est resté caché à tous ceux qui ont écrit avant lui. Je ne sache pas qu'on ait jamais aussi bien vu ce que M. Sorel a mis en lumière avec une vigueur admirable, comment, dès 1797, le génie de Bonaparte a pris pleine conscience de lui-même, comment il est décidé à imposer sa politique à la France et comment toutes ses idées sur la lutte avec l'Angleterre, sur l'organisation de l'Italie, sur la domination de la France dans la Méditerranée, sur la nécessité de réunir toute l'Europe contre les Anglais, sur la pacification religieuse et le concordat sont déjà mûres et nettes dans son esprit. Jamais non plus le caractère de Hoche avec ses grandeurs et ses contradictions, ses générosités et ses chimères, son attachement à la république et son impatience toute militaire des obstacles qui s'opposent à son affermissement, n'a été si bien compris et si bien rendu. M. Sorel a montré, en historien et en poète à la fois, comment Hoche est devenu, pour la postérité, par une transfiguration toute naturelle, le représentant d'une république idéale qu'il ne pouvait guère concevoir. « Hoche, nous dit dans sa conclusion M. Sorel, le moins italien, le moins anglo-saxon des hommes, ni puritain ni machiavéliste, aussi peu familier avec la

Bible qu'avec le Digeste, lisant Sully, se berçant de ses chimères de république européenne pacifiée par la France, tandis que Bonaparte se nourrissait des maximes de Frédéric et de son réalisme d'État; le plus complètement et le plus foncièrement français parmi tous les héros de la Révolution; passionné, enthousiaste, soupçonneux, emporté aux extrêmes et tout à coup rejeté par son instinct de justice, son tact de race, dans la mesure et la prudence... n'eût été ni César, car il n'y avait rien de latin dans son génie, ni Washington, car rien ne ressemblait moins aux États-Unis que la France de 1797, et personne ne ressemblait moins à Hoche que ce président de république, anglais, aristocrate et protestant. Mais, tant que les imaginations françaises en appelleront de la fatalité des choses accomplies au rêve de l'histoire recommencée et de l'histoire heureuse, Hoche demeurera comme le guerrier sans peur et sans reproche, chevalier errant de l'espérance, qui, à force de vaillance et de magnanimité, eût résolu lénigme. » Ces deux études, qui forment une sorte de parallèle à la Plutarque, mais d'un Plutarque qui aurait en lui du Thucydide, composent un livre d'une haute portée philosophique et historique et d'une saisissante grandeur.

Les deux derniers volumes parus de l'*Histoire générale* (Colin) de MM. LAVISSE et RAMBAUD seront lus avec un très vif intérêt. M. Rambaud y a traité lui-même les questions relatives à l'Europe orientale, à la Turquie et aux Indes, à l'exception de la guerre de succession de Pologne et de la guerre d'Orient de 1733-1739, qui ont été confiées à M. Vandal. Les collaborateurs de M. Rambaud ont été pour l'histoire intérieure de la France MM. C. Martin, Foncin, Champion, Aulard et Malet; pour son histoire extérieure M. Vast; pour l'Angleterre M. Sayous; pour les États-Unis M. Moireau; pour l'Allemagne MM. L. Pingaud et Blondel; pour l'Italie M. Orsi et M. A. Pingaud; pour l'Espagne et le Portugal MM. Boissonnade, Orsi et Desdevises du Dezert; pour la Hollande M. Waddington; pour la Suisse M. De Crue; pour l'Extrême-Orient M. Cordier; pour les États scandinaves M. Chr. Schefer; pour l'histoire religieuse M. Chénon; pour l'histoire économique et intellectuelle MM. Levasseur, Arnauné, Faguet, Tannery, A. Michel et Lavoix. Nous devons signaler comme particulièrement intéressant le chapitre consacré par M. Cordier à l'Extrême-Orient, Chine, Birmanie, Annam, jusqu'au début du xix^e siècle. C'est un travail tout à fait neuf, tiré en majeure partie des recherches de l'auteur dans nos archives et à l'India-Office. Il faut aussi faire remarquer que M. Aulard a été seul chargé de toute l'histoire intérieure de la France pendant la Révolution. Il l'a racontée avec la compétence et la lucidité d'un homme qui sait toute cette histoire de première main et avec la chaleur d'un fervent admirateur de l'œuvre

et des hommes de la Révolution. On pourra sans doute y trouver un certain parti pris d'indulgence ou d'approbation, mais les jugements de M. Aulard sont toujours raisonnés, appuyés sur des faits, et exprimés sur un ton de modération et de conviction qui leur donne beaucoup de force. M. Champion a retracé avec sa profonde connaissance des choses du XVIII^e siècle et sa subtile intelligence de la philosophie de notre histoire l'état de la France en 1789 et la convocation des états généraux. M. Chénon a analysé l'œuvre législative de la Révolution et l'histoire de l'Église pendant la Révolution.

La publication des *Souvenirs intimes et notes du baron Mounier* (Ollendorff) par M. d'Hérisson n'offrira pas d'autres attractions au grand public qu'un certain nombre d'anecdotes scandaleuses que l'on a sans doute cru de nature à l'allécher. La plus grande partie du volume paraîtra non seulement fastidieuse, mais incompréhensible à tous ceux qui ne sont pas versés dans l'histoire des cinquante premières années de ce siècle. Il aurait fallu de nombreuses notes pour rendre cette lecture intéressante et profitable. Non seulement M. d'Hérisson n'a pas mis de notes explicatives ou rectificatives, mais il n'a apporté aucun soin à vérifier la correction de ce qu'il imprimait. On trouvera, page 43, une princesse de *Hessingen-Leneinges* devenue princesse de Kent. Il s'agit évidemment de la duchesse (et non princesse) de Kent, qui était en premières noces princesse de *Linanges* (Leiningen). Vraisemblablement, Mounier a écrit princesse de *Leiningen-Linanges*. M. d'Hérisson a lu *Heissingen* pour *Leiningen*, et *Leneinges* pour *Linanges*. Tout le long du volume ce sont des coq-à-l'âne semblables. On trouve quatre fois, pages 45 et 46, un certain *Semour*, qui n'est autre que Sémonville, abrégé par Mounier en *Sémonv*. Nous devons cependant avertir les historiens qu'ils trouveront dans ce volume des renseignements utiles et utilisables pour eux seuls sur les procès plaidés devant la Chambre des pairs, de 1830 à 1842, et sur les crises ministérielles de la même période.

P.-S. — Nous aurions voulu rendre compte, dans ce Bulletin, de l'ouvrage très important sur *Louis XII et Ludovic Sforza*, 8 avril 1498-23 juillet 1500 (Fontemoing), que M. L.-G. PÉLISSIER a présenté à l'Université de Lyon comme thèse de doctorat. Son importance même nous a obligé à remettre à un compte-rendu spécial l'analyse et le jugement d'une œuvre aussi neuve par les recherches qui en ont fourni les matériaux et aussi remarquable par la manière dont elles sont présentées.

G. MONOD.

ALSACE.

1894-1896.

Il y a bientôt six ans que nous n'avons fourni d'aperçu sur les travaux relatifs à l'Alsace aux lecteurs de la *Revue*¹. Aussi le nombre des publications que nous aurons à mentionner dans le présent *Bulletin* est-il assez considérable, encore que nous ne puissions nous flatter d'avoir réussi absolument à réunir la bibliographie de notre sujet, tant il paraît aujourd'hui de travaux sur l'Alsace en dehors et bien loin des limites de cette province. Beaucoup, parmi les écrits que nous énumérons ici, n'ont qu'une valeur scientifique assez minime, d'autres n'en ont même aucune, mais il faudra néanmoins les nommer en passant pour éviter des déceptions à ceux qui seraient tentés de les utiliser et croiraient pouvoir le faire avec fruit. Nous n'avons point à mentionner, cette fois, de travaux d'ensemble sur le passé de l'Alsace ; il n'y en aura pas sans doute de sitôt, car, en présence de la masse de documents nouveaux que chaque année voit se produire, les travailleurs scientifiques préfèrent attendre le moment où les matériaux nécessaires seront à peu près réunis pour édifier une construction nouvelle, et les résumés populaires ont été composés en si grand nombre depuis vingt ans que le besoin de compilations analogues ne se fait plus actuellement sentir. Le volume richement illustré de M. C.-E. MATTHIS est une causerie, parfois un peu fantaisiste, sur les Alsaciens et l'Alsace à travers les siècles ; ce n'est pas et ce ne veut pas être d'ailleurs une histoire de la province². Nous n'avons donc à signaler dans ce paragraphe introductoire que quelques volumes d'études alsatiques diverses, difficiles à classer autre part. Ce sont tout d'abord les *Mélanges alsatiques* de M. Xavier MOSSMANN, le dernier volume publié par le savant archiviste de la ville de Colmar, et dans lequel il a réuni une série d'études et de glanes d'archives relatives surtout au moyen âge et au xvi^e siècle (le prévôt Jean Rösselmann de Colmar, la ligue inférieure en Alsace, Rosheim et le grand bailliage d'Alsace, etc.), études faites avec le soin minutieux

1. Voy. *Revue historique*, 1890, t. III, p. 156-363.

2. C.-Ém. Matthis, *l'Alsace et les Alsaciens à travers les siècles*. Paris, Jouvet, 1891, 1 vol. gr. in-8° ill.

qu'il mettait à documenter chacun de ses écrits¹. Ce sont des études plus courtes généralement et consacrées de préférence à des questions d'histoire ecclésiastique locale que renferment les *Miscellanea alsatica* du P. A. INGOLD; on peut y voir des glanes aussi, recueillies par le savant oratorien au cours de ses recherches pour l'*Alsatia sacra*, que nous attendons de lui, et publiées d'abord dans le *Journal de Colmar*². Nous mentionnerons enfin les *Études alsaciennes*, qu'un jeune fonctionnaire de la Bibliothèque nationale a fait paraître sous le pseudonyme de JEAN DE BARR, et qui, tout en relevant en partie de la politique actuelle, méritent cependant, par certaines des notices qui s'y trouvent, de figurer ici³.

L'Alsace a sa place marquée tout naturellement dans l'excellente compilation que M. Alexandre RIESE nous a donnée de tous les passages des auteurs classiques qui se rapportent à la Germanie rhénane. Fait avec soin, bien annoté, ce recueil dispensera les historiens futurs de l'Alsace de fouiller péniblement leurs auteurs grecs ou latins à la recherche d'un passage perdu dans un recueil de leur mémoire et constituera pour eux un instrument de travail des plus utiles⁴. Les fouilles entreprises par le colonel STOFFEL dans la Haute-Alsace pour fixer le lieu de la grande bataille entre Arioviste et César, entre Zellenberg et Ostheim, n'ont pas été suffisamment décisives pour rallier les suffrages des érudits à ses explications historiques et topographiques⁵, et l'un des plus compétents parmi les appréciateurs de ses travaux, M. G. Wiegand, croit qu'il faut renoncer pour le moment à chercher une solution qui ne deviendrait généralement acceptable que le jour où elle pourrait s'appuyer sur la découverte incontestée des deux camps de César⁶. La bataille gagnée par Julien sur les Alamans dans le voisinage d'Argentorat, en 357, a également occupé les érudits; nous avions parlé dans notre dernier *Bulletin* de l'étude détaillée de M. WIEGAND, qui semblait avoir tranché la question, pour autant qu'elle pouvait l'être, avec les renseignements si incomplets qui nous sont parvenus sur cette dernière grande victoire des armes

1. Mossmann, *Mélanges alsatiques*. Colmar, Jung, 1892, 1 vol. in-18.

2. A.-M.-P. Ingold, *Miscellanea alsatica*. Colmar, Huffel, 1894, 1 vol. in-16.

3. Jean de Barr, *Études alsaciennes*. Paris, impr. Schlauber, 1894, 1 vol. in-16.

4. Alex. Riese, *Das rheinische Germanien in der antiken Literatur*. Leipzig, Teubner, 1892, 1 vol. in-8°.

5. *Guerre de César et d'Arioviste et premières opérations de César en 702*, par le colonel Stoffel. Paris, Impr. nat., 1890, 1 vol. in-4°, plans.

6. G. Wiegand, *Die Schlacht zwischen César und Ariovist* (Bulletin des monuments historiques d'Alsace). Strasbourg, Schultz, 1893, in-8°.

romaines. Le mémoire de M. E. DE BORRIES sur ce même sujet prouve qu'il n'en est rien et que la discussion va continuer encore, grâce précisément à la parcimonie des témoignages, qui permet une foule d'interprétations subjectives ; d'ailleurs, il faut bien dire que la controverse porte, soit pour la chronologie, soit pour la question topographique, sur des points d'importance assez secondaire¹.

La dissertation de M. Adolphe SCHIBER nous mène au temps des dernières invasions germaniques, alors qu'après avoir refoulé les premiers occupants, Alamans et Francs se sont partagé le sol de l'Alsace-Lorraine. C'est par l'étude philologique des noms de lieux que l'auteur a tâché de fixer cette répartition des habitants de souche différente, sans arriver, je le crains, à des résultats bien solides, pour une partie de ce domaine tout au moins². C'est, par contre, un beau travail, et qu'on peut qualifier de décisif à bien des égards, que celui de M. PFISTER sur le *Duché mérovingien d'Alsace et la légende de Sainte Odile*, patronne de la province. Nous le signalons comme un modèle de la façon dont doivent être traités les sujets hagiographiques et sa prudente enquête aboutit à nous donner de l'Alsace au VI^e et au VII^e siècle, de son organisation politique, une idée beaucoup plus précise qu'on ne l'avait jusqu'ici³.

Le moyen âge proprement dit est assez pauvre, comme toujours. M. Aloyse MEISTER a publié une courte monographie sur les Hohenstaufen en Alsace et sur l'étendue des domaines impériaux dans cette province ; les critiques y ont relevé une série d'erreurs topographiques, mais elle n'en a pas moins le mérite d'avoir sérieusement abordé un sujet intéressant et qu'on n'avait point traité jusqu'ici⁴. M. Richard FESTER a eu la chance de retrouver à Bâle un des textes inédits des chroniques alsaciennes que Schöpflin voulait publier au siècle dernier. Il a mis au jour la Continuation des *Flores temporum* de frère Martin, rédigée par le Strasbourgeois Raimbaut Schlecht, pour les années 1366-1444 ; c'est une contribution fort intéressante à l'historiographie alsacienne, bien éditée, avec des notes suffisantes⁵.

1. E. von Borries, *Die Alamannenschlacht*. Strassburg (Programm der Neuen Realschule), 1892, in-4°.

2. Ad. Schiber, *Die alamannischen und fränkischen Siedlungen in Gallien, besonders in Elsass und Lothringen*. Strassburg, Trübner, 1894, in-8°, carte.

3. Ch. Pfister, *le Duché mérovingien d'Alsace et la légende de Sainte Odile*. Paris et Nancy, Berger-Levrault, 1895, 1 vol. in-8°.

4. Aloys Meister, *Die Hohenstaufen im Elsass mit besonderer Berücksichtigung des Reichsbesitzes*. Strassburg, Trübner, 1890, 1 vol. in-18.

5. R. Fester, *Die Fortsetzung der Flores temporum von Reinbold Slecht*. Karlsruhe, Diebfeld (Extrait de la *Zeitschrift für Geschichte des Oberrheins*, IX), in-8°.

M. PFISTER a également emprunté à une série de chroniques alsaciennes, qui se trouvent à la Bibliothèque nationale, et qui sont toutes des copies avec continuations anonymes de la Chronique de Jacques de Koenigshoven, des fragments inédits qui viennent compléter ceux que nous trouvons dans les *Badische Geschichts-Quellen* de F. Mone, dans la *Chronique des archives* éditée par L. Schneegans ou dans celles de J.-J. Meyer et de Specklin publiées autrefois par moi-même¹. M. J. TEUSCH a repris un sujet déjà traité par lui il y a une quinzaine d'années, l'histoire et les attributions des grands baillis impériaux d'Alsace au XIII^e siècle²; M. I. BECKER a, de son côté, abordé la même question dans un programme scolaire dont il n'a publié encore que la première moitié, sans projeter sur ce sujet des lumières bien nouvelles. La charge de *landvogt* a subi tant de modifications d'influence, d'attributions, de revenus dans le cours des temps, et les documents sont encore si peu nombreux là-dessus qu'il est prudent de ne pas formuler des opinions trop arrêtées sur les droits et les devoirs de ces hauts fonctionnaires de l'Empire³. Pour le XV^e siècle, nous avons à mentionner la très substantielle étude de M. Ch. NERLINGER sur Pierre de Hagenbach et la domination bourguignonne en Alsace, qui vient compléter les études de M. H. Witte, mentionnées dans notre dernier *Bulletin*; l'auteur plaide un peu trop peut-être les circonstances atténuantes en faveur du fidèle bailli de Charles le Téméraire contre les traditions restées longtemps vivantes dans la Haute-Alsace, mais son étude n'en est pas moins fort intéressante et vaudra peut-être quelques sympathies posthumes au supplicié de Brisach⁴. Très peu pour le XVI^e siècle, en dehors de travaux d'histoire ecclésiastique, sur lesquels nous reviendrons plus tard; à peine peut-on mentionner les notes très courtes et d'un intérêt assez médiocre d'un bourgeois de Riquewihr sur les agissements des paysans révoltés de la Haute-Alsace dans les environs de sa ville natale⁵.

Très peu aussi pour le XVII^e siècle. Les notes topographiques d'un

1. Ch. Pfister, *les Manuscrits allemands de la Bibliothèque nationale relatifs à l'histoire d'Alsace*. Paris, Fischbacher, 1893, 1 vol. in-8°.

2. J. Teusch, *Zur Geschichte der schwäbischen und elsässischen Reichs-Landvogteien im XIII Jahrhundert* (Programme du Gymnase des Apôtres). Kiel, Bachem, in-4°.

3. Jos. Becker, *Die Landvogtei des Elsass und ihre Wirksamkeit von Heinrich VII (1308) bis 1408*. Thl. I. Strassburg, Müller, 1894, in-4° (Programme du Gymnase catholique).

4. H. Nerlinger, *Pierre de Hagenbach et la domination bourguignonne en Alsace (1469-1474)*. Paris, Berger-Levrault, 1891, in-8°.

5. *Aus dem Bauernkrieg, Tagebuch eines Reichenweyerer Bürgers*, 1525. Strassburg, Heitz u. Mündel, 1890, in-8°.

officier prussien sur l'emplacement où se livra la bataille de Turckheim, gagnée par Turenne, le 5 janvier 1675, sur les impériaux et les Brandebourgeois¹, y représentent seule l'histoire militaire. La dissertation de M. G. ROHDEWALD, sortie du séminaire historique de M. Droysen, à Halle, est une preuve réjouissante de la possibilité de s'entendre encore sur les points controversés de l'histoire, même les plus brûlants, quand on s'y met de bonne foi. Son étude sur les conditions de la *Cession de l'Alsace à la France par le traité de Westphalie* aboutit à des conclusions auxquelles tout historien critique peut souscrire²; elle exclut les accusations de tromperies réciproques; chacun réservant ses droits *in petto*, chacun étant bien décidé à recommencer la lutte quand les forces lui seraient revenues, les parties contractantes, l'empereur et la France, se résignèrent, de guerre lasse, à accepter des formules de cession embrouillées et contradictoires qui sauvegardaient pour l'une comme pour l'autre les chances de l'avenir. Bien que plutôt géographique et statistique, le travail récemment publié par le Bureau de statistique d'Alsace-Lorraine sur les *Anciens territoires d'Alsace*, tels qu'ils étaient constitués au 1^{er} janvier 1648, doit être mentionné ici; il est fait avec soin; on aurait désiré des indications historiques un peu moins sommaires et surtout des cartes de dimensions plus considérables pour étudier ce fouillis de parcelles territoriales; mais il orientera, tel qu'il est, avec une précision très suffisante, les historiens du XVII^e et du XVIII^e siècle alsacien³. Cet historien, nous espérons que ce sera quelque jour M. PRISTER, qui vient de tracer, pour ainsi dire, le programme de son futur ouvrage dans sa brochure *l'Alsace sous la domination française*⁴. Il a également publié un des curieux mémoires dressés sur l'ordre de Colbert de Croissy, l'intendant de la province, en 1663⁵. M. HÖLSCHER vient d'analyser, dans une dissertation assez volumineuse, l'état de l'opinion publique en Allemagne, relativement à la réunion de Strasbourg à la France, en 1684, durant les trois années qui suivirent. Il a parcouru un grand nombre de

1. *Bemerkungen zum Treffen von Türckheim von einem preussischen Offizier.* Colmar, Sailé, 1894, broch. in-8°.

2. G. Rohdewald, *Die Abtretung des Elsass an Frankreich, ein Beitrag zur Geschichte des westphälischen Friedens.* Halle, Niemeyer, 1893, 1 vol. in-8°.

3. *Die Alten Territorien des Elsass nach dem Stande vom 1. Januar 1648 herausgegeben von dem Statistischen Bureau des Kaiserl. Ministeriums.* Strasbourg, Bull, 1896, 1 vol. in-8°.

4. Ch. Pfister, *l'Alsace sous la domination française.* Nancy, Berger-Levrault, 1893, broch. in-8°.

5. Ch. Pfister, *Un mémoire de l'intendant Colbert sur l'Alsace, 1663.* Belfort (Extrait de la *Revue d'Alsace*), 1895, broch. in-8°.

feuilles volantes contemporaines en prose et en vers et il en cite des extraits assez curieux, sans cependant avoir épousé la matière¹.

En dehors de ces brochures, nous ne voyons plus guère à signaler que la *Note*, de M. George DANZAS, sur la correspondance du contrôleur général des finances, relative à l'Alsace (1679-1728), extraite de la *Revue catholique d'Alsace*, et dont les matériaux sont empruntés à la Correspondance des contrôleurs généraux, publiée par M. de Boislisle depuis 1874². Une histoire fort détaillée des sièges subis par Landau en 1702 et 1703, au début de la guerre de la succession d'Espagne, nous est donnée par M. HEUSER³; elle est rédigée en partie sur des documents nouveaux.

Par contre, les écrits relatifs à la Révolution sont assez nombreux. Un adversaire acharné de ses idées et de ses actes, qui se cache sous le pseudonyme de JUVÉNAL DE LA MONTAGNE, a publié des *Scènes révolutionnaires* dans la Haute-Alsace, en partie d'après des traditions orales que nous avons peine à regarder comme authentiques et qui nous semblent tenir du roman⁴. M. François EHRMANN, aidé de M. Charles SCHMIDT, dont ce fut un des derniers travaux, a mis au jour la relation d'un régent du Gymnase de Strasbourg, Jean-Daniel Beyckert, notable de la Commune et commandant de la garde nationale; il fut interné pendant la Terreur à Dijon, et l'on nous donne aussi les lettres intimes qu'il adressait alors à sa femme⁵. M. Ferdinand REIBER, autre alsatique émérite récemment disparu, a examiné, une fois de plus, les origines du chant national dans sa brochure sur le *Centenaire de la Marseillaise*⁶. Nous pouvons mentionner aussi le bon volume de M. Julien TIERSOT sur Rouget de Lisle, puisque c'est en Alsace que fut créé le chant qui le rendit immortel⁷. M. l'abbé

1. K. HÖLSCHER, *Die öffentliche Meinung in Deutschland über den Fall Strassburgs während der Jahre 1681-1684*. München, Kaiser, 1896, 1 vol. in-8°.

2. G. Danzas, *Note sur la correspondance des contrôleurs généraux relative à l'Alsace, 1679-1728*. Rixheim, Sutter, 1895, broch. in-8°.

3. E. Heuser, *Die Belagerungen von Landau in den Jahren 1702 und 1703*. Landau, Kaussler, 1894, 1 vol. in-8° ill.

4. Juvenalis Montanus, *Aus der Schreckenszeit, Elsässische Revolutionsbilder, nach schriftlichen und mündlichen Nachrichten*. Säckingen, Stratz, 1891, 1 vol. in-8°.

5. Jean-Daniel Beyckert, *Relation de sa captivité à Dijon. Lettres à sa femme, 1793-1794*, avec une notice par M. Ch. Schmidt. Strasbourg, Heitz et Mündel, 1893, 1 vol. in-8°, portr.

6. Ferd. Reiber, *le Centenaire de la Marseillaise*. Strasbourg, Fischbach, 1892, 1 broch. in-16.

7. Julien Tiersot, *Rouget de Lisle, son œuvre, sa vie*. Paris, Delagrave, 1892, 1 vol. in-18.

Léonard FISCHER a publié à part deux études de la *Revue catholique d'Alsace*, les *Mémoires d'un garde-chasse du prince-cardinal Louis de Rohan*¹ et un fragment des *Souvenirs d'un Alsacien dans l'armée de Condé*²; elles renferment des particularités assez curieuses, mais on voudrait être un peu mieux informé sur la provenance et la nature des manuscrits originaux pour savoir jusqu'à quel point un critique prudent peut leur accorder sa confiance. M. LAQUIANTE a traduit les lettres de voyage intimes du compositeur berlinois J.-F. Reichardt, sous le titre de *Un Prussien en France en 1792*, en les annotant, un peu trop sobrement peut-être. La première des étapes de Reichardt fut Strasbourg, et il en a peint, sans aucune prétention littéraire, mais avec d'autant plus de charme, la vie sociale et politique dans les salons et les brasseries, au milieu d'une effervescence déjà grande, mais qui ne faisait point craindre encore la Terreur³. Le second tome de *L'Alsace pendant la Révolution française* continue la série des documents inédits puisés aux archives de la ville de Strasbourg depuis le commencement de l'année 1790 jusqu'en janvier 1793; il contient surtout la correspondance du député François-Étienne Schwendt, jusqu'à la fin de la Constituante, et des pièces nombreuses relatives aux luttes confessionnelles provoquées par la Constitution civile du clergé, ainsi qu'aux menées des émigrés dans les contrées voisines⁴.

Deux biographies nouvelles, — c'est beaucoup après toutes celles que nous avons déjà sur lui, — ont été consacrées à Euloge Schneider, ce prédicateur de la cour de Stuttgart, devenu vicaire épiscopal du Bas-Rhin, puis accusateur public au tribunal révolutionnaire de Strasbourg, et qui périt à son tour sacrifié aux antipathies de la Propagande et de Saint-Just bien plutôt qu'aux plaintes de ses victimes. L'ouvrage de M. l'abbé EHRHARD est naturellement une condamnation absolue du moine défroqué, du prêtre constitutionnel « abjurant l'imposture; » il n'approfondit d'ailleurs guère son sujet et ne sort pas de l'ornière traditionnelle⁵. *L'Euloge Schneider* de M. MÜHLENBECK

1. L. Fischer, *Mémoires d'un garde-chasse du prince-cardinal Louis de Rohan*. Rixheim, Sutter, 1892, broch. in-8°.

2. L. Fischer, *Fragment des Souvenirs d'un Alsacien dans l'armée de Condé* (1772-1795). Rixheim, Sutter, 1893, broch. in-8°.

3. Reichardt J.-F., *Un Prussien en France* en 1792. Lettres intimes traduites et annotées par A. Laquante. Paris, Perrin, 1892, 1 vol. in-8°.

4. *L'Alsace pendant la Révolution française*; II : *Correspondance de François-Étienne Schwendt, député de Strasbourg, et autres pièces tirées des archives municipales (1790-1793)*, par Rod. Reuss. Paris, Fischbacher, 1894, 1 vol. in-8°.

5. Eug. Ehrhard, *Eulogius Schneider, sein Leben und seine Schriften*. Strassburg, Herder, 1894, 1 vol. in-8°.

est un travail plus scientifique et conçu dans des vues plus critiques. Il semble que l'auteur ait voulu reprendre au début la thèse plus d'une fois déjà soutenue par des historiens allemands et réhabiliter dans une certaine mesure le professeur de Bonn, devenu le terroriste qu'on sait, en expliquant qu'il n'a été terroriste que malgré lui et que les Jacobins français, plus sanguinaires encore que les Jacobins d'origine allemande, lui ont finalement coupé le cou comme à un simple *feuillant*. Mais il se trouve que l'intérêt de l'auteur pour Schneider a diminué à mesure qu'il constatait sa nullité morale et surtout son manque absolu de caractère (il n'est devenu féroce en effet que par lâcheté, ce qui est pire encore que de l'être par instinct), car, en fin de compte, il ne parle guère de son héros avec plus de sympathie que ses devanciers. Ouvrage bien documenté, mais forcément incomplet, puisqu'on n'y parle point du passé de Schneider, et où l'on voudrait trouver un peu plus souvent l'indication des sources¹. C'est avec une vive satisfaction que l'on revient, au sortir de ces orgies révolutionnaires, aux camps des défenseurs de la République, surtout quand on y est conduit par un guide aussi sûr que M. A. Chuquet². Il n'existe pas sur l'histoire des guerres de la Révolution sur les confins de l'Alsace et sur son territoire même de récit critique un peu suffisant et qui fût au courant des recherches plus récentes. Les volumes de M. Chuquet sont venus fournir aux travailleurs locaux cet instrument de travail indispensable, ce résumé bourré de faits et pourtant si lucide, si pondéré dans ses jugements, si riche en renseignements sur les personnages les plus obscurs qui y figurent. Je suis tenté seulement de lui faire un reproche, celui de reporter un peu trop aux commissaires de la Convention des éloges dus aux généraux et aux soldats. Ce ne sont pas les attitudes antiques et les phrases ampoulées des Lebas, des Saint-Just, des Lacoste, des Hentz, etc., qui ont sauvé l'Alsace; l'immense majorité de ses habitants n'avait nul besoin de leurs menaces pour remplir leur devoir envers la patrie et ils méritaient certes autre chose que d'être traités en esclaves révoltés par les proconsuls en mission. L'histoire ecclésiastique enfin de cette époque est représentée par le volume de M. l'abbé Paulus, *l'Église de Strasbourg pendant la Révolution*, sur lequel je ne me permettrai pas de formuler un jugement, puisqu'il n'est, à vrai dire, qu'une longue et violemment réfutation du travail que je publiais il y a huit

1. E. Mühlenbeck, *Euloge Schneider*, 1793. Strasbourg, Heitz et Mündel, 1896, 1 vol. gr. in-8°.

2. Arthur Chuquet, *Wissembourg*, 1793. — *Hoche et la lutte pour l'Alsace*, 1793-1794. Paris, Cerf, 1893, 2 vol. in-18.

ans, *la Cathédrale de Strasbourg pendant la Révolution* ; je dois laisser aux juges compétents le soin d'apprécier si mon honorable contradicteur a réussi à me convaincre d'injustice et de parti pris dans l'appréciation de la situation religieuse et politique de l'Alsace d'alors, mais je tiens à le remercier de m'avoir signalé quelques menues erreurs dans mon ouvrage¹. Le P. INGOLD a mis au jour une étude fort intéressante, appuyée sur des documents inédits, sur l'Église constitutionnelle d'Alsace et ses rapports avec l'abbé Grégoire, mais elle n'épuise pas la matière et provoquera sans doute quelque jour des opinions divergentes². M. J. SCHNEIDER a courageusement entrepris de donner un tableau d'ensemble de l'Église protestante d'Alsace pendant la Révolution, cadre bien vaste, qu'il n'a pas pu remplir immédiatement d'une façon partout égale, en l'absence de tout travail préliminaire, mais où il a réuni beaucoup de détails inédits puisés dans les archives paroissiales des villages et des bourgs d'Alsace³; c'est un de ces travaux qu'il faut vivement encourager, parce qu'ils fournissent, malgré leurs lacunes, des matériaux précieux pour l'histoire générale d'une époque. L'histoire de l'époque impériale n'est représentée que par l'ouvrage de M. Paul MULLER sur l'un des principaux agents secrets de Napoléon, le Strasbourgeois Charles Schulmeister, mort pauvre et profondément oublié en 1853, après une carrière des plus accidentées que l'auteur nous a décrite d'après les documents des Archives nationales et ceux du Dépôt de la guerre, recitifiant en maint endroit le travail biographique extrêmement superficiel de F. Diefenbach, publié en 1879⁴. C'est ici qu'on peut mentionner aussi l'opuscule de M. Charles LENOIR, *les Trois sièges d'Huningue* (1796, 1814, 1815), bien que la première seulement de ces opérations militaires y soit racontée plus en détail ; la légende de Barbanègre et de sa poignée de combattants reparait dans l'esquisse du siège de 1815, bien qu'elle ait été bien des fois réfutée⁵.

La littérature relative à la guerre de 1870 continue à produire des ouvrages d'étendue et de valeur fort diverses. Les intéressants *Souvenirs de guerre* du colonel DE PONCHALON nous ramènent aux émo-

1. *L'Église de Strasbourg pendant la Révolution, sous la Constituante et la Législative*, par l'abbé Nicolas Paulus. Rixheim, Sutter, 1890, 1 vol. in-18.

2. A.-M.-P. Ingold, *Grégoire et l'Église constitutionnelle d'Alsace*, documents inédits. Paris, Picard, 1894, 1 vol. in-16.

3. Joh. Schneider, *Geschichte des evangelischen Kirche des Elsass in der Zeit der französischen Revolution, 1789-1802*. Strassburg, Bull, 1890, 1 vol. in-8°.

4. P. Muller, *l'Espionnage militaire sous Napoléon I^e. Charles Schulmeister*. Paris, Berger-Levrault, 1896, 1 vol. in-18.

5. Ch. Lenoir, *les Trois sièges d'Huningue*, 1796, 1814, 1815. Paris, Berger-Levrault, 1895, broch. in-8°.

tions de la campagne d'Alsace dans la première semaine d'août¹; la description de la bataille de Wœrth, de M. KUNZ, est une page d'histoire militaire plutôt technique²; celle d'un ancien combattant de l'armée française, M. Charles RUFF, tire son intérêt de la description naïve de l'état d'âme des simples soldats menés avec tant d'imprévoyance à la rencontre d'ennemis si supérieurs en nombre et mieux commandés³. C'est aussi le témoignage d'un paysan de Lembach, sur les journées de Wissembourg et de Wœrth, que nous trouvons dans les *Réminiscences de la guerre de 1870-1871*, de M. George MULLER⁴; la brochure de M. Fréd. SCHILER nous décrit les émotions et les terreurs des habitants de Wœrth dans les journées du 5 au 7 août 1870⁵; elles auraient été encore plus vivement dépeintes peut-être s'ils n'avaient pas rédigé leurs souvenirs après tout un quart de siècle de domination allemande, mais, tels qu'ils sont, ils pourront servir, dans une certaine mesure tout au moins, à illustrer les sentiments des populations éprouvées par les horreurs de la guerre. Les *Souvenirs* d'un des assiégeants de Strasbourg, sans renfermer des choses bien nouvelles, fournissent cependant plus d'un trait caractéristique sur l'attitude et la manière de vivre des troupes qui faisaient pleuvoir sur la malheureuse cité leurs obus incendiaires⁶. Les extraits du *Journal d'un pontonnier badois*, qui renferment le récit anecdotique des sièges de Strasbourg, de Schlestadt et de Neuf-Brisach, fourniront également aux historiens futurs quelques détails dignes d'être retenus sur les dispositions des envahisseurs et des envahis⁷. Mentionnons encore, à titre de document historique, le catalogue des officiers supérieurs originaires de l'Alsace ou de la Lorraine qui furent ou qui sont encore au service de France, catalogue dressé par MM. NICOT et DE PARDIELLAN⁸.

1. *Souvenirs de guerre*, 1870-1871, par le colonel Henri de Ponchalon. Paris, Charles-Lavauzelle, 1893, 1 vol. in-18.

2. *Die Schlacht von Wœrth am 6. August 1870*, von Major Kunz. Berlin, Luckhardt, 1891, 1 vol. in-8°, plans.

3. K. Ruff, *Weissemburg und Wœrth*. Strassburg, Druckerei des Elsässer, 1894, 1 vol. in-18.

4. *Kriegserinnerungen eines Elsässers*, 1870-1871, von Georg Muller. Weissemburg, Ackermann, 1894, 1 vol. in-18.

5. Fr. Schiler, *Die Schreckenstage von Wœrth, Rückblicke eines Elsässers*. Strassburg, Bull, 1893, 1 vol. in-18.

6. *Vor Strassburg. Erinnerungen aus dem Jahre 1870*, von F. Ilex. Strassburg, Du Mont, 1895, 1 vol. in-8°.

7. J. Zeiss, *Aus dem Tagebuch eines badischen Pioniers*. Karlsruhe, Reiffer s. d., 1894, 1 vol. in-18.

8. *L'Alsace-Lorraine et l'armée française*, par L. Nicot et R. de Pardiellan. Paris, Dentu, s. d. (1894), 1 vol. in-18.

De toutes les publications, plus ou moins historiques, consacrées à l'époque postérieure, soit de l'un soit de l'autre côté des Vosges, nous n'en voulons mentionner qu'une seule, qui aura plus tard la valeur d'un témoignage sérieux ; ce sont les *Souvenirs d'un fonctionnaire prussien*, mémoires posthumes de M. d'ERNSTHAUSEN, l'un des premiers présidents ou présidents allemands après la conquête ; les 110 pages qu'il a consacrées à ses expériences et à ses impressions parmi ses administrés d'alors ne sont certes pas les moins curieuses de son volume¹.

Si nous passons à l'histoire des *territoires particuliers*, il nous faut mentionner d'abord quelques monographies consacrées au comté de Hanau-Lichtenberg. M. R. SUCHIER a dressé la généalogie de la vieille famille comtale, éteinte en 1736, en l'accompagnant de nombreux portraits² ; M. L.-A. KIEFER a donné un aperçu très détaillé, partant très utile, des impôts et des contributions et redevances diverses existant dans ce territoire³ ; M. RATHGEBER enfin a raconté la biographie du dernier possesseur du comté, du landgrave Louis IX de Darmstadt, héritier des Hanau-Lichtenberg, et dépossédé par la Révolution⁴. M. G. HORNING a esquissé, plutôt au point de l'édification qu'à celui de la critique historique, le portrait d'une des princesses palatines qui résidèrent à Bischwiller, dans la Basse-Alsace, au XVIII^e siècle⁵. M. E.-A. HERRENSCHNEIDER a voulu raconter à la fois l'histoire de la seigneurie wurtembergeoise de Horbourg dans la Haute-Alsace et celle des fouilles méritatoires entreprises par lui pour reconstituer le *castellum* romain d'Argentovaria, qu'il cherche et trouve dans la localité de Horbourg ; c'est un travail consciencieux, mais de valeur fort inégale, et surchargé de détails au moins inutiles⁶. Le travail capital pour l'histoire des seigneuries plus importantes de l'Alsace est le *Cartulaire des Ribeauvillé*, que M. ALBRECHT, après de longues années de préparation, met au jour depuis 1894 avec une rapidité qui

1. *Erinnerungen eines preussischen Beamten*, von A. Ernst von Ernsthausen. Bielefeld, Velhagen u. Klasing, 1894, 1 vol. in-8°.

2. Reinh. Suchier, *Genealogie des Hanauer Grafenhauses*. Hanau, Druck von Heydt, 1894, 1 vol. petit in-fol. ill.

3. L.-A. Kiefer, *Steuern, Abgaben und Gefälle in der ehemaligen Grafschaft Hanau-Lichtenberg*. Strassburg, Noiriel, 1891, 1 vol. in-8°.

4. J. Rathgeber, *Der letzte deutsche Fürst von Hanau-Lichtenberg. Landgraf Ludwig IX von Hessen-Darmstadt*. Strassburg, Schultz, 1890, broch. in-18.

5. W. Horning, *Fürstin Maria-Johanna von Bischweiler*, 1620-1665. Strassburg, Hubert, 1892, broch. in-8°.

6. E.-A. Herrenschneider, *Römercastell und Grafenschloss Horburg mit Streiflichtern auf die römische und elsässische Geschichte*. Colmar, Barth, 1894, 1 vol. in-18.

mérite d'autant plus d'éloges qu'elle ne nuit en rien à la solidité de son travail. Quatre volumes in-quarto de cette importante publication ont déjà paru et les matériaux, en bonne partie inédits, que le professeur de Colmar nous y fournit, permettront d'étoffer notablement, à l'avenir, plus d'un chapitre de l'histoire spéciale de la Haute-Alsace¹. Mentionnons encore les conférences du même consacrées à démêler, à l'usage du grand public, les rares faits d'histoire certains qui se rencontrent dans la tradition légendaire sur l'origine de cette vieille maison, éteinte dans les mâles dès le dernier tiers du xvii^e siècle². Un autre travail qui mérite de sérieux éloges, c'est la substantielle monographie de l'abbé GATRIOS sur l'abbaye princière de Murbach³. Encore que l'on puisse ne pas être d'accord avec mainte affirmation contenue dans ces deux gros volumes, il n'est qu'équitable de reconnaître l'énorme somme de travail que l'auteur, malheureusement décédé depuis, y a dépensée et la quantité de renseignements nouveaux qu'il a réunis sur son sujet dans les archives alsaciennes; l'historien des mœurs et des idées y trouvera bien des détails curieux et caractéristiques, tout autant que l'économiste ou le théologien. On peut ranger encore ici la monographie de M. NELLINGER sur la seigneurie d'Ortemberg, au val de Villé, qui se rattache aux études bourguignonnes de l'auteur, et dans laquelle il nous décrit l'état de ce coin de terre autrichienne perdu dans la chaîne des Vosges, durant son occupation par Charles le Téméraire⁴. La notice historique de M. Ch. OSTERMEYER sur le château d'Isenbourg, richement illustrée, nous conduit dans le Mundat supérieur, près de Rouffach, dans la résidence des évêques de Strasbourg en Haute-Alsace; c'est plutôt un mémoire archéologique⁵. A défaut de rubrique plus propice, nous mentionnerons encore ici la savante monographie de M. H. WITTE sur le dernier possesseur de la seigneurie de Hohenbourg, dans la Basse-Alsace, qui fut ignominieusement brûlé pour crime de sodomie à Zurich, en 1482, après que son procès eût donné lieu à d'interminables discussions entre Strasbourg et la ville helvétique.

1. *Rappolsteinisches Urkundenbuch, 759-1500*, herausgegeben von Prof. Dr. Karl Albrecht. Colmar, Barth, 1891-96, vol. I-IV, in-4°.

2. *Vorträge gehalten zu Rappoltsweiler*, von K. Albrecht. Colmar, Elginsdörfer, 1892, broch. in-8°.

3. A. Gatrio, *Die Abtei Murbach im Elsass, nach den Quellen bearbeitet*. Strassburg, Le Roux, 2 vol. gr. in-8°.

4. *La Seigneurie et le château d'Ortemberg au val de Villé sous la domination bourguignonne*. Paris, Schläber, 1894, broch. in-8°.

5. (Ch. Ostermeyer.) *Notice historique sur le château d'Isenbourg près Rouffach*. Colmar, Saine, 1894, 1 vol. gr. in-8° ill.

tique. Travail uniquement fait sur pièces inédites et également instructif pour l'histoire politique et pour celle des mœurs¹. C'est un travail fort superficiel, au contraire, et, d'ailleurs, plutôt topographique, que celui de M. BÖHM sur le comté de Ferrette, dans la Haute-Alsace, malgré son titre assez prétentieux².

Les monographies de *localités alsaciennes* sont nombreuses et quelques-unes excellentes. On ne peut que se réjouir de l'émulation qui saisit depuis quelques années les ecclésiastiques des diverses confessions, les instituteurs, les juges de paix, les médecins, etc., et les pousse à réunir les données historiques sur les localités, souvent fort obscures, qu'ils habitent, à en fouiller les humbles archives ecclésiastiques et civiles et à en tirer ainsi des données qui ne sont pas de grande importance pour l'histoire générale ni même provinciale, mais fort utiles parfois et fort nouvelles pour l'histoire des coutumes, des mœurs et des institutions. En les énumérant par ordre alphabétique, nous rencontrons tout d'abord le volume de M. L.-A. KIEFER sur Balbronn, qui est particulièrement riche en renseignements sur la vie villageoise et son organisation au XVI^e et au XVII^e siècle et qui montre bien tout ce qu'on peut trouver d'intéressant à dire sur un groupe de quelques centaines d'habitants³. Il en est de même pour le *Cartulaire de Bergheim*, dans la Haute-Alsace, publié par M. l'abbé Eugène HANS et compilé principalement aux archives départementales de Colmar⁴. M. NERLINGER nous a donné un aperçu sur la situation politique et économique de Thann à la fin du XV^e siècle, du temps des guerres de Bourgogne, qu'il a si bien étudiées⁵. M. Thiébaut WALTER nous raconte l'histoire, les usages et les légendes du hameau de Ballerstorf, dans le Sundgau⁶. M. l'abbé L. WALTER nous fournit une monographie sur le village, disparu de nos jours, de Biblenheim, avec un appendice sur le Haut-Haguenau⁷. M. le D^r BOSTETTER, maire de Bru-

1. *Der letzte Pfuller von Hohenburg, ein Beitrag zur Geschichte des Elsasses und der Schweiz im XV. Jahrhundert.* Strassburg, Heitz u. Mündel, 1893, 1 vol. in-18.

2. *Pfarrei nebst Umgebung, ein historisches Universalbild*, von F. Böhm. Mulhausen, Bader, 1892, 1 vol. in-18.

3. L.-A. Kiefer, *Geschichte der Gemeinde Balbronn*. Strassburg, Noiriell, 1894, 1 vol. in-8°.

4. *Urkundenbuch der Pfarrei Bergheim*, von Pfarrer Eugen Hans. Strassburg, Le Roux, 1894, 1 vol. in-8°.

5. Ch. Nerlinger, *Thann à la fin du XV^e siècle*. Paris, Schlæber, 1893, broch. in-8°.

6. *Geschichte, Sagen und Gebräuche des Dorfes Ballerstorf*. Altkirch, Masson, 1894, 1 vol. in-18.

7. *Un village disparu*, monographie de Biblenheim par l'abbé L. Walter. Molsheim, Schultheiss, 1890, 1 vol. in-8°.

math, a consciencieusement groupé, d'une manière un peu décousue peut-être, les annales de la localité qu'il administre, en y joignant des photographies¹. La *Petite chronique de Colmar*, rédigée au siècle dernier par Sigismond Billing, a été enfin mise au jour complètement par M. WALTZ, bibliothécaire de la ville, avec les notes nécessaires, après avoir été déjà partiellement publiée jadis par M. Rathgeber². Le même a publié un *État des dettes et prestations de la ville de Colmar*, d'après l'arrêt de liquidation du 28 novembre 1721³, et c'est à lui peut-être aussi que nous devrions attribuer la réimpression anonyme des extraits d'éloges funèbres de quelques Colmariens marquants de la première moitié du XVII^e siècle⁴. M. l'abbé Lévy a composé une histoire bien documentée du couvent, du bailliage et de la commune de Herbitzheim, située sur les frontières de la Lorraine allemande⁵. Un instituteur de Huningue, M. Charles TSCHAMBER, a rédigé une *Histoire de la ville et ancienne forteresse de Huningue jusqu'à nos jours*, qui, malgré certaines erreurs assez grossières, renferme pourtant des détails ignorés sur une localité bien déchue maintenant de son importance passée⁶. Une autre monographie sortie de la plume d'un instituteur, que nous avons lue avec un véritable plaisir, c'est l'*Histoire d'Ingwiller*, de M. Charles LETZ, car elle montre bien quel intérêt l'on peut donner, avec beaucoup de zèle et quelque sens historique, au passé des localités fort insignifiantes, pourvu que l'on s'applique à le comprendre et à le reproduire fidèlement sans le défigurer⁷. La notice fort courte de M. EPPEL sur Kleebourg nous transporte à la limite septentrionale de la Basse-Alsace, dans un petit village illustré par la naissance de l'historien bien connu, le professeur de Heidelberg Louis Hæusser⁸. Avec le sixième et dernier

1. *Geschichtliche Notizen über die Stadt Brumath zusammengestellt*, von A. Bostetter. Strassburg, Schmidt, 1896, 1 vol. in-8° ill.

2. Sigismond Billing, *Kleine Chronik der Stadt Colmar*, herausgegeben von Andreas Waltz. Colmar, Barth, 1891, 1 vol. in-18.

3. A. Waltz, *Dettes et prestations de la ville de Colmar*, 1721. Strasbourg, Impr. alsacienne, 1893, broch. in-8°.

4. *Colmarer Biographien, Auszüge aus Leichenpredigten des XVII. Jahrhunderts*. Colmar, Jung, 1891, broch. in-18.

5. *Geschichte des Klosters, der Vogtei und Pfarrei Herbitzheim*, von Abbé Joseph Lévy. Strassburg, Bauer, 1892, 1 vol. in-8°.

6. *Geschichte der Stadt und ehemaligen Festung Huningen*, von Karl Tschamber. St-Ludwig, Perrotin, 1894, 1 vol. in-8° ill.

7. *Geschichte der Stadt Ingweiler nach Quellen bearbeitet*, von Karl Letz. Zabern, Fuchs, 1896, 1 vol. in-18.

8. Ch. Eppel, *Kleeburg (Elsass-Lothringen)*. Strassburg, Hottinger, 1891, broch. in-16.

volume du *Cartulaire de Mulhouse*¹, nous prendrons congé du savant et regretté archiviste colmarien auquel les études historiques en Alsace sont redévalues de tant de beaux travaux ; il mène l'histoire documentée de la métropole haut-rhinoise jusqu'à son absorption dans la nationalité française. Un premier fruit de son travail, c'est l'étude de M. A. KAUFMANN sur les origines et les premiers développements de la ville libre² ; c'est encore à son impulsion, principalement, qu'est due la création d'une commission d'études historiques locales, qui vient de publier, sous le titre *Le Vieux Mulhouse*, un premier volume de documents relatifs à l'ancienne confédérée des cantons suisses³ ; il renferme un travail de M. Gustave GIDE sur l'*Église de Mulhouse depuis ses origines jusqu'à la Réformation*, avec le relevé des chape-lains des différents autels existant à Mulhouse avant la Réforme, relevé de près de 200 pages, travail d'une patience assurément méritoire, mais qui aurait pu être plus fructueusement employé. Signa-
lons-y encore la relation des ambassadeurs suisses envoyés à Henri IV en automne 1602, récit officiel rédigé par Jean-George ZICHLÉ, gref-
fier-syndic de Mulhouse ; c'est surtout un curieux récit de voyage, édité et traduit par M. Ernest Meiningen. M. le chanoine GRSS, mort récemment, lui aussi, avait publié en 1866 une excellente *Histoire d'Obernai*, rédigée d'après les documents des archives de cette ancienne ville impériale. Peu avant sa fin, il en a fait paraître une traduction ou plutôt un abrégé en allemand, condensé en un seul volume, en rectifiant çà et là quelques erreurs, mais en supprimant beaucoup de détails intéressants ; on aura donc toujours raison de se servir du texte français de l'ouvrage pour des recherches ou des vérifications plus approfondies⁴. M. l'abbé GÉNY, bibliothécaire de la ville de Schlestadt, a mis au jour deux documents inédits relatifs à l'his-
toire de cette cité. Le premier est une courte *Chronique allemande* de Schlestadt, rédigée par Jérôme Gebwyler, l'humaniste alsacien bien connu, adversaire de la Réforme, qui mourut à Haguenau en 1545. Parmi les nombreux travaux de vulgarisation historique rédigiés par ce pédagogue et publiciste autrefois célèbre, se trouvait aussi cette compilation faite en l'honneur de la ville dont il avait dirigé

1. *Cartulaire de Mulhouse*, par X. Moßmann, t. VI. Colmar, Barth, 1890, 1 vol. in-4°.

2. A. Kaufmann, *Die Entstehung der Stadt Mulhausen (Programm)*. Mulh., Wenzel u. Peters, 1893, in-4°.

3. *Le Vieux Mulhouse*, documents inédits. T. I. Mulhouse, Bader, 1895, 1 vol. gr. in-8°.

4. *Urkundliche Geschichte der Stadt Oberehnheim*, durch J.-M. Gyss. Ober-
ehnheim, Bürgermeisteramt, 1894, 1 vol. in-18 ill.

l'école pendant plusieurs années. Elle n'apprend d'ailleurs pas grand'-chose aux lecteurs et doit être consultée avec prudence, la critique n'étant pas le fort de notre humaniste¹. On lit avec plus d'intérêt le *Mémoire historique de la ville de Schlestadt en Alsace*, rédigé vers la fin du règne de Louis XV par un autre compatriote de M. Gény, François-Mathieu KENTZINGER ; il renferme des détails instructifs sur le passé et surtout aussi sur l'organisation interne de la cité². M. E.-A. HERRENSCHNEIDER, déjà nommé, a fait paraître une monographie du village de Wihr-en-Plaine, à l'entrée du val de Munster, que nous trouvons supérieure à son travail sur Horbourg, précisément parce qu'il s'y interdit les excursions plus étendues dans les domaines lointains, en groupant d'autant mieux les données, en bonne partie inédites, relatives au passé du modeste bourg où il exerce son ministère³. M. G. HARSTER a examiné de plus près, dans deux programmes du gymnase de Spire, l'étendue et la situation des terres de la riche abbaye de Wissembourg et ses vicissitudes économiques, en se basant sur les textes depuis longtemps publiés par Zeuss dans ses *Traditiones possessionesque Wizenburgenses*, mais qui n'avaient jamais été examinés aussi attentivement en détail à ce point de vue particulier⁴.

Nous avons réservé pour la fin de ce paragraphe les publications relatives à Strasbourg. Il y en a toute une série qui méritent d'être mentionnées avec éloges et qui ont réellement enrichi la littérature alsatique. Nous signalerons tout d'abord les deux tomes du volume V du grand *Cartulaire de la ville de Strasbourg*, dont nous avons déjà souvent parlé dans ce *Bulletin* ; MM. George WOLFRAM et Hans WITTE viennent de mettre au jour, en près de 1200 pages in-quarto, les documents politiques, chartes, correspondances, traités d'alliance, etc., relatifs à l'histoire de la ville libre impériale de 1332 à 1365, l'une des périodes les plus agitées de son passé, puisqu'elle comprend l'usurpation triomphante des artisans sur les privilégiés du patriciat, les terreurs de la peste noire, les massacres des Juifs, les luttes contre les seigneurs territoriaux du dehors, l'invasion des bandes de Coucy, etc. Quelques-unes de ces pièces ont été publiées par Schil-

1. *Schlettstatter Chronik des Schulmeisters Hieronymus Gebwiler*, herausgegeben von J. Gény. Schlestadt, Marchal, 1890, 1 vol. in-18.

2. F.-M. Kentzinger, *Mémoire historique de la ville de Schlestadt en Alsace*, p. p. J. Gény. Schlestadt, Marchal, 1889, 1 vol. in-18.

3. E.-A. Herrenschneider, *Versuch einer Ortsgeschichte von Weyer auf'm Land*, Ober-Elsass. Colmar, Barth, 1890, 1 vol. in-18.

4. W. Harster, *Der Güterbesitz des Klosters Weissenburg im Elsass*. Speyer, Programm des Gymnasiums, 1892, 1894, 2 broch. in-4°.

ter au XVII^e siècle, par J. Wencker au XVIII^e ou de nos jours par MM. Charles Schmidt, Schmoller, etc. Mais l'immense majorité est inédite. L'édition est soignée, comme celle des volumes précédents, l'index alphabétique abondant; on désirerait un peu plus de notes historiques explicatives des textes¹. M. Adolphe SEYBOTH, après avoir consacré de longues années à dépouiller les sources manuscrites et imprimées aux archives et aux bibliothèques de sa ville natale, a publié, presque coup sur coup, deux beaux et substantiels volumes sur la topographie historique de Strasbourg, richement illustrés, d'après les documents iconographiques les plus anciens et les plus rares, et pouvant guider en même temps les recherches des amateurs et celles des érudits. Le premier de ces ouvrages, rédigé en allemand, *le Vieux Strasbourg*, nous donne la description topographique de la ville depuis le XIII^e siècle jusqu'en 1870, d'après le texte des documents, contrats et actes de vente, chroniques, etc., eux-mêmes. C'est un répertoire indispensable, ce n'est pas un récit descriptif qu'un simple curieux prendrait plaisir à parcourir². Le second volume de M. Seyboth, au contraire, *Strasbourg historique et pittoresque depuis son origine jusqu'à 1870*, est une causerie instructive, abondante et sans cesse documentée par le renvoi aux sources, non seulement sur les rues et les maisons de Strasbourg, mais encore sur tous les faits historiques qui s'y rattachent, sur la biographie des personnages marquants qui y ont demeuré, etc. Richement illustré par deux artistes de talent, MM. Schweitzer et Korttgé, l'ouvrage de M. Seyboth a eu un succès mérité dans le grand public. Il mérite aussi d'inspirer confiance aux savants, et l'on voudrait seulement qu'il eût une table des matières plus détaillée et surtout un index alphabétique complet des noms d'hommes et de lieux. Peut-être n'est-il pas trop tard pour le donner en supplément, car il est presque indispensable pour se retrouver dans un volume in-folio de plus de 700 pages³. Un autre travail, à la fois topographique, archéologique et historique, qui doit prendre place ici, c'est le volume publié par l'Association des architectes d'Alsace-Lorraine, à l'occasion d'un congrès d'ingénieurs, *Strasbourg et ses constructions*, orné de plus de 600 gravures. On y trouve, à côté de descriptions techniques, un long chapitre sur l'histoire de la ville

1. *Urkundenbuch der Stadt Strassburg*, Band V, 1, 2, herausgegeben von Hans Witte und Georg Wolfram. Strassburg, Trübner, 1895-1896, 2 vol. in-4^e.

2. *Das alte Strassburg, geschichtliche Topographie nach den Urkunden und Chroniken bearbeitet*, von Ad. Seyboth. Strassburg, Heitz u. Mündel, s. d. (1889), 1 vol. gr. in-4^e ill.

3. *Strasbourg historique et pittoresque depuis son origine jusqu'en 1870*, par Ad. Seyboth. Strassburg, impr. Fischbach, 1894, 1 vol. petit in-fol. ill.

libre, dû à M. E. de Borries, et de très intéressants chapitres sur l'histoire de la cathédrale, par M. Dehio, et sur les architectes strasbourgeois de la Renaissance, par M. Winckelmann, archiviste municipal¹. C'est un ouvrage de grand luxe aussi que le *Strasbourg militaire*, de M. Alfred Touchemolin; l'habile artiste y a réuni les souvenirs et les types militaires de sa ville natale dans une série de dessins et d'aquarelles fort réussis; son beau livre, inspiré par un ardent patriotisme, est peut-être un peu moins réussi au point de vue de l'érudition historique, et les données du texte provoqueraient là des objections justifiées². M. le chanoine Dacheux a continué la publication des *Fragments des anciennes chroniques d'Alsace*. Le troisième volume contient les débris des Chroniques strasbourgeoises de Jacques Trausch et de Jean Wencker et des soi-disant Annales de Brant. Un quatrième enfin renferme, outre les fragments de la Chronique de Materne Berler, de Rouffach, une série de débris plus petits, soit anonymes, soit puisés autrefois dans des récits entièrement perdus aujourd'hui. L'éditeur a groupé par rubriques cette humble poussière d'une littérature si riche avant le bombardement de 1870 et l'incendie des bibliothèques de la ville, ne pouvant classer ces restes ni par auteur, ni même, le plus souvent, à leur rang chronologique. Une table des matières, commune aux différents volumes, doit paraître prochainement et terminer cette publication, à laquelle le savant éditeur a consacré tant de zèle et tant de soins³. M. le Dr Weisgeber nous montre, dans une courte et amusante notice, à quelles étymologies fantaisistes a donné lieu le nom même de Strasbourg⁴. M. Jules Cahy a étudié l'histoire monétaire de Strasbourg au moyen âge, assez mal connue en détail jusqu'ici, malgré l'ouvrage très incomplet et tout à fait vieilli de Louis Levraut et les excellentes *Études économiques* de l'abbé Hanauer, qui s'occupent de préférence des siècles suivants. Son volume est une contribution fort utile à l'histoire éco-

1. *Strassburg und seine Bauten*. Strassburg, Trübner, 1894, 1 vol. gr. in-8° ill.

2. A. Touchemolin, *Strasbourg militaire*. Paris, Hennuyer, 1894, 1 vol. petit in-fol. ill.

3. *Fragments des anciennes chroniques d'Alsace*; III : *Les Chroniques strasbourgeoises de Jacques Trausch et de Jean Wencker. Les Annales de Sébastien Brant. Fragments recueillis par l'abbé L. Dacheux*. Strasbourg, impr. strasbourgeoise, 1892. IV : *Fragments de diverses vieilles chroniques, etc.* Strasbourg, impr. strasbourgeoise, 1896, in-8° (tirés du *Bulletin de la Société des monuments historiques*, vol. XV, XVII, XVIII).

4. *Quelques mots sur l'origine des noms de Strasbourg, d'après des documents inédits*. Paris, Schlæber, 1896, broch. in-8°.

nomique de l'Alsace¹. Mentionnons ici, comme en parenthèse, que M. Hanauer a résumé ses recherches en un petit *Guide monétaire pour l'histoire d'Alsace*, qui épargnera bien des calculs aux novices et même à ceux qui ne le sont plus². M. HORNING nous donne l'histoire du chapitre de Saint-Pierre-le-Jeune au moyen âge et au XVI^e siècle et publie les documents, en partie inédits, qu'il a pu recueillir sur son sujet³. M. Alcuin HOLLÄENDER, auquel nous devons déjà plusieurs études documentées sur l'histoire de Strasbourg au XVI^e siècle, raconte dans une nouvelle brochure, *Une légende strasbourgeoise* (1552), l'histoire des négociations du roi Henri II avec la petite république et s'élève avec raison contre les légendes singulières qui se sont rattachées à ces relations, en somme assez peu cordiales, durant la campagne d'Alsace. Seulement, il exagère en sens contraire en prenant comme parole d'Évangile les formules stéréotypes de dévouement de la chancellerie strasbourgeoise à l'égard de Charles-Quint. Il est au moins naïf de croire que les vaincus de la ligue de Smalkalde aient été, cinq ans plus tard, aussi chauds partisans de l'Empereur qu'il veut bien le dire dans son travail, très intéressant d'ailleurs⁴.

L'histoire académique et scolaire de Strasbourg a été traitée, depuis la rédaction de notre dernier *Bulletin*, dans une série de publications, dont plusieurs sont d'une véritable importance pour l'histoire générale de l'Alsace elle-même. La monographie de M. Gustave KNOB sur le chapitre de Saint-Thomas et ses principaux membres pendant les trente ans qui suivirent la Réforme est une étude un peu sèche, mais des plus utiles par la foule de dates précises et de renseignements biographiques nouveaux qu'elle présente à la science⁵; M. Marcel FOURNIER a fait tirer à part le demi-volume de son grand ouvrage sur les universités de France, qu'il a consacré, avec l'active collaboration de M. Charles ENGEL, à l'Université de Strasbourg et à ses précurseurs, le Gymnase et l'Académie de Jean Sturm. C'est l'ensemble des documents officiels, à peu près tous inédits, qui se rapportent au

1. J. Cahn, *Münz-und Geldgeschichte der Stadt Strassburg im Mittelalter*. Strassburg, Trübner, 1895, 1 vol. in-8°.

2. *Guide monétaire pour l'histoire d'Alsace*, par l'abbé A. Hanauer. Rixheim, Sutter, 1894, in-8°.

3. W. Horning, *Das Stift Jung Saint-Peter in Strassburg. Urkundliche Beiträge*, 1200-1700. Strassburg, Bischoff, 1891, 1 vol. in-8°.

4. *Eine Strassburger Legende, Beitrag zu den Beziehungen Strassburgs zu Frankreich im XVI. Jahrhundert*, von Alcuin Hollaender. Strassburg, Heitz u. Mündel, 1893, 1 vol. in-18.

5. G. Knob, *Die Stiftsherren von Saint-Thomas zu Strassburg, 1518-1548. Ein Beitrag zur Kirchen-und Schulgeschichte*. Strassburg, Schmidt, 1892, 1 vol. in-4°.

grand mouvement pédagogique et scientifique provoqué par les humanistes à Strasbourg et continué par les chefs de la Réforme; largement annoté, le recueil de MM. Fournier et Engel constitue un véritable cartulaire de l'enseignement strasbourgeois au XVI^e siècle; espérons que la suite ne se fera pas trop longtemps attendre¹. M. Oscar Berger-Levrault, l'éditeur bien connu de Nancy, a réuni, sur les maîtres comme sur l'organisation des académies et des universités alsaciennes jusqu'à l'annexion, un dossier de notices exactes et de renseignements biographiques qu'on cherchait jusqu'ici un peu partout et que souvent on devait renoncer à trouver nulle part. Aidé par le concours actif de nombreux collaborateurs, dont il a su stimuler le zèle par le sien, — nous nommerons surtout le R. P. Carlos Sommervogel, de la Compagnie de Jésus, — il a fini par dresser la liste de tous les membres de l'enseignement supérieur en Alsace depuis 1523 jusqu'en 1871 et d'y joindre presque partout la date et le lieu de leur naissance, celle de leur entrée en fonctions et de leur mort, travail énorme quand on sait ce qu'une seule recherche de date précise peut absorber de temps. Il manque malheureusement, au volume si utile de M. Berger-Levrault, l'indication des ouvrages de chaque professeur, de ce qui constitue en définitive sa valeur scientifique. On aurait également désiré que la bibliographie du sujet fût jointe à chaque nom, puisque aussi bien l'auteur et ses collaborateurs ont dû dépouiller une masse énorme de notices, d'oraisons funèbres, d'*Epicedia*, que nul qu'eux ne verra jamais et qu'il aurait été bon de savoir où retrouver plus tard². M. Alfred Erichson, directeur de l'Internat théologique, a publié, pour le 350^e anniversaire de la création de cette fondation, par laquelle ont passé presque tous les ecclésiastiques protestants d'Alsace depuis la Réforme, une histoire très documentée de ce collège de Saint-Guillaume, ainsi nommé parce qu'il fut établi primitivement dans un ancien couvent de Guillemites; on y trouvera une foule de détails intéressants et curieux relatifs à l'histoire économique, littéraire et religieuse des trois derniers siècles, recueillis pendant vingt ans dans les riches archives de Saint-Thomas³. C'est également à la vie intérieure de ce même milieu que se rattache *Un souvenir du vieux Strasbourg*, plaquette racontant la création, les

1. M. Fournier et Ch. Engel, *Gymnase, Académie et Université de Strasbourg*. T. I : 1525-1621. Paris, Larose; Strasbourg, Trübner, 1894, 1 vol. in-4°.

2. O. Berger-Levrault, *Annales des professeurs des Académies et des Universités alsaciennes*, 1523-1871. Nancy, Berger-Levrault, 1892, 1 vol. in-8°.

3. A. Erichson, *Das theologische Studienstift Collegium Wilhelmitanum, 1544-1894*. Strassburg, Heitz u. Mündel, 1894, 1 vol. in-8°.

vicissitudes et la fin récente d'un cercle théologique et littéraire qui, pendant un demi-siècle, groupa dans son local les principaux représentants du protestantisme strasbourgeois¹. Mon *Histoire du Gymnase protestant de Strasbourg pendant la Révolution* expose, en même temps que l'histoire de l'École de Sturm, l'état général de l'enseignement secondaire dans cette ville avant, pendant et immédiatement après l'ère révolutionnaire, d'après des documents inédits². M. HAUSMANN a brièvement résumé l'histoire de la nouvelle bibliothèque de l'Université et du pays depuis sa création³, et le directeur de ces grandes collections scientifiques, M. le professeur BARACK, a rédigé, avec une parfaite compétence et avec un soin scrupuleux, le *Catalogue des manuscrits relatifs à l'Alsace* qu'elles renferment ; il a facilité beaucoup de la sorte la tâche des historiens et des amateurs qui désiraient consulter ces volumes et ces dossiers, provenant en majeure partie de l'ancienne collection Heitz, et dont quelques-uns présentent une sérieuse valeur historique, tandis que beaucoup d'autres, il est vrai, sont d'origine plus ou moins récente et n'offrent en partie qu'un intérêt très secondaire⁴.

Mentionnons, avant de passer à l'histoire ecclésiastique proprement dite, une série de *biographies alsaciennes*, dont plusieurs nous amènent déjà dans le domaine de la théologie. M. Charles SCHMIDT a fait paraître à part l'intéressante notice sur Laurent Fries, de Colmar, un des plus singuliers parmi les humanistes alsaciens, successivement médecin, astrologue et géographe à Metz et à Strasbourg ; insérée d'abord dans les *Annales de l'Est*, elle nous montre, avec une abondance de détails nouveaux, l'homme et son œuvre scientifique assez importante pour l'époque⁵. Le quatrième centenaire de la naissance de Martin Bucer, le plus remarquable et le plus connu des représentants de la Réforme en Alsace, a fait éclore une foule de brochures de circonstance ; nous mentionnerons seulement les deux plus

1. *Un souvenir du vieux Strasbourg. Le Casino théologique et littéraire, 1831-1892.* Notice historique par Rod. REUSS. Strasbourg, Fischbach, 1892, broch. in-8°.

2. *Histoire du Gymnase protestant de Strasbourg pendant la Révolution, 1789-1804*, par Rod. REUSS. Paris, Fischbacher, 1891, 1 vol. in-18.

3. S. Hausmann, *Die Kais. Universitäts-und Landesbibliotek, 1871-1895.* Strassburg, Trübner, 1894, 1 vol. in-8°.

4. *Katalog der K. Landes-und Universitäts-Bibliothek in Strassburg. Elsass-Lothringische Handschriften und Handzeichnungen*, bearbeitet von Prof. Dr. Barack. Strassburg, Heitz u. Mündel, 1895, 1 vol. gr. in-8°.

5. Ch. Schmidt, *Laurent Fries, de Colmar, médecin, astrologue, géographe, etc.* Nancy, Berger-Levrault, 1890, 1 vol. in-8°.

complètes d'entre elles, celle de M. Alfred ERICHSON et celle de M. Eugène STEBN¹. C'est à un habile et fervent adversaire du mouvement religieux d'alors, au prieur des Augustins de Colmar, Jean Hoffmeister, que M. l'abbé PAULUS a consacré une assez volumineuse biographie, qui pourrait être écrite avec un peu plus d'impartialité à l'égard des adversaires, mais où l'on trouve des renseignements utiles². M. Théodore VULPINUS (de son vrai nom Renaud) raconte, dans une étude très attrayante, l'existence assez vagabonde d'un poète latin du xvi^e siècle, de Jean Schmidt, de Bergheim, plus connu (si tant est qu'il le soit encore) sous son nom latinisé de Fabricius Montanus ; il y a joint des traductions versifiées de plusieurs de ses petits poèmes dès longtemps oubliés³. M. G. HORNING nous ramène à l'histoire ecclésiastique avec son ample biographie de Jean Pappus, professeur et pasteur à Strasbourg à la fin du xvi^e siècle et chef du parti luthérien le plus strict et le plus intolérant dans toute l'Allemagne méridionale durant les premières années du siècle suivant. Grâce aux procès-verbaux du conseil ou de l'assemblée générale des pasteurs, utilisés par lui, M. Horning nous a donné sur la vie ecclésiastique de cette époque bien des renseignements intéressants et curieux, sinon toujours édifiants⁴. M. H. a consacré une autre notice biographique infiniment plus courte au professeur Élie Schad, hébraïsant plus ou moins connu au début du xvii^e siècle, l'un des prédécesseurs de l'auteur dans le ministère de sa paroisse⁵. C'est à un personnage autrement célèbre dans la sphère religieuse, à Philippe-Jacques Spener, de Ribeauvillé, « le père du piétisme, » comme on l'appelle souvent, qu'est consacré le premier volume de l'ouvrage de M. GRÜNBERG. C'est le plus complet de tous ceux qui ont traité jusqu'ici de sa vie, de son rôle ecclésiastique et de ses œuvres nombreuses. Ce qui en a paru permet de bien augurer de l'ensemble⁶. C'est au commencement de ce siècle surtout que se rattache l'activité du *magister* Jean-Daniel Brunner, pro-

1. A. Erichson, *Martin Butzer*. Strassburg, Heitz u. Mündel, 1891, 1 vol. in-18. — E. Stern, *Martin Butzer*. Strassburg, Schultz, 1891, 1 vol. in-18.

2. *Der Augustinermönch Johannes Hoffmeister, ein Lebensbild* von Nic. Paulus. Freiburg, Herder, 1891, 1 vol. in-18.

3. *Der lateinische Dichter Johannes Fabricius Montanus aus Bergheim im Elsass, 1527-1566*, von Theod. Vulpinus. Strassburg, Heitz u. Mündel, 1894, 1 vol. in-18.

4. W. Horning, *Dr Johann Pappus von Lindau, 1549-1610*, Münsterprediger zu Strassburg. Strassburg, Heitz u. Mündel, 1891, 1 vol. gr. in-8°.

5. W. Horning, *Magister Elias Schadæus, Pfarrer und Professor der Theologie*. Leipzig, Faber, 1892, broch. in-8°.

6. *Philipp-Jakob Spener*, Thl. I., von Paul Grünberg. Göttingen, Vandenhœk u. Ruprecht, 1893, 1 vol. in-8°.

fesseur au Gymnase, pasteur de l'Église française de Strasbourg, fondateur et bienfaiteur de nombreuses œuvres philanthropiques, dont la vie modeste et pourtant utile est racontée par son arrière-petit-fils¹. L'un de ses collègues au Gymnase, plus jeune, mais mort avant lui, Jean-Frédéric Aufschlager, avait rédigé des *Souvenirs*, dont la partie la plus généralement intéressante a été récemment mise au jour². La biographie de M. Édouard Reuss, le théologien strasbourgeois, par M. Théodore Gérol³; celle de M. Gustave-Adolphe Hirn, l'éminent ingénieur du Logelbach, écrite par MM. FAUDEL et SCHWÖRER⁴; celle de M. Xavier Mossmann, l'archiviste de Colmar⁵; celle de M. Jules Rathgeber, le pasteur du Neudorf, travailleur zélé dans le domaine de l'histoire locale, est souvent mentionnée dans les bulletins précédents et dans celui-là même, rédigée par M. EHRISSMANN, son gendre⁶; celle de M. Charles Grad, l'économiste et l'homme politique bien connu, par M. l'abbé CETTY⁷; celle de M^{me} Emma Warnod, l'auteur d'*Amour et patrie*, par M^{me} RÖHRICH⁸; enfin l'autobiographie de M. Adolphe Schaeffer, de Colmar⁹, nous transportent en plein xix^e siècle et jusqu'à l'heure présente; souvenirs personnels ou commémorations émues de morts chers et respectés, ces travaux, plus ou moins étendus, fourniront des matériaux biographiques et bibliographiques précieux aux historiens futurs de la vie intellectuelle de notre province.

En fait d'histoire ecclésiastique, nous mentionnerons tout d'abord une excellente édition de la *Vie de sainte Odile*, tirage à part des Actes des Bollandistes, que nous devons à M. PFISTER, avec un appa-

1. *Magister Johann-Daniel Brunner, ein Lebensbild aus Kirche und Schule 1756-1844*, von Rud. Reuss. Strassburg, Heitz u. Mündel, 1894, 1 vol. in-16.

2. J.-F. Aufschlager, *Souvenirs d'un vieux professeur strasbourgeois*, 1763-1833, publiés par Rod. Reuss. Strasbourg, Fischbach, 1893, 1 vol. in-16.

3. *Édouard Reuss*, 1804-1891, notice biographique par Théodore Gérol. Paris, Fischbacher, 1892, 1 vol. in-8°.

4. Faudel et Em. Schwörer, *Gustave-Adolphe Hirn*, 1815-1890, notice avec documents inédits. Colmar, Decker, 1892, 1 vol. in-8°.

5. *Un érudit alsacien, Xavier Mossmann, archiviste de la ville de Colmar, 1821-1893*, notice biographique par Rod. Reuss. Dornach, impr. Dollfus-Mieg, 1894, 1 vol. in-4°.

6. H. Ehrißmann, *Julius Rathgeber, Lebensbild eines elsässischen Geistlichen und Gelehrten*. Strassburg, Heitz u. Mündel, 1894, 1 vol. in-8°.

7. *Un Alsacien. Vie et mœurs de Charles Grad*, par l'abbé H. Cetty. Colmar, Lorber, 1892, 1 vol. in-12.

8. *Emma Warnod*, notice biographique par M^{me} E. Röhrich. Paris, Fischbacher, 1893, 1 vol. in-16.

9. Ad. Schaeffer, *Tempi passati. Lausanne*, Payot, 1894, 1 vol. in-18.

reil critique très complet¹. Pour l'histoire du moyen âge, nous pourrions signaler l'ardente polémique qui s'est engagée entre le P. Brucker et certains de ses confrères ecclésiastiques au sujet du lieu de naissance du pape saint Léon IX². Mais le litige entre Eguisheim et Dabo, l'Alsace et la Lorraine, nous semble impossible à trancher avec les seuls éléments de discussion que nous possédons aujourd'hui, et, d'ailleurs, des considérations absolument extra-scientifiques sont venues se mêler à cette polémique, qui cesse par là même de rentrer dans notre domaine. Nous devons au P. INGOLD toute une série de plaquettes se rattachant plus ou moins au sujet principal qui occupe actuellement tous ses loisirs, la constitution de cette *Alsatia sacra*, déjà projetée par Schœpflin, et qui est réclamée depuis si longtemps par tous les érudits et les travailleurs d'Alsace. Il a étudié successivement les prieurés clunisiens en Alsace, les Chartreuses de Molsheim et de Strasbourg³; il a édité les lettres de deux abbesses d'Alspach au XVII^e siècle⁴; mais, ce qu'il nous a donné de plus intéressant (et ce qu'il devrait bien se charger de publier intégralement), ce sont les fragments du *Journal* ou, plus exactement, des *Éphémérides de Murbach*, compilées dans la première moitié du XVIII^e siècle par dom Bernard de Ferrette, l'un des chanoines de l'abbaye princière de la Haute-Alsace⁵. Ces fragments, qui s'étendent de 1674 à 1746, sont une des lectures les plus curieuses qui se puissent imaginer et des plus instructives pour mieux pénétrer dans la vie quotidienne, religieuse et profane d'une congrégation d'Alsace à cette époque. Bien intéressantes aussi, dans certains de leurs chapitres au moins, sont les *Litterae annuae* des Pères Jésuites de Schlestadt et de Rouffach et l'histoire de leurs collèges dans ces localités, rédigées par eux-mêmes, de 1615 à 1765. M. l'abbé GÉNY, en publiant les deux volumes de ce recueil, a fourni bien des traits curieux à celui qui voudrait peindre en détail la physionomie morale et religieuse de l'Alsace au XVII^e et au XVIII^e siècle⁶. M. l'abbé BUCHOR a publié une histoire assez détaillée

1. Ch. Pfüster, *la Vie de sainte Odile*. Bruxelles, impr. Polleunis, 1894, broch. in-8°.

2. *Le Château d'Eguisheim, berceau du pape saint Léon IX*, par le R. P. Pierre Brucker. Strasbourg, Le Roux, 1893, broch. in-8°.

3. A.-M. Ingold, *les Prieurés clunisiens des diocèses de Bâle et de Strasbourg*. Paris, Picard, 1893. — *Nouvelle contribution à l'histoire des prieurés clunisiens en Alsace*. Paris, Picard, 1893. — Id., *les Chartreux en Alsace. Prieurs de Strasbourg et de Molsheim*. Paris, Picard, 1894, broch. in-8°.

4. A.-M. Ingold, *Lettres inédites de deux abbesses d'Alspach*. Sainte-Marie-aux-Mines, impr. des Orphelins, 1894, broch. in-16.

5. A.-M. Ingold, *Bernard de Ferrette, Diarium de Murbach, 1671-1746*. Paris, Picard, 1894, broch. in-8°.

6. *Die Jahrbücher der Jesuiten zu Schlettstadt und Ruffach, 1615-1765*,

du célèbre pèlerinage de Notre-Dame des Trois-Épis dans la Haute-Alsace, intéressante surtout pour la période qui suit les traités de Westphalie¹. M. l'abbé FISCHER a résumé d'une façon plus populaire l'histoire du pèlerinage de Notre-Dame de Dusenbach, près de Ribeauvillé². C'est également un ouvrage de vulgarisation, sans valeur scientifique, que l'opuscule du P. GRATIEN sur les Capucins d'Alsace dans le présent et dans le passé³. Par contre, le *Journal du voyage à Paris*, fait en 1719 par le P. LAGUILLE, le savant Jésuite qui rédigea la première histoire moderne d'Alsace, est un document curieux et qui justifie pleinement la haute opinion qu'amis et adversaires de l'Ordre eurent de tout temps de l'habileté diplomatique de la Société de Jésus⁴. La *Chronique du couvent de Schenzenbach*, dans la Haute-Alsace, a été rédigée ou plutôt retravaillée au commencement du XVIII^e siècle par le P. Bernardin DIETLER, mais, l'éditeur n'ayant pas encore ajouté au texte, seul paru jusqu'ici, l'introduction et les notes nécessaires, il est difficile de juger de la valeur historique de l'œuvre, qui n'atteint pas jusqu'à la période de la Réforme, et ne peut guère avoir d'intérêt que pour l'histoire ecclésiastique des contrées environnantes⁵. Un mémoire anonyme, extrait de la *Revue catholique*, renseignera les jurisconsultes et surtout les autres savants qui ne le sont pas sur le droit de collation laïque et de patronage dans la Haute-Alsace, question fréquemment posée et discutée sous l'ancien régime depuis la prise de possession de la province par la France, puisque nombre de seigneurs protestants avaient à nommer des curés et des desservants catholiques, en vertu de leurs droits territoriaux. C'est un travail instructif et fait aux sources, avec de nombreux détails historiques tirés des archives⁶.

Pour l'histoire des Églises dissidentes, la chronologie nous amène à mentionner d'abord l'opuscule de M. STRICKER sur Jean Calvin

herausgegeben von Joseph Gény. Strassburg, Le Roux, 1895-1896, 2 vol. in-8°.

1. *Notre-Dame des Trois-Épis, dans la Haute-Alsace*, par l'abbé J. Buchot, Rixheim, Sutter, 1891, 1 vol. in-8°.

2. L. Fischer, *Geschichte des Wallfahrtsorts Dusenbach*. Strassburg, Druck des Elsässers, 1895, 1 broch. in-18.

3. P. Gratien von Linden, *Die Kapuziner im Elsass einst und jetzt*. Freiburg, Herder, 1890, 1 vol. in-16.

4. *Journal du voyage et du séjour que le P. Louis Laguille a fait à Paris pour l'affaire de Seltz, 1719-1721*, par Rod. Reuss. Belfort, extrait de la *Revue d'Alsace*, 1896, broch. in-8°.

5. Bernardin Dietler, *Chronik des Klosters Schenzenbach*. Gelzwoiler, Boltze, 1895, in-8°. L'éditeur de ce texte est, dit-on, M. Jean de Schlumberger, mais il n'est pas nommé sur le titre, et la préface, l'introduction, les notes manquent encore.

6. *Le droit de collation laïque et de patronage dans la Haute-Alsace sous l'ancien régime*. Rixheim, Sutter, 1895, broch. in-8°.

comme premier ministre de l'Église réformée française de Strasbourg; c'est une lucide et très impartiale mise en œuvre de la correspondance du réformateur, réunie dans le *Corpus Reformatorum* de Brunswick, en y joignant les données des travaux antérieurs sur le même sujet¹. Dans son *Livre des paroisses du comté de Hanau-Lichtenberg*, compilé principalement aux archives de Darmstadt, M. L.-A. KIEFER a non seulement groupé des données importantes pour l'histoire ecclésiastique de la Basse-Alsace du XVI^e au XVIII^e siècle, mais il y a encore réuni une masse de données précieuses pour l'économiste, le statisticien, le peintre des mœurs; ce n'est pas un livre de lecture, il est vrai, mais un manuel de renseignements précieux en tous genres². M. LORTZ a écrit l'histoire des deux paroisses protestantes d'Oberseebach et de Schleithal, situées vers la frontière du Palatinat et presque continuellement harassées durant le XVI^e et le XVII^e siècle par des tentatives de conversions violentes, malgré l'intervention répétée des princes protestants voisins auprès de Louis XIV et de Louis XV; son récit, basé sur des documents officiels indiscutables, montre bien, une fois de plus, combien s'abusent ceux qui affirment qu'il n'y eut pas de persécutions religieuses en Alsace sous les Bourbons³. C'est au XVIII^e siècle aussi qu'appartiennent les extraits des procès-verbaux du Convent ecclésiastique empruntés aux papiers inédits de T.-G. RÖHRICH, le savant historien de la Réforme en Alsace; ils nous donnent, par leurs multiples détails, une idée passablement nette de l'état moral et social de l'Église luthérienne de Strasbourg à cette époque⁴.

Il nous reste à mentionner un certain nombre de travaux étrangers aux rubriques que nous venons d'énumérer tour à tour et qu'on pourrait presque tous grouper sous celle d'histoire des mœurs et de la civilisation. Ils ont tous un caractère historique assez prononcé, même lorsqu'ils appartiennent de droit à quelque autre domaine de la science, géographie, beaux-arts, sciences, etc., pour que nous soyons autorisé à en faire mention dans ces pages. Nous emprunterons à la géographie le *Dictionnaire historique et topographique de l'Alsace* de M. l'abbé CLAUSS, dont les trois premières livraisons

1. Ed. Stricker, *Johannes Calvin als erster Pfarrer der reformierten Gemeinde zu Strassburg*. Strassburg, Heitz, 1890, 1 vol. in-8°.

2. L.-A. Kiefer, *Pfarrbuch der Grafschaft Hanau-Lichtenberg, nach Urkunden*. Strassburg, Heitz u. Mündel, 1890, 1 vol. in-8°.

3. M. Lortz, *Geschichte der reformirten Gemeinde Oberseebach-Schleithal nach urkundlichen Quellen*. Strassburg, Heitz u. Mündel, 1894, 1 vol. in-8°.

4. *L'Église luthérienne de Strasbourg au XVIII^e siècle*, extraits des procès-verbaux du Convent ecclésiastique traduits et annotés par Rod. Reuss. Paris, Fischbacher, 1892, 1 vol. in-18.

ont paru, et qui, une fois terminé, deviendra forcément le guide indispensable des travailleurs alsaciens. Ce qui en a paru permet d'augurer favorablement de l'ensemble et dépasse de beaucoup les ouvrages vieillis analogues dont nous devions nous contenter jusqu'ici¹. Seulement, il faut que l'auteur s'efforce de redoubler d'impartialité scientifique, qu'il complète autant que possible la bibliographie de ses notices et qu'il corrige avec plus d'acharnement encore ses épreuves afin d'en écarter toute *coquille*. Alors, le travail opiniâtre et intelligent que révèlent les deux cents premières pages de son *Dictionnaire* lui vaudra les suffrages de tous ses compatriotes. C'est une topographie historique aussi que nous donne M. Eugène WALDNER, le successeur de M. Xavier Mossmann à Colmar, dans sa *Promenade dans Colmar*, ainsi qu'on peut l'attendre d'un archiviste et d'un savant². Enfin nous nommerons, au moins en passant, l'opuscule de M. Ignace HOEHE sur le Kochersberg et ses villages; l'auteur, un instituteur sans doute, y a joint à la partie purement descriptive de cette région pittoresque de la plaine alsacienne, située au nord-ouest de Strasbourg, des renseignements parfois intéressants, empruntés aux modestes archives ecclésiastiques ou civiles de ces localités et qui nous initient aux mœurs et à la façon de penser des paysans dans les siècles passés³.

C'est à l'archéologie proprement dite que nous emprunterons le très savant et très complet mémoire de M. BECHSTEIN sur le Donon et ses antiquités si souvent discutées et maintenant à peu près disparues⁴. M. B. n'y veut voir que des antiquités romaines, sans nier cependant que déjà les populations gauloises ont pu célébrer leurs cérémonies religieuses sur le sommet de la montagne. Une traduction française, due à M. BALDENSPERGER, a paru bientôt après⁵. C'est aussi dans le domaine de l'archéologie que rentre, à vrai dire, le mémoire de M. le chanoine DACHEUX sur l'église de Sainte-Foy à Schlestadt et surtout sur les tombes qu'on y a découvertes et de l'une desquelles est sortie, grâce à un procédé de moulage renouvelé de Pompéi, presque vivante d'expression, l'une des parentes des Hohenstaufen, protectrice et bienfaitrice de l'église. L'auteur examine dans le cours

1. *Historisch-topographisches Warterbuch des Elsass bearbeitet*, von Jos. Clauss. Zaberff, Tuchs, 1896, livraison I-III, in-8°.

2. Eug. Waldner, *Auf einem Rundgang durch Colmar*. Colmar, Jung, 1894, 1 vol. in-8° ill.

3. *Das Kochersberger Land*, von Ignaz Hoehe. Strassburg, Bauer, 1895, 1 vol. in-18 ill.

4. O. Bechstein, *Der Donon und seine Alterthümer*. Strassburg, Heitz u. Mündel, 1892, in-8° ill.

5. O. Bechstein, *les Antiquités du Donon*, traduit par F. Baldensperger. Saint-Dié, Humbert, 1893, broch. in-8° ill.

de son travail quelle peut être cette personnalité dont la figure vient de surgir ainsi de l'ombre d'un passé de sept siècles, sans arriver cependant à un résultat très précis¹, en l'absence de tradition précise et surtout d'une inscription quelconque. L'histoire de la civilisation ou plutôt celle de ses plus douloureux écarts réclame l'*Histoire des Israélites de Strasbourg* de M. GLASER; c'est un premier essai, assez imparfait encore, d'un débutant qui renferme cependant quelques indications nouvelles sur les persécutions dont ses coreligionnaires eurent à souffrir jusqu'à la Révolution². M. KLELÉ a dépouillé les nombreuses procédures de sorcellerie du XVI^e et du XVII^e siècle, conservées aux archives de Haguenau, et retrace en détail, d'après elles, les agissements des juges et les aveux des victimes, toujours arrachés par les mêmes moyens et relatant les mêmes absurdes et répugnantes platitudes³. M. J. DENNLER a, lui aussi, reproduit le dossier d'une malheureuse paysanne de Geispolshei, datant de l'année 1616, dossier déjà analysé d'ailleurs et partiellement traduit par M. LOUIS SPACH, il y a plus de trente ans, dans l'appendice de ses *Lettres sur les archives du Bas-Rhin*⁴. Ne terminons pas sur des impressions aussi douloureuses. M. Ferdinand REIBER, en nous communiquant la règle et les menus délicats d'un couvent de nonnes strasbourgeoises au temps de la Réforme, d'après un manuscrit des archives municipales, nous fait connaître aussi les trop nombreux écarts de la règle que se permettaient les religieuses et les scandales qui en résultaient souvent, d'après les procès-verbaux des commissaires enquêteurs, délégués par le magistrat. L'histoire des mœurs et celle de la gastronomie feront leur profit de ces révélations authentiques mais indiscrètes⁵. N'oublions pas enfin les *Esquisses* de M. KAHL, qui nous conduisent dans les forêts domaniales et communales de Riquewihr et de Ribeauvillé et nous offrent une contribution vraiment utile à l'histoire de la chasse et à celle de l'administration forestière en Alsace depuis la fin du moyen âge⁶.

1. *Sainte-Foy de Schlestadt, son Saint Sépulcre et ses tombes*, par L. Dacheux. Strasbourg, impr. strasbourgeoise, 1893, broch. gr. in-8° ill.

2. A. Glaser, *Geschichte der Iuden in Strassburg*. Strassburg, Noiriel, 1894, 1 vol. in-8°.

3. R. Klélé, *Hexenwahn und Hexenprozesse in der ehemaligen Reichstadt und Landvogtei Hagenau*. Hagenau, Ruckstuhl, 1893, 1 vol. in-8°.

4. J. Dennler, *Ein Hexenprozess im Elsass vom Jahr 1616*. Zabern, Fuchs, 1896, broch. in-18.

5. F. Reiber, *Küchenzettel und Regeln eines Strassburger Frauen-Klosters des XVI. Jahrhunderts*. Strassburg, Heitz u. Mündel, 1891, 1 vol. petit in-4°.

6. *Forstgeschichtliche Skizzen aus den Staats- und Gemeindewaldungen von Rappoltsweiler und Reichenweyer von Ausgang des Mittelalters*. Strassburg, Heitz u. Mündel, 1894, 1 vol. in-18.

J'aurais voulu pouvoir annoncer la continuation de la *Bibliographie alsacienne* de M. MARCKWALD, dont je saluais l'utile apparition à la fin de mon dernier *Bulletin*. Mais elle est morte depuis longtemps, n'ayant paru qu'une seule fois, et comme les *Strassburger Studien* ne paraissent plus, comme le *Jahrbuch* du Club Vosgien n'a plus, comme pendant quelques années, ses bibliographies alsaciennes, on en est réduit désormais à ses propres recherches quand on n'est pas assez riche pour s'acheter chaque année le *Jahrbuch für Geschichtswissenschaft* de Berlin, qui coûte près de quarante francs le volume. On y trouve régulièrement, il est vrai, une énumération très complète des travaux alsaciens de l'année précédente; mais les ouvrages importants n'y occupent forcément guère plus de place que les plus insignifiants articles de revue, puisque les rédacteurs du *Jahrbuch* sont tenus, par définition, de signaler absolument tout ce qui se publie au public, plus embrouillé peut-être que secoué dans ses recherches par un pareil déluge de titres, insuffisamment expliqués; l'espace leur manque pour une appréciation tant soit peu motivée, et l'un des principaux buts d'un travail de ce genre, l'orientation par un homme compétent, n'est plus suffisamment atteint. C'est pourquoi les *Bibliographies*, comme celle de M. MARCKWALD, ont leur sérieuse raison d'être¹. Elles donnaient toute la littérature, pour autant qu'un seul homme, quelque savant et zélé qu'il soit, peut espérer réunir encore tout ce qui s'imprime sur une même matière; les bulletins bibliographiques des revues spéciales sont alors bien plus libres de ne s'arrêter qu'aux publications que recommande leur valeur propre, ou que le nom de l'auteur, le patronage de tel éditeur, la nature du sujet traité, les circonstances présentes peuvent pousser à consulter ou à parcourir; pour le reste, on sait toujours où les trouver, et ils n'encombrent pas inutilement une place qu'il n'est pas difficile de mieux utiliser.

Rod. REUSS.

1. Puisque nous parlons bibliographie, nous voulons rendre nos lecteurs attentifs au catalogue des estampes de la collection Ferdinand Reiber, qui vient d'être dispersée au feu des enchères. M. Reiber se proposait d'écrire une *Iconographie alsacienne*, qui aurait été bien précieuse aussi pour les historiens de l'Alsace. La mort l'a empêché de poursuivre ce travail de longue haleine, mais le répertoire de sa propre collection, très bien rédigé par M. Paul Reiber et M. Aimé Reinhard, tiendra lieu, dans une certaine mesure, de l'ouvrage projeté. Ce gros volume, avec ses 7,000 numéros de vues, de portraits, de scènes historiques, etc., restera longtemps un guide utile pour l'érudit ou le simple amateur désireux d'illustrer un sujet d'histoire alsacienne. Il a paru à Strasbourg, à la librairie Nöriiel, en mai 1896, avec une courte biographie du défunt.

COMPTES-RENDUS CRITIQUES.

Leges Graecorum sacrae e titulis collectae, ediderunt et expla-
naverunt Joannes DE PROT et Ludovicus ZIEHEN. Fasciculus I,
Fasti sacri. Leipzig, Teubner, 1896. In-8°, 66 pages.

MM. Jean de Prot et Louis Ziehen, élèves de Buecheler, entreprennent la publication des textes épigraphiques, relatifs aux lois sacrées des Grecs. M. de Prot s'est chargé des fastes, M. Ziehen des règlements sacerdotaux et rituels. Le premier fascicule du livre, consacré aux fastes, fait bien augurer de l'œuvre entière. Si on songe à la multiplicité, à la dispersion et surtout au mauvais état de cette catégorie de documents, à l'énorme somme de connaissances littéraires qu'en exigent le commentaire et l'explication, MM. de Prot et Ziehen auront droit à toute la reconnaissance des archéologues et des épigraphistes.

M. de Prot a classé par régions les vingt-sept inscriptions qu'il étudie, il a pu faire revoir sur les marbres le texte des n°s 1 et 3, il revise soigneusement toutes les restitutions, apporte beaucoup d'éclaircissements nouveaux à ces documents généralement mutiles et fragmentaires. Il est difficile d'analyser un travail de ce genre. Signalons cependant quelques points intéressants : le n° 1 (*Corp. inscr. att.*, I, 4) est sûrement un fragment des fastes publics d'Athènes, placés sur l'Acropole après les guerres médiques; le n° 2 (*Ibid.*, IV, 3) fournit des conclusions nouvelles sur la date de deux fêtes athénienes, les Calynteria et les Plynteria, sur le culte des héros; c'est sans doute un fragment de fastes d'un groupe (tribu, phratrie ou famille); la liste de sacrifices que renferme le n° 3 (*Ibid.*, III, 77) appartient probablement à des *sacra privata*, à une corporation; le fragment n° 22, de Callatis, paraît être le calendrier ou la loi sacrée d'un temple; le n° 26 a une grande importance pour l'histoire de la religion attique primitive; c'est un fragment des fastes de la tétropole attique qui comprenait Marathon, Tricorynthos, Oenoëa et Probalinthos; le n° 27, de Pergame, est sans doute une nouvelle rédaction incomplète d'un ancien règlement de collège religieux; l'auteur complète le commentaire de Fraenkel en utilisant surtout le règlement récemment découvert du thiase des *Jobacchi* à Athènes.

Les auteurs disent, dans leur préface, qu'ils préparent un fondement solide à l'étude des antiquités sacrées de la Grèce. Ils n'exagèrent pas l'importance de leur œuvre.

Ch. LÉGRIVAIN.

MAHAFFY. *The empire of the Ptolemies*. Londres, Macmillan, 1895.
In-8°, 533 pages.

M. Mahaffy a jugé que le moment était venu de faire l'histoire, non seulement de l'Égypte ptolémaïque, mais encore des contrées qui y furent rattachées pendant cette période. Ce n'est pas une œuvre d'érudition qu'il a prétendu écrire. Il s'est contenté de résumer ici un cours professé à l'Université de Dublin, et c'est en somme un livre de vulgarisation qu'il a publié. Cela ne veut pas dire qu'il ait simplement condensé sous une forme claire et précise les travaux de ses devanciers. Il est visible que l'auteur a étudié les sources par lui-même, aussi bien les documents originaux dus aux découvertes les plus récentes que les textes des auteurs anciens. Il en tire même parfois des conclusions qui lui sont propres et il ajoute sur plusieurs points aux connaissances que nous possédions déjà.

Je lui reprocherai toutefois d'avoir glissé un peu trop vite sur les questions étudiées avant lui par M. Lumbroso. Je sais que les *Recherches* de ce dernier conservent une bonne partie de leur valeur; mais ce n'était pas une raison pour s'interdire à peu près toute incursion sur son domaine, alors surtout que M. M. se proposait de tracer un tableau d'ensemble. Il a eu tort aussi de négliger presque entièrement le mouvement littéraire, scientifique et artistique auquel donna lieu le *Musée d'Alexandrie*. Tout cela méritait d'attirer l'attention de l'auteur, plus encore que le menu détail des faits de guerre et des intrigues diplomatiques.

Paul GUIRAUD.

Revenue laws of Ptolemy Philadelphus, edited from a greek papyrus in the Bodleian library, with a translation, commentary and appendices by B. P. GRENFELL, and an introduction by the Rev. J. P. MAHAFFY (with thirteen plates). Oxford, Clarendon press, 1896. In-4°, iv-253 pages.

Encore une surprise que nous réservait les papyrus du Fayoum! Cette fois, c'est un recueil de règlements fiscaux, qui jette un jour inattendu sur l'histoire financière des Lagides.

Dans l'hiver de 1893-94, ce *conquistador* des papyrus, M. Flinders Petrie, trouvait un rouleau de quarante-quatre pieds avec soixante-douze colonnes. L'hiver suivant, M. Grenfell complétait cette découverte par l'acquisition d'un second rouleau de quinze pieds avec trente-cinq colonnes. Ce n'était pas une mince affaire que d'éditer le plus long des papyrus connus, de commenter un document dont le début et la fin sont aussi mutilés. M. G. s'est acquitté de cette tâche avec autant de conscience que de succès. Il a déchiffré les écritures d'au

moins douze scribes et la révision du diocète Apollonios : sa science de paléographe peut se juger d'après les treize planches qui accompagnent l'ouvrage et donnent des spécimens variés du manuscrit. Le texte est publié comme il convient à une édition princeps, sans aucune retouche : fautes, abréviations et symboles sont fidèlement transcrits; ni esprits ni accents ni ponctuation, comme dans l'original. Les corrections et explications sont réservées pour le commentaire qui suit¹. Ce commentaire est remarquable par une netteté qui n'exclut pas la richesse des informations. M. G. n'y donne pas seulement ses conclusions à lui, mais encore les hypothèses émises par plusieurs savants qu'il a consultés, entre autres MM. Mahaffy, Lumbroso et Wilcken. M. Mahaffy a même résumé, sous forme d'introduction, les faits essentiels que les pièces mises au jour ajoutent à nos connaissances sur le régime ptolémaïque.

Le papyrus porte lui-même sa date (col. 24) : il est de la vingt-septième année de Ptolémée Philadelphe, de 259/8 av. J.-C. La première colonne commence par une formule d'où semble résulter une date différente : au nom du roi n'est plus adjoint celui du prince héritier. Mais M. Mahaffy donne l'explication de cette divergence : Ptolémée Evergète était à ce moment près de Bérénice, reine de Cyrénaïque, qu'il venait d'épouser.

La première partie (col. 1-22) contient, mais avec de graves lacunes, des dispositions générales sur l'adjudication des taxes aux fermiers, les cahiers des charges, la transmission de la comptabilité, les bilans mensuels et en clôture d'exercice, les affaires de contentieux financier. Le règlement détermine avec soin les devoirs des fonctionnaires locaux : interdiction de soumissionner directement ou par interposition d'esclaves ; emprisonnement préventif et fortes amendes pour toute complaisance illicite à l'égard des fermiers et des contribuables. On retrouve là les précautions habituelles au fisc des pays centralisés.

A ces prescriptions font suite deux séries de règlements relatifs à des impôts qui devaient occuper une place capitale dans le système financier de l'Égypte : l'impôt des vignobles et vergers (col. 23-37) et l'impôt des huiles (col. 38-72). On connaissait déjà par les papyrus quelques-unes des taxes qui remplissaient le trésor des Ptolémées, la dîme du blé, le droit de pâture, la gabelle, et cette contribution volontaire qui tient à la fois de l'*aurum coronarium* et des *dons gratuits*. On sait désormais d'où venait aux souverains d'Alexandrie la plus belle partie de ces immenses richesses que célébrait avec enthousiasme un Théocrite, de ce revenu annuel que saint Jérôme évaluait à 14,800 talents d'argent et 1,500,000 artabes de froment. L'agriculture était la grande

1. C'est dans ce commentaire qu'est éparpillée la traduction. Il valait mieux la présenter d'un seul tenant, en regard de ce texte non ponctué. Le modèle du genre, c'est le *Recueil des inscriptions juridiques grecques*.

ressource dans la vallée du Nil : c'était à elle surtout de subvenir aux besoins de l'État.

L'impôt des vignobles se payait en nature; celui des vergers, en numéraire. La nécessité d'entreposer et de revendre de grandes quantités de vin fit adopter pour la perception le système de l'affermage. Les vignerons étaient soumis à l'exercice. Quand on voit avec quel art minutieux était organisé le contrôle, on peut deviner quelle impopularité devait s'attacher aux employés des traitants. Si leur visite se faisait attendre et que la récolte menaçait de se gâter, les vignerons avaient par exception le droit de vendanger, sauf à transiger pour le paiement de la taxe : il est à supposer que ce cas de force majeure était invoqué bien souvent. La dime (*απομοιρία*) était due à raison de 1/6. Mais les *χληροί* possédés par des soldats à titre héréditaire étaient taxés à 1/10, et la « terre sacrée » jouissait d'une immunité complète.

L'impôt de l'huile était perçu par le moyen d'un monopole. Ce monopole a été organisé par les Ptolémées; car le règlement en est encore à indiquer des mesures concernant les mortiers et pressoirs des particuliers (col. 49, 5). Tout est prévu, la production et l'achat de la matière première, la fabrication et la vente. L'économie et les nomarques doivent veiller aux semaines. L'État détermine la superficie àensemencer et la quantité des semences; en cas de besoin, il fait des avances aux cultivateurs. Il lui faut plusieurs espèces de graines oléagineuses, surtout le sésame et le kiki; l'olivier, peut-être déjà importé en Égypte, n'y est pas répandu (voir Strabon, p. 809). Les agents du roi font des tournées dans les villages pour l'achat de la récolte. Les producteurs sont payés au taux du tarif annuel, sauf retenue proportionnelle pour la taxe exigible. Dans les pressoirs du roi, les ouvriers ont un salaire de deux drachmes par mètre. Pour la vente, l'État ne s'adresse pas directement aux consommateurs : il a recours à des intermédiaires établis dans chaque village et qui reçoivent la marchandise à prix fixe. L'huile étrangère est frappée d'un droit presque prohibitif. Ce système ressemble beaucoup à notre régie des tabacs. Ce qui en fait l'originalité, c'est le moyen par lequel l'État se mettait à l'abri de tout mécompte. Le bénéfice net du monopole était supérieur à 50 %; mais on voulait pouvoir compter sur un revenu constant. Voilà pourquoi la mise en régie avait pour complément un affermage. Les fermiers, appelés à soumissionner tous les deux ans, prenaient à leur charge les risques de mauvaise récolte, moyennant une prime par mètre fabriqué : ils formaient un syndicat de garantie.

Le second rouleau du papyrus est en très mauvais état. Tel quel, il présente un grand intérêt. Il y est question (col. 73-78) de banques publiques qui fonctionnaient dans les villes et les villages. Ainsi est confirmée une conjecture de M. Wilcken. Fait particulièrement curieux, ces banques étaient affermées.

Une analyse donne une idée bien incomplète d'un document aussi plein de choses. On y trouve de précieuses indications de prix. On y

trouve (col. 31 et 60) deux nouvelles listes de noms qui diffèrent de toutes celles qu'on connaît et ne s'accordent même pas entre elles : donnée importante pour l'histoire de l'administration égyptienne. L'épigraphie a de quoi combler bien des lacunes, dissiper bien des obscurités; déjà M. Mahaffy a pu rééditer une inscription de Telmessos. M. G. lui-même étudie dans des appendices le papyrus 62 du Louvre et des papyrus inédits de la collection Petrie. Il consacre un long mémoire à la question monétaire sous les Lagides et ruine les hypothèses échafaudées par M. Revillout. Pour étudier la condition des terres sous les Ptolémées, on a maintenant des textes précis et une classification des tenures. Enfin, l'immunité de la « terre sacrée » met en pleine lumière la politique des Lagides à l'égard du sacerdoce.

Quelle a été cette politique? D'abord, la dîme était prélevée par l'Église; par cela même, les biens d'Église en étaient exempts. En ce temps-là, la dynastie nouvelle, ayant besoin des prêtres, leur rendait des services. Quand elle se sentit consolidée, elle renonça vite à une alliance onéreuse. Dans la vingt-troisième année de son règne (263/2), Philadelphe fit main basse sur la dîme. Elle devait appartenir aux dieux; la reine Arsinoé fut divinisée, et tout fut dit. Les dieux dont parle l'inscription de Rosette ne sont autres que les Ptolémées. Par un procédé inverse, on obtenait le même résultat que par la sécularisation moderne. Cette politique n'est nullement en contradiction avec les largesses consignées sur les stèles de Pithom et de Mendes; à ceux qu'on dépouillait d'une rente perpétuelle on faisait quelques cadeaux, en guise de compensation. Peut-être même qu'on leur constitua une dotation régulière : telle semble l'origine des tenures *en ovratæ* (col. 43, 12; 47, 1; 48, 13). Les Lagides firent donc comme les révolutionnaires français, qui, après avoir déclaré les biens du clergé biens nationaux, lui promirent des traitements équitables. Pas plus que le clergé de France, celui d'Égypte n'accepta le nouvel ordre de choses. Il dut considérer comme une mesure vexatoire l'ordre de présenter régulièrement les inventaires des propriétés sacrées (col. 37, 15-17). C'est probablement dans le mécontentement des prêtres, désormais expliqué, qu'il faut chercher la cause des nombreuses insurrections qui troubleront les règnes des derniers Ptolémées.

On voit quelle mine de renseignements M. G. a ouverte et ce qu'il a déjà su en extraire. On se demande de quoi il faut le féliciter davantage.

Gustave GLOTZ.

STAMPINI. *Il suicidio di Lucrezio*. Messine, Amico, 1896. In-4°, 36 pages. (Extrait de la *Rivista di storia antica e Scienze affini*, de Messine.)

Dans cette dissertation académique, d'une lecture très agréable, l'auteur

teur étudie, après beaucoup d'autres, la question du suicide du poète Lucrèce. S'il n'apporte pas d'arguments nouveaux, ce qui eût été difficile, il démontre cependant qu'il n'y a pas de raison sérieuse pour rejeter cette tradition, qui remonte à Suétone. Le caractère et l'état d'esprit que révèle le poème de Lucrèce ont pu naturellement l'amener au suicide. A-t-il en outre subi les effets d'un philtre d'amour, comme le dit le texte de saint Jérôme ? M. S. se livre ici à des hypothèses que nous pouvons nous dispenser d'analyser.

Ch. LÉCRIVAIN.

Ettore CALLIGARI. **La legislazione sociale di Cajo Gracco.** Padoue, Prosperini, 1896. In-8°, 146 pages.

— **Nota cronologica : quando abbia cominciato a regnare Alessandro Severo.** Padoue, Prosperini, 1896. In-8°, 28 pages.

S'il y a un sujet rebattu et, dans l'état actuel de nos connaissances, difficile à renouveler, c'est assurément l'histoire des Gracques ; il ne faut donc pas trop en vouloir à M. C. de ne pas nous avoir apporté d'idées neuves. Il s'est contenté d'exposer clairement et d'apprécier, en général avec justesse, la législation de Caius Gracchus. Les trois premiers chapitres, simples résumés, sont consacrés aux conditions politiques de Rome avant les Gracques, à Tiberius Gracchus et à Scipion Émilien. Pour ce dernier personnage, l'auteur a oublié dans sa bibliographie la thèse latine de Person. Le quatrième chapitre comprend une étude générale sur Caius Gracchus et l'énumération de ses lois : dans quel ordre se sont-elles succédé ? Comment faut-il les répartir entre ses deux années de tribunat ? L'auteur croit pouvoir répondre à ces questions au moyen de considérations logiques. Cette méthode est dangereuse ; avouons plutôt notre ignorance. Au chapitre suivant, M. C. s'en tient à l'opinion traditionnelle sur la légalité de la réélection de C. Gracchus au tribunat ; mais c'est par une pure hypothèse qu'il place pendant son premier tribunat la proposition signalée en termes obscurs par Appien (*Bell. Civil.*, I, 21) et à laquelle il donne le sens, d'ailleurs vraisemblable, proposé par Klimke, à savoir que le peuple pourrait choisir d'anciens tribuns pour compléter la liste des candidats au tribunat. Dans les autres chapitres (vi-xiii) sont étudiées successivement les différentes lois de C. Gracchus. L'auteur paraît présenter comme sienne l'hypothèse que la loi agraire de Tiberius Gracchus subsistait toujours et que Scipion Émilien avait fait simplement enlever la juridiction aux triumvirs : cette opinion est ancienne et généralement acceptée. La loi frumentaire devait-elle être provisoire dans la pensée du réformateur ? On voudrait le croire, avec l'auteur, mais il est plus vraisemblable que C. Gracchus voulait établir définitivement l'usage

des distributions de blé au peuple. Pour les colonies, nous admettons avec M. C. que C. Gracchus n'a jamais songé à assigner le territoire de la Campanie. Pour la loi judiciaire, c'est concilier assez adroitemment les contradictions et les divergences de Tite-Live, de Plutarque et d'Appien que d'établir trois tentatives successives de C. Gracchus, dont la dernière aurait abouti à donner les jurys criminels à l'ordre équestre. C'est à cette dernière loi que M. C. rapporte avec raison le fragment de Diodore (35, 27; sur le vote des tribus), tandis que Mommsen le rapporte à la présentation de la loi contre Popilius Lena. En somme, le livre de M. C. est un bon et agréable travail de vulgarisation.

La note chronologique de M. Calligari a pour but de déterminer la date de l'avènement d'Alexandre Sévère. L'auteur fixe d'une manière assez probable la durée des règnes d'Elagabal, d'Alexandre Sévère et de Maximin, et, s'appuyant sur le texte de Dion Cassius, que confirment ceux de Zonaras, d'Eutrope et d'Aurelius Victor, il place avec vraisemblance au 11 mars 222 la mort d'Elagabal et l'arrivée au trône de son successeur Alexandre Sévère.

Ch. LÉCRIVAIN.

Paul MEYER. Der röemische Konkubinat nach den Rechtsquellen und den Inschriften. Leipzig, Teubner, 1895. In-8°, VII-496 pages.

Le livre de M. M. sur le *Concubinat romain* est le plus important qui ait encore été publié sur cette question et le seul qui ait commenté et éclairé les textes juridiques par une étude complète des inscriptions. Par quelle évolution a passé le concubinat depuis le dernier siècle de la république romaine jusqu'à Justinien; quelles transformations lui ont fait subir successivement la législation d'Auguste, les préoccupations politiques et sociales des empereurs, plus tard les idées chrétiennes, voilà ce que M. M. a montré avec une remarquable netteté et une impeccable érudition.

Après une bibliographie très soignée du sujet, l'introduction (§ 1-4) est consacrée à l'étude du mariage, du *paelicatus* et du concubinat à l'époque républicaine. En dehors du mariage légal, toutes les unions portent le nom commun de *paelicatus*; au début, la *paelex* romaine diffère profondément de la *παλλαχή* grecque primitive; c'est une femme libre qui vit avec un célibataire dans une union monogamique qui la laisse en dehors du droit civil et sacré; les *meretrices* de Plaute n'appartiennent pas à la société romaine; c'est seulement aux deux derniers siècles de la République que la corruption des mœurs multiplie les relations entre des concubines et des citoyens déjà mariés; d'autre part, les mariages entre citoyens ingénus et affranchies finissent par se faire accepter de l'opinion publique. Toutes les idées de cette introduction sont justes. On aurait pu cependant exposer plus longuement la

condition de la concubine (pallaque) grecque. Le mot *paelex* vient-il, comme l'admet l'auteur, d'un mot hébreuque (pilegesch) ? C'est encore à prouver.

La première partie (§ 5-36) est consacrée au concubinat sous l'empire païen et comprend deux divisions naturelles : le concubinat civil (§ 5-22) et le concubinat des soldats (§ 23-36). Après une exposition rapide de la réforme morale d'Auguste, M. M. montre clairement que ses règlements sur le concubinat font partie intégrante de sa législation relative au mariage. Rétrécissant le cercle du mariage légal, l'interdisant par exemple entre les sénateurs et les affranchies, entre les citoyens ingénus et plusieurs catégories de femmes de mauvaise vie, enlevant à tous les soldats de sa nouvelle armée permanente, citoyens romains, le droit de se marier pendant la durée de leur service, il devait dédommager ces différentes classes d'individus en reconnaissant au concubinat une sorte d'existence légale, en l'autorisant même avec des femmes libres et de mœurs honnêtes, sous la réserve d'une déclaration. Le concubinat, toujours monogamique, est maintenant nettement séparé des autres relations illégitimes, qui sont tantôt punissables (*stuprum*, adultère, inceste), tantôt méprisables (avec la *paelex*, la *meretriz*) ; mais il ne produit pas plus que sous la République d'effets légaux ; les enfants de concubins sont comme les autres enfants nés hors mariage, *vulgo concepti* ou *quaeſiti*, *naturales*, *spurii* ; l'auteur étudie dans les inscriptions ces différentes dénominations, ainsi que celle de *fliaster* ou *fliastra* ; c'est un des meilleurs chapitres de son travail (§ 12) ; il prouve que tous ces termes sont employés indistinctement pour les enfants issus de toutes les unions illégitimes ; le terme officiel est *spurius filius* ; mais très souvent ces enfants sont désignés par le mot *filius* ou *filia*, et leurs parents s'appellent comme des parents légitimes, *parentes*, *coniux*, *maritus* ; ils ont tous d'ailleurs le droit de cité, la tribu, entrent dans les légions, dans les fonctions municipales. Les §§ 14 et 15 sont consacrés à l'exposition purement juridique des rapports de droit privé qui unissent les enfants de concubins à leur père et à leur mère ; l'auteur rectifie, chemin faisant, quelques opinions erronées ; Domitien n'a pas interdit le concubinat, comme l'a dit à tort Friedländer ; il a seulement renouvelé la pénalité contre le *stuprum* et l'adultère ; le préteur ne peut donner aux enfants de concubins ni la *bonorum possessio unde cognati* ni la *bonorum possessio unde liberi*, et ils ne procurent à leur père ni le *jus liberorum*, ni le *jus capiendi ex testamento*, ni le droit de revendiquer les *caduca*. Les §§ 16-20 traitent de la condition civile et sociale de la concubine. Ce sont les plus nourris du livre, les plus riches en renseignements nouveaux. Le concubinat sort, dès le 1^{er} siècle, des limites du droit romain et devient une institution du *jus gentium* ; on trouve des unions de ce genre entre citoyens et pérégrines, entre pérégrins et citoyennes, entre pérégrins et pérégrines ; d'autre part, les inscriptions prouvent que la loi d'Auguste, qui inter-

disait les mariages entre les filles de sénateurs et les affranchis, avait été promptement violée ; Septime-Sévère l'ayant fait de nouveau respecter, ces mariages furent remplacés par des concubinats, et c'est ainsi que s'explique le fameux règlement du pape Calixte. Les inscriptions nous montrent toutes les variétés imaginables du concubinat, du patron avec son affranchie, d'un ingénue citoyen ou pèlerin avec une ingénue ou avec l'affranchie d'un autre patron ou avec son esclave, d'une ingénue avec l'affranchi d'un autre patron ; les concubines portent des noms très variés, *coniux*, *contubernalis*, *amica*, *hospita*, en grec νύμφη, παλλαχνή ; le concubinat du patron et de son affranchie a des caractères spéciaux qui découlent de l'*obsequium* ; l'affranchie conserve en ce cas l'honorabilité de la matrone, mais, en revanche, elle ne peut quitter son patron malgré lui. M. M. montre au § 22 quelle a été l'importance sociale du concubinat ; on le trouve partout, dans toutes les classes, et ici les inscriptions sont encore plus probantes que les textes juridiques ; c'est une union reconnue par les mœurs et dont personne ne rougit ; elle se transforme souvent en mariage légitime ; elle est souvent employée après le veuvage.

Il n'y a pas moins de résultats nouveaux et intéressants dans les §§ 23-36, qui traitent du concubinat des soldats. M. M. prouve irréfutablement, avec Wilmanns contre Mommsen, que la réforme de Septime-Sévère a consisté à autoriser non pas le concubinat des soldats, mais la vie commune avec les concubines en dehors des camps. Les *focariae* des soldats ne sont pas des concubines, comme l'a cru Mommsen, mais, selon la définition de Pillette, que M. M. accepte, des espèces de servantes courtisanes. Sur la question du droit de mariage des soldats citoyens, les inscriptions confirment les témoignages décisifs qu'ont fournis les papyri du musée de Berlin (n° 114 et 146) : les soldats citoyens ne peuvent contracter de mariage légal pendant la durée de leur service ; les effets légaux d'un mariage contracté avant l'entrée au service sont suspendus jusqu'à l'époque de la retraite ; les enfants nés pendant cette période sont illégitimes ; il n'y a d'exception qu'à partir de Septime Sévère pour les soldats de la légion campée près de Rome (II *Parthica*) et des cohortes urbaines ; mais les sous-officiers citoyens (*centuriones*, *decuriones*, *evocati*, *principales*) ont, au moins dès le n° siècle, le droit de mariage. Les soldats citoyens peuvent prendre leurs concubines dans tous les rangs de la société ; les diplômes de retraite qui octroient le *jus conubii* aux soldats des cohortes prétoiriennes et urbaines avec des femmes pèlerines n'ont pas d'effet rétroactif à l'égard des enfants ; ceux qui sont nés de ces unions, antérieurement à la retraite, restent illégitimes. Quelles étaient ces unions ? M. M. y voit des mariages *juris gentium* ; il nous semble que c'étaient plutôt des concubinats. M. M. distingue avec raison, d'après les inscriptions, deux catégories d'enfants *ex castris* : les fils de soldats citoyens qui, nés d'un concubinat ou d'un mariage légal suspendu, ont dès leur

naissance le droit de cité et la tribu Pollia, et, en entrant au service, le *nom* du père et les fils de soldats citoyens qui, nés d'une pérégrine ou d'une esclave, n'ont le droit de cité qu'en entrant au service et gardent le *nom* de leur mère, en indiquant souvent la filiation paternelle. Les §§ 33-35, consacrés à la difficile question des priviléges que les diplômes de retraite confèrent aux soldats pérégrins, offrent quelque obscurité : le nombre des diplômes conservés ne suffit pas pour établir avec certitude les dates et les périodes que propose l'auteur ; c'est peut-être par hasard que nous n'avons pas de diplôme d'auxiliaires postérieur à 178, et il est téméraire d'en conclure qu'après cette date ces soldats ne reçoivent plus, à leur retraite, ni le *conubium* ni le droit de cité. En revanche, M. M. n'a pas exagéré l'importance de la réforme d'Alexandre Sévère, qui donne aux sous-officiers (décurions et centurions) des nouvelles troupes de frontière, des *castellani*, le droit de cité et le *conubium* à leur retraite pour eux, et aussi avec effet rétroactif pour tous leurs enfants issus de concubines, à la condition que ces derniers soient déjà ou doivent être aussi *castellani*. C'est déjà le commencement du régime du Bas-Empire ; il y a un besoin qui fait flétrir tous les anciens principes du droit, le besoin d'hommes, de soldats.

La seconde partie du livre expose la législation des empereurs chrétiens sur le concubinat depuis Constantin jusqu'à Basile le Macédonien et Léon le Philosophe. C'est à la fois une étude détaillée et une synthèse qui met parfaitement en relief les vicissitudes par lesquelles passe cette union. Le concubinat devient l'objet de dispositions légales et l'expression *naturales liberi* devient officielle ; jusqu'à Justinien, les empereurs sont tantôt hostiles, tantôt favorables au concubinat ; Constantin prononce la nullité de toutes les donations du concubin à la concubine et à ses enfants ; il autorise la légitimation de ces derniers par mariage subséquent, mais simplement pour le passé, non pour l'avenir ; Valentinien I^{er}, Valens et Gratien rendent au concubin le droit de disposer d'une certaine portion de sa fortune en faveur de sa concubine et de ses enfants naturels ; leurs successeurs maintiennent cette législation ; Théodose II et Valentinien III créent en 445, dans un intérêt purement fiscal, la *legitimatio* (que M. M. appelle plutôt avec raison la *legitima successio*) *per oblationem curiae* ; Zénon, plus libéral, rétablit la légitimation, par mariage subséquent, pour le passé, et aussi à la condition qu'il y ait une convention dotale pour l'avenir ; mais Justin la supprime quelques années après ; enfin Justinien établit la législation, bien connue, qui était aussi favorable que possible au concubinat. Elle dure en Orient jusqu'aux lois de Basile le Macédonien et de Léon le Philosophe, qui interdisent rigoureusement le concubinat et en amènent la disparition graduelle.

Dans la première annexe, M. M. étudie sommairement le concubinat dans l'Église d'Occident et les états chrétiens ; l'Église tolère en général le concubinat, comme union durable et monogamique, comme mariage sans formalités, jusqu'au xvi^e siècle, où a lieu en cette matière un

changement radical dans les législations civile et canonique. Dans la seconde annexe, M. M. combat de nouveau, par d'excellents arguments, l'opinion reprise par M. Seeck, que Septime Sévère aurait accordé le droit de mariage à tous les soldats romains; ce droit ne date en réalité, sauf pour les *castellani*, que du IV^e siècle. Cette démonstration est concluante.

En somme, M. M. a fait une œuvre d'historien, de jurisconsulte et d'épigraphiste, et son livre substantiel laisse peu à dire sur la question.

Ch. LÉGRIVAIN.

A. POTTHAST. Bibliotheca historica mediæ aevi. Wegweiser durch die Geschichtswerke des Europäischen Mittelalters bis 1500. — 2^{te} verbesserte Ausgabe. Berlin, Weber, 1895-1896. 2 vol. in-8°, 1749 pages.

Le livre de M. Potthast, paru en 1862 et augmenté d'un supplément en 1868, est connu et apprécié de tous les historiens qui s'occupent du moyen âge. Malgré les erreurs et les lacunes nombreuses qui naturellement se trouvaient dans ce premier essai de catalogue de toutes les sources historiques du moyen âge, M. Potthast avait mérité l'admiration et la reconnaissance de tous les médiévistes, et l'on attendait avec impatience la nouvelle édition annoncée depuis longtemps. Nous ne nous plaindrons pas d'avoir attendu. M. Potthast a bien employé les trente-quatre années écoulées depuis 1862, et, pour nous donner une édition aussi augmentée et aussi perfectionnée que celle qui vient d'être imprimée et publiée en deux ans (l'imprimerie de l'orphelinat de Halle mérite un éloge particulier pour la rapidité et le soin avec lesquels l'impression a été exécutée), il a fallu qu'il ne passât point un jour sans travailler à son œuvre. Elle contient à peu près deux fois plus de matière que la première édition, sans que du reste le plan de l'ouvrage ait été modifié. Le plan était bon, et même eût-il été moins bon qu'il y avait intérêt pour les travailleurs à ne pas être troublés dans leurs habitudes. Des articles nouveaux ont été ajoutés en très grand nombre; l'auteur a mentionné en particulier tous les écrits politiques et même politico-religieux du moyen âge; tous les articles ont été l'objet d'une révision soigneuse. Pour donner une idée des améliorations apportées par M. Potthast à son catalogue, comparons le texte des colonnes 334-337 de la première édition avec les colonnes 503-507¹, qui leur correspondent, de *Gerhohus* à *Gervasius*. Gerhohus, qui n'avait qu'une brève mention avec renvoi à ses lettres et à sa vie par Wirnton, occupe deux colonnes. Saint-Germain de Paris, Germain, patriarche de Constantinople, ne figuraient pas dans la première édition; Gerson non plus, à qui

1. Dans la nouvelle édition, les colonnes ont environ quatre lignes et les lignes six lettres de plus que dans la première.

sont accordées ici quatre colonnes et demie. Gertrude de Hongrie, Nicolas Gerung sont ajoutés, ainsi que Gervais de Séez et Gervais de Reims. L'article Gervais de Cantorbéry est plus que doublé. Si l'on compare en outre les articles les moins modifiés, ceux de Gerlach de Mülhausen, de Gerstenberger, de Gervais de Tilbury, on verra avec quelle minutie a été faite la révision. Pour ce dernier, par exemple, la date 1214, à laquelle il a cessé d'écrire, est ajoutée à celle de 1211, où il a pris la plume. L'appréciation sur la valeur des *Ota* est beaucoup plus complète et plus équitable; cinq manuscrits nouveaux (trois de Rome, un d'Oxford, un de Cheltenham) sont indiqués; enfin, pour le *Dialogus de Scaccario*, la nouvelle édition renvoie à *Ricardus fil. Nigelli*, qui était omis dans la première.

Nous en avons assez dit pour faire apprécier l'immense labeur auquel M. Potthast s'est livré et la reconnaissance que nous lui devons. Toutes les parties de son œuvre portent la marque de la même conscience. Si, malgré ses efforts, il y a encore des erreurs, si les extraits de Joinville de M. G. Paris lui ont échappé, s'il cite parmi les sources du règne de Philippe-Auguste des *Gesta Philippi Augusti* qui ne figurent pas dans le catalogue et ne sont en réalité qu'un extrait de la chronique de Guillaume le Scot, qui figure à sa vraie place aux sources du règne de Philippe IV, si plusieurs numéros manquent à la liste des textes publiés dans la collection Picard, il serait oiseux et injuste de s'attarder à relever ces petites taches inévitables. C'est à chacun de nous à recueillir les corrections que nous aurons faites et à les transmettre en guise de remerciements à M. Potthast.

G. MONOD.

Emilio COMBA. *I nostri protestanti. Avanti la Riforma*. Firenze, libreria Claudiana, 1895. In-42, 519 pages.

Nous aurions fort à dire de *I nostri protestanti* de M. Comba, si nous ne craignions de donner à ce livre une importance qu'il n'a pas. L'auteur a réuni dans ce volume de 510 pages environ douze études sur des personnages qui lui ont inspiré une grande sympathie, parce qu'ils ont eu maille à partir avec l'Église romaine. Quelles qu'aient été leurs doctrines, il les englobe sous le nom commun de protestants d'avant la Réforme; ce sont Hermas, saint Hippolyte, Novatien, Claude de Turin, Arnaud de Brescia, Joachim de Flore, Marsile, Savonarole, etc.; Dante lui-même figure dans ce Panthéon d'un nouveau genre. L'idée de composer une semblable collection témoigne déjà d'une certaine passion; on n'a qu'à lire la préface pour s'apercevoir de l'esprit sectaire qui a inspiré ce livre. On le voit encore plus quand on étudie les sources d'informations de notre auteur. Sa bibliographie est anticatholique: Renan, Harnack, Weizsäcker sont ses bons génies, et, certes, ce n'est pas nous qui le blâmerons d'avoir consulté ces maîtres; mais comment

se fait-il que, dans tout un chapitre sur les origines de l'Église romaine et de la papauté, il n'ait pas trouvé moyen de citer une fois les merveilleuses études de M. de Rossi? Sur plusieurs questions, au moins discutables et parfois résolues dans un sens tout à fait opposé à celui qu'il suit, il affirme avec le plus grand sang-froid, et comme un axiome, ce qui est contestable et en fait contesté. Que saint Pierre ne soit pas venu à Rome, c'est pour lui un dogme (p. iv); que saint Hippolyte soit l'auteur des *Philosophoumena*, cela n'a pas besoin d'être démontré; que saint François d'Assise se soit inspiré de Pierre Valdo, c'est encore un axiome qu'il est inutile de prouver (p. 246). Et, si maintenant nous passons à ses procédés d'exposition, nous sommes obligés de constater qu'ils ont trop souvent recours à l'injure : le catholicisme, c'est la fourberie dans le christianisme (p. v); Boniface VIII. était un paon faisant la roue (p. 355). Ce sont là des expressions un peu vives qui n'ont rien à voir avec la sérénité de l'histoire.

La méthode scientifique est aussi absente que l'impartialité. Trop souvent l'information est de seconde main : les noms de Tocco, de Carducci reviennent fréquemment au bas des pages pour Dante ou Joachim de Flore, celui de Harnack pour Novatien, celui de Villari pour Savonarole, et l'on se demande si l'auteur n'a pas été trop fidèle à de récentes lectures. Ce qui le ferait supposer, c'est qu'il semble avoir peu l'habitude des sources originales; il les cite parfois avec peu d'expérience : à la page 240, il nous renvoie à « un manuscrit vatican », sans nous en indiquer la cote; comment le trouverons-nous au milieu de 20,000 ou 30,000 manuscrits que contient la Bibliothèque apostolique? A la page 226, il nous renvoie à un *Chron. Laud.*, sans nous donner d'autres détails. Ailleurs encore (p. 231), il nous cite un manuscrit de Strasbourg dont l'état civil n'est guère défini; page 232, il nous adresse simplement à Pertz, sans donner aucune indication de page ni même de volume.

En voilà assez, semble-t-il, pour prouver à M. Comba qu'il a encore des progrès à faire dans l'art d'écrire l'histoire.

Jean GUIRAUD.

Acta Concilii Constanciensis. 1^{er} vol. Akten zur Vorgeschichte des Konstanzer Konzils (1410-1414), par Heinrich FINKE. Munster-i-W., Regensberg, 1896. In-8°, 424 pages.

En même temps que M. Haller recueillait les documents concernant le concile de Bâle, M. Finke faisait les mêmes recherches pour celui de Constance. Dans un premier volume, il nous fait suivre les négociations qui en ont préparé la réunion. Nous y voyons les efforts que firent Grégoire XII et Benoît XIII pour s'entendre contre Jean XXIII, pendant que ce dernier essayait de son côté de gagner l'Espagne à sa cause, en y envoyant une ambassade en 1410, et de se faire reconnaître comme

seul pape légitime par la convocation, en 1411, d'un concile romain qui devait travailler à la réforme de l'Église universelle. Mais l'opinion publique fut plus forte que les trois papes et, par l'intermédiaire de Sigismond et de l'Université de Paris, elle les força à se soumettre à un concile œcuménique qui devait trancher définitivement leur différend. Comment l'idée d'un concile universel fut-elle accueillie par chacun des trois compétiteurs; quels projets furent présentés par le cardinal Dominici, par le fidèle partisan de Grégoire XII, Charles Malatesta, et par Sigismond; à la suite de quelles négociations et de quelles entrevues Constance fut-elle choisie pour la tenue du concile; voilà autant de questions qui sont élucidées par les documents publiés dans ce volume.

M. Finke a fait précéder chacun d'eux d'études historiques qui en précisent l'importance et le parti qu'on peut en tirer. Elles témoignent de beaucoup de sagacité et elles font faire un grand pas à l'histoire des préliminaires du concile de Constance.

Le sujet a-t-il été assez approfondi? L'auteur n'a-t-il pas laissé en dehors de ses investigations des documents de la plus grande importance? C'est ce qu'il est bien difficile de dire; car, pour affirmer ou nier, il faudrait s'être livré soi-même à des recherches analogues. M. Finke a fouillé les archives du Saint-Siège, de Venise, de Florence, de Francfort, les bibliothèques de Rome, de Vienne, de Paris, de Graz, etc. Cette liste suffit pour montrer combien la préparation de ce volume a été conscientieuse. Et cependant il semble que tout n'ait pas été dit. Les documents concernant Pierre de Luna sont bien rares, et il est à remarquer que M. Finke a peu pratiqué les archives et les bibliothèques espagnoles. Le rôle de la France n'est pas assez précisé, et cependant chacun sait la part prépondérante que ses évêques prirent aux délibérations du concile. Cette publication fait l'effet d'être incomplète, mais on serait bien embarrassé de le prouver, à moins de la recommencer.

Sauf quelques fautes d'impression, ou même de lecture, la publication de ces documents ne soulève aucune difficulté; l'auteur a fait une édition critique et exacte.

Jean GUIRAUD.

J. HALLER. Concilium Basiliense. Studien und Quellen zur Geschichte des Concils von Basel, herausgegeben mit Unterstützung der historischen und antiquarischen Gesellschaft von Basel. — Band I. Studien und Dokumente, 1431-1437. Basel, Reich, 1896. In-4°, xi-480 pages.

Avec les encouragements de la Société historique de Bâle, M. Haller publie une série de documents sur l'histoire du concile de Bâle, de 1431 à 1437. C'est le premier volume d'une collection qui en comprendra plusieurs et qui jettera une grande lumière sur ce concile si controversé. Sans doute, les publications de Labbe et de Mansi, les histoires

ecclésiastiques de Rinaldi et de Fleury contenaient déjà d'importants documents émanés soit des Pères, soit de la curie romaine, soit des chancelleries européennes. Mais ces actes officiels sont insuffisants; ils ont eux-mêmes besoin d'explications; leur véracité doit être à chaque instant contrôlée. M. Haller a entrepris d'élargir le cercle de nos informations; il a fouillé les bibliothèques de Bâle, de Vienne, de Munich, de Berlin, la Nationale de Paris, la Laurentienne de Florence, la Casanate, la Chigiennne, la Barberini et surtout la Vaticane à Rome; il a compulsé les archives du Saint-Siège et il a tiré de ces recherches des documents de la plus grande importance.

Il n'a pas négligé les actes officiels. Dans les registres du Vatican, il a recueilli plusieurs lettres pontificales adressées par Eugène IV soit aux cardinaux Césarini, Cervantès, Alaman, soit aux souverains représentés au concile, tels que l'empereur Sigismond, Charles VII, roi de France, Éric, roi de Danemark, le doge de Venise; ailleurs, il a trouvé plusieurs lettres adressées au pape par l'empereur, le roi de France et d'autres princes qui essayaient de s'interposer entre la cour romaine et le concile. Mais ces documents n'ont parfois qu'un intérêt médiocre. Ce sont des supplications, des lettres de créance; ils ne nous font pas pénétrer au cœur des intrigues qui se nouaient à Bâle, ni dans le secret des négociations qui se poursuivaient simultanément auprès du concile et de chaque souverain, à Rome et à Constantinople. La plupart de ceux que M. Haller a publiés sont d'un autre genre et présentent un intérêt plus vivant. Ce sont surtout des mémoires, des rapports, des instructions, des relations qui ont un caractère confidentiel et, partant, plus précis et plus vérifique. Veut-on voir, par exemple, jusqu'où allaient les projets de réforme du concile de Bâle? On n'a qu'à lire les propositions que fit au cardinal Julien Césarini, président de l'assemblée, André d'Escobar, évêque titulaire de Mégara (p. 214-233). Après les avoir lues, on s'explique la méfiance qu'Eugène IV ne cessa de témoigner au légat et aux Pères du concile, qui écoutaient des conseils aussi révolutionnaires; si on avait pu les mettre en pratique, la constitution de l'Église eût été complètement changée; la papauté n'eût été qu'un gouvernement constitutionnel responsable devant des conciles périodiques. Un autre conseiller du cardinal allait encore plus loin: son mémoire publié par M. Haller (p. 206-214) enlevait au pape même son autorité temporelle; l'état ecclésiastique devait être administré par les cardinaux qui, moyennant le paiement d'une liste civile au souverain pontife, en devaient consacrer les revenus à leur propre entretien et à l'administration de l'Église universelle. La hardiesse de ces revendications fait déjà pressentir le radicalisme de Luther et de la Réforme! Elles étaient soutenues avec enthousiasme par la majorité du concile; nous le voyons par les renseignements, en partie inédits, que, dans les années 1432-1437, le moine Údalric envoya régulièrement à son supérieur, l'abbé de Tegernsee (p. 60-106). Quoique méfiante, la curie n'avait pas un parti pris contre la réforme de l'Église. M. Haller publie un

programme de réforme, qui fut préparé par les cardinaux Orsini, Adimari et Carillo et présenté à Martin V avant 1423 (p. 164-183).

Le conflit, qui ne tarda pas à éclater entre Eugène IV et le concile, amena une série de négociations. Si les Pères essayaient de conserver l'adhésion des princes, le pape faisait tous ses efforts pour la leur enlever. Enfin, certains personnages comme le roi de France, l'empereur Sigismond, l'archevêque d'York, s'entremettaient pour ménager une réconciliation. Elles nous sont mieux connues, grâce aux documents confidentiels publiés par M. Haller. L'attitude de Charles VII, en face de la curie, est définie dans les instructions secrètes qu'en mars 1436 ce roi donna à ses ambassadeurs auprès du pape Eugène IV (p. 402-418). Nous voyons, d'autre part, le concile envoyer aux princes et aux différents pays des émissaires qui travaillent en sa faveur et contre le pape. En septembre 1432, Jean, abbé de Bonneval, rend compte aux évêques de sa mission à Avignon (p. 264); en octobre 1432, l'évêque de Novare parcourt la Savoie, le Dauphiné, le Comtat et va trouver à Amboise le roi de France (p. 266-277) pour le gagner à l'assemblée de Bâle.

La question du retour de l'Église grecque à l'Église latine occupa beaucoup les Pères du concile; ils tenaient d'autant plus à la résoudre que c'était pour eux le meilleur moyen de prouver que l'inspiration divine était avec eux; il est vrai que, pour la même raison, le pape entraînait leur action et essayait de conclure l'union de son côté. De part et d'autre, on regardait la solution de cette difficulté comme le signe mystérieux par lequel Dieu déclarerait ses préférences entre les deux pouvoirs rivaux. Les documents publiés par M. Haller nous montrent avec quelle ardeur le concile travailla à cette œuvre. Le plus important, c'est le récit que fit Jean de Raguse de toutes les négociations, qui eurent lieu de janvier 1433 à mai 1435, entre le concile et l'Église orientale (p. 331-372); mêlé à toutes ces affaires, ambassadeur à Constantinople, ayant eu connaissance des documents confidentiels donnés par le concile à ses envoyés, jouissant enfin de l'entièr confiance du cardinal-légat Julien Césarini, Jean de Raguse a eu tous les moyens d'information nécessaires pour écrire cette histoire. Sa relation est complétée par plusieurs lettres qu'il adressa au concile de Bâle pendant sa mission à Constantinople, en 1436-1437 (p. 374-383).

Par ce simple aperçu, on voit quel intérêt présentent les documents que nous donne M. Haller et la publication qu'il a entreprise. Si les volumes qui suivront sont dignes du premier, on pourra aborder sans crainte l'histoire, si difficile jusqu'ici, du concile de Bâle. L'édition est d'ailleurs faite avec soin; l'auteur a fait quelques études préliminaires sur les sources qu'il met à notre disposition et sur les principales questions qu'elles soulèvent.

Nous permettra-t-il de lui adresser quelques timides desiderata? A plusieurs reprises, il a supprimé, sans même en donner une analyse, certains passages qui lui semblaient superflus. Dans le dialogue entre Jacques et Jean sur le pouvoir spirituel du Saint-Siège, M. Haller sup-

prime une série de citations de saint Jean Damascène, saint Jean Chrysostôme, saint Cyrille, Origène, saint Bernard, saint Ambroise, etc., en faveur des doctrines ultramontaines ; il était cependant intéressant de savoir quelles autorités patristiques alléguait ceux qui, comme Jean, croyaient à Bâle que le pape était *judex ordinarius omnium christianorum*, et que sa juridiction valait à elle seule celle de tous les ordinaires réunis, *ex sua ordinaria jurisdictione, potest quidquid omnes ordinarii possunt*. Ailleurs (p. 242), l'auteur publie les observations qui, dans la session du 22 mars 1436, furent présentées par les ambassadeurs de Castille sur le plan de réforme de la cour romaine ; mais il ne publie pas le plan de réforme lui-même, sous prétexte qu'il est dans Mansi ; il faudrait au moins un résumé de chaque article, afin que ceux qui n'ont pas Mansi à leur disposition puissent bien comprendre ces observations. Ailleurs encore (p. 248), nous donnant les documents concernant le cardinalat contesté par Eugène IV, de Dominique Capranica, il omet la protestation des cardinaux de Bologne et de Saint-Eustache, parce qu'elle a été publiée par Catalani... en 1793 ! N'est-ce pas un scrupule exagéré ? Mais ce sont là de légères objections qui ne sauraient porter atteinte à la valeur et au mérite de cette publication.

Jean GUIRAUD.

The union of England and Scotland, par James MACKINNON. London, Longmans, 1896. In-8°, 524 pages.

Voici, l'auteur de cet excellent livre a bien raison de le dire, une grande question d'histoire insuffisamment traitée jusqu'ici. Elle n'a pourtant guère moins d'importance que *l'Union de l'Irlande*, postérieure d'un siècle, qui pendant le nôtre a fait couler des flots d'encre distinguée. *L'Union de l'Écosse*, en son temps, n'a pas été moins impopulaire, moins violemment contestée. Seulement elle a réussi en fin de compte, et l'on n'a plus éprouvé le besoin d'en parler. Montesquieu a dit : heureux les peuples qui n'ont point d'histoire. Nous pourrions ajouter : malheureux (littérairement) les faits historiques si bien entrés dans les moeurs que l'on croit qu'ils ont toujours existé.

C'est un honneur pour M. Mackinnon, et pour l'Université d'Édimbourg, d'avoir remis en lumière la crise laborieuse d'où sortit l'unité de la Grande-Bretagne, et, je l'ajoute, d'y avoir apporté un excellent esprit d'impartialité qui n'est pas de l'indifférence. Cet esprit se définit lui-même dans les dernières lignes de l'ouvrage : « Nous espérons que cette étude fera mieux connaître les relations réciproques de l'Angleterre et de l'Écosse dans les deux derniers siècles, ce qui est la plus sûre garantie d'estime mutuelle et de bonne camaraderie dans l'avenir. » Il ne s'agit donc, ni de l'âpre hostilité qui s'est longtemps prolongée, ni du diletantisme archéologiquement séparatiste et jacobite de Walter Scott, ni,

d'autre part, de la banale absorption d'une petite nationalité dans une grande.

Si nous concentrons notre attention sur la période dans laquelle se passent les événements essentiels et les trois quarts du livre, sur les douze années du règne d'Anne Stuart, nous constatons que les affaires d'Écosse ont une triple portée : elles changent le sort intérieur de ce petit peuple (voir aussi là-dessus un admirable chapitre de Lecky), elles sont en connexion intime avec la politique des whigs et des tories anglais, elles communiquent par plusieurs canaux avec l'énorme affaire européenne de la succession d'Espagne, si bien que, par certains côtés, M. Mackinnon apporte sa contribution à la littérature, déjà immense, de ce dernier sujet.

Précisément à cause de la nouveauté et de l'utilité de ce travail, et parce qu'il ne peut manquer d'avoir des éditions ultérieures, je me permettrai de donner à l'auteur un conseil en exprimant un regret. Sa préface est un modèle de brièveté : quatre lignes et demie ! Je serais tenté de lui crier bravo ! s'il l'avait fait suivre, en compensation, d'une introduction bibliographique. Ses citations, dans le cours des chapitres, offrent beaucoup d'intérêt. Mais les références, au bas des pages, sont bien sobres. Quelquefois insuffisantes pour l'auteur de cet article, qui a un peu étudié cette époque de l'histoire d'Angleterre, elles doivent apporter fort peu de clarté à la plupart des lecteurs. Nous réclamons un tableau complet, une classification raisonnée des sources auxquelles on a puisé. Il nous semble que quelques-unes d'entre elles sont inédites. Nous aimerions à en être sûrs et à savoir où elles se trouvent. Enfin un index des noms propres rendrait les plus grands services.

Après ce coup d'œil général, qui ne comporte, on le voit, qu'un seul desideratum provisoire, nous voudrions donner une idée de chacun des chapitres, mais nous éprouvons quelque embarras ; ce serait un livre à traduire en entier ou en abrégé. Essayons toutefois d'une revue rapide.

Les deux premiers chapitres sont antérieurs à l'avènement de la reine Anne. Ils montrent sommairement (ce qui est si détaillé et si curieux dans le grand ouvrage de M. Gardiner) Jacques I^{er} précurseur de l'unionsme, dont l'opposition anglaise l'empêche de faire une réalité ; cette idée reprise, à un point de vue diamétralement opposé, par la république puritaine ; puis compromise, encore tout différemment, par le cruel gouvernement des deux derniers Stuarts. Arrive Guillaume III, dont l'Union est l'idée fixe ; mais son règne aussi la compromet : le massacre de Glencoe d'une part, d'autre part une entreprise coloniale manquée par les Écossais (l'isthme de Panama s'essayant, il y a déjà deux siècles, à produire des scandales) mettent les deux peuples en face l'un de l'autre comme deux ennemis.

Précisément alors (1702 et années suivantes), l'Union s'impose comme une nécessité à la politique anglaise et à la politique européenne des whigs qui, peu à peu, par le fait même de l'entreprise continentale de

Marlborough, deviennent les maîtres du ministère anglais. Mais les chapitres III à VI dévoilent les écueils que ce projet rencontra : l'irritation causée en Écosse par l'égoïsme du commerce anglais, qui ne veut pas partager les priviléges; les partis ardemment hostiles du parlement écossais; l'Acte de Sécurité qui permettra aux Écossais, après la mort de la reine, de proclamer un roi Stuart pendant que l'Angleterre reconnaîtra un roi hanovrien, c'est-à-dire la guerre inévitable; les Anglais furieux à leur tour qui font des lois contre les Écossais; ceux-ci répondant par l'exécution, odieusement injuste, de matelots anglais accusés d'actes de piraterie contre un vaisseau écossais.

Donc, ce que l'on attendait, en 1705, c'est une guerre entre les deux pays, qui rendrait les plus grands services à Louis XIV. Mais les chapitres VII-IX, les plus décisifs, nous font assister au brusque revirement de grands personnages écossais qui viennent en aide aux projets anglais de Somers et de Godolphin. Une grande commission mixte est donc nommée, et nous suivons ses travaux. Quand ils ont abouti, non sans peine, tout n'est pas fini pour cela. Une lutte terrible s'engage dans le parlement écossais, où retentit l'éloquence de Belhaven, de Fletcher de Saltoun. Terrible agonie de suicide pour l'autonomie d'un peuple !

L'Union est donc légale dès 1707; elle n'est pas morale pour cela; elle n'est même pas solidement établie dans les institutions pendant les sept dernières années du règne. Sur cette période portent les chapitres X à XII, qui nous paraissent peut-être les plus neufs, au moins en ce qui concerne l'Écosse. Nous y assistons à toutes sortes d'amertumes, d'accusations mutuelles, de querelles mercantiles, de froissements administratifs au milieu desquels la contrebande se donne carrière. Nous voyons aussi les Jacobins essayer de briser l'Union, moyen d'ailleurs assuré, en un moment pareil, de se rendre populaires. Il faut, pour les décourager à ce point de vue, l'avènement de Georges I^r, le triomphe de la succession protestante et des whigs unionistes en Angleterre.

Les trois derniers chapitres nous présentent un tableau, à partir de 1715, des émeutes et des guerres civiles qui, jusqu'à l'expédition de Charles-Édouard, travaillèrent en vain à la destruction violente de l'œuvre des grands politiques whigs; puis les progrès de l'Écosse sous le nouveau régime, dans un calme prolongé et profond. Seulement, depuis le second quart de notre siècle, certains instincts d'autonomie reprenaissent.

Nous n'avons point essayé de dispenser le lecteur de prendre en mains l'ouvrage de M. Mackinnon, mais au contraire de l'y encourager.

Édouard SAYOUS.

RECUEILS PÉRIODIQUES ET SOCIÉTÉS SAVANTES.

1. — **Revue des Questions historiques.** Avril 1896. — J. VIARD. La France sous Philippe VI de Valois. État géographique et militaire (ce tableau de la France féodale sous Philippe VI nous montre les Valois continuant la politique d'agrandissement des Capétiens par la seule application des usages féodaux, l'armée féodale devenant par la suite une armée royale. Ce travail fait bien augurer de l'œuvre étendue que prépare M. Viard sur Philippe VI). — Abbé TAUZIN. Louis XI et la Gascogne (analyse les moyens, souvent peu scrupuleux, employés par Louis XI pour réunir la Guyenne à la couronne, confisquer le comté d'Armagnac et réduire à l'obéissance les États de la maison de Foix). — LECESTRE. La guerre de la Péninsule, 1807-1813, d'après la correspondance inédite de Napoléon I^{er} (M. L. a tiré des minutes originales de la correspondance conservées aux Archives une foule de pièces importantes et tristement instructives, volontairement omises dans la publication dirigée par le prince Napoléon). — VACANDARD. Le règne de Thierry III et la chronologie des moines de Fontenelle (Thierry III n'est pas devenu roi entre le 11 septembre et le 14 décembre 675, comme le veulent Krusch et J. Hivet, mais entre le 11 mars et le 15 mai 673, et il est mort avant le 18 mai 690). — M. DE GERMINY. Blanche de Castille, reine de France (d'après E. Berger). — P. FOURNIER. Du rôle de la France dans le grand schisme (d'après N. Valois). — RIOUT DE NEUVILLE. La colonisation du Canada (d'après l'ouvrage du P. Camille de Rochemonteix, *les Jésuites et la Nouvelle-France au XVII^e s.*, 1895, 3 vol. in-8^o). — A. BREUILS. La Société des archives historiques de la Gascogne (analyse des 27 vol. de cette belle collection). — A. BOCQUELLET. Les châtelains de Tournai (d'après G. d'Herbomez). — Courrier belge. — Chronique. — Revue des recueils périodiques. — Bulletin bibliographique. — Juillet. DELATTRE. Le pays de Chanaan, province de l'ancien empire égyptien (travail considérable, fondé sur les documents de Tell el-Amarna). — Léon LE GRAND. Les Maisons-Dieu. Leurs statuts au XIII^e s. (au XIII^e s., on a codifié les usages des Hôtels-Dieu. La règle de Saint-Augustin et celle de Saint-Jean-de-Jérusalem en ont été la base. Les frères Prêcheurs ont exercé aussi leur influence sur quelques maisons). — A. DE GALLIER. Robespierre. Ses principes. Son système politique. — A. DE SAPORTA. La France contemporaine jugée par un Suédois (A. Strindberg). — SEPER. Clovis (d'après Kurth). — PINGAUD. L'alliance franco-russe, 1807-1812 (d'après Vandal). — LE VERDIER. Les reliques de la famille royale et les descendants de Cléry. — Courrier allemand. — Courrier anglais. — Chro-

nique. — Revue des périodiques. — Bulletin bibliographique. — Octobre. ALLARD. Vicissitudes de la condition juridique de l'Église au III^e s. (dès le III^e s., on peut prévoir qu'un accord pourra s'établir entre l'Église et l'Empire). — Ch. DE LA RONCIÈRE. Le blocus continental de l'Angleterre sous Philippe le Bel (chapitre très important et très neuf de l'histoire maritime de la France). — G. FAGNIEZ. L'opinion publique et la polémique au temps de Richelieu (intéressante esquisse, avec citations, du rôle joué à l'époque de Luynes par la littérature des pamphlets ou livrets, et critique assez vive du livre de l'abbé Dedouvre, qui attribue au P. Joseph, sans preuves, des pamphlets qui ne peuvent être de lui). — A. BAUDRILLART. L'influence française en Espagne au temps de Louis I^r. Mission du maréchal de Tessé, 1724 (raconte comment Tessé, ni sous Louis I^r, ni lors du retour de Philippe V au pouvoir, ne put rétablir à Madrid l'influence française. M. B. n'a pas réussi à découvrir quelle fut la mission secrète confiée à Tessé par le duc de Bourbon). — F. DE VILLENOISY. Les Ariens en Europe (à propos du livre de Ihering). — TAMIZÉY DE LARROQUE. Les portefeuilles du président Bouhier (d'après E. de Broglie). — S. BERNARD. La déportation ecclésiastique sous le Directoire (d'après V. Pierre). — Vicomte de RICHEMONT. Le diocèse de Genève pendant la Révolution (d'après le livre de l'abbé Lavanchy). — PINGAUD. La domination française en Belgique, 1745-1814 (d'après Lanzac de Laborie). — A. SPONT. De la bibliographie historique (d'après Langlois). — Courrier belge. — Courrier du Nord. — Chronique. — Revue des périodiques. — Bulletin bibliographique.

2. — **Bibliothèque de l'École des chartes.** Tome LVII, 1896, livr. 3-4. — Victor MORTET. La mesure des colonnes à la fin de l'époque romaine, d'après un très ancien formulaire (explique divers termes et formules d'architecture dans des traités fournis par deux manuscrits de Munich et un de Schlestadt. C'est sans doute à Héron d'Alexandrie, compilateur du second siècle de notre ère, qu'ont été empruntées ces formules). — Léon LE GRAND. La prière des malades dans les hôpitaux de l'ordre de Saint-Jean-de-Jérusalem. — H. OMONT. Nouvelles acquisitions du département des mss. de la Bibliothèque nationale pendant les années 1894-1895; suite et fin. — F. FUNCK-BRENTANO. Additions au *Codex diplomaticus Flandriae* de M. le comte de Limburg-Stirum (1^{er} art., qui ajoute et corrige aussi beaucoup; les documents publiés vont de 1294 à 1304 et sont intéressants pour l'histoire des rapports de la France avec la Flandre). — J. VIARD. Les opérations du bureau du triage des titres. Notice et état sommaire de 11,760 liasses et registres de la Chambre des comptes détruits en l'an V. — E.-G. LEDOS. La patenôtre de Lombardie, 1379 (publie la plus ancienne parodie connue du *Pater*, d'après un manuscrit de la bibliothèque Sainte-Geneviève). — Bibliographie : Ch.-V. Langlois. Manuel de bibliographie historique; t. I (excellent; beaucoup de renseignements précis et d'idées justes). — H. FINCKE. Acta concilii Constantiensis. Bd. I, 1410-1414 (excellent). — J. W. THOMPSON. The development of the french monarchy under

Louis VI le Gros, 1108-1137 (très insuffisant). — *F. Jouon des Longrais.* Le duc de Merceur (apporte un nouveau contingent de documents inédits qui amoindrissent encore l'estime où l'on pouvait tenir ce duc lorrain, qui fut un intrigant indolent et irrésolu). — *L. de Germon.* Mémoires du marquis de Franclieu, 1680-1745. — Comte *A. de Loisne.* Le cartulaire de Saint-Barthélémy de Béthune (ce cartulaire contient des chartes de 1152 à 1454; l'auteur s'est contenté de donner le texte du cartulaire sans corriger celui-ci à l'aide des originaux). — *Bertrand de Broussillon.* Les Laval, 1020-1264 (bonne généalogie des maisons de Laval et de Vittré). — *Marc de Seyssel Cressieu.* Inventaire des biens meubles et des titres de Barbe d'Amboise, comtesse douairière de Seyssel-la-Chambre, 1574-1575. — *Nirrnheim.* Das Handlungsbuch Vickos von Geldersen (ce Vicko de Geldersen fut conseiller de Hambourg en 1367 et y mourut en 1391; son livre est le miroir des opérations d'un des plus considérables commerçants de cette ville).

3. — La Correspondance historique et archéologique. 1896, 25 oct. — *A. de Barthélémy.* Lettres patentes de noblesse données par le roi Louis XVI à Jean-Léonard-Joseph Mathieu, mars 1789 (à cause des « recherches et dépenses » faites par ce Mathieu, son père et son aïeul, pour « la découverte des mines de charbon de terre ouvertes à Anzin dans notre province de Hainaut. » « Le secours d'une pompe à feu lui était nécessaire; comme il n'en existait encore aucune en France..., il obtint la permission de voir celle que les Anglais avaient fait exécuter... Aujourd'hui la mine d'Anzin est la plus importante et la mieux travaillée qui existe en Europe... »). — *F. Funck-Brentano.* Les registres de la Bastille conservés au Musée britannique; fin le 25 nov. — 25 nov. *Maurice Dumoulin.* Les lettres de noblesse de Claude Périer (sollicitées et accordées en 1778; le texte n'en a pas été retrouvé). — *Ch. de Beaumont.* Lettre de Turenne au duc de Bouillon, de Turin, 8 juillet 1643.

4. — La Révolution française. 1896, 14 oct. — *A. Brette.* La salle du Jeu de Paume. — *Aulard.* Lequinio et la déchristianisation (il resta fidèle à la politique hébertiste, que la plupart de ses collègues, envoyés comme lui en mission dans les départements, désavouaient). — *F. Mourlot.* La convocation des états généraux de 1789 dans le bailliage de Vire; les élections et les cahiers du tiers état; fin le 14 nov. — *Dr A. Cobre.* La Révolution à l'Ile-de-France (publie un rapport adressé à la Convention nationale par la société populaire des sans-culottes du Port de la Montagne, 23 vendémiaire an III). — 14 nov. *Aulard.* Un prétendu décret de la Convention nationale (le décret interdisant à tout conventionnel d'exercer une mission dans le département qu'il représentait ou dans celui où il était né n'a jamais existé). — *L. Missol et Cl. Perroud.* Les Roland en Beaujolais au XVIII^e s. — *A. Brette.* Huot de Goncourt, représentant du Bassigny-Barrois à la Constituante; avec une carte géographique hors texte (rec-

tifie de nombreuses erreurs qu'on a commises sur l'homme, qui était de « pleine et entière roture, » et sur sa circonscription électorale, une des plus compliquées de l'ancien régime, qui était formée des bailliages réunis de la Marche et de Bourmont). — AULARD. L'esprit public dans le canton de Milly, Seine-et-Oise, en pluviose an II (publie une lettre de Crassous, député de la Martinique à la Convention, qui avait été chargé d'organiser le gouvernement révolutionnaire dans les départements de Paris et de Seine-et-Oise).

5. — **Revue d'histoire diplomatique.** 10^e année, 1896, n° 4. — Eug. MUNTZ. Les annexions de collections d'art ou de bibliothèques et leur rôle dans les relations internationales, principalement pendant la Révolution française; fin. — G. SYVERON. L'erreur de Görtz; fin (relève les erreurs commises par Voltaire sur les desseins de Görtz; il ne voit en ce dernier qu'un agent des Jacobites et un faiseur de rois. L'idée première de l'intrigue jacobite vient de Berwick. Görtz espérait uniquement faire réussir le plan de Louis XIV et de Torcy, qui consistait à conclure une paix séparée avec les Russes, pour reconquérir toutes les possessions de la Suède dans l'Empire; il fut sacrifié par le régent à l'alliance anglaise). — Léon-G. PÉLISSIER. Ludovic Sforza et le contingent napolitain, juillet-août 1499. Lettres de l'ambassadeur milanais Conradolo Stanga au duc de Milan. — Compte-rendu : J. Ristitch. *Diplomatska Istorija Srbiji*, 1875-1878 (important).

6. — **Revue des Études grecques.** 1895, t. VIII. — R. DARESTE. Une prétendue loi de Solon (Plutarque, vie de Solon, ch. xx, rapporte que l'*épicièle* dont le mari était impuissant pouvait, de par la loi, se livrer à l'un des plus proches parents du mari. M. D. établit qu'en cas d'impuissance de l'ayant-droit (ἐπιθέλλων), l'*épicièle* épousera (διποιεσθαι) l'un des proches parents de celui-ci). — M. HOLLEAUX. Sur une inscription de Thèbes (lorsque Cassandre, en 316, voulut relever Thèbes, il fit appel à la générosité des États helléniques; cette inscription contient une liste de cotisations, probablement postérieure à l'année 306). — P. TANNERY. L'inscription astronomique de Keskinto. — G. SCHLUMBERGER. Poids de verre, étalons monétiformes d'origine byzantine (publication de ces monuments). — Th. REINACH. Inscriptions d'Amasie et autres lieux. — S. REINACH. Un nouveau sarcophage peint de Clazomène au musée de Constantinople (M. R. donne un catalogue complet de ces sarcophages. Il pense que Clazomène fut une très importante fabrique de poteries, dont l'art était apparenté à celui de Magnésie et de Rhodes, et probablement d'origine rhodienne). — M. HOLLEAUX. Recherches sur la chronologie de quelques archontes béotiens. — Th. REINACH. A qui sont dédiées les Poliorcétiques d'Apollodore? (M. Reinach soutient que le traité a été dédié non à Hadrien, mais à Trajan). — I. LÉVY. Études sur la vie municipale de l'Asie Mineure sous les Antonins; 1^{re} série : l'Ecclésia, la Boulè, la Gérousia (M. L. montre dans l'extension de l'Ecclésia le signe de sa décadence; elle perd tout

pouvoir et toute indépendance. La Boulè, qui se transforme en une corporation aristocratique, devient la seule autorité législative de la cité. La Gérousia apparaît à l'époque alexandrine; son type, et peut-être son modèle, est l'assemblée instituée sous ce nom par Lysimaque à Éphèse; c'est un corps politique qui devient une association privée par une évolution que M. L. signale dans les autres corps constitués de la cité asiatique). — C.-E. RUELLE. Vers inédits et bonnes variantes dans l'*Onirocriticon* de Nicéphore Grégoras. — H. OMONT. Une relation vénitienne du siège d'Athènes en 1687. — Félix MOREAU. Les finances de la royauté homérique (domaine, ou *τέμενος* donné par le peuple; butin; contributions extraordinaires en nature). — J. NICOLE. Une spéculation à la hausse en l'an 141 de J.-C., d'après un papyrus de la collection de Genève. — H. LECHAT. Bulletin archéologique. — Th. REINACH. Bulletin épigraph. = 1896, t. IX, janv.-mars. Th. REINACH. L'hymne à la Muse (la transcription nouvelle de M. R. rétablit « l'accord entre le dessin mélodique et l'accentuation naturelle des mots. » M. R. sépare l'hymne à la Muse des hymnes de Mésomède et y voit l'œuvre d'un compositeur plus ancien). — Paul TANNERY. Athénée sur Ctesibios et l'*Hydraulis*. — H. WEIL. Quelques passages de la *Guerre des Juifs* de Josèphe. — É. LEGRAND. Description des œuvres d'art et de l'église des SS.-Apôtres de Constantinople, poème en vers iambiques par Constantin le Rhodien (ce poème a été utilisé par Cedrenus). — T. R. Commentaire archéologique sur le poème de Constantin le Rhodien (ce poème, adressé à Constantin Porphyrogénète entre août 931 et déc. 944, est la plus ancienne description des monuments de Constantinople qui nous soit parvenue, abstraction faite de monographies particulières à un règne ou à un édifice). — Bibliographie annuelle des études grecques. = N° 34, avril-juin. Henri WEIL. Un monologue grec récemment découvert. — R. DA-RESTE. Un document juridique égyptien de l'époque romaine; procès-verbal d'un procès à Alexandrie (il y est question de détournements commis aux dépens de la succession d'un riche romain, Sempronius Gemellus; à remarquer ce qui a trait à l'impôt du 20^e sur les affranchissements). — Th. REINACH. Deux fragments de musique grecque; systèmes de notation musicale. — Hipp. DELEHAYE. Une épigramme de l'anthologie grecque (I, 99) (restitution d'une épigramme de saint Daniel Styliste d'après sa Vie dans Métaphraste, *Patrol. Gr.*, t. CXVI, 191-232; ce saint était contemporain de Léon, qui lui éleva une colonne en 462). — Giorgio CASTANELLI. Un traité inédit en grec de Cyriaque d'Ancône (ce traité, dédié à Constantin Paléologue, fait connaître un voyage de Cyriaque en Morée en 1448). — Bulletin archéologique.

7. — **Revue des Études juives.** 1896, juillet-septembre. — D. KAUFMANN. Contribution à l'histoire des Juifs de Corfou; suite. — L. BRUNSCHEVIG. Les Juifs en Bretagne au XVIII^e s. (publie en appendice une géographie juive de Bretagne et des pièces justificatives).

8. — **Nouvelle Revue historique de droit français et étran-**

ger. 1896, septembre-octobre. — **J. PREUX.** La loi du Vinodol (le Vinodol est une région croate de l'Adriatique; il eut au moyen âge des princes indépendants et une parfaite autonomie législative. La loi est de 1288, mais ne nous a été conservée que dans des mss. de basse époque; elle est en langue croate. Traduction en français, d'après l'édition de Jagić et nombreuses notes explicatives). — **E. JOBBÉ-DUVAL.** La commune annamite, d'après de récents travaux. — **H. MONNIER.** La Protimesie dans les coutumes et les lois siciliennes (à propos du travail de Vito la Mantia sur ce sujet).

9. — Annales de géographie. 1896, 15 oct. — **KONCHINE.** La question de l'Oxus (la communication ancienne de l'Amou Daria avec la Caspienne a fait l'objet d'études récentes, que résume et discute M. Konchine; il conclut en repoussant toutes les hypothèses relatives aux anciens bras de l'Oxus et, du même coup, le projet d'une voie fluviale qui relierait Moscou à l'Asie centrale en transformant ces anciens bras prétendus en autant de canaux naturels). — **VIDAL DE LA BLACHE.** La Caspienne dans quelques textes anciens (ces textes laissent deviner que les anciens avaient la notion d'une Caspienne plus étendue que celle de nos jours, ou du moins de plusieurs mers intérieures se suivant dans le sens des parallèles et qui, depuis vingt-trois siècles, se seraient resserrées ou desséchées). — **E. DE MARTONNE.** La vie des peuples du haut Nil.

10. — Revue internationale des archives, des bibliothèques et des musées. T. I, nos 6-7 (musées, nos 2-3). — **Sal. REINACH.** Notice historique sur la formation des musées d'Athènes. — **A. ENGEL.** Musées et collections de Barcelone.

11. — Bulletin critique. 1896, 15 oct. — **Gustave Clément-Simon.** Le protestantisme et l'érudition dans le pays basque au commencement du XVII^e siècle (excellente biographie de Jacques de Béla, auteur d'un commentaire sur la coutume de Soule, qui fit autorité jusqu'en 1789). — 25 oct. *Syveton*. Le baron de Ripperda (A. Baudrillart signale à l'auteur des documents qui lui ont échappé et énumère les points sur lesquels il diffère avec lui). — *J. Faguelle de Follenay*. Vie du cardinal Guibert, archevêque de Paris (excellent). — 5 nov. *Abbé Vanel*. Les Bénédictins de Saint-Maur à Saint-Germain-des-Prés. Nécrologie des religieux de la congrégation décédés à l'abbaye de Saint-Germain-des-Prés. — 15 nov. *Fr. Leitner*. Die prophetische Inspiration (n'explique pas quelle était la nature de cette inspiration). — *A. van Hoonacker*. Nouvelles études sur la restauration juive après l'exil de Babylone (fort intéressant, mais trop de polémique). — *Crétineau-Joly*. Histoire de la Vendée militaire; nouv. édit. par le R. P. E. Drochon (excellent). — 25 nov. *A. Le Moine de la Borderie*. Histoire de Bretagne, t. I, (très important volume, qui traite avec beaucoup de science les questions si épineuses de l'histoire de la Bretagne jusqu'au VIII^e siècle).

12. — Journal des Savants. 1896, octobre. — **BERTHELOT.** Les lapidaires chinois (note ce que ces compilations peuvent nous apprendre

sur la civilisation des Chinois, d'après l'édition donnée par M. F. de Mély). — H. WALLON. Les mémoires de Saint-Simon (sur le t. XII de l'édition de Boislisle). — Albert SOREL. Documents sur la négociation du Concordat (à propos des quatre volumes de documents réunis par le comte Boulay de la Meurthe); suite en nov. — Nov. L. DELISLE. Le Canarien (nous avons deux récits de la *Conquête des îles Canaries*, l'un publié par MM. Major et Gravier, l'autre, tout récemment, par M. Pierre Margry. Ces deux textes ont pour source commune des notes prises au jour le jour, de 1402 à 1404, par deux hommes d'église qui suivaient l'expédition, Pierre Boutier et Jean Le Verrier. Le texte de Margry est le plus complet; il met en lumière la part qui revient à Gadifer de la Salle dans la conquête des Canaries; ce récit a été repris ensuite, modifié et tronqué par la famille de Béthencourt, afin de mettre Jean de Béthencourt seul au premier plan; mais, d'autre part, il est le seul à raconter les événements qui suivirent la rupture entre les deux chefs de l'expédition, le retour de Béthencourt en Normandie, ses derniers moments et sa mort en 1422. En somme, le Normand Jean de Béthencourt ne saurait être considéré comme l'unique héros de cette glorieuse aventure; il faut placer à côté de lui le Poitevin Gadifer de la Salle, qu'en son temps d'aucuns mettaient sur le même rang que Du Guesclin).

13. — **Polybiblion.** 1896, oct. — E.-W. Middendorf. Peru. Beobachtungen und Studien über das Land und seine Bewohner; vol. III (description très soignée de la région des hauts plateaux désignée par ce nom de *Sierra*). — Miguelez. Jansenismo y regalismo en España (bonne histoire, avec des documents nouveaux, de la lutte des molinistes contre les « jansénistes » espagnols, que favorisait l'absolutisme royal, hostile à la politique pontificale). — Putnam. Books and their makers during the middle ages; vol. I (bon). — Nov. J. de Chia. Bandos y bandoleros en Gerona, XIV-XVII s. (beaucoup de documents sur les troubles dont Gérone a été le théâtre).

14. — **Revue critique d'histoire et de littérature.** 1896, n° 40. — A. W. Spratt. Thucydides; book III (excellent). — Bockenheimer. Die Mainzer Klubisten der Jahre 1792-1793 (excellent). — Paul Muller. L'espionnage militaire sous Napoléon I^{er}; Charles Schulmeister (bon). — N° 41. Fränkel. Die Inschriften von Pergamon; t. II : Römisches Zeit (excellent recueil). — A. Schneider. Das alte Rom (album de douze plans de Rome qui représentent l'étendue et les détails de la ville aux différentes phases de son développement; n'est pas inutile). — M. Scherillo. Alcuni capitoli della biografia di Dante (recueille ou commente une infinité de menus faits). — E. P. Cheney. Social changes in England in the XVIth century, as reflected in contemporary literature; 1^{re} partie : Rural changes (bon). — N° 42. Senart. Les castes dans l'Inde. Les faits et le système (des vues neuves et justes). — Gribble. A history of the Deccan; t. I (livre utile, qui donne les annales des dynasties musulmanes du Dekhan). — A. van Hoonacker. Nouvelles études sur la Restauration juive après l'exil de Babylone (l'auteur pré-

tend que le retour de Néhémie doit se placer avant celui d'Esdras; il pourrait bien avoir raison). — *Ch. Justicé*. Le *codex Schottanus* des extraits *De legationibus* (peu utile). — N° 43. *H. Rashdall*. The Universities of Europe in the middle ages (excellent). — N° 44. *Gardthausen*. Augustus und seine Zeit; deux vol. (ouvrage de grande valeur). — *L. Lucas*. Geschichte der Stadt Tyrus zur Zeit der Kreuzzüge (conscienteuse dissertation; il n'y a rien sur la géographie ni sur la numismatique). — N° 45. *Amelineau*. Histoire de la sépulture et des funérailles dans l'ancienne Égypte (longue et aperçue critique de ce livre par M. Maspero). — *Witsch*. Geschichte Korinths von den Perserkriegen bis zum 30 jährigen Friede (très intéressant). — *H. Derenbourg*. Les croisades, d'après le dictionnaire géographique de Yâkôut (Yâkôut est un géographe arabe du début du XIII^e s.; son dictionnaire est précieux pour l'histoire; M. Derenbourg, dans sa traduction, a groupé les articles du dictionnaire dans l'ordre chronologique). — *P. Heidrich*. Der Geldrische Erbfolgestreit, 1537-1543 (bon). — *Al. D'Ancona*. Carteggio di Michele Amari (correspondance très importante pour l'histoire du *Risorgimento* et en particulier des négociations engagées par la Sicile avec le reste de l'Italie et l'Europe). — N° 46. *G.-M. Columba*. Il marzo del 44 a. c. a Roma (conférence très oratoire quant à la forme et peu utile). — *J. Viénot*. La vie ecclésiastique et religieuse dans la principauté de Montbéliard au XVIII^e s. (curieux). — N° 47. *L. Duchesne*. Églises séparées (l'auteur défend les droits du Saint-Siège en racontant l'histoire de la primauté pontificale). — *L. Fournereau*. Le Siam ancien; archéologie, épigraphie, géographie (excellent; 84 phototypies et 42 gravures dans le texte donnent à celui-ci une grande valeur). — *G. Huth*. Geschichte des Buddhismus in der Mongolei (utile traduction allemande d'un texte thibétain). — N° 48. *Edg. Powell*. The rising in East Anglia in 1381 (bon travail, qui ne dépasse pas l'importance d'une monographie locale). — *L.-G. Pélissier*. Recherches dans les archives italiennes; Louis XII et Ludovic Sforza, 8 avril 1498-23 juillet 1500 (ouvrage bourré de documents, et qui se lit avec intérêt et profit). — *Edm. Falgairolle*. Le chevalier de Seure, ambassadeur de France en Portugal au XVI^e siècle (utile brochure). — *Eug. Ritter*. La famille et la jeunesse de J.-J. Rousseau (excellent).

15. — Le Correspondant. 10 juillet 1896. — *Marquis de Nadaillac*. Les archives de Dropmore; fin le 25 juillet (analyse deux volumes des rapports de la commission anglaise des manuscrits historiques qui sont remplis par des rapports d'agents secrets envoyés de Paris à lord Granville de 1792 à 1794 et conservés au manoir de Dropmore. Ces documents sont remplis d'informations curieuses, surtout celles qui prétendent émaner d'un secrétaire du Comité de salut public. Mais il faudrait pouvoir soumettre ces rapports à un contrôle minutieux). — 25 juillet. *P. Allard*. La société romaine au IV^e siècle. La classe moyenne, le peuple, les esclaves (tableau intéressant). — *Dronsart*. La famine en Chine. — 10 octobre. *A. Boucher*. Trois plans de campagne

inédits de M. de Moltke (ce sont trois plans récemment publiés par le grand état-major allemand, l'un de 1860, le second de 1862, le troisième de 1866, et dirigés, le premier contre l'Autriche, le second contre l'Autriche, la Bavière et la France, le troisième contre la France seule. M. Boucher s'indigne du cynisme tout frédéricien dont témoignent ces plans; mais doit reconnaître qu'ils témoignent chez leur auteur d'un esprit de clairvoyance politique égal à son talent de stratégiste). — Fragments des mémoires du général Trochu; suite le 25 oct. (quelques fragments de 1847 et 1848 sur Bugeaud, Louis-Philippe, Louis-Napoléon, la guerre de Crimée. La partie capitale des mémoires est relative à 1870. Le témoignage du général sera d'une importance capitale pour la critique du siège de Paris. Ce qui a été publié ne confirme que trop ce qu'on savait de la tournure d'esprit plus littéraire que militaire du gouverneur de Paris). — 25 oct. P. DE VAISSIÈRE. Charles Nodier conspirateur (d'après les documents de police conservés aux Archives nationales. Ramène à de très modestes proportions les persécutions auxquelles Nodier fut en butte pour la composition de la Napoléone en 1803-1804, et à rien du tout la prétendue conspiration de l'*Alliance* en 1805, qui n'a existé que dans l'imagination des préfets du Doubs et du Jura... et de Charles Nodier. Bonne contribution à la critique des *Souvenirs du Consulat et de l'Empire*). — 10 nov. DELORME. Les Lamoignon-Malesherbes (analyse de la partie relative à Malesherbes d'un livre posthume de M. Vian sur les Lamoignon. On s'étonne que M. Delorme loue cette pitoyable rhapsodie). — 27 novembre. DELAFOSSE. Les massacres arméniens. — FROMENT. Le grand Condé à Chantilly.

16. — **Études religieuses, philosophiques, historiques et littéraires.** 1896, 15 octobre. — CHÉROT. Une grande chrétienne au XVII^e siècle : Anne de Caumont, comtesse de Saint-Paul, duchesse de Fronsac, 1574-1642; 2^e art. (son mariage avec le comte de Saint-Paul, 1895; fondation du carmel d'Amiens, 1598; gouvernement de Saint-Paul en Picardie); suite le 15 nov.

17. — **La Nouvelle Revue.** 1895, 15 déc. — COMTE DE LA FERRIÈRE. Anne de Caumont; fin. — 1896, 15 janvier. J. DELAFOSSE. Le comte de Chambord. — Lettres inédites sur Madame de Récamier (ces lettres appartiennent à M. Arthur de Gravillon, petit-fils de Camille Jordan; elles sont extraites d'une volumineuse correspondance que doit publier prochainement M. Boubée, mari d'une petite-fille de ce même C. Jordan). — 1^{er} févr. Clément DE LACROIX. Un aventurier : Montgaillard. — 15 avril. Comte A. WODZINSKI. Une grande dame polonaise d'autrefois; la princesse Isabelle Czartoryska. — 15 juin. JACQUEMONT DU DONJON. Deux lettres inédites de Madame de Pompadour (à la marquise de Boufflers, 1^{er} mars 1752, et à la duchesse de Charost, 9 avril 1762). — 15 août. Prince de VALORI. Ressouvenirs de la Fronde (quelques réflexions sur M^o de Longueville). — 15 sept. V. DU BLED. Les sciences occultes au XVIII^e siècle. — J. DE NOLHAC. La mort de Louis XV (fond

ensemble les divers récits qui en ont été faits; utilise un journal inédit, que tenaient les premiers gentilshommes de la chambre). — 15 oct. Souvenirs intimes et militaires du général de division Victor Oudinot de Reggio, 1791-1863 (la campagne de Russie et la retraite de Moscou); fin le 1^{er} nov. (bataille de Leipzig).

18. — Revue des Deux-Mondes. 1896, 15 oct. — Comte BENEDETTI. Le comte de Cavour et le prince de Bismarck; 1^{re} partie (médiocre esquisse d'une biographie de Cavour); fin le 1^{er} nov. (tableau de la carrière politique de Bismarck, en parallèle avec celle de Cavour. Rien de neuf). — Cl^{te} d'HAUSSONVILLE. La visite du tsar Pierre le Grand en 1717. — 1^{er} nov. G. VALBERT. Le prince de Metternich et le prince de Bismarck (d'après le vol. d'O. Lorenz : *Staatsmänner des XIX^e Jahrh.* et la correspondance de Prokesch-Osten). — 15 nov. J. MICHELET. David, Géricault. Souvenirs du collège de France, 1846. — Ph. BERGER. Les origines orientales de la mythologie grecque (croit avec V. Bérard que les Grecs ont emprunté à l'étranger, surtout aux Phéniciens, la plupart des divinités dont ils ont peuplé leur olympe). — 1^{er} déc. Jos. BERTRAND. Auguste Comte et l'école polytechnique (souvenirs écrits dans un esprit très hostile à Comte, à l'homme et à l'œuvre).

19. — Académie des inscriptions et belles-lettres. Comptes-rendus des séances de l'année 1896, 4^e série, t. XXIV. Bulletin de juillet-août. — L. DE MAS Latrie. Un chapitre à supprimer dans *l'Oriens Christianus* (c'est le chapitre consacré par le P. Le Quien au prétendu évêché de Cérines, en Chypre; cet évêché n'a jamais existé. Expose l'organisation religieuse de l'île au moyen âge). — A. DE BARTHÉLEMY. Note sur l'origine du blason féodal (il apparaît seulement depuis 1170; les croisades n'ont exercé en ce point aucune influence et la preuve est qu'aucun sceau de croisé ayant pris part aux deux premières expéditions ne porte d'armoiries. Quant aux images héraldiques, elles ont sans doute leur origine dans les formes mêmes des bandes de fer qui maintenaient les morceaux de bois dont se composait l'écu. Les sceaux armoriés sont ceux de seigneurs ayant droit de justice). — C. JULLIAN. S'il y a des influences celtes dans l'empire des Gaules au III^e siècle? (il semble qu'il y eut, sous les empereurs de la dynastie syrienne, entre 193 et 235, une renaissance presque officielle des traditions gauloises; mais la création de l'empire des Gaules par Postume en 258 n'a rien à voir avec cette renaissance; l'empire des Gaules est romain d'origine, de politique, de titres et de formules). — J. OPPERT. Un cadastre chaldéen du 4^e millénaire avant l'ère chrétienne (publie le texte, communiqué par le P. Scheil, avec le plan des 15 lots dont se compose ce cadastre, avec les explications nécessaires; réfute le système présenté par Reisner dans les comptes-rendus de l'Académie des sciences de Berlin). — Fr. THUREAU-DANGIN. Les tablettes de Sargon l'Ancien et de Naram-Sin. — HOMOLLE. Statue de bronze découverte à Delphes (cette statue fut dédiée par Polyzalos de Syracuse, vers l'an

476 ; puis le nom de Polyzalos a été martelé ; le donateur substitué fut le tyran Hiéron et le personnage honoré Gélon, le fondateur de la dynastie syracusaine).

20. — **Société nationale des antiquaires de France.** 1896, 15 juillet. — M. P. GAUCKLER fait le compte-rendu des fouilles qu'il a récemment exécutées à Carthage dans le premier cimetière des *officielles* ; toutes les tombes exhumées sont de l'époque de Domitien. — 22 juillet. M. GAUCKLER communique une série d'inscriptions latines trouvées en Tunisie, à Maktar et dans les environs, par M. Poivre, contrôleur-suppléant à Maktar. — 4 novembre. M. Mowat communique, au nom de M. DECOMBE, conservateur du musée de Rennes, d'importantes inscriptions romaines trouvées récemment dans le mur d'enceinte gallo-romain de la ville de Rennes. — M. E. MOLINIER présente des observations relatives à une particularité de la coiffure des femmes à Byzance ; cette particularité, consistant en un bonnet en forme de bourselet, se retrouve copiée ou imitée sur des monuments du moyen âge occidental. — 11 nov. M. JULLIOT, de Sens, envoie un mémoire relatif à des inscriptions romaines récemment découvertes sur l'emplacement d'une basilique à Saint-Maurice en Valais (Suisse). — M. ENLART fait une communication sur l'iconographie des rois de Chypre, de la famille des Lusignan. — 18 novembre. M. S. Berger lit, de la part de M. BRUSTON, de Montauban, une notice ayant pour but de préciser l'époque où vécut Abraham, en s'appuyant sur de nouvelles inscriptions cunéiformes qui mentionnent le roi Chodorlahomor. — M. Cagnat lit une note du R. P. DELATTRE, de Carthage, relative à des inscriptions romaines découvertes par ce dernier sur les ruines d'Utique. — M. Ravaïsson lit une note de M. Henri JADART, de Reims, relative à la découverte d'un cimetière mérovingien à Frontigny, commune de Malmaison (Aisne). — M. Michon signale à la Société l'intérêt particulier d'une inscription chrétienne donnée au musée du Louvre par M. le commandant Demaeght, d'Oran. Cette inscription, trouvée à Benian, au sud de Mascara, est relative à un évêque du nom de Nemessanus. — M. RUELLE communique une notice ayant pour but d'expliquer une énigme contenue dans plusieurs passages des œuvres des alchimistes grecs. — M. ENLART communique un travail sur l'église d'Hipapandi, à Athènes, dont le style se rattaché à l'architecture lombarde du XIII^e siècle. — M. HÉRON DE VILLEFOSSE signale une prétendue découverte d'objets antiques faite à Grand (Vosges) dans le courant de l'été dernier : il s'agit d'objets fabriqués par un maladroit faussaire. — 25 nov. M. HÉRON DE VILLEFOSSE présente à la Société la photographie d'un coffret-reliquaire en argent qui vient d'être offert au musée du Louvre par M. de Gournay. D'après son ornementation, on présume que ce monument, qui porte le nom de Felicianus, était chrétien ou juif. Il a été trouvé dans la commune de la Meskiana (Algérie).

21. — **Société de l'histoire du protestantisme français.** Bul-

letin historique et littéraire. 1896. 15 oct. — N. WEISS. Bernard Palissy à Sedan, d'après quelques documents inédits, 1572-1576. — A. BENET. La Réforme à Caen en 1549 (la plus ancienne mention que l'on eût, avant le document publié par M. Benet, sur les huguenots à Caen, était de 1558). — F. BOREL et N. W. Confiscation des biens de Jacques Pastoureaud, de Bourges, retiré à Genève, 1559. — N. W. et O. DOUEN. Une famille d'architectes parisiens, les Du Ry, expulsés par la Révolution; notice et lettre inédite, 1686. — M^{me} A. DE CHAMBRIER. Au couvent de la Visitation de Caen, à quatre-vingts ans; souffrances, mort et déclaration victorieuse de Marguerite de Beringhen de la Luzerne, 1686-1688. — E. RITTER. Court de Gebelin et *l'Émile* de J.-J. Rousseau, 1762 (publie une lettre de C. de G., alors pasteur à Lausanne, au sujet de la profession de foi du vicaire savoyard). — N. W. Protestants et Jacobins. Adresse du Directoire du département du Gard à ses commettants; Nîmes, 1790. — 15 novembre. P. DE FÉLICE. Les abjurations de catholiques dans les temples huguenots (10^e ch. du vol. intitulé : *les Protestants d'autrefois*, qui va paraître). — F. BOREL. Trois documents sur la Réforme en Savoie, 1558, 1563, 1586. — E. RITTER. J.-B. de Rocoles, chanoine de Saint-Benoit; son abjuration et son séjour à Genève, 1672. — Jean Roth. L'installation de Louis-Victor Gabriac à la charge de pasteur de l'Église consistoriale d'Orthez en l'an XII. — V.-L. BOURRILLY. Les préliminaires des guerres de religion en France; 2^e article : organisation des partis; l'édit de janvier 1562.

22. — **Analecta Bollandiana.** 1896, 1^{re} livr. — F. SAVIO. La légende des saints Faustin et Jovite. — Un fragment des Actes de saint Julien d'Anazarbe. — Un recueil anonyme de lettres contemporaines sur saint Pie V. — Comptes-rendus : C. Flament et P. Hage. Le culte des saints de France (manque de méthode). — F. Bellet. Les origines des églises de France et les fastes épiscopaux (bons matériaux; dans la préface, l'évêque de Valence attaque avec beaucoup d'aprétré « l'école critique » dont relèvent les Bollandistes). — Le chanoine Arbellot. Observations critiques à M. l'abbé Duchesne sur les origines chrétiennes de la Gaule et sur l'apostolat de saint Martial (la polémique de l'auteur est peu courtoise). — Böhnhoff. Aldhelm von Malmesbury. Ein Beitrag zur angelsächsischen Kirchengeschichte (conscienctieux, solide et intéressant). — Traub. Der h. Bonifatius, Apostel der Deutschen (manque d'impartialité). — Demimuid. Pierre le Vénérable ou la vie et l'influence monastiques au XI^e s. (beaucoup de lacunes). — F. Della Scala. Der heilige Fidelis von Sigmaringen, Erstlingsmartyrer des Kapuzinerordens und der Congregatio de Propaganda fide (l'auteur est bien informé et prudent dans l'emploi de ses sources). — 2^e et 3^e livr. MERCATI. Miracula B. Prosperi, episcopi et confessoris. — Vitae S. Johannis Calybitae interpretatio latina, auctore Anastasio bibliothecario. — WILLIBALD. La recension abrégée de la vie de saint Boniface. — De

breviario Rhenougiensi martyrologii hieronymiani. Notae necrologiae Rhenougienses saeculi ix. — Un manuscrit hagiographique provenant de l'abbaye de Hautmont. Annales Altimontenses (de 1096 à 1120). — A. ARNDT. Vita et miracula S. Stanislai Kostkæ conscripta a P. Ubaldini. — Comptes-rendus : *N. Nilles*. Kalendarium manuale utriusque ecclesiae (excellent; quelques critiques de détail). — A. Leroux. Les sources de l'histoire du Limousin (très utile). — *Bosio*. Storia della chiesa d'Asti (a exploité par le menu les archives et les bibliothèques régionales). — A. Carrière. La légende d'Abgar dans l'Histoire d'Arménie de Moïse de Khoren (l'examine au point de vue spécial des sources de l'histoire d'Arménie). — *Le Verdier*. Le livre du Champ d'or et autres poèmes inédits par M^e Jean Le Petit (l'identifie avec le théologien de Paris qui fit, en 1408, l'apologie du tyrannicide). — A. Malnory. Quid Luxovienses monachi, discipuli S. Columbani, ad regulam monasteriorum atque ad communem Ecclesiae profectum contulerint (très neuf). — J. Greving. Pauls von Bernried Vita Gregorii VII papae (étude très complète). — T. Cotelle. Saint François d'Assise. Étude médicale (intéressant et minutieux). — H. Bartels. Vie de saint Antoine de Padoue (manque de critique).

23. — Analectes pour servir à l'histoire ecclésiastique de la Belgique. XXVI, 1^{re} livr. — H. VAN HOUTTE. Lettres de Martin V concernant l'hérésie hussite dans les Pays-Bas (cinq pièces : deux d'entre elles sont un appel aux membres de la noblesse luxembourgeoise en général et au comte de la Marck en particulier, pour les engager tous à prendre part à une croisade contre les Hussites de la Bohême. Les trois autres se rapportent à l'exécution d'un hérétique à Tournai en 1429). — E. REUSENS. Les chancelleries inférieures en Belgique depuis leur origine jusqu'au commencement du XIII^e s. (chancelleries abbatiales, chancelleries princières, chancelleries épiscopales). — 2^e livr. P. VERHAEGEN. Journal d'émigration de l'abbé Henry en Angleterre, Belgique, Hollande et Westphalie, de 1792 à 1802 (très intéressant).

24. — Annales de l'Académie d'archéologie de Belgique. 4^e sem., IX, 1^{re} livr. — E. GEUDENS. Le Magistrat d'Anvers et la représentation proportionnelle au XVI^e s. (épisode des luttes du tiers état au sein du conseil de la commune). — A. GOOVAERTS. Une femme bourgmestre d'une ville belge au XVIII^e s. (le bourgmestre dont il s'agit ici est un comptable de la ville). — H. VAN DUYSE. Le Goedendag (cette arme des communiers flamands était une masse surmontée d'une pointe; indique les nombreuses controverses auxquelles cette question a donné lieu). — J.-Th. DE RAADT. Encore un mot à propos du Goedendag (c'était un coutre de charrue). — 2^e livr. ROLAND. Orchimont et ses fiefs (d'après les documents des archives de Namur).

25. — Bulletin de l'Académie d'archéologie de Belgique. 1896. — XXIII. Comptes-rendus : *d'Herbomez*. Histoire des châtelains de Tournai de la maison de Mortagne (important). — *De Wulf*. Histoire

de la philosophie scolastique dans les Pays-Bas et la principauté de Liège jusqu'à la Révolution française (contient notamment un chapitre considérable consacré à Henri de Gand, dit le docteur solennel). — **XXIV. VAN BASTELAER.** La pierre qui tourne ou pierre qui vire à Bailleux (monument néolithique du Hainaut). — **VAN DEN GHEYN.** Autour de la tombe d'Hubert van Eyck (compte-rendu des recherches pratiquées à Gand pour retrouver cette tombe). — **XXV. Comptes-rendus : C. Piot.** Les relations entre les Pays-Bas et la Hanse teutonique au xvi^e s. (bon). — **Folkers.** Mémorial du siège de Berg-op-Zoom en 1747 (détails intéressants). — **XXVI. VAN DE CASTEELE.** La liquidation de la succession de Livinus Torrentius, évêque d'Anvers († 1595). — Compte-rendu : **Lopes.** Les Portugais à Anvers au xvi^e s. (la colonie portugaise a joué un rôle important dans l'histoire politique et économique d'Anvers). — **XXVII. A. DE WITTE.** Le développement de la science numismatique en Belgique de 1830 à 1895 (beaucoup de choses intéressantes et peu connues). — **A. BEQUET.** Biographie d'A. Balat (célèbre architecte belge, 1818, † 1895). — Compte-rendu : **Génard.** Comptes relatifs à la défense de l'Escaut pendant le siège d'Anvers de 1583-85 (nombreux renseignements inédits).

26. — Annales de la Société d'archéologie de Bruxelles. 1896, 3^e livr. — **F. DONNET.** Documents pour servir à l'histoire des ateliers de tapisserie de Bruxelles, Audenarde et Anvers jusqu'à la fin du xvii^e siècle (d'après les archives). — **H. VAN DUYSE.** Le Goedendag, sa légende et son histoire. — **J. VAN MALDERGHEM.** La question du Goedendag. Réponse à H. van Duyse. — **J.-Th. DE RAADT.** La chevalerie s'est-elle servie du Goedendag ? — **P. SHERIDAN.** Les inscriptions sur ardoise de l'abbaye de Villers; suite et fin. — **J.-Th. DE RAADT.** Les frères Pierre-Albert et Jean de Launay (ce sont deux rois d'armes du xvii^e s., qui commirent, en matière héroïque, des faux de conséquence). — Comptes-rendus : **V. Hermans.** Inventaire des archives de la ville de Malines (excellent). — **E. Babelon.** La glyptique à l'époque mérovingienne et carolingienne (important).

27. — Annales de la Société archéologique de Namur. XXII, 2^e livr. — **H. DE RADIGUÈS.** Les seigneuries féodales du comté de Namur (d'après les documents des archives).

28. — Bulletin de l'Académie royale des sciences, des lettres et des beaux-arts de Belgique. 1896, n° 6. — **P. FREERICQ.** Discours prononcé aux funérailles d'A. Wagener (apprécié les travaux du défunt consacrés à l'histoire de l'antiquité). — Comptes-rendus : *de Harlez*. Tchu-Hi, his doctrines and his influence (démontre que les principes de l'école philosophique moderne de la Chine ne sont aucunement athéistiques et qu'une connaissance très incomplète des textes peut seule leur faire attribuer ce caractère). — *Gossart.* Charles-Quint et Philippe II. Étude sur les origines de la prépondérance politique de l'Espagne en Europe (d'après les sources espagnoles). — *De Harlez.* Les

populations primitives du sud-ouest de la Chine (prouve qu'elles appartiennent originairement aux races pré-chinoises, qu'elles ont conservé une indépendance réelle jusqu'à la conquête mongole au xiii^e s., et ont été seulement à cette époque incorporées à l'Empire du Milieu). — N° 7. L. VANDERKINDERE. Quelques feuillets de la vie privée des Athéniens (étudie surtout la famille). — Comptes-rendus : *Devillers*. Cartulaire des comtes de Hainaut, t. VI (intéressant pour l'histoire politique et sociale). — *Magnette*. Joseph II et la liberté de l'Escaut (remarquable).

29. — **Bulletin de la Commission royale d'histoire de Belgique**, 5^e série, VI, n^os 2 et 3. — G. DESMAREZ. Notice sur un diplôme d'Arnulf le Vieux, comte de Flandre (il s'agit de l'acte par lequel Arnulf restitue à l'abbaye de Saint-Pierre les biens dont elle avait été dépouillée, et jette ainsi les bases de la réforme qu'accomplira l'abbé Gérard de Brogne). — A. GOOVAERTS. Une ancienne description de Court-Saint-Étienne (document datant probablement de 1650 à 1660, et qui contient des indications intéressantes pour l'histoire féodale, civile et religieuse de cette importante commune brabançonne). — A. GAILLARD. L'origine du Grand Conseil et du Conseil privé (depuis Philippe le Hardi jusqu'à Philippe II, 1386-1580). — Comptes-rendus : *Noël Valois*. La France et le grand schisme d'Occident (narration fidèle et exacte). — *Franz*. Ostfriesland und die Niederlande zur Zeit der Regentschaft Albas, 1567-1573 (important pour l'histoire religieuse). — *Schlitter*. Briefe der Erzherzogin Marie-Christine, Statthalterin der Niederlande, an Leopold II (cette correspondance nous donne l'histoire complète, au point de vue autrichien, de tout ce qui s'est passé dans les Pays-Bas au moment de la conquête française).

30. — **Comptes-rendus des congrès archéologiques et historiques**. *Session de Tournai*, 1895. — E. SOIL. Tournai archéologique en 1895 (importante monographie). — E. VAN OVERLOOP. Stations belges de l'époque préhistorique et ateliers pour la taille des silex relevés dans la région du Tournaisis. — L. QUARRÉ-REYBOURBON. Les monuments mégalithiques dans les départements du Nord et du Pas-de-Calais. — E. JOPKEN. L'organisation militaire de la commune de Tournay (1424-1521). — P.-A. WINS. Des avantages conférés par le droit de bourgeoisie (description de ces priviléges dans la commune de la Roche en Luxembourg).

31. — **Messager des sciences historiques de Belgique**. 1896, n^o 2. — DURRIEUX. Manuscrits flamands en Espagne (il s'agit de manuscrits à miniatures exposés à Madrid en 1892 à l'occasion du quatrième centenaire de Christophe Colomb). — F. BÉTHUNE. L'inventaire des meubles délaissés lors de son entrée en religion par Antoine d'Aremberg, comte de Senighem. — CLAEYS. Les frais de l'installation de Joseph II en qualité de comte de Flandre (détail de ces frais, qui montèrent à plus de 200,000 francs de notre monnaie). — A. DUBOIS. La bourse des pauvres à Bruges au xvi^e siècle. — Compte-rendu :

A. Wauters. Hans Hemling (rejette toutes les légendes qu'on a mises en circulation sur le célèbre auteur de la châsse de sainte Ursule à Bruges).

32. — Revue de l'Université de Bruxelles. I, 1^{re} livraison. — *E. GOBLET d'ALVIELLA.* Les premières civilisations (les préhistoriques; les civilisations aryenne, égyptienne et sémitique). = 2^e livraison. *L. VAN DER KINDEERE.* Le socialisme dans la Grèce antique (la Grèce s'est condamnée elle-même parce qu'elle n'a pas su respecter la liberté). = 7^e livr. Compte-rendu : *Wauvermans.* Histoire de l'école cartographique belge et anversoise du XVI^e siècle (fruit de longues et patientes recherches). = 8^e livr. *L. VAN DER KINDEERE.* Quelques feuillets de la vie privée des Athéniens (insiste sur le relâchement du lien conjugal). — *E. LAMEERE.* Essai sur l'origine et les attributions de l'audien-cier dans les anciens Pays-Bas (excellente dissertation faite d'après les documents des archives). = Comptes-rendus : *L. Willems.* L'élément historique dans le « coronement Loois. » Contribution à l'histoire poétique de Louis le Débonnaire (important). — *E. Discailles.* Charles Rogier (très consciencieux, beaucoup de révélations piquantes). = 9^e livr. *E. LAMEERE.* Les études historiques à Paris (intéressant compte-rendu des cours de la Sorbonne, de l'École des chartes et de l'École pratique des hautes études).

33. — Revue générale de Belgique. 1896, n° 8. — *H. VAN DOORSLAER.* Coomans (intéressante biographie du publiciste et représentant de ce nom, 1813-1896). = Comptes-rendus : *d'Hausssez.* Mémoires (pleins de malveillance). — *M. Sepet.* La chute de l'ancienne France (donne une connaissance exacte et complète des résultats acquis).

34. — Revue universitaire de Bruxelles. 1896, 8^e livraison. — *G. DESMAREZ.* La formation du territoire de la ville de Gand au moyen âge. Le droit urbain, son extension et son influence au point de vue de la propriété urbaine (c'est le droit spécial formé dans le suburbium qui gagna le bourg et les terres environnantes. L'auteur combat Keutgen, qui croit que c'est le droit en vigueur dans le *bourg* qui a gagné les populations marchandes groupées à ses pieds).

35. — Annales du cercle archéologique de Mons. XXV, 1^{re} livr. — *A. ALLARD.* Le premier bailliage de Tournai-Tournésis, 1383-1423 (contribution à la biographie des jurisconsultes Jehan Boutilier et Jacques d'Ableiges). — *E. MATHIEU.* Le beffroi et l'hôtel de ville de Binche. — *L. QUARRÉ-REYBOURON.* Comptes de la recette générale de Philippe de Croÿ, duc d'Aerschot (1593-1595; il s'agit du conseiller d'État de Philippe II). — *A. GOSSERIES.* Mémoires de Nicolas Jamez, colonel du génie à Luxembourg (1714-1788, intéressants pour l'histoire militaire du XVIII^e siècle). — *F. HACHEZ.* Les prisons de Mons sous le régime français (elles étaient horribles). — *C. ROUSSELLE.* Les vues gravées de la ville de Mons et de ses monuments (en relève

668). — **F. DE LALIEUX DE LA ROCQ.** Épitaphier et épigraphier de Feluy (importante commune du Hainaut; relève 147 inscriptions). — **E. MATHIEU.** Le collège de Saint-Bonaventure à Fontaine-l'Évêque (1652-1796, collège florissant, dirigé par les Récollets). — **A. GOSSERIES.** Notice sur Thomas Jamez (célèbre membre du Conseil privé des Pays-Bas, de 1732 à 1744).

36. — Bulletin de la Société d'art et d'histoire du diocèse de Liège. T. IX. — **J. HALKIN.** Étude historique sur la culture de la vigne en Belgique (relève les endroits où la vigne a été cultivée et étudie les causes de la décadence de la viticulture dans les Pays-Bas. Travail très conscient, fait d'après les documents des archives). — **G. RUHL.** L'expédition des Franchimontois à Sainte-Walburge, le 30 octobre 1468 (réfute les travaux de Gobert Demarteau, lesquels considèrent cette expédition comme légendaire). — **J. CEYSENS.** Les doyens ruraux dans l'ancien diocèse de Liège (expose, d'après un registre du xvi^e siècle, la nomination et les prérogatives des doyens; intéressant). — **F. MAGNETTE.** Saint Frédéric, évêque de Liège, 1119-1121 (bonne biographie faite d'après les sources et suivie des regestes). — **A. DELESCLUSE.** Le comté de Laroche et le tribunal de la Paix (ce comté n'a pas été soumis à la juridiction du tribunal de la Paix). — **A. DE RYCKEL.** La cour féodale de l'ancien duché de Limbourg.

37. — Dietsche Warande. 1896, 4^e livraison. — **E. BUTER.** Épisodes de l'histoire de la Hanse brugeoise.

38. — Historische Zeitschrift. Bd. XXXIX, Heft 2. — **PÖHLMANN.** A propos du moyen âge hellénique (condition des terres et de la culture à l'époque homérique, fragments d'une histoire sociale de la Grèce). — **BAILLEU.** Le roi Frédéric-Guillaume II et la préparation de la paix de Bâle (dans ce remarquable et important article, Bailleu défend le roi d'avoir sacrifié les intérêts de l'Allemagne à ceux de la Prusse; il le montre préoccupé de concilier toujours les intérêts de la Prusse avec ceux de l'Allemagne). — **Comptes-rendus.** — Heft 3. Henri de Sybel (deux notices nécrologiques par R. OLDENBURG et F. MEINECKE). — **G. von BELOW.** L'administration urbaine du moyen âge considérée comme modèle de l'administration ultérieure des principautés et seigneuries (examine successivement l'administration proprement dite, la justice, l'armée, les finances, etc. Très intéressantes observations). — **D. SCHÉFER.** Sur l'histoire de l'union suédo-norvégienne (soutient contre Edén que la paix de Kiel n'est plus la base de l'union). — **LOSERTH.** La prétendue lettre de Wiclif à Urbain VI et quelques écrits de Wiclif de la dernière période de sa vie (la lettre à Urbain VI est fausse, mais Wiclif a envoyé au pape, à l'évêque de Lincoln et aux grands, des écrits que nous n'avons plus). — **Comptes-rendus.** — Bd. XL, Heft 1. A partir de cette livraison, la direction de la Revue, jusqu'alors aux mains de MM. de Sybel et Meinecke, a passé à MM. de Treitschke et Meinecke.

La mort prématurée de Treitschke a laissé M. Meinecke seul à la tête de la Revue, depuis juillet 1896. — K. WENCK. Conrad de Gelnhausen et les sources des théories conciliaires (article très important pour les rapports de Conrad avec l'Université de Paris, avec Henri de Langenstein, Occam, Gerson, Pierre d'Ailly). — M. RITTER. L'origine de l'édit de restitution (étude surtout le rôle capital joué par Maximilien de Bavière, l'ennemi acharné des calvinistes, dans la préparation de l'édit du 6 mars 1629). — Comptes-rendus. — Heft 2. B. NIÈSE. L'historien juif Josèphe (les guerres des Juifs, les antiquités juives et les livres contre Apion sont ses seules œuvres certaines. Il a voulu réconcilier les Grecs et les Romains avec les Juifs en faisant mieux connaître ceux-ci. Il a peu agi sur ses coreligionnaires, mais a été très lu et utilisé au moyen âge par les chrétiens). — VON TREITSCHKE. Le combat de Eckernförde en 1849 (récit fait d'après des notes autobiographiques du père de l'historien, qui était colonel saxon. M. de T. rappelle assez comiquement aux écrivains du Schleswig-Holstein que, depuis qu'ils ont l'honneur et le honneur d'être Prussiens, ils doivent moins s'enorgueillir d'une victoire remportée sur les Allemands). — Comptes-rendus. — Heft 3. D. SCHÄFER. La condamnation d'Henri le Lion (il n'a pas été condamné pour refus de prendre part à l'expédition d'Italie, mais pour violation de la paix en Allemagne et refus de comparaître devant l'empereur). — O. HINTZE. Les essais de réforme en Prusse en 1806 (ne pouvaient aboutir; les défaites seules ont permis les réformes de 1807). — K. WENCK. A propos de Dante (la Divine Comédie se trouvait déjà en 1368 dans la bibliothèque de Jean de Neumark, chancelier de Charles IV. Le *De Monarchia* est de 1300, mais une nouvelle édition a été faite entre 1318 et 1321). — A. WREDE. La date de l'édit de Worms (le projet d'édit fut arrêté le 8 mai; il fut présenté à l'empereur le 12, mais celui-ci ne signa que le 26, bien qu'il restât daté du 8. Il n'entra en vigueur qu'après le 26, quand il fut imprimé). — Comptes-rendus. — Bd. XLI, Heft 2. R. KOSER. Nouvelles recherches sur les préliminaires de la guerre de Sept ans (à propos de Naudé et de Beer; soutient que Frédéric n'a pas pu, en 1756, projeter une guerre pour conquérir la Saxe. Il l'aurait plutôt gardée en 1745). — BAILLEU. A propos de Napoléon I^{er} (observations sur le caractère de Napoléon et sur ses rapports avec ses frères, d'après les papiers de jeunesse publiés par Masson et Biagi et les publications de Du Casse et de Iung). — Lettres du feldmaréchal comte Neithard de Gneisenau à son gendre, Guillaume de Scharnhorst, publ. par A. PICK (suite et fin dans les livr. 2 et 3; vingt-sept lettres, dont vingt-six écrites du 29 nov. 1830 au 16 juillet 1831, treize écrites de Berlin et les autres de Posen, d'une importance capitale pour l'histoire de l'insurrection de Pologne). — MEINECKE. H. de Treitschke. — Comptes-rendus (on trouvera dans ce numéro un bon article de M. d'Inama Sternegg sur l'ouvrage d'Avenel où, tout en critiquant sur certains points sa méthode et en relevant ce qu'il y a de douteux dans beaucoup de ses résultats, il reconnaît que M. d'A. a fait

faire un grand pas à l'histoire des prix et des valeurs en France). — Heft 2. W. GOETZ. Le catholicisme mitigé et l'empereur Maximilien II (n'admet pas le nom de *Compromisskatholicismus* employé par Hopfen pour qualifier la politique conciliatrice de Maximilien II). — MEINECKE. Boyer et Roon. — LAMPRECHT et MEINECKE. Polémique au sujet de l'importance à accorder en histoire aux éléments économiques auxquels L. est disposé à donner partout la première place. — Comptes-rendus. — Heft 3. M. LENZ. L'histoire d'Allemagne de Lamprecht; t. V (attaque très vive contre la manière dont Lamprecht a présenté l'histoire des trente premières années du xvi^e s.). — Comptes-rendus. — La Historische Zeitschrift annonce qu'à côté de ses livraisons régulières elle va publier en brochures séparées des essais un peu plus développés que les articles ordinaires et des textes inédits intéressants pour le grand public, sous le titre de : *Historische Bibliothek*. Le premier volume est un récit des années d'étude et de voyage de Treitschke, *Heinrichs von Treitschke Lehr und Wanderjahre, 1834-1866*, par M. SCHIEMANN.

39. — **Deutsche Zeitschrift für Geschichtswissenschaft.** Bd. IX, Heft 2. — CORNELIUS. La visite de Calvin à la duchesse Renée de Ferrare en 1526. — A. SCHAUBE. Nouveaux résultats sur les origines du Consulat de la Mer. — P. KAROE. La politique hongroise de Frédéric III et de Maximilien I^{er} et leurs rapports avec Moscou, 1486-1506. — H. VON KAP-HERR. L'établissement du consulat en Italie. — BÖECKING. La politique française de Léon IX. — HERRE. Origine et années d'Université de H. Kerner. — KOSER. Les cours allemandes vers 1750. — ELLISSEN. F.-A. Lange et la science historique. — MINZES, HARNACK et QUIDDE. De la transcription des noms russes. — E. DUEMMLER. Sur la généalogie d'Henri I^{er} (conteste contre Krüger, qui maintient son opinion, que Henri I^{er} descendit des Carolingiens). — Bd. X, Heft 1. H. ULMANN. Études sur le pontificat de Léon X; fin dans Bd. XI, Heft 1. — F. GOERRES. L'Église et l'État dans le royaume vandale, de 429 à 534. — I. JASTROW. Le procès guelfe et les premières années de Frédéric Barberousse, 1138-1156; fin dans Heft 2. — F. STIEVE. Le livre de compte de la Ligue allemande, 1619-1627. — K. KAHNE. Le couronnement de Rodolphe, anti-césar de Henri IV. — K. SCHIRREN. Correspondance secrète de Catherine II avec sa mère en 1754. — SIMONSFELD. Observations sur la chronique universelle du F. Paulin de Venise, évêque de Pouzzoles. — A. SCHAUBE. Au sujet du Consulat de la Mer byzantin. — MOLINIER. Revue des ouvrages français sur le moyen âge parus en 1892. — Heft 2. ONCKEN. Gneisenau, Radetsky et la marche de l'armée principale des Alliés à travers la Suisse sur Langres. — PFLUGK-HARTUNG. Trois brefs pontificaux des xi^e et xii^e s. — A. STERN. Un mémoire de F. de Gentz sur la première assemblée d'états bavaroise. — KOEHN. Sur le *Hausgrafenamt* (cf. XI, 4). — Bd. XI, Heft 4. L.-M. HARTMANN. Sur l'esclavage antique. — G. SCHNEGGE. Théodoric le Grand dans la tradition ecclésiastique du moyen âge et dans l'épopée allemande. — H. HERRE. Contributions à la critique de la chronique de

Pöhlde. — E. BRANDENBURG. L'assemblée électoral de Bingen et son importance constitutionnelle. — EGELHAAF. Sur Périclès. — C. WEYMAN. Le titre de la *Germania*. — H. BRESSLAU. L'évêque Marco. — STEVE. L'attitude de Stralendorf dans l'affaire de la succession de Juliers. — E. DUEMMER. Une description de l'empereur Joseph II et de sa cour. — Heft 2. SCHEFFER-BOICHLST. Grégoire VII était-il moine? (certainement, quoi qu'en dise W. Martens). — PRUTZ. Remarques critiques sur le procès des Templiers. — HAEBLER. Les décrets financiers de Philippe II et les Fugger. — W. SICKEL. Les traités des papes avec les Carolingiens et le nouvel empire; fin dans Bd. XII, Heft 1. — K. HAMPE. Le rétablissement du roi de Northumbrie Eardulf par Charlemagne et Léon III. — MEYER DE KNONAU. La pénitence de Canossa. — J. VON GRUNER. Crédit d'un fonds pour la police par Müfling et Grunert pendant l'occupation de Paris en 1815. — Bd. XII, Heft 1. F. RUEHL. Chronologie des rois d'Israël et de Juda. — B. GEBHARDT. Guillaume de Humboldt, ambassadeur à Vienne, 1810-1813. — HEIDENREICH. Sur les légendes de la jeunesse de Constantin. — K. MAURER. Sur le droit et les institutions de l'ancien Gothenburg, 1603-1612. — A. VON RUVILLE. Frédéric le Grand et lord Bute. — Heft 2. M. DOEBERL. Berthold de Vohburg-Hohenburg, le dernier défenseur de la domination allemande en Sicile. — O. SEECK. L'origine du cycle des indictions. — W. BECKER. Le *Miroir de Saxe* et les princes laïques. — A. WIENER. Le principat et le comitatus dans l'ancienne Germanie. Interprétation du ch. XIII de la *Germania*. — A. STERN. Instruction de Hardenberg pour Jordan en 1817 au sujet de l'art. 13 de l'acte de confédération. — BRÖCKING. L'évêque Eusèbe d'Angers et Bérenger de Tours. — M. Quidde, qui a fondé en 1888 la *Deutsche Zeitschrift*, et l'a dirigée dans un esprit de haute impartialité scientifique pendant sept ans, a cru devoir en abandonner la direction pour s'occuper de politique militante. Il l'a remise en bonnes mains, à MM. Seeliger, Buchholz, Lamprecht et Marcks. Depuis le mois d'avril 1896, elle paraît simultanément, d'une part, en fascicules trimestriels contenant des articles de fond, des mélanges et une bibliographie méthodique de toutes les publications nouvelles sur l'histoire d'Allemagne (comprenant un dépouillement de toutes les revues et l'indication de tous les articles critiques dont les livres ont été l'objet); et, d'autre part, en fascicules qui contiennent des articles de critique historique, des comptes-rendus et une chronique. — La *Revue historique* s'est mise en retard avec la *Deutsche Zeitschrift*. Elle lui consacrera à l'avenir des analyses plus régulières et plus étendues.

40. — **Historisches Jahrbuch.** Bd. XVII, Heft 4. — J. MUELLER. Le baptême du roi des Romains Henri IV (il eut lieu à Pâques de l'an 1051). — H. SPANGENBERG. Le poème de Ferreto *De Scaligerorum origine* et l'année où naquit Cangrande I^{er} della Scala (il naquit en 1291, probablement le 8 mai; cette date déterminée, on peut placer à Pâques de l'année 1300 l'époque fictive où commence la Divine-Comédie). —

Joh. MAYERHOFER. Hieronymus Bock, dit Tragus; contributions à sa biographie. — **TENCKHOFF.** De la part prise par Imad, évêque de Paderborn, au synode de Worms, 24 janv. 1076. — **Joh. FIJALEK.** En quelle année a paru l'édition princeps du grand catéchisme, ou *Summa doctrinae christianaæ*, de saint Pierre Canisius? (1554 et non 1555). — **KAINDL.** Deux lettres de l'empereur Mathias relatives à l'histoire de la guerre de Trente ans, 8 juin et 21 nov. 1618. — Comptes-rendus : *Scartazzini*. Dante Alighieri. La *Divina Commedia*; 2^e édiz. (excellente édition. Grauert rapproche de certains vers du poète concernant l'aigle impérial des passages analogues de chroniqueurs, surtout anglais, du XIII^e s.). — **M. Bær.** Die Politik Pommerns während des 30 jähr. Krieges (cet ouvrage jette une lumière nouvelle sur le siège de Stralsund et les projets de Gustave-Adolphe).

41. — Byzantinische Zeitschrift. Bd. V, Heft 3-4. — **BROCKELMANN.** La traduction arménienne des *Geoponica* (ce traité « sur les plantes et sur les travaux des hommes ») était déjà connu par une traduction grecque et une syriaque; la comparaison des trois textes montre que la réécriture arménienne contient des parties assez importantes qui ne se trouvent pas dans les deux autres). — **C.-E. GLEVE.** Contributions à la question de Jean Malalas (distingue de Jean Malalas un Jean Antiochenus). — **A. BURCKHARDT.** Le ms. de Londres du *Breviarium* du patriarche Nicéphore (ce ms. contient seulement les matériaux, réunis par Nicéphore, pour les années 602-713). — **J. DRÈSEKE.** Sur la bibliothèque de Photius, cod. 1. — **K. PRÄCHTER.** L'histoire des empereurs romains jusqu'à Dioclétien dans les mss. de Paris 1712 et du Vatican 163. — **M. TAEU.** Manuel Holobolos (on a donné le nom d'Holobolos à quatre écrivains, poètes ou rhéteurs, distingués, en outre, par le prénom de Manuel et de Maxime. En réalité, un seul doit porter le nom d'Holobolos; c'est Manuel, poète, rhéteur de l'Église grecque et professeur, qui vécut dans la seconde moitié du XIII^e s. et joua un certain rôle politique sous Michel Paléologue. Sa vie, d'après Georgios Pachymeres, et ses écrits). — **J. STURM.** Franciseus Græucus, copiste inconnu du XVI^e s. — **J.-B. BURY.** Un mot grec dans le *Liber Pontificalis* (dans la vie du pape Constantin, le passage « quod Graeci botarea vocant » doit être lu : « Quod Graeci cibotarea vocant; » il s'agit d'un coffre à reliques). — **J. DRÈSEKE.** La tentative d'union des Églises en 1439 (étude le rôle joué par Georgios Scholarios). — Comptes-rendus : *H. Braun.* Die Nachahmung Herodots durch Prokop (bon). — **A. HEISENBERG.** Studien zur Textgeschichte des Georgios Akropolitès (heureuse reconstitution du texte, défiguré dans les éditions). — **M. HEINEMANN.** Quaestiones Zonareæ (montre entre autres que Zonaras fut exilé dans une île des Princes appelée Sainte-Glycérie, sans doute en 1158, qu'il y composa ses œuvres théologiques et historiques, et qu'il y mourut).

42. — Mittheilungen des k. deutschen archæologischen Instituts. Römische Abtheilung. Bd. XI, Heft 2, 1896. — **A. ERMAN.**

Obélisques de l'époque romaine; 2^e art. (sur l'obélisque d'Antinoüs; traduction et explication des inscriptions égyptiennes de l'obélisque Barberini. Antinoüs fut enseveli à Rome et son tombeau, élevé sur la via Labicana, non loin de l'Aqua Claudia, se trouvait autrefois dans la Vigna Sacconi). — HUELSEN. Le tombeau d'Antinoüs (s'appuyant sur les recherches d'Erman, Huelsen détermine l'endroit où l'obélisque s'élevait à l'origine; étudie la question de savoir ce qui reste du tombeau). — A. MAU. Fouilles à Boscoreale près de Pompéi. — ID. Les statues du forum de Pompéi. — PETERSEN. Les récentes découvertes archéologiques en Italie (expose en détail ce qui reste de deux temples à Conca; détails sur une barque antique trouvée dans le lac de Nemi). — Athéniische Abtheilung. Bd. XXI, Heft 2, 1896. PRIDIK. Marques sur des amphores antiques à Athènes (trouvées par l'institut archéologique allemand sur le versant occidental de l'Acropole). — POLLAK. Fouilles opérées à Syros, Mélos, Siphnos, Naxos. — A. WILHELM. Deux décrets de Samothrakiastes de Lesbos. — STUDNICZKA. Une inscription votive d'Athènes (gravée sur un cymbolon d'airain du musée national; elle est consacrée par une femme nommée Kamo). — PHILIOS. Le *Τελεστρίπον* à Éleusis et le sophiste Aristide. — Rapport sur les dernières Fouilles archéologiques en Grèce, dans les îles grecques et en Asie Mineure (publie de nombreuses inscriptions).

43. — Archiv für das Studium der neueren Sprachen und Litteraturen. Bd. XCVII, Heft 1-2, 1896. — ZUPITZÄ. Un remaniement en ancien anglais du récit d'Apollonius de Tyr. — Katherine SCHIRRMACHER. Théophile de Viau (fin de cette biographie; l'auteur étudie le procès qu'on lui intenta pour crime d'athéisme). — Comptes-rendus : *Clemen*. Ueber Leben und Werken des angelsächsischen Gelehrten und Schriftstellers Byrtfeld (bon). — *Horst*. Zur Kritik der altenglischen Annalen (sans grande valeur). — *Voretzsch*. Die französische Heldenage (important).

44. — Hermes. Bd. XXXI, Heft 4, 1896. — B. NIESE. La guerre de Pyrrhus (l'étude des sources montre qu'il n'y a aucune trace d'un récit contemporain par un Latin; la plus grande partie des sources qui nous sont parvenues dérivent de Tite-Live; elles ne font que glorifier la puissance, la bravoure, la noblesse des Romains. Une autre veine de récits est représentée par Diodore, Justin et quelques passages de Polybe et de Cicéron; on y peut trouver quelques correctifs aux récits par trop dénués d'impartialité du temps d'Auguste. Critique le récit de l'ambassade de Cinéas à Rome, des négociations de Carthage avec Rome et Pyrrhus, et des événements qui amenèrent la retraite du roi). — B. KEIL. L'organisation de la phratrie des Labyades à Delphes (corrige et explique une inscription publiée par Homolle dans le *Bullet. de corresp. hellén.*, XIX, 1 sq.). — C.-J. NEUMANN. Polybiana (comment Polybe a-t-il pu se tromper sur la date du premier traité entre Rome

et Carthage ? C'est qu'il a été induit en erreur par Caton. 2^e Comment s'est formé l'ouvrage de Polybe ? Les livres I-XV étaient déjà terminés lorsque, en 151, il interrompit son travail, qu'il reprit seulement en 144, après avoir terminé son activité politique. Il revisa alors les quinze premiers livres, sans cependant enlever toutes les traces de la rédaction primitive, et il publia ces quinze livres, encore inédits, avant d'entreprendre la suite de son ouvrage. 3^e Comment étaient divisées et à quelle époque furent publiées les *Origines* de Caton utilisées par Polybe ?). — P. STENGEL. Signification des termes techniques : Σέρνειν et Σέρνεσθαι, ιερά-σύνα et ιερομορφία (intéressant pour l'histoire des sacrifices en Grèce). — DITTENBERGER. La lettre du roi Darius à Gadatas (publiée d'abord par Cousin et Deschamps dans le *Bullet. de corresp. hellén.*, XIII, 529. Cette lettre, composée d'abord en latin, fut traduite plus tard en dialecte attique).

45. — **Neue Jahrbücher für Philologie und Pädagogik.** Bd. CLIII u. CLIV, Heft 8, 1896. — POMTOW. La base triangulaire des Messéniens et des Naupactriens à Delphes; 1^{er} art. (reconstitution de ce monument et de ses inscriptions; celles-ci sont très importantes pour la chronologie delphique du III^e siècle. Le monument était le pendant exact de celui que les Messéniens et Naupactriens avaient élevé à Olympie). — G. GILBERT. La plus ancienne monnaie d'Athènes (était celle d'Égine. Solon résolut d'y substituer celle de l'Eubée; l'étafel fut alors un didrachme avec la tête de taureau. Hippia retira de la circulation toutes les monnaies frappées auparavant à Athènes et leur substitua le tétradrachme avec la tête de Pallas et la chouette; c'est ce qui explique la disparition presque totale des anciennes monnaies athénienes). — HÖFER. Labrando, Panomoros et Spalaxos, curètes de Carie (ces noms sont autant d'épithètes de Zeus; on a trouvé un Ζεὺς Σπάλαξος; dans une inscription récemment découverte à Mastaura). — POMTOW. Sur l'inscription des Labyades à Delphes (complète le texte publié par Homolle dans le *Bullet. de corresp. hellén.*, t. XIX; il fut composé sous l'archonte Karpos au début du IV^e s.). — FRITZSCHE. Pour servir à la biographie du poète Lucrèce (il est bien vrai qu'il est devenu fou et qu'il s'est suicidé). — PFITZNER. L'Agricola de Tacite (défend contre Andressen sa thèse qu'Agricola, en 82, conduisit une expédition en Irlande et non en Écosse). — LEHMANN. La campagne de Hannibal contre Scipion en 202 (la grande bataille de cette année fut livrée, non à Zama, mais à Naraggara en Numidie; réfute les objections présentées par Meltzer. 2^e Le récit de Polybe, XV, 5, 4, d'espions carthaginois arrêtés par Scipion et d'un entretien de Scipion avec Hannibal, est invraisemblable; c'est sans doute une invention d'Ennius).

46. — **Philologus.** Bd. LV, Heft 2, 1896. — REITZENSTEIN. Leukarion et Deukalion (la plus ancienne légende ethnique des Locriens ne connaît pas Deukalion, mais Leukarion. Il y eut donc deux cycles différents, bien que conformes en certains points, de légendes, personni-

fiées dans ces deux noms; plus tard, ils se fondirent en un seul mythe). — MARQUART. Recherches sur l'histoire de l'Iran; suite (critique de Faustus de Byzance et de Ctésias; recherches sur l'ancien calendrier perse, etc.). — G.-F. UNGER. L'œuvre historique de Posidonius; fin (Posidonius séjourna à Rome pendant l'hiver de 87-86; en 83, il travaillait au 28^e livre de son *Histoire universelle*. C'est entre 75 et 68 qu'il a visité les côtes de l'Océan). — SOLTAU. Origine des *Annales maximi* (on a prétendu que ces Annales contenaient une description complète de l'histoire romaine et reposaient essentiellement sur les notes prises par les *Pontifices romains*. C'est une erreur; l'auteur étudie quelles parties de Tite-Live sur l'histoire du IV^e s. sont empruntées aux *Annales maximi* et à l'aide de quels éléments elles ont été composées. La source principale où ont puisé ces Annales sont les *fasti consulares*, avec de brèves notices historiques, une liste triomphale, de courts récits empruntés à d'anciens annalistes et des notes sur les fonctions des censeurs et des édiles). — GURLITZ. Les lettres de Cicéron à Brutus; études critiques (le texte édité par Cratander est la meilleure source). — MUENZER. Le premier adversaire de Spartacus (C. Claudius Glaber, préteur en 73 av. J.-C. Critique des sources relatives à la catastrophe de Spartacus).

47. — **Rheinisches Museum für Philologie.** Neue Folge. Bd. LI, Heft 4, 1896. — R. FÖRSTER. Pour servir à l'histoire de la philologie (parle des scholies de Cyriacus d'Ancône sur la géographie de Strabon qui se rencontrent dans un ms. de la bibliothèque du collège d'Eton et dans un ms. de la Laurentienne; elles contiennent entre autres le texte de onze inscriptions romaines et grecques). — BIRT. De la prétendue origine troyenne des Francs et des Gaulois (réunit les témoignages des chroniqueurs qui ont mentionné cette fable). — POMTOW. Recherches delphiques (1^o sur la chronologie de la domination de Pisistrate à Athènes: sa première tyrannie tombe en 561-560 et 560-559; la seconde en 555-554 et la troisième va de 544-543 à 528-527. 2^o L'ode où Pindare chante la victoire de Mégaclès est de l'an 486 av. J.-C.; intéressant pour la généalogie des Alcméonides). — ZIEHEN. Corrections à certaines lettres de Cicéron (intéressant pour la biographie de Cicéron). — ZIEBARTH. Sur les inscriptions de Thyatire (complète et corrige la thèse de M. Clerc, *De rebus Thyatirenorum*, 1893). — W. SCHWARZ. Le district égyptien d'Heptanomis (son organisation sous Hadrien. Le « nomus Arsinoïtes » n'est pas le territoire de la villa d'Arsinoé sur la mer Rouge, mais d'Arsinoé sur le lac Meris). — BUECHELER. De quelques inscriptions chrétiennes (publiées par Orsi, au t. X de la *Römische Quatalschrift*).

48. — **Romanische Forschungen.** Bd. IX, Heft 3, 1895. — MARENHOLTZ. Le différend entre Fénelon et Bossuet (critique très vive des ouvrages de Douen et de Crouslé). — Bd. X, Heft 1, 1896. BAIST. Casamatta (combat l'opinion de G. Paris dans la *Romania*, XXIII, 619;

explique l'origine du mot, avec des détails sur l'histoire de l'art de la fortification au xv^e s.).

49. — Zeitschrift für romanische Philologie. Bd. XV, Heft 2-3, 1896. — FINZL. Un poème sur le siège de Lucques en 1430 (publie ce poème en six chants, très détaillé, avec des notes). — THURNEYSEN. Sur Guillaume de Malmesbury (recherches sur les sources du *De Antiquitate Glastoniensis ecclesiae*; il y retrouve l'*Hist. Brittonum* de Nennius et une *Epistola* d'un certain Godefridus qui puise dans les légendes irlandaises. Notes sur l'histoire de la diffusion de la légende de saint Patri- cius). — BAIST. Remarques et additions au précédent mémoire. — Heft 4. — Comptes-rendus : *Texte*. De Antonio Saxano, Antoine Du Saix (biographie très consciencieuse). — Zenker. Das Epos von Ise- bart und Gormund (important). — *Fluri*. Isembart et Gormont (bon; bien meilleur que Zenker).

50. — Deutsche Zeitschrift für Kirchenrecht. Bd. V, Heft 1, 1895. — GOETZ. A quelle époque ont été rédigées les formules relatives à la consécration des églises au chap. x-xxxi du *Liber diurnus?* (elles remontent en partie à la fin du v^e s., mais elles étaient déjà en usage à l'état de formulaire dans la chancellerie pontificale sous le pape Gré- goire I^{er}). — ID. La décrétale du pape Pascal I^{er} « *Fraternae mortis* », C 1, qu. III, c. 7 : « *Si quis autem objecerit* » (ce texte a été intitulé à l'époque moderne : « *Epistola Widonis ad Heribertum, archiepiscopum Mediolanensem* », et publié comme tel par Thaner dans les *Mon. Germ.* : *Libelli de Lite*, p. 1 sq. En réalité, c'est une décrétale authen- tique de Pascal I^{er}). — Heft 2. HALBAN-BLUMENSTOK. Les mss. canoniques de la bibliothèque publique de Saint-Pétersbourg (art. détaillé de 103 p.). — Bd. VI, Heft 1, 1896. C. KOEHLER. La possibilité du droit canonique (Sohm avait soutenu que le droit canonique est en contra- diction avec l'essence même de l'Église et qu'il est un symptôme de la dépravation de l'Église dégénérant en catholicisme. L'auteur rejette ce système dans une étude sur les origines premières du droit canonique; fin dans Heft 2). — O. SEEBASS. Un pénitentiel encore inédit dans un ms. de Bobbio conservé à l'Ambroisienne (texte et commentaire. Il est d'origine irlandaise et doit avoir été remanié au ix^e s.). — Heft 2. BER- BIG. L'ordonnance ecclésiastique de Jean-Casimir, duc de Saxe, en 1626. — HINSCHIUS. Un formulaire de l'inquisition sicilienne, xviii^e s.

51. — Zeitschrift für Kirchengeschichte. Bd. XVII, Heft 3. — SEECK. Recherches sur l'histoire du concile de Nicée; suite et fin. — H. SCHULZ. Pierre de Murrhone, pape sous le nom de Célestin V; 1^{er} art. — O. ALBRECHT. Études sur les épîtres de Luther aux chrétiens de Riga et de Livonie en 1524. — PAUL TSCHACKENT. Addition à l'histoire de la Réforme en Prusse (1^{er} c'est Johann de Schwarzenberg qui inspire l'écrit intitulé : *Des heiligen Geistes deutlicher Warnungsbrief*, composé à Königsberg en 1526; 2^o Paul Speratus n'est pas l'auteur du pamphlet intitulé : *Absag oder vhdtschrift des hellischen Fürsten Lucifer*, 1524).

52. — Zeitschrift für wissenschaftliche Theologie. Jahrg. XXXIX, Heft 4, 1896. — A. HILGENFELD. Recherches sur les sources des Actes des Apôtres; 8^e art. (étudie le chapitre sur l'emprisonnement de saint Paul à Jérusalem et sa transportation à Césarée. L'auteur des Actes a utilisé : 1^o une biographie de saint Paul et un récit de sa mission chez les Gentils; 2^o une biographie de saint Pierre et un récit des origines de la communauté chrétienne; 3^o une histoire des « Septem viri » grecs, intitulée par l'auteur Ἡράκλειος τῶν ἑπτά). — E. ZELLER. Le martyre de saint Pierre (repousse l'hypothèse, présentée par Clemen dans cette *Zeitschrift*, qu'un passage de l'*Ascensio Jesaiæ* atteste le martyre de saint Pierre à Rome sous Néron). — Comptes-rendus : *Heinzelmann*. Der Brief an Diognet (bon; rectifications par Dræseke). — *Bedjan*. Histoire de Mar Jab-Alaha; 2^e édit. (important). — *Nippold*. Handbuch der neuesten Kirchengeschichte; 3^e Aufl. Bd. III, 2^e Abth. (excellent).

53. — Jahrbuch für Gesetzgebung, Verwaltung und Volkswirtschaft im deutschen Reich. Jahrg. XX, Heft 4, 1896. — BREYSIG. Le développement social des principaux peuples de l'Europe depuis la Réforme. — TROELTSCH. Les manufactures à Gœppingen au XVIII^e s. (utilise une très importante chronique inédite du manufacturier Vayhinger, 1755-1784. Cette industrie était à cette époque très florissante à Gœppingen; il est donc inexact de parler d'une décadence de l'industrie allemande au XVIII^e s.). — Comptes-rendus : *Sommerfeld*. Geschichte der Germanisierung des Herzogthums Pommern (bon). — *Schönlank*. Sociale Kämpfe vor drei Jahrhunderten im alten Nürnberg (partial).

54. — Jahrbücher für Nationalökonomie und Statistik. 3^e Folge. Bd. XII, Heft 1, 1896. — LOEW. Le cinquantenaire de la liberté commerciale en Angleterre; suite dans Heft 2 (se propose et s'efforce d'établir la balance exacte entre les protectionnistes et les libre-échangistes, car les avantages ou les pertes de l'Angleterre depuis la suppression des douanes n'apparaissent pas clairement). — Comptes-rendus : *Bücher*. Die Entstehung der Volkswirtschaft (très important). — LOHMANN. Vauban (bon). — ZENKER. Der Anarchismus (ce n'est qu'un travail préparatoire). — WUTKE. Die Breslauer Messe (utile). — GÄTZ. Geographisch historisches Handbuch von Bayern (bon). — Heft 3. BALLOD. L'importance économique de la Sibérie (article très important). — Heft 4. VARGES. Origine des institutions municipales en Allemagne; suite (ch. x; traite en détail de l'administration dans les villes allemandes avant l'établissement du conseil; la communauté urbaine à l'origine ne fait que continuer la communauté rurale; le trait constitutif de la ville primitive n'est ni le commerce ni le marché, c'est la fortification; les bourgeois se sont naturellement soumis au chef militaire même dans les affaires communales. A la tête de la ville se trouve, non plus un fonctionnaire issu de la communauté, mais un magistrat public,

le lieutenant du comte, qui règle avec la communauté les affaires municipales. Donne de très abondants détails sur ces chefs des villes : baillis, schultheiss, et sur les modifications que leurs charges subirent peu à peu avec le temps). — *Comptes-rendus : Socialpolitischer Briefwechsel* zwischen Kawelin, Turgenjew und Alex. Herzen, übersetzt von Minzes (important). — *Zapfl. Fränkische Handelspolitik im Zeitalter der Aufklärung* (excellent).

55. — **Staats- und Socialwissenschaftliche Forschungen.** Bd. XIV, Heft 1, 1896. — M. SPAHN. Le duché de Poméranie, de 1478 à 1625; ses institutions, sa condition économique (exposé fait avec beaucoup de détails et de soin, d'après de nombreux documents inédits. Mémoire de 202 p.).

56. — **Zeitschrift für Ethnologie.** Jahrg. XXVIII, Heft 1, 1896. — RENECKE. Les antiquités scythes dans l'Europe centrale (liste très complète de toutes les antiquités de type scyto-sibérien qui ont été trouvées dans l'Europe centrale; remarques sur leur style et sur la manière dont elles sont arrivées là. L'auteur prétend que, vers 400 av. J.-C., la Russie méridionale jusqu'à l'Altai et à l'Iéniséi fut habitée par une population identique d'origine et de caractère; elle n'était pas d'origine iranienne, mais elle venait du nord de l'Asie. Il est probable que, vers cette époque, des peuples scythes ont envahi la Hongrie). — VALENTINI. Villes imaginaires désignées par le nom « *Tulan* » au Mexique et dans l'Amérique centrale (« *Tulan* » n'est pas le nom d'une ville déterminée; c'est un nom commun qui signifie « ville, » par opposition au plat pays).

57. — **Bonner Jahrbücher.** Heft 99, 1896. — WIEDEMANN. L'Égypte ancienne et les influences extérieures qu'elle a subies. De la patrie primitive des Égyptiens et de leur émigration dans la vallée du Nil; insiste sur l'influence exercée sur l'Égypte par la civilisation mycé-nienne, sémitique et hellénique). — KISA. Un tombeau romain à Cologne (en forme de temple; érigé sans doute en l'honneur d'un officier supérieur de la 22^e légion). — DRAGENDORFF. Liste des marques de potier sur les vases en « *terra sigillata* » qu'on peut dater de 70 à 250 ap. J.-C. (important article de 109 p. qui complète un mémoire précédent de l'auteur publié dans Heft 96). — RENARD. Les constructions de l'électeur J.-Clément et Clément-Auguste à Cologne, 1688-1761 (montre l'influence française en Allemagne; l'électeur Clément-Auguste attira à Bonn les plus célèbres artistes français). — HAUG. La déesse Epona (elle est d'origine celtique et non italienne. C'était la déesse des chevaux; son culte n'a rien à voir avec celui des « *deae Matronae* »). — BRINKMANN. La frontière romaine en Orient (extraits de la biographie de l'abbé Alexandre Akoimetos dans les *Acta sanctorum*, janvier, t. I, p. 1018; des *Acta Sergii et Bacchi* publ. aux *Analecta Bollandiana*, t. XIV, p. 4895, p. 373, et du règlement de l'empereur Nicéphore Phocas publ. au t. XI du *Corp. scrip. histor. Byzant.* Ces sources nous

renseignent assez bien sur la manière dont était organisée la surveillance de la frontière orientale du v^e au x^e s.). — IHM. *Lamiae ou Campestres?* (*Corp. inscr. lat.*, t. VII, p. 507, il faut lire *Campestribus* au lieu de *Lamii tribus*).

58. — **Nord und Süd.** 1896, juillet. — CARL BLIND. Le siège de Paris à vol d'oiseau (corrige un certain nombre d'erreurs commises par W. de Fonvielle, en particulier sur les rapports de Fonvielle et de Blind lui-même avec Louis Blanc; complète les renseignements de l'auteur sur les sympathies anglaises pour la France en 1870-71). — H. MEISNER. Ernest-Maurice Arndt et Charlotte Quistorp (détails, d'après des documents inédits, sur la vie du célèbre patriote et poète allemand à Greifswald en 1779-1801, et sur sa femme, Charlotte, morte en 1804). — Août. A. FRIEDMANN. Les mémoires de M^{me} Vigée-Lebrun (analyse et extraits). — Sept. SOLTAN. L'annalistique romaine (résume les résultats des plus récents travaux sur l'historiographie romaine). — F. THUDICHUM. Les inventions de Jean Gutemberg à Strasbourg en 1429-1444 (analyse, rectifie et complète le mémoire de Carl Schorbach paru au t. VII de la *Zeits. f. Geschichte d. Oberrheins*). — Octobre. A. ROGALLA von BIEBERSTEIN. La principauté de Neufchâtel sous la domination prussienne, 1707-1847 (détails sur les troubles politiques et sur les mouvements révolutionnaires en 1830-1847).

59. — **Preussische Jahrbücher.** Bd. LXXXV, Heft 2, 1896. — H. VIRK. La cour de Rome et l'Allemagne, 1533-1539; suite dans Heft 3 (décrit très minutieusement la situation religieuse de l'Allemagne et les rapports de la papauté avec l'empereur et les princes allemands, d'après les *Nuntiaturberichte*). — SCHIEMANN. L'avènement du tsar de Russie Nicolas I^r (le récit que Nicolas I^r fit composer à ce propos par le baron Modeste Korff est une fable; le tsar connaissait parfaitement la teneur du testament d'Alexandre I^r, qu'il jeta au feu pour pouvoir régner; c'est ce qui ressort des Mémoires de Sotow récemment publiés dans *l'Istoritscheski Westnik*, juillet 1896. Il dut lutter contre l'opposition déclarée du comte Miloradovitch, qui fit proclamer empereur le grand-duc Constantin). — Heft 3. FRANCK. Le proverbe allemand : « le sang est plus épais que l'eau » (ce proverbe signifie à l'origine que le devoir de la vengeance par le sang était plus strict que les obligations imposées par le baptême). — Bd. LXXXVI, Heft 1, 1896. MEINARDUS. La légende du comte Adam de Schwarzenberg (réfute, à l'aide de documents inédits, l'accusation portée contre cet éminent homme d'État brandebourgeois, familier de l'électeur de Brandebourg Georges-Guillaume, d'avoir trahi la Prusse, de s'être mis à la solde de l'Autriche et d'avoir machiné un attentat contre la vie du prince électoral Frédéric-Guillaume. Il fut, au contraire, le premier représentant de la politique impériale du Brandebourg au dehors et remporta de grands succès diplomatiques contre les Suédois en 1637-1640. A l'intérieur, il voulait fortifier la monarchie contre les états provinciaux et

jeter les bases de l'absolutisme en Brandebourg). — SIEVEKING. Plans de colonisation préparés à Hambourg en 1840-1842 (une société par actions s'était proposé d'acquérir l'île Chatham, voisine de la Nouvelle-Zélande, et d'étendre ensuite sur le globe tout un réseau de colonies. L'âme de ce plan était le syndic de Hambourg, Carl Sieveking. L'opposition de l'Angleterre et le grand incendie de 1842 firent échouer ces projets).

60. — Bayerische Akademie der Wissenschaften. Sitzungsberichte der philosophisch-philologischen und der historischen Classe. Munich, 1896, Heft 2. — Ed. von WÖELFLIN. Contributions épigraphiques; 2^e art. (commente les inscriptions de la colonne rostrale, du monument d'Ancyre, du sénatus-consulte des Bacchanales; caractérise la langue et le style historique de l'empereur Auguste d'après le monument d'Ancyre). — W. GEIGER. Rapport sur un voyage à Ceylan, 1895-1896 (concernant la langue et la littérature cingalaises). — G.-F. UNGER. Recherches chronologiques sur Flavius Josèphe; 2^e art. — HEIGEL. Le manifeste du duc de Brunswick, 25 juillet 1792. — Ad. ROEMER. Les Nuées d'Aristophane (à côté de traits qui appartiennent à la caricature ou qui sont inexacts, le portrait qu'Aristophane trace de Socrate nous fait mieux connaître certaines particularités de son caractère). — H. SIMONSFELD. Contributions à l'histoire de la Bavière et de Munich (1^e parle de l'inscription tombale, aujourd'hui détruite, de Caroloman, fils de Louis le Germanique, de l'année 880, au monastère d'Alt-Oetting, d'après un rapport de deux ambassadeurs vénitiens en 1492; 2^e publie 44 lettres et chartes de 1284-1489, tirées d'un recueil épistolaire du monastère bavarois de Fürstenfeld; elles jettent un jour nouveau sur les rapports de la Bavière avec la haute Italie au XIV^e et au XV^e siècle). — E. SCHLAGINTWEIT. Un pamphlet sur la chronologie bouddhique composé en 1591.

61. — K. Preussische Akademie der Wissenschaften. Sitzungsberichte. 1896, Stück 36. — Carl SCHMIDT. Un ouvrage gnostique en langue copte (acquis au Caire par le musée égyptien de Berlin; l'ouvrage contient trois traités étroitement apparentés : *Evangelium Mariae* ou *Apokryphon Johannis*, la *Praxis Petri* et la *Sophia Jesu Christi*. Le premier a été utilisé déjà par Irénée et poursuivi comme hérétique. Analyse de ces traités). — HARNACK. Remarques sur ce recueil gnostique (il est très important. On reconnaît maintenant que le combat livré au gnosticisme par la théologie orthodoxe était peu scientifique). — Stück 40-41. SACHAU. Inscriptions araméennes. — E. SCHUERER. Le calendrier et l'ère de Gaza (cette ère commence le 28 octobre de l'année 61 avant J.-C.; elle a d'étrôts rapports avec l'expédition de Pompée en Syrie, qui délivra Gaza de la domination juive). — U. KÖHLER. Pour servir à l'histoire monétaire d'Athènes (Head avait prétendu qu'à la fin de la guerre lamiaque, en 322 av. J.-C., le droit de frapper monnaie avait été enlevé aux Athéniens et qu'ils l'avaient recouvré en 229

après avoir secoué le joug macédonien; c'est une erreur. Décrit et reproduit quinze monnaies grecques).

62. — Archäologisch-epigraphische Mittheilungen aus Österreich-Ungarn. Jahrg. XIX, 1896, Heft 1. — W. GURLITT. Découvertes d'antiquités à Pettau, sur la Drave, l'ancien Poetovio, en Styrie (traite des représentations figurées, de la signification mythologique et du culte des « Nutrices augustae, » d'après des inscriptions et des bas-reliefs trouvés à Pettau). — F. SARRE. Voyage en Phrygie, en Lycaonie et en Pisidie (publie 36 inscr. grecques; notes sur d'intéressants tombeaux non encore étudiés). — KALINKA. Inscriptions antiques de Constantinople et des environs. — J. JUNG. Trouvailles faites à Karlsburg-Apulum (autel de Minerve et inscription votive à Jupiter Bussamarius). — SZANTO. Sur les tétralogies d'Antiphon (Dittenberger a montré que la loi mentionnée par Antiphon, qui, à ce qu'on prétend, interdisait l'homicide légitime ou illégitime, n'a jamais pu être appliquée à Athènes; cependant les tétralogies ne sont pas de pures déclamations. Elles ont pour objet, en exposant certains cas bien typiques, de proposer une réforme des *δικαια πονικαί* d'après les principes d'une très subtile philosophie du droit. La polémique contre le droit en vigueur, qui est contenue dans ces discours, est dirigée surtout contre le fait que, dans beaucoup de procès pour cause d'homicide, l'auteur véritable n'était pas puni). — IHM. Divinités fluviales d'origine celtique dans la région du Danube (étude l'inscr. du *C. I. L.*, III, 3941; les divinités Vidasus et Tiana qui s'y trouvent mentionnées correspondent sans doute aux noms de rivière actuels Unna et Sanna). — TOCILESCU. Nouvelles inscriptions trouvées en Roumanie; suite. — BORMANN. Inscriptions d'Ombrie.

63. — Archiv für österreichische Geschichte. Bd. LXXXII, 1895. — A. BEER. Les dettes de l'État et l'organisation financière sous Marie-Thérèse; 1^{er} art. (d'après de nombreux documents inédits. Détails sur le projet de réformes financières élaboré par le comte Haugwitz en 1747). — BRETHOLZ. La Moravie et le royaume du duc Boleslas II de Bohême (on a souvent prétendu qu'avant la conquête de la Moravie par les Polonais en 1003, cette province avait formé une partie du royaume de Bohême. C'est une erreur: jusqu'à la fin du x^e siècle, la Moravie est restée sous la domination de la Hongrie; peu de temps après s'en être affranchie, elle passa sous celle de la Pologne, puis, en 1030 seulement, de la Bohême. Recherches sur la fondation et sur les limites primitives de l'évêché de Prague). — FRIESS. Histoire du couvent bénédictin de femmes de Traunkirchen, dans la haute Autriche, 1020-1572 (publie en appendice 112 actes ou analyses de 1180 à 1567 et le nécrologie du monastère). — LOSERTH. Contributions à l'histoire du mouvement hussite; 5^{er} art. (publie plusieurs récits contemporains sur la vie, la condamnation et la mort de Jean Huss et de Jérôme de

Prague; 23 documents relatifs à la propagation du wiyclifisme en Bohême et en Moravie en 1410-1419 et au différend entre l'évêque Jean de Leitomischl et le chanoine Ales de Winschehrad au sujet de l'évêché d'Olmutz). — HASENOEHRL. Les margraviats allemands du sud-ouest aux X^e, XI^e et XII^e siècles (1^e étudie le sens primitif et la valeur réciproque des expressions *marchia*, *comitatus*, *pagus*; 2^e expose l'histoire et les limites des margraviats de Riedmark, de l'Ostmark, de la Karantanische Mark, de la marche de Pettau, de Saunien, de Carinthie et d'Istrie; avec six cartes). — A. HUBER. Études sur la correspondance des généraux Gallas, Aldringen et Piccolomini, en février 1634 (cette correspondance a été copiée à la suite d'un mémoire adressé par le frère du général Aldringen, Paul, évêque *in partibus* de Tripoli, à l'archevêque de Salzburg. Elle concerne la disgrâce et la mort de Wallenstein; elle a été souvent utilisée, mais il y avait lieu d'en examiner de près le contenu et d'en dater exactement les lettres, étude qui redresse en beaucoup de points le récit traditionnel de la catastrophe d'Eger). — R.-F. KAINDL. Études sur les sources de l'histoire de Hongrie (chap. III, sur les « *Cronica Ungarorum iuncta et mixta cum cronica Polonorum et vita sancti Stephani* », chronique composée vers 1200, en Hongrie, sans doute à Gran, par un clerc d'origine slave; vers la fin du XIV^e siècle, elle a été interpolée en Pologne. Chap. IV: le diplôme du roi Étienne le Saint pour le monastère de Martinsberg-Pannonhalm; nous n'en avons pas l'original, mais une copie presque contemporaine qui a modifié le texte primitif en plusieurs passages et changé la date de 1036 en 1002; ce n'est donc pas à proprement parler un acte faux). — Bd. LXXXIII, Heft 1, 1895. KRETSCHMAYR. Ludovico Gritti, 1480-1534 (fils naturel d'Andrea Gritti, doge de Venise, fut faire à Constantinople une si grosse fortune qu'il devint un des principaux conseillers du sultan Soliman; en cette qualité, il mena des négociations avec Venise et l'Autriche. En 1530, il fut nommé par Jean Zapolya gouverneur du royaume hongrois, et parait avoir cherché dans les années suivantes à acquérir la couronne royale de Hongrie; mais il fut mis à mort en 1534. Biographie détaillée d'après des documents inédits). — TURBA. L'emprisonnement du landgrave Philippe de Hesse, 1547-1550 (rectifie, d'après de nouveaux documents, ce qu'il avait déjà dit, dans un programme de 1894, sur le rôle joué dans cette circonstance par Charles-Quint).

64. — **Mittheilungen des Instituts für österreichische Geschichtsforschung.** V Ergänzungsband, Heft 1 (ce fascicule est tout entier consacré au 4^e congrès des historiens allemands tenu à Innsbruck en septembre 1896). — J. JUNG. L'organisation de l'Italie d'Auguste à Charlemagne; contribution à l'histoire primitive des États de l'Église. — JUL. FICKER. Le pays d'origine de la loi ripuaire (ce n'est pas la région du bas Rhin, mais plutôt celle de la haute Lorraine). — ED. RICHTER. L'atlas historique des Alpes autrichiennes (de la méthode à suivre pour le dresser). — K. UHLIRZ. Les lettres de fidélité desbour-

geois de Vienne des années 1281 et 1288 (étude diplomatique et historique). — D. von SCHÖNHERR. Un ouvrage oublié de Guido Reni pour l'église des Capucins à Brischach. — J. HIRN. Documents d'archives sur Wallenstein (trouvés dans les archives d'Innsbruck; correspondance de Wolf Rudolf d'Ossa, qui remplit les fonctions de quartier-maître de Wallenstein). — MAYR-ADLWANG. Un projet d'assassinat contre Wallenstein en 1638 (publie et commente une lettre adressée à l'archiduc Léopold, gouverneur du Tyrol, par l'abbesse de Buchau, sur le Fédérsee, en Souabe, du 20 juin 1628). — H. von ZWIEDINECK-SUEDENHORST. La brigade Thierry au combat d'Abensberg, le 19 et le 20 avril 1809 (cette brigade, détachée du corps de Hohenzollern, était chargée de défendre contre les Français la position entre Abensberg et Rohr, d'où dépendait le sort de l'armée autrichienne. Publie le rapport de Thierry, général d'origine luxembourgeoise). — Bd. XVII, Heft 4. Th. LINDNER. L'origine des principautés électoralas (réplique aux critiques dont a été assailli son ouvrage : *Die deutschen Königswahlen, 1893*). — Jos. SEE-MUELLER. Le voyage de couronnement de Frédéric III à Aix-la-Chapelle (publie le texte du journal de ce voyage, composé par Clemens Specker de Sulgen, sacriste à Kœnigsfelden, en 1479-1482, avec une introduction qui porte surtout sur les caractères philologiques de ce document, qui est écrit en allemand). — VANCSA. Prétendues signatures autographes de rois allemands au XIII^e-XIV^e siècle. — MAYR-ADLWANG. Les changements apportés à la constitution de la Bohême après la bataille de la Montagne-Blanche. — Bibliographie : O. Gutsche et W. Schultze. Deutsche Geschichte von der Urzeit bis zu den Karolingern; Bd. I (assez bien au courant). — H. OTTO. Die Beziehungen Rudolfs von Habsburg zu Papst Gregor X (bon). — EULENBURG. Das Wiener Zunftwesen (excellent). — Th. von SICKEL. Römische Berichte (précieux). — Analyse des articles de revue concernant l'histoire de la Bohême, de la Moravie et de la Silésie en 1894.

65. — K. Akademie der Wissenschaften. Sitzungsberichte der philosophisch-historischen Classe, Bd. CXXXII, 1895. — HULA et SZANTO. Rapport sur un voyage en Carie (aux frais de la fondation du prince de Liechtenstein; les deux missionnaires ont collationné de nombreuses inscriptions déjà connues, en ont trouvé environ 300 inédites, dégagé de nouveau les restes des villes de Kasosso, Hygassos et Kallipolis). — VON HARTEL. Études patristiques; chap. v et vi (les mss. et la critique du texte des lettres et poésies de Paulin de Nole, avec commentaire). — BUEHLER. Études indiennes; 3^e art. (l'alphabet dit de Brahma dérive de l'alphabet sémité du nord. Détails sur l'époque où ce dernier a été introduit dans l'Inde). — KUEHNERT. La philosophie du philosophe chinois Kong-dsy (Confucius), d'après le texte primitif. — GUMPLOWICZ. L'évêque de Kruszwica Gallus, le premier chroniqueur latin de la Pologne (le *Galli chronicon* a été composé, vers 1113, par l'abbé Gallus de Lubin, plus tard évêque de Kruszwica, neveu de l'évêque de Cracovie Baudoin, dont il a fortement subi l'influence). —

GOMPERZ. Nouvelles remarques sur la plus ancienne tentative faite pour créer un système de tachygraphie grecque (à propos du mémoire d'U. Köhler dans les *Mittheilungen d. d. archæol. Instituts in Athen*, t. VIII, 1883, p. 359 sq.; critique le mémoire de Gitlbauer au tome XLIV des *Denkschriften de l'Académie*). — Bd. CXXXIII, 1896. Max BITTNER. Le district kurde d'Uschnûje dans l'Iran occidental et la vie d'Urumije (publie une relation de voyage composée dans les premières années de ce siècle par un Persan distingué, Abd-er-Razzâq, d'Ispahan, d'après un ms. de la bibliothèque de Vienne. Texte, traduction et commentaire. Intéressant pour la géographie et l'histoire de la civilisation de l'Iran). — TOMASCHEK. Sasseoun et les sources du Tigre; 1^{er} art. (décrit cette région, les peuples qui l'ont habitée depuis les plus anciens temps, les dominations qu'ils ont subies. La seconde partie traitera de la topographie historique de cette région, occupée aujourd'hui par des Kourdes). — SCHENKL. *Bibliotheca patrum latinorum Britannica*; 7^e art. — Th. von SICKEL. Lettres de Rome (l'auteur se propose de publier une série de notices sur des parties peu connues des archives secrètes du Vatican. Il commence par les actes relatifs au concile de Trente, qui intéressent aussi l'organisation des archives pontificales dans la seconde moitié du xvi^e siècle. Publie en appendice 17 pièces des années 1561-1574). — Bd. CXXXIV. Fr. MUELLER. Les mss. arméniens du monastère d'Argni en Arménie (une des plus importantes bibliothèques de l'Orient, tant par le nombre que par la valeur des ouvrages qu'elle contient. Donne une brève analyse de 147 mss.). — O. GUENTHER. La collection Avellana (recueil de lettres d'empereurs et de papes, dont l'auteur vient de publier la première partie au tome XXXV du *Corpus scriptor. ecclesiast. latin*. Étude de très près la composition, les sources, la cause première de ce recueil; analyse avec beaucoup de soin les lettres les plus importantes qu'il renferme et fixe leur chronologie. Important mémoire de 134 p.). — HAULER. Une traduction latine de la *Didascalia Apostolorum* (dans un palimpseste de la bibliothèque capitulaire de Vérone. Texte et commentaire).

66. — R. Accademia dei Lincei. Classe des sciences morales, historiques et philologiques. *Rendiconti*. 5^e série, t. IV, (1895). Fasc. 1. — E. TEZA. Des premières études sur les langues hindoustaniques. — L. BONELLI. La description des mers des Indes par l'amiral turc Sidi Ali, dit Kiatib-i-rûm (texte de certains passages des chap. vi et viii). — Fasc. 2. E. PICCOLOMINI. Un souvenir de Solon dans Cratinus et dans Aristote (concernant l'opposition faite par Solon à la tyrannie de Pisistrate). — Fasc. 4. G. GHIRARDINI. La nécropole primitive de Volterra. — Fasc. 5. C. VALENZIANI. Nouveaux détails sur les ambassades secrètes envoyées à Rome par le prince Gamo Ugisato, feudataire d'Aidzu au Japon, dans le cours du xvi^e s., 1584-1592. — Fasc. 6. G. TOMASSETTI. Deux inscriptions latines de Frascati. — Fasc. 7-8. C. ROSSINI. Observations et détails sur les rois Zagué; suite dans fasc. 9-10 (au temps

d'Abou Salih, les rois d'Éthiopie n'appartaient pas à la dynastie des Salomonides; ceux-ci, nombreux et puissants, vivaient sous les rois Zagré, dont l'origine est obscure). — *Fasc. 11. C. PASCAL.* La légende de l'enlèvement des Sabines (le rapt nuptial est un rite d'origine sabine qui passa à la tribu du Palatin; les trente Sabines capturées sont les mères d'où sont issues les trente curies romaines. *Consus* et *Talassio* sont deux divinités mâles qui, selon ce rite, présidaient au mariage; elles étaient d'origine : l'une rhamnique, l'autre sabine). — *Fasc. 12. Ugo BALZANI.* De quelques documents conservés aux archives du Saint-Office à Rome et relatifs à l'invention du cadavre de Paolo Sarpi. — *T. V* (1896), *fasc. 1. LANCIANI.* Détails inédits sur l'amphithéâtre flavien à Rome. — *L. NOCENTINI.* Matériaux relatifs à l'histoire des anciens États de la Corée. — *Fasc. 3. D. GARUTTI.* De quelques conjectures récentes sur l'Homme au Masque de fer (pense que l'énigme n'est pas encore entièrement déchiffrée). — *G. LUMBROSO.* Voyage d'un jeune Allemand à Rome en 1596. — *L. NOCENTINI.* Matériaux pour servir à la géographie de la Corée. — *C. PASCAL.* La légende des Horaces et des Curiaces (cette légende a pour prototype un récit de la guerre entre les Tégéates et les Phénées. Les Curiaces étaient des Sabins; les Horaces appartenaient à la tribu du Palatin; le lieu du combat doit être placé entre le Quirinal, où était la tribu sabine, et le Palatin). — *Fasc. 4-5. ZANNONI.* L'entreprise de Rimini en 1469, racontée par Piero Acciaiuoli (fait ressortir le caractère plus politique encore que militaire de cette victoire remportée par Federico da Montefeltro. Publie le récit de P. Acciaiuoli). — *NOCENTINI.* Bibliographie coréenne; ouvrages d'un caractère général. — *Fasc. 6-7. C. CIPOLLA.* Un doute sur la date des « *Ordinamenti* » de Trani (ce document est daté de 1063; pour diverses raisons, l'on est assez d'accord pour le placer en 1363 et l'on propose de corriger le texte et le sens. Montre que ceci n'est pas utile, car dans plusieurs documents italiens originaux on constate l'absence du chiffre des centaines après le millésime). — *Fasc. 8-9. C. CIPOLLA.* Documents nouveaux sur les hérétiques de Vérone, 1273-1310 (1^o documents tous lousains sur les patarins de Lazise et de Sermione, 1273; 2^o documents sur les hérétiques de Vérone, 1288-1310). — *Memorie.* 5^e série, vol. I (1892), *Fr. Rossi.* Un nouveau ms. copie du musée égyptien de Turin contenant la vie de saint Épiphane et les martyres de saint Pantaléon, d'Ascla, d'Apollonius, de Philémon, d'Arianus et de Dios, avec plusieurs chapitres du « *livre de Giobbe* » (texte et traduction en italien). — *Giuseppe RICCA-SALERNO.* La théorie de la valeur dans l'histoire des doctrines et des faits économiques. — *Notizie degli Scavi.* Janvier 1895 à septembre 1896. — *Rendiconto dell' adunanza solenne del 9 giugno 1895.* *MONACI.* Les Italiens en France pendant le moyen âge (leur influence commerciale, mise en lumière surtout d'après les ouvrages de C. Piton; leur influence intellectuelle jusqu'à Christine de Pisan).

67. — **The english historical Review.** 1896, oct. — Prof. PELHAM. Arrien, légat de Cappadoce (comment il fut nommé; ses écrits pendant son commandement; lumière qu'ils jettent sur l'organisation militaire des frontières). — MAITLAND. La loi canonique en Angleterre; 2^e art. : l'Église, l'État et les décrétales (montre que la juridiction ecclésiastique et la juridiction laïque furent nettement séparées pendant tout le moyen âge; l'Église n'appliqua que la loi religieuse et l'État que la loi civile. Les décrétales ont été reçues par le clergé anglais avec la même révérence que partout ailleurs; jamais le clergé anglais ne s'est réservé le droit d'en rejeter tout ou partie; au xv^e s., il s'abstint d'entrer dans le mouvement qui tendait à imposer au pape l'autorité des conciles). — J. GAIRDNER. Lumières nouvelles sur le divorce de Henri VIII (la première idée du divorce ne vient certainement pas de Wolsey, mais du roi; le cardinal y travailla sans doute, mais sans se douter que le roi avait déjà résolu d'épouser sa maîtresse A. de Boleyn; il pensait à Renée de France. C'est aussi derrière le dos de son ministre qu'Henri VIII envoya Knight à Rome). — Miss FOXCROFT. Les œuvres de George Savile, premier marquis de Halifax (étude critique sur leur chronologie). — STEVENSON. Une charte en vieil anglais de Guillaume le Conquérant en faveur de Saint-Martin le Grand, à Londres, en 1068 (c'est une erreur de croire que les rois anglo-saxons n'ont pas eu de chancellerie; ils n'avaient pas le mot, mais la chose; beaucoup de chartes des rois normands portent des traits caractéristiques certainement empruntés aux usages des *scriptoria* anglo-saxons. La charte pour Saint-Martin le Grand prouve le maintien des anciens *formulae*. Article de grande conséquence au point de vue de la diplomatique anglaise). — F. LIEBERMANN. Le denier de saint Pierre et la population de l'Angleterre vers 1164 (relève de nombreuses méprises dans les études de M. Fabre sur cette question). — Aug. JESSOPP. Maitre Vacarius (note un arbitrage prononcé par Vacarius en 1179, d'après le cartulaire du prieuré de Coxford). — H. F. BROWN. La mort et les funérailles de Catherine de Médicis, décrites par l'ambassadeur vénitien à la cour de France. — Bibliographie : C. A. van Vredenburch. De Staatsleer van Hegel en hare toepassing (assez bonne étude sur la philosophie politique de Hegel). — A. Edersheim. The history of the Jewish nation (histoire de la Judée depuis Alexandre le Grand jusqu'à la destruction du temple par les Romains; c'est le meilleur ouvrage en anglais sur le sujet; mais il faudrait le corriger à l'aide de Gratz). — Grueber et Keary. A catalogue of the english coins in the British Museum. Anglo-saxon series; vol. II (importante recension par York Powell). — Mrs. Oliphant. The makers of modern Rome (brillante et facile esquisse, qui s'arrête à Léon X). — Newell. A history of the Welsh church to the dissolution of the monasteries (excellent). — Thompson. A history of the Somerset Carthusians (beaucoup de choses nouvelles). — J. Raine. The historians of the church of York and its archbishops; vol. III (contient des lettres et documents illustrant les biographies et autres morceaux nar-

ratifs qui occupent les deux premiers volumes; mais l'éditeur ne nous dit ni d'où viennent ces documents ni à quoi ils se rapportent). — *Gius. Strickland*. Ricerche storiche sopra il b. Bonifacio di Savoia, arcivescovo di Cantorbery 1207-1270 (bon). — *Kromsigt*. John Knox als Kerkhervormer (bon exposé des vues théologiques de Knox). — *Atkinson*. Calendar of state papers, Ireland. Elizabeth; vol. VI-VII, 1596-1599 (excellent). — *Vizetelly*. The true story of the chevalier d'Eon (bon et beau livre). — *Th. March*. The history of the Paris Commune of 1871 (bon, surtout quant à l'abondance des faits; peu de vues générales).

68. — **Transactions of the royal historical Society.** Vol. X, 1896. — H. E. MALDEN. Shakespeare considéré comme historien (Shakespeare est historien dans ses drames historiques, en ce sens qu'il a parfaitement traduit les sentiments du peuple anglais, surtout des Anglais de son temps; il a d'ailleurs été, pendant de nombreuses générations, le véritable manuel où les politiciens et les femmes qui lisent ont appris leur histoire). — A. HUGHES. Le parlement de Lincoln en 1316 (étude sur la manière dont a été rédigé le rôle de ce parlement, par un clerc de la chancellerie, William d'Ayremynne : il est donné sous une forme narrative qu'on n'avait pas rencontré auparavant et qu'on n'a plus reprise avant 1332. Étude sur les rapports entre la chancellerie et la trésorerie sous Édouard I^e et Édouard II). — P. WALLIS. Anciennes constitutions coloniales (étudie les constitutions données à la Virginie, 1606-1621, et au Massachusetts, 1629, très différentes l'une de l'autre, mais qui visaient au même but, de rattacher étroitement les colonies à la mère patrie). — C. R. BEAZLEY. La géographie chrétienne au moyen âge (comment on connaît le monde chrétien; les pèlerinages et les itinéraires). — Dr F. SALOMON. La politique extérieure de William Pitt pendant les dix premières années de son ministère et son importance en Europe (expose les efforts du jeune Pitt pour maintenir la paix européenne au moment où la Russie, encouragée par l'effacement de la France en 1791, poussait au contraire à une politique d'expansion. Il prétendait maintenir le *statu quo*, et, par exemple, forcer Catherine à rendre Otchakof, quand il tomba sous les coups de l'opposition anglaise). — HOLTON. Richard II (étude sur le caractère personnel du prince que William de Langland appelait « the Redeless »).

CHRONIQUE ET BIBLIOGRAPHIE.

France. — Nos collaborateurs MM. Arthur Giry et Salomon Reinach ont été élus membres de l'Académie des inscriptions et belles-lettres.

— Le tome II, livr. 12 à 16, des *Études d'archéologie orientale*, publiées par M. CLERMONT-GANNEAU (*Bibliothèque de l'École des hautes études*, fasc. 113. Bouillon, in-4°), contient les articles suivants : ch. viii, les Inscriptions de Nazala (le mois palmyréen de Kinian ; explication de l'inscription palmyréenne et des inscriptions grecques de Nazala) ; ch. ix, Inscriptions bilingues de Palmyre ; ch. x, les Sanctuaires de Saint-Jacques-l'Interces en Palestine ; ch. xi, le Berquilia des croisés et la Birké arabe ; ch. xii, la Rivière de Gadara et le pont de Judaïre ; ch. xiii, Ouhouané, Qahouané et la Cauan des croisés.

— Un ancien élève de l'École des hautes études, M. F. Lot, à qui nous devons déjà un excellent livre sur les *Derniers Carolingiens*, présentera prochainement à la Faculté des lettres de Nancy, comme thèse de doctorat, une *Étude critique sur le règne de Hugues Capet*.

— A l'occasion de la nomination de M. Gabriel MONOD comme président de l'École des hautes études (section des sciences historiques et philologiques), ses anciens élèves ont composé un volume d'*Études d'histoire du moyen âge* (Cerf et Alcan, 463 p.) qui lui a été offert le 14 novembre dernier. Voici l'indication des mémoires qui composent ce volume : M. PROU. *Examen de quelques passages de Grégoire de Tours relatifs à l'application de la peine de mort* (les cas où cette peine a été appliquée ne montrent pas que les rois francs eussent arbitrairement le droit de vie et de mort sur leurs sujets). — G. YVER. *Euric, roi des Wisigoths, 466-485.* — Ch. DIEHL. *L'origine du régime des thèmes dans l'empire byzantin* (dresse une liste des grands gouvernements militaires fondés au vi^e siècle, suivant la date de leur création ; ils n'étaient à l'origine que des corps d'armée ; leurs chefs ne sont autre chose que les *magistri militum* du vi^e s.). — Émile MOLINIER. *La coiffure des femmes dans quelques monuments byzantins* (c'est un édifice en cheveux, ou perruque ; on le trouve par exemple sur la tête de Serena, dans le diptyque de Monza, et sur celle de certaines dames d'honneur de Théodora dans la mosaïque de Ravenne). — IMBART DE LA TOUR. *Des immunités commerciales accordées aux églises du VII^e au IX^e siècle* (ces immunités montrent comment se constitua la puissance économique des

monastères, comment ceux-ci devinrent des centres d'échanges, *mercatus*, et ont préparé les cités marchandes du XII^e s.). — G. JULLIAN. *Le palais carolingien de Cassinogilum* (de bonnes raisons militent en faveur de Casseuil sur le Drot et de solides arguments de texte en faveur de Chasseneuil près de Poitiers. En réalité, n'y a-t-il pas eu deux palais différents : *Cassanogilum* et *Cassinogilum*?). — J. ROY. *Les principes du pape Nicolas I^{er} sur les rapports des deux puissances*. — A. GIRY. *Études carolingiennes* (1^o d'un capitulaire perdu de Louis le Pieux relatif aux cloîtres de chanoines; 2^o date de l'abbatiale de Loup de Ferrières, fixée au 22 nov. 840; 3^o « *Sedem negotiatorum Cappas* », phrase de Loup de Ferrières mentionnant le village de Chappes, où des marchands avaient cherché un refuge contre les invasions en 861; 4^o « *Villa Restis* »; cette villa, mentionnée dans un diplôme de Charles le Chauve en 845, doit être identifiée avec Montsoreau, sur la Loire; 5^o documents carolingiens de l'abbaye de Montieramey). — Émile BOURGOIS. *L'assemblée de Quierzy-sur-Oise, 877* (il y eut bien évidemment dans cette assemblée une discussion et une opposition formelle aux désirs de l'empereur). — Éd. FAVRE. *La famille d'Évrard, marquis de Fioul, dans le royaume franc de l'Ouest*. — Paul FABRE. *La Pologne et le Saint-Siège du X^e au XIII^e siècle* (de l'établissement du denier de saint Pierre dans la Pologne, devenue terre de l'Église). — H. OMONT. *La messe grecque de saint Denys au moyen âge*. — G. DE MANTEYER. *L'origine des douze pairs de France* (cherche l'explication de cette institution dans la géographie historique). — F. LOT. *L'élément historique de Garin le Loherain* (l'identification de plusieurs des personnages mentionnés dans cette chanson permet d'établir qu'elle a été composée dans les toutes dernières années du XII^e siècle, qu'elle ne contient aucune allusion à une lutte de race, qu'elle n'a aucun fondement historique, à moins que ce ne soit une obscure histoire locale). — Ch. PFISTER. *L'abbaye de Molesme et les origines de Nancy*. — Jean GUIRAUD. *Le titre des saints Quatre-Couronnés au moyen âge*. — Ch. BÉMONT. *Hugues de Clers et le « De senescalcia Franciae »* (la partie écrite par Hugues de Clers est authentique et mérite créance). — Ch. KOHLER. *Un nouveau récit de l'invention des patriarches Abraham, Isaac et Jacob à Hébron* (ce nouveau récit, fourni par un ms. d'Avranches, n'est qu'un exercice de rhétorique). — BRUTAILLS. *Comment s'est constituée la seigneurie de Saint-Seurin-lès-Bordeaux*. — Abel LEFRANC. *Le traité des reliques de Guibert de Nogent et les commencements de la critique historique au moyen âge* (Guibert doit les principes de sa critique et ses arguments à saint Augustin, qui inspira encore Calvin sur le même sujet). — Aug. MOLINIER. *Les Grandes Chroniques de France au XIII^e s.* (la partie de ces Grandes Chroniques qui s'arrête en 1223 a été rédigée sous Philippe III par le moine Primat et terminée sans doute en 1274. Le ms. de Sainte-Geneviève représente l'exemplaire original offert au roi lui-même par l'abbé Mathieu de Vendôme). — Paul THIRION. *Les échevinages ruraux aux XII^e et XIII^e s. dans les possessions des églises de*

Reims. — E. JORDAN. *Notes sur le formulaire de Richard de Poë* (étudie, dans ce formulaire, les lettres de Clément VII concernant l'expédition de Charles d'Anjou, les relations du pape avec Rome, avec la Toscane et avec la Lombardie. Il est probable que Richard de Poë nous a conservé des lettres réellement émanées de la chancellerie pontificale, qu'il avait rédigées lui-même comme employé à cette chancellerie). — Élie BERGER. *Requête adressée au roi de France par un vétéran des armées de saint Louis et de Charles d'Anjou*. — Fr. FUNCK-BRENTANO. *Les pairs de France à la fin du XIII^e s.* (les pairs à cette époque ne jugeaient pas au criminel; ils ne connaissaient que d'un cas, lorsque la possession du fief, qui conférait la pairie, était en jeu). — H. PIRENNE. *Les sources de la Chronique de Flandre jusqu'en 1342* (cette œuvre est une compilation pure; l'auteur l'a composée à l'aide de textes rédigés en français, sans doute parce qu'il ne savait pas le latin. A peine a-t-il ajouté à ses sources quelques faits originaux sans valeur; elle fournit cependant des variantes qui peuvent c à et là compléter la narration de la *Chronographia regum Francorum*, puisée à peu près aux mêmes sources françaises). — Ch. PETIT-DUTAILLIS. *Les prédications populaires. Les Lollards et le soulèvement des travailleurs anglais en 1381* (étudie, d'après les documents recueillis par A. Réville, le rôle joué par les prêtres et les moines. On a eu tort de mettre les Franciscains en avant; les « friars » restèrent au contraire les fermes appuis de la couronne. Les vrais auteurs du mouvement furent les « pauvres prêtres » de Wycliffe; c'est eux que vise le statut de 1382; mais ils ne furent pas poussés par Wycliffe, qui flétrit au contraire le soulèvement. Ils appliquèrent à l'ordre politique certaines hardies que le maître s'était permises contre l'autorité ecclésiastique). — Bernard PROST. *Recherches sur « les Peintres du roi » antérieurs au règne de Charles VI*. — Alfred COVILLE. *Les finances des ducs de Bourgogne au commencement du XIV^e siècle*. — C. COUDERC. *Le Manuel d'histoire de Philippe VI de Valois* (l'auteur, sans doute moine à Saint-Denis, composa cette chronique en 1326-1327 à la demande même de Philippe de Valois; il en donna une seconde édition en 1330. L'ouvrage eut un grand succès: deux exemplaires se trouvaient dans la bibliothèque de Charles V; il a été abrégé au XV^e s. par Guillaume Saignet, un des hommes de confiance de Charles VII. Enfin, des parties importantes s'en retrouvent, traduites en français, dans les « Fleurs des Chroniques » de Bernard Gui). — N. JORGA. *Un auteur de projets de croisade, Antoine Marini* (en 1462, Marini fut chargé par Georges de Podiébrad d'une ambassade à Rome; il devait tenter de réconcilier son maître avec l'Église. Il en profita pour tracer un plan de croisade qui n'aboutit pas, non plus que la réconciliation du roi de Bohême avec le pape).

— Les historiens trouveront dans la thèse très conscientieuse de M. H. LION sur les *Tragédies de Voltaire* (Hachette) un chapitre intéress-

sant sur les tragédies de combat religieux et politique : les Guèbres, les Lois de Minos, don Pèdre.

— M. J. FLAMMERMONT vient de faire paraître : 1^o dans le tome VIII des *Archives des Missions* (Leroux), un rapport de 628 pages sur les *Correspondances des agents diplomatiques étrangers en France avant la Révolution*. Ce rapport, sur lequel nous reviendrons, est du plus haut intérêt. Il contient de nombreuses pièces inédites analysées, ou publiées par extraits ou in-extenso, et les inventaires des correspondances des archives de Berlin, Dresde, Genève, Turin, Gênes, Florence, Naples, Simancas, Lisbonne, Londres, la Haye et Vienne. 2^o Dans le recueil des *Travaux et mémoires de l'Université de Lille*, un *Album paléographique du nord de la France* contenant cinquante-six documents, dont le plus ancien est de 1096, le plus récent de 1655, tirés des archives départementales et communales de Lille, reproduits en de magnifiques fac-similé phototypiques et accompagnés de la transcription des premières et des dernières lignes de chaque pièce, ce qui fait de cet album un excellent instrument d'enseignement paléographique.

— MM. DE NOLHAC et PÉRATÉ ont fait paraître chez MM. Braun et C^{ie} une description du *Musée national de Versailles*, illustrée de 110 planches en typogravures. Ce n'est pas un guide ni un catalogue ; c'est un peu moins, puisque toutes les œuvres n'y figurent pas, c'est beaucoup mieux, car on y trouve, après une excellente notice historique sur le château et les collections, une revue de ce que le musée nous offre de plus remarquable à la fois comme œuvres d'art et comme documents historiques pour chaque période de notre histoire du xve s. à nos jours. La disposition chronologique des matières rend aussi instructif qu'attrayant l'ouvrage de M. de Nolhac. Il sera indispensable à tous ceux qui voudront tirer un véritable profit de leurs visites au palais de Versailles. — M. de Nolhac vient aussi de publier chez Boussod et Valadon un splendide volume sur la *Dauphine Marie-Antoinette*, magnifiquement illustré. Nous reviendrons à loisir sur ce livre, où M. de Nolhac a montré une fois de plus sa finesse de critique érudit et son talent d'écrivain.

— Il convient de signaler tout spécialement aux historiens de la Révolution l'*Inventaire sommaire des archives municipales de Bordeaux*, période révolutionnaire, dont le tome I vient d'être publié par M. Ariste DUCAUÑÈS-DUVAL (impr. Gounouilhou, 461 p. in-4^o, à 2 col.), à cause de l'ampleur que l'érudit archiviste a donné à ses analyses ; les pièces les plus importantes sont même publiées tout au long. Enfin, le volume est muni d'un index, ce dont il faut remercier l'éditeur, car trop souvent on attend la fin d'un travail de cette nature pour donner une table générale, et celle-ci ne vient pas. Le volume actuel va jusqu'aux premiers mois de 1793. Établi sur un plan aussi vaste, cet ouvrage prendra

le premier rang parmi les publications d'archives révolutionnaires entreprises dans les départements.

— M. J. CRUPPI, avocat général à la Cour de cassation, a consacré son discours de rentrée à *Napoléon et le jury* (Marchal et Billard, 18 p. in-8°). Ce discours est une étude très intéressante sur les efforts qui furent faits par Napoléon pour détruire l'institution du jury et sur la résistance qui lui fut opposée par la majorité du Conseil d'Etat et surtout par Berlier, Treilhard, Regnaud de Saint-Jean-d'Angély. Le travail de M. Cruppi est important pour l'histoire de notre législation pénale, qui ne porte que trop la trace de l'esprit de réaction qui a présidé à sa rédaction et qui offre encore aujourd'hui tant de lacunes et de déféctuosités.

— Les *Carnets de voyage* (Hachette) d'H. Taine fournissent des notes précieuses pour une psychologie du peuple français et aussi des indications importantes sur le développement des idées de Taine. Il y a dans ce volume d'admirables pages de description. On y voit aussi comment Taine s'exerçait en artiste à la virtuosité descriptive.

— M. Eug. Müntz vient de publier un magnifique volume sur *Florence et la Toscane* (Hachette), mélange charmant de souvenirs de voyage et d'histoire de l'art.

— MM. LAFENESTRE et RICHTENBERGER ont ajouté un nouveau volume sur *Venise* à leur précieuse collection de guides illustrés, dans laquelle ont déjà paru le *Louvre*, *Florence et la Belgique* (Quentin).

— On parle beaucoup en ce moment de la dépopulation de la France, de la décroissance de la natalité et des moyens d'y remédier; et on évite avec soin de parler du livre où ces graves questions, d'où dépend en grande partie l'avenir de la France, ont été étudiées avec le plus de vigueur et de courage, le volume de M. R. DEBURY intitulé : *Un pays de célibataires et de fils uniques* (Dentu). La presse se sert, sans le citer, de ce livre, parce qu'elle y est attaquée sans ménagements. Nous le recommandons à l'attention de tous les historiens et de tous les patriotes.

— Sous le titre : *l'Affaire de Madagascar* (C. Lévy), M. HANOTAUX a publié des extraits du Livre jaune relatifs à Madagascar, les discours prononcés par lui dans les deux Chambres sur cette question et un article de la *Revue de Paris* sur le traité de Tananarive. Une Introduction expose avec une verve ironique, trop justifiée malheureusement par les événements, les difficultés inextricables où l'on devait se placer en remplaçant le système du protectorat par celui de l'annexion.

— M. Ch. SAROLÉA, professeur à l'Université d'Édimbourg, publie à la fois à Paris et à Édimbourg (Colin; Williams et Norgate), à partir du 1^{er} janvier 1897, une *Revue française d'Édimbourg*, paraissant tous les deux mois par fascicules d'un shilling. Le but de cette revue, qui est

assurée de toutes nos sympathies, est « de faire connaître davantage la France à l'Angleterre et l'Angleterre à la France » et de fortifier les liens de sympathie très anciens qui unissent la France et l'Écosse.

— Nous sommes bien en retard avec M. TAMIZÉY DE LARROQUE et nous en faisons nos excuses et à lui et à nos lecteurs. Nous n'avons pas encore annoncé les n°s XIX et XX de la belle série des *Correspondants de Peiresc*. Le premier est consacré au Père Marin Mersenne (Picard, 1894, 171 p. in-8°). Il contient 24 lettres inédites à Peiresc écrites de 1633 à 1637, quatre autres lettres et la réimpression de la rarissime vie du P. Mersenne par le P. Hilarion de Coste. Le second nous donne 27 lettres inédites du Dr A. Novel, écrites à Peiresc et à Valavez, d'Espagne, de Paris, de Bretagne, de 1625 à 1634, et d'autres lettres de quelques médecins provençaux (Aix, Garcin et Didier, 1894, 147 p. in-8°).

— Deux autres brochures se rapportent encore à Peiresc : des *Notes inédites de Peiresc sur quelques points d'histoire naturelle* (Picard, 1896, x-52 p. in-8°), mêlées de jolis souvenirs autobiographiques; une note de 12 pages sur *Deux Jardiniers émérites, Peiresc et Vespasien Robin* (Aix, 1896, veuve Remondet). Le quatrième fascicule de la collection des *Correspondants de Grandidier* entreprise par le P. Ingold contient deux fragments de lettres de Jean Florimond Boudon de Saint-Amans (Picard, 1895, 39 p. in-8°) et des notes sur Saint-Amans par son fils Casimir.

— L'édition du *Bien ducal par Jean Guilloche* (Bordeaux, Gounouilhou, 1893, 40 p. in-8°), écrite en 1498 par un poète bordelais qui vivait à la cour de Savoie, nous fait connaître un précieux tableau de la cour du duc Philibert. — Deux autres publications sont relatives à des livres de raison : une *Notice inédite sur le livre de raison du Muet de Lainel*, d'après les manuscrits de Peiresc (Digne, Chaspoul et veuve Barbaroux, 1891, 22 p. in-8°), et le *Livre de raison de la famille du chevalier d'Escage en Agenais, 1746-1792* (Saint-Amand, Destenay, 1895, 27 p. in-8°).

— M. T. de L. a fait tirer à part la *Notice sur les abbés de Saint-Maurin en Agenais par dom Du Laura*, parue au t. VII des *Annales du Midi*, et les documents inédits sur le *Cardinal d'Armagnac et François de Seguins*, publiés au tome VIII du même recueil. Enfin, il a ajouté une note à la très intéressante notice sur le *Maréchal d'Estrades* (Agen, veuve Lamy, 1896, 24 p. in-8°), par M. Ph. LAZUN.

— Nous devons aussi annoncer une série de publications de M. L.-G. PÉLISSIER, relatives à l'histoire d'Italie. Il a fait paraître dans le t. XXIV des Actes de la Société ligure d'histoire et à part des *Documents pour l'histoire de l'établissement de la domination française à Gênes (1498-1500)*; dans le Bulletin du Comité des travaux historiques de 1893 et à part (Leroux) des *Documents sur les relations de Louis XII, de Ludovic Sforza et du marquis de Mantoue, de 1498-1500*; dans les t. XVII et XVIII de l'*Archivio della Società Romana di storia patria*, un travail sur l'alliance entre Louis XII et Alexandre VI (*Sopra alcuni documenti rela-*

tive all' alleanza tra Alessandro VI e Luigi XII, 1498-1499); dans les Actes de l'Académie des sciences de Turin, vol. XXIX, deux lettres de Louis et Charles de Bourbon sur *la Conquête du Milanais par Louis XII*; dans les Mémoires de la Société des antiquaires, t. LIII, *Un Inventaire inédit des collections Ludovisi à Rome* (xvii^e s.). M. Pélissier a continué aussi à publier dans l'Archivio storico italiano, dans le Bulletin de la Société languedocienne de géographie, dans la Revue des langues romanes et ailleurs, une série de *Notes italiennes sur l'histoire de France*, parmi lesquelles nous notons une *Lettre de G. Briçonnet, cardinal de Saint-Malo* (1491), des *Lettres de François de Gonzague, marquis de Mantoue*, une *Lettre inédite de Blaise de Montluc* (Sienne, 22 août 1557), une *Lettre de Louis XII à la seigneurie de Sienne pour lui notifier son avènement*, etc., etc. En dehors de l'histoire italienne, M. Pélissier a encore publié des *Notes sur quelques manuscrits de la bibliothèque Méjanes* (Bouillon, 1894), avec de nombreuses pièces en appendice, des bulles de Grégoire XI, une correspondance relative aux lettres d'Antoine Arlier, des documents sur les mœurs des xiv^e et xv^e siècles, des lettres relatives à l'invasion de Henri de Trastamare en Provence, etc.; dans la Revue des langues romanes de 1895, des *Souvenirs d'un collégien* (A. Mahul) *du temps de l'Empire* (1810-1814); dans le Bulletin du bibliophile de 1894-95, quelques pages des *Mémoires de Fauris de Saint-Vincent le fils*; dans les Mémoires de la Société d'histoire de Paris, des *Lettres inédites de Jean Chapelain à P.-D. Huet* (1658-1673); dans la Revue rétrospective, des lettres inédites des *Correspondants du peintre F.-X. Fabre* (1803-1834).

Allemagne. — Le 7 septembre est mort le numismate Joseph WEINGERTNER, âgé de quatre-vingt-douze ans. — Le 26 septembre est mort le Dr Karl BRUNNEMANN, auteur de plusieurs ouvrages historiques parmi lesquels nous citerons : *Studien und Skizzen zur Geschichte der französischen Revolution* (1878), *Robespierre* (1880). — Le 29 octobre est mort à Breslau le général KOEHLER, auteur de travaux estimés sur l'histoire militaire, entre autres sur les fortifications et les sièges de Dantzig. — Le 16 novembre est mort à Jéna l'historien russe Alex. BRUECKNER, âgé de soixante-deux ans. Né le 5 août 1834 à Saint-Pétersbourg, il fut en 1861 nommé professeur d'histoire à l'école impériale de droit de Saint-Pétersbourg, en 1867 professeur d'histoire à l'Université d'Odessa, puis à Dorpat (1872); en 1891, cette chaire lui fut retirée et on l'envoya à Kasan. Brückner prit alors sa retraite et vint finir ses jours à Jéna. Ses nombreux travaux et mémoires, composés en russe et en allemand, sont presque exclusivement consacrés à l'histoire russe, sur laquelle ils ont beaucoup contribué à faire la lumière. Il dirigeait la *Russische Revue*.

— Le Dr JUDEIGH a été nommé professeur extraordinaire à l'Université de Marbourg; le Dr FESTER, professeur extraordinaire d'histoire du moyen âge et des temps modernes à celle d'Erlangen; le prof. Otto

HOFFMANN, professeur extraordinaire de philologie comparée à celle de Breslau; le Dr DESSAU, professeur extraordinaire d'histoire romaine à celle de Berlin; le Dr Otto GUENTHER, bibliothécaire et archiviste de la ville de Dantzig.

— L'Académie des sciences de Berlin, dans sa séance du 29 octobre dernier, a voté 1,000 m. pour continuer la correspondance de Frédéric le Grand; 1,000 m. pour étudier la canalisation d'eau découverte à Pergame; 1,500 m. pour subvenir aux recherches du Dr MILCHHÖFER sur la topographie de l'Attique; 600 m. pour aider le Dr WENDLAND à son édition des œuvres de Philon.

— La Société royale des sciences de Goettingue a nommé membres étrangers MM. Pasquale VILLARI, à Florence, et M. H. DENIFLE, sous-archiviste du Saint-Siège. Elle a chargé le prof. KEHR d'entreprendre une édition critique des bulles des papes jusqu'à Innocent III.

— Dans le royaume de Saxe a été instituée une Commission d'histoire avec une subvention annuelle de 10,000 m. Ont été nommés membres ordinaires : MM. BRIEGER, BUECHER, FRIEDBERG, HAUCK, LAMPRECHT, MARCKS, DE MIASKOWSKI, SEELIGER, SIEVERS, professeurs à l'Université de Leipzig, GESS, professeur à l'école technique de Dresde, HASSEL et EXNER, directeurs des archives de l'État et des archives de la guerre, GEBHARDT et SCHNORR DE CAROLSFELD, bibliothécaires en chef à Leipzig et à Dresde.

— Ont été nommés membres ordinaires de la Commission pour l'histoire de Bade : MM. HAUSRATH et SCHÄFER, professeurs à l'Université de Heidelberg, Max WEBER, professeur à Fribourg, WILLE, bibliothécaire de l'Université de Heidelberg, HEYCK, directeur des archives des princes de Fuerstenberg à Donaueschingen; M. CARTELLIERI a été nommé membre extraordinaire. Le prof. ERDMANNSDÖRFFER a été nommé président à la place d'Ed. Winkelmann, décédé. La rédaction de la *Zeitschrift für die Geschichte des Oberrheins* a été confiée au Dr OBSES, archiviste, et au Dr WIEGAND, directeur des archives de Carlsruhe.

— Le prof. von PETTENKOFER a été nommé président de l'Académie de Bavière pour trois années. Cette Académie a élu le prof. von HEATING membre ordinaire et le prof. MUEHLBACHER membre correspondant.

— Le projet de budget pour l'empire d'Allemagne contient entre autres une demande de 60,000 m. pour la continuation des travaux relatifs au « limes imperii romani » en Allemagne; 200,000 m. ont déjà été dépensés pour cet objet pendant les années 1891-1896.

— Sous les auspices de l'empereur paraîtra, le 22 mars 1897, une biographie de l'empereur Guillaume I^{er} pour le centenaire de sa naissance; la partie historique de ce travail a été confiée au prof. W. ONG-

KEN et la partie artistique au prof. RÆSE, directeur de la section chalcographique à l'Imprimerie impériale. L'ouvrage paraîtra chez Schall et Grund à Berlin. Le prof. Oncken, à qui l'on doit déjà la grande collection d'histoire universelle connue désormais sous son nom dans le monde entier, a publié un volume intitulé *Das Zeitalter Kaiser Wilhelms I* (2 vol., 1888-1892), et il a été choisi l'an dernier pour faire des cours d'histoire moderne aux fils ainés de l'empereur.

— Près de « Napoleon-Steine », à l'endroit où se tint l'empereur des Français pour diriger la bataille de Leipzig, a été ouvert un musée historique qui contient déjà de nombreuses reliques des armées française et alliées.

— L'Université de Greifswald a décerné à M. Georg GÆBEL, professeur au gymnase de Stettin, le prix de 2,000 m. dans le concours ouvert en 1891 pour une étude critique et une édition des œuvres historiques de Thomas Kantzow, historien de la Poméranie.

— La bibliothèque du château de Wilhelmshöhe, qui contient environ 15,000 volumes, a été incorporée à la bibliothèque provinciale de Cassel.

LIVRES NOUVEAUX. — **HISTOIRE GÉNÉRALE.** — *E. Mühlbacher.* Deutsche Geschichte unter den Karolingern. Stuttgart, Cotta. — *R. Siebert.* Untersuchungen über die Nienburger Annalistik und die Autorschaft des Annalista Saxon. Berlin, Siebert. — *G. Diemar.* Die Entstehung des deutschen Reichskrieges gegen Herzog Karl den Kühnen von Burgund. Marbourg (Habilitationsschrift). — *A. Wrede.* Deutsche Reichstagsakten unter Kaiser Karl V. Gotha, Perthes. — *P. Rässler.* Kaiserin Mathilde, Mutter Heinrichs von Anjou, und das Zeitalter der Anarchie in England. Berlin, impr. Schade. — *Spangenberg.* Cangrande I della Scala. Berlin, Gärtner. — *A. Brückner.* Geschichte Russlands bis Ende des XVIII Jahrh. Bd. I bis zum Tode Peters des Grossen. Gotha, Perthes. — *B. Pawlicki.* Papst Honorius IV. Munster, Schoeningh. — *L. Eissenlaeffel.* Franz Kolb, ein Reformator Wertheims, Nürnberg und Berns. Zell, Specht. — *Hansen.* Rheinische Akten zur Geschichte des Jesuitenordens, 1542-1582. Bonn, Behrendt. — *G. von Below.* Zur Entstehungsgeschichte des Duells. Munster, Bredt.

HISTOIRE LOCALE. — *S. Reizler.* Geschichte der Hexenprocesse in Bayern. Stuttgart, Cotta. — *Dobenecker.* Regesta diplomatica necnon epistolaria historiae Thuringiae. Iéna, Fischer. — *Hänselmann.* Urkundenbuch der Stadt Braunschweig. Bd. II. Brunswick, Schwetschke. — *Hæhlbaum.* Hansisches Urkundenbuch. Bd. IV, 1361-1392. Halle, Waisenhaus. — *Thunert.* Akten der Ständetage Preussens. Bd. I, 1466-1479. Danzig, Berlin. — *Hæhlbaum et Keussen.* Kölner Inventar. Bd. I, 1551-1671. Leipzig, Duncker et Humblot. — *F. Reuter.* Die Erlanger Burschenschaft, 1816-1833. Erlangen, Mencke. — *F. Danneil.* Beitrag zur Geschichte des Magdeburg. Bauernstandes. 1^{re} partie. Halle, Kämmerer.

Autriche-Hongrie. — Le 6 octobre dernier est mort à Baden, près de Vienne, l'archéologue Aloïs HAUSER, âgé de soixante-cinq ans. —

L'archéologue et numismate Sime LJUBITSCH est mort à Civitavecchia, dans l'île dalmate de Lesina, à l'âge de soixante-quinze ans.

— Le prof. L. WAHRMUND a été nommé professeur de droit ecclésiastique à l'Université d'Innsbruck. — Le Dr. von TEREN a été nommé « custos » au Musée national de Budapest.

— Le nouveau directeur de la bibliothèque de la cour à Vienne, M. Heinrich de ZEISBERG, a été, sur sa demande, relevé de ses fonctions comme président de l'*Institut für österreichische Geschichtsforschung* et remplacé par le prof. Engelbert MUEHLBACHER.

LIVRES NOUVEAUX. — *R. Beer. Johannis de Segovia historia gestorum synodi Basileensis.* Bd. II. Vienne, Tempsy. — *H. Schlitter. Erzherzogin Marie Christine, Statthalterin der Niederlande; Briefe an Leopold II (Fontes rerum austriacarum, vol. XLVIII).* Vienne, Gerold. — *H. Grillenberger. Die ältesten Todtenbücher des Cistercienser-Stiftes Wilhering in Österreich ob der Enns.* Graz, Buchhandl. Styria. — *Luschan von Ebengreuth. Österreichische Reichsgeschichte.* 2^e partie : 1526-1867. Bamberg, Buchner. — *Bachmann. Lehrbuch der österreichischen Reichsgeschichte.* Prague, Rohliček et Sievers. — *Zehn Jahre aus der Geschichte der Siebenbürger Sachsen im letzten Jahrh.* Hermannstadt, Kraftl. — *C. Giannoni. Paulinus II, Patriarch von Aquileja.* Vienne, Mayer. — *Kaluznicki. Actus epistolaeque apostolorum palaeoslovenice.* Vienne, Gerold. — *J. Loserth. Die Steirische Religionspacifikation, 1572-1578.* Graz, Histor. Landeskommision.

Angleterre. — Avec le 10^e fascicule est terminé le tome II, seconde série, des *Fac-simile of ancient manuscripts* publiés, pour la *Palaeographical Society* (Londres, W. Clowes et fils, 1894), par M. E.-M. THOMPSON et G. F. WARNER. On y trouvera, outre plusieurs lettres et comptes rédigés en grec, bon nombre de très beaux fac-similé de mss. du moyen âge. Citons : le texte des serments prononcés par Édouard II lors de son couronnement (1308) ; des extraits des registres épiscopaux de Wykeham, évêque de Winchester (1379) ; des chroniques de Bède, de Nennius, de Mathieu de Westminster, de Robert d'Avesbury. Les reproductions sont bonnes, bien qu'on eût pu faire mieux encore ; les transcriptions sont faites avec le soin le plus minutieux.

— La « Surtees Society » (Durham) a commencé une publication d'un grand intérêt pour l'histoire commerciale et sociale de l'Angleterre ; ce sont des extraits des archives de la compagnie des « Merchant adventurers » à Newcastle-upon-Tyne. Ces archives remontent à la seconde moitié du xv^e siècle et se continuent jusqu'à nos jours. Le travail d'extraits a été entrepris par le rév. J. R. BOYLE et terminé par M. F. U. DENDY. Les extraits formeront deux volumes ; le tome I, seul paru jusqu'ici (*Extracts from the records of the Merchant adventurers of Newcastle-upon-Tyne*, 1895), contient : 1^o des extraits des règlements (*ordinances*) de la compagnie allant de 1481 à 1766, mais la plupart sont du xvi^e s. ; 2^o des extraits des « Minute books » de 1477 à 1894 ; 3^o les chartes sur lesquelles les « Merchant adventurers » de Newcastle fondaient

leurs droits (1216-1604). Dans la préface, M. Dendy retrace l'histoire de la guilde marchande de Newcastle depuis l'origine; il montre les rapports qu'elle entretient avec les corporations ouvrières (*craft-guilds*) et prouve, contrairement à l'opinion trop généralisée de M. Ch. Gross, qu'il y eut un conflit permanent à Newcastle entre la guilde marchande et les corporations.

— Le tome IX des *Mélanges* publiés par la Société Camden (*Camden miscellany*) contient les groupes suivants de documents : 1^o *Visitations of churches belonging to S.-Paul's cathedral, 1249-1252*, p. p. M. Sparrow SIMPSON; on note surtout l'état où se trouvait le trésor des églises en fait de livres, de vases précieux, de vêtements, avec quelques listes de redevances payées à ces églises. 2^o Les Fêtes pour le mariage de Marie, fille de Henri VII, avec Charles, prince de Castille, en 1508, texte latin et anglais, p. p. M. James GAIRDNER. 3^o Une collection de lettres originales envoyées par les évêques au conseil privé en 1564, avec des rapports dressés par les juges de paix de leurs diocèses, p. p. Mary BATESON; ces documents jettent une vive lumière sur la situation du clergé à ce moment de la Réforme. 4^o Documents relatifs à Thomas Wentworth, premier comte de Strafford, p. p. M. C. H. FIRTH; ils se rapportent aux années 1620-1640. 5^o Quelques lettres nouvelles qui complètent la série des *Hamilton papers*, p. p. M. S. R. GARDINER; ces lettres, chiffrees la plupart, sont de janvier à juin 1648. 6^o Mémoires de Nathaniel, lord Crewe, p. p. le rév. Andrew CLARK; ils sont relatifs au règne des derniers Stuarts et vont jusqu'en 1721. 7^o Le Journal de Richard Ferrier, membre du Parlement pour Great Yarmouth en 1708, 1710 et 1718, sur son voyage en France, exécuté en 1687, avec une courte biographie du personnage; on y a ajouté son carnet de dépenses.

— La *R. historical Society* et la *Camden Society*, qui ont été fondées la même année (1838), sont sur le point de se fondre l'une avec l'autre; à partir du 1^{er} mai prochain, les membres de la Camden Society seront membres de la R. Society. Disposant de plus abondantes ressources, la nouvelle société pense pouvoir, outre le volume annuel des *Transactions*, donner trois volumes de documents.

— M. Charles WORTHY a publié chez Bemrose et fils un gros volume de *Devonshire wills*, recueil de testaments publiés en extraits ou en entier, depuis le règne de Henri V jusqu'à celui de Georges IV; les notes qu'y a jointes l'éuteur sont fort utiles pour l'histoire des familles nobles du sud-ouest de l'Angleterre.

— L'administration du British Museum a fait imprimer le *Catalogue of the Stowe mss. in the British Museum*, t. 1, texte (1895). Ces mss. proviennent de la riche bibliothèque de lord Ashburnham; mais nous n'avons ici qu'une partie des mss. de ce fonds qui ont appartenu au noble lord, car les nombreux mss. écrits en irlandais ou relatifs à l'his-

toire d'Irlande qui en faisaient aussi partie ont été déposés dans la bibliothèque de la R. Irish academy, à Dublin.

— Avec son n° 1280, *The Academy* inaugure une nouvelle série avec un nouveau directeur, une justification moins compacte et plus d'espace. Ouvrant ses colonnes plus grandes à l'actualité, à la littérature proprement dite, elle réduit la part faite à l'érudition et augmente celle de la bibliographie commerciale. Chaque semaine elle donnera une reproduction d'un des portraits d'hommes de lettres que possède le « National portrait gallery » (ces reproductions ont une médiocre valeur artistique). Enfin, les articles ne seront plus signés que par exception.

Italie. — Dans son livre sur la dignité impériale de Charlemagne, M. Lelio OTTOLENGHI¹ n'étudie pas, comme le titre semble l'indiquer, la nature du pouvoir qui fut conféré au roi des Francs avec la couronne impériale. Remontant jusqu'à la destruction de l'empire d'Occident, l'auteur examine tous les faits qui ont plus ou moins directement déterminé le grand événement de l'an 800. Nous aurions plus d'une observation à présenter, si nous voulions pénétrer dans le détail, mais nous n'avons aucune peine à reconnaître que, dans l'ensemble, ce livre est bien fait, et que, loin de s'égarer au milieu de la diplomatie si compliquée du VIII^e siècle, l'auteur a su présenter des vues assez exactes et neuves sur la politique de Charlemagne en Italie.

— M. Giuseppe NAVANTERI a publié² in-extenso des considérations du poète sicilien Meli sur l'état économique de la Sicile en 1801. Il les a trouvées à la bibliothèque municipale de Palerme et elles sont inédites. Elles nous prouvent que la condition de cette île était aussi misérable au commencement de notre siècle que de nos jours.

— M. Frédéric ENGELS³ édite parmi les œuvres de propagande socialiste une traduction du « 18 brumaire de Louis Bonaparte » par Karl Marx. Le célèbre collectiviste allemand ne voit dans les événements du 2 décembre qu'un épisode inéluctable de la lutte séculaire entre le prolétariat et la bourgeoisie. Les vues justes n'y font pas défaut, mais il est impossible de ne pas être choqué de l'esprit de parti qui a inspiré ces pages violentes.

— Au congrès de Tournai de 1895⁴, M. l'abbé CAUCHIE, professeur

1. *Della dignità imperiale di Carlo Magno*. Padoue, Drucker, 1896, in-16, 134 p.

2. Giovanni Meli, *Reflessioni sur lo stato presente del regno di Sicilia, 1801, intorno all' agricoltura e alla pastorizia*. Raguse, Piccito et Antoccia, 1896, in-16, 19 p.

3. Carlo Marx, *Il dicciotto brumaio de Luigi Bonaparte, con prefazione di Frederico Engelo*. Rome, impr. de l'Asino, 1896, in-12, 120 p.

4. *De la création d'une École belge à Rome*, par l'abbé Alfred Cauchie. Tournai, Casterman, 1896, in-8°, 68 p.

d'histoire à l'Université de Louvain, a chaleureusement plaidé pour la création d'une école belge à Rome. La connaissance qu'il a des archives vaticanes lui a permis de montrer le profit qu'en retirerait l'histoire nationale de la Belgique. Pour stimuler le zèle de ses compatriotes, il leur a fait connaître les instituts nationaux établis à Rome par la France, l'Allemagne, l'Autriche, la Prusse, la Gérresgesellschaft, et les travaux archéologiques et surtout historiques qui en sont résultés. Les membres de l'École française ne verront pas sans fierté les lignes qu'il leur a consacrées, ni sans émotion l'hommage qu'il a rendu à leur ancien directeur M. Geffroy.

— M. Joseph FÜHRER¹ étudie un tombeau curieux de la catacombe Saint-Jean de Syracuse; c'est un arcosolium décoré de peintures malheureusement endommagées, avec une inscription grecque mutilée. De la description minutieuse qu'il en fait, l'auteur conclut avec raison qu'il est de la fin du IV^e siècle, mais nous voudrions des preuves plus précises pour croire avec lui que c'est la sépulture d'une sainte inconnue, la vierge Adeodata.

— M. Oscar-Maria TESTA² a consacré une intéressante monographie à Pandolfe I^{er}, prince lombard de Capoue et marquis de Spolète et de Camerino, au nom de l'empereur Othon I^{er} (961-981). Il nous le montre poursuivant avec ardeur et intelligence l'établissement d'un puissant État lombard au sud de la péninsule, luttant contre les deux voisins qui gênaient ses projets, le pape Jean XII et les empereurs byzantins, et, pour cela, s'unissant à leur ennemi commun, Othon I^{er}, sans lui sacrifier sa propre indépendance.

— Pour la plus grande gloire de sa famille, — mais malheureusement pas pour la sienne, — M. le marquis Eugenio BISOGNI³ a écrit une histoire de ses ancêtres, les Bisogni ou Fisogni. C'est un livre sans ordre et sans critique, qui dénote chez son auteur une inexpérience complète. Les références sont presque toujours de seconde main, et il cite avec la foi la plus naïve des faits du caractère le plus fabuleux. Vers l'an 30 de notre ère, dit-il (p. 16), son ancêtre Ascanio de Trenzano « fut parmi les chefs de l'infanterie de Brescia, qui, sous les ordres du comte Charles de Lavellongo, fut convoquée par Vespasien, au nom de l'empereur Tibère, pour arrêter le roi de Brazamont, venu de Germanie pour faire la guerre aux Romains... Vespasien s'embarqua ensuite avec la même armée pour Jérusalem, les gens de Brescia se rendirent à la

1. *Eine wichtige Grabstätte der Katacombe von S. Giovanni bei Syrakus.* Munich, Lindauer, 1896, in-8°, 11 p.

2. *Pandolfo Capodiferro fra gli eventi del suo tempo.* Naples, Piero et Varaldi, 1896, in-8°, 84 p.

3. *Della famiglia Bisogni o Fisogni, anno storico pel marchese Eugenio Bisogni.* Naples, Francisco Giannini et fils, 1896, in-8°, 92 p.

porte d'Or. C'est alors que Jérusalem soutint ce siège qu'elle supporta sept ans et pendant lequel une femme dévora son fils ! » En voilà assez pour donner une idée de ce livre !

— Après Ranke et Raulich, M. ZAMBLER¹ vient d'apporter, dans le *Nuovo archivio veneto*, de nouveaux détails sur les intrigues ourdies, en 1617 et 1618, par l'Espagne contre Venise. Le vice-roi de Naples, d'Ossuna, essaya de se faire livrer par trahison, soit l'arsenal, soit la place de Chioggia, et, pour cela, il entretint des espions à Venise, Spinosa et Pierre, enfin l'un des plus grands seigneurs de cette république aristocratique, Grimani. Grâce aux archives des inquisiteurs d'État, l'auteur a pu suivre leurs menées, démontrer leur trahison et prouver la justice de la condamnation qui, tour à tour, frappa de mort Spinosa, d'exil Grimani ; enfin, il nous montre ce dernier bien accueilli à Naples par les vice-rois d'Ossuna et le duc d'Albe, et continuant de trahir sa patrie tout en essayant d'acheter son pardon en livrant à Venise les secrets de ses nouveaux maîtres. Ces ténébreuses intrigues sont racontées avec toute la précision et la clarté que l'on peut apporter dans l'exposition de faits si compliqués ; elles nous donnent une idée curieuse des rapports diplomatiques de l'Espagne et de Venise quelques années avant le ministère de Richelieu.

— M. AUGUSTO DE BENEDETTI² a voulu prouver que le Saint-Siège n'a rien fait pour empêcher le partage de la Pologne ; pour un peu, il irait jusqu'à prétendre qu'il y a prêté la main. Il aurait dû montrer plutôt que les sympathies de la papauté pour ce malheureux pays furent impuissantes, comme celles de la France, et que, devant la coalition de trois grands États, les papes ne purent faire entendre que d'inutiles conseils. Ils abandonnèrent la Pologne, dit M. de Benedetti ; sans doute, mais comme, vers le même moment, ils abandonnaient leurs fidèles serviteurs les Jésuites, par faiblesse. Ce travail est d'ailleurs mal présenté ; l'auteur croit nécessaire de remonter jusqu'au temps de Mieczislas et de parler, pendant 24 pages sur 48, des relations qui, depuis le x^e siècle, unirent la Pologne à l'Italie et au Saint-Siège. Les documents publiés en appendice ne présentent qu'un médiocre intérêt.

— Sous le titre *Documenti inediti sulla storia della Reggenza di Maria Cristina, duchessa di Savoia*, M. FRANCESCHINI a fait paraître une belle publication à l'occasion du mariage du duc d'Aoste avec la princesse Hélène d'Orléans. Par les courtes et sobres notices qu'il consacre à Maurice et Thomas de Savoie et à Urbain VIII, par la lettre intéressante que le cardinal Maurice adressait au pape, par les cinquante-six

1. Amelia Zambler, *Contributo alla storia della congiura spagnuola contro Venezia*. Visentini, 1896, p. 109.

2. *La Diplomazia pontificia e la prima spartizione della Polonia*. Pistoia, Biagini, 1896, p. 130.

documents inédits qu'il publie et qu'il commente, M. Franceschini a trouvé le moyen de dire des choses nouvelles sur une question que semblaient avoir épuisée les Peyron, les Manno, les Claretti, les Carutti, les Bazzoni. Son travail n'est pas seulement un beau travail, c'est une contribution utile à l'histoire du XVII^e siècle et qui permettra, comme le dit l'auteur, « de combler des lacunes, de réfuter des erreurs, de trancher des questions non encore résolues, de corriger de nombreuses inexactitudes que certains historiens avaient commises involontairement. »

LIVRES NOUVEAUX. — *A. de Marchi.* Il culto privato in Roma antica; t. I : la Religione nella vita domestica. Milan, Hoepli. — *P. Vayra.* Carlo Alberto e le perfide austriache. Turin, Roux. — *R. Bonghi.* Storia di Roma; t. III. Milan, Trèves. — *A. Gregorini.* Le relazioni in lingue volgare dei viaggiatori italiani in Palestina nel sec. XIV. Pisa, impr. Nistri. — *D. Marzi.* La questione della riforma del calendario, 1512-1517, con la vita di Paolo di Middelburg scritta da B. Baldi. Florence, Carnesecchi.

Suisse. — Le 3 août dernier est mort, à Zurich, Frédéric STAUB, le rédacteur en chef du *Schweizerisches Idiotikon*; il a consacré à cette entreprise sa vie entière et ses vastes connaissances.

— Ernest GOETZINGER est mort à Saint-Gall le 10 août dernier. Né en 1837 à Schaffhouse, il était, depuis 1860, professeur de langue et de littérature allemande à l'école cantonale de Saint-Gall; on lui doit une excellente édition des *Sabbata* de Jean Kessler (dans les *Mittheilungen des hist. Vereins in Sanct-Gallen*, fasc. 5-10) et une édition des œuvres historiques en langue allemande de Joachim de Watt (*Joachim von Watt (Vadian) deutsche historische Schriften*, 3 vol. in-4^o. Sanct-Gall, 1875-1879; cf. *Revue*, t. XVIII, p. 408-409, et t. XXXI, p. 409); il est l'auteur de beaucoup d'autres travaux historiques et littéraires, dont une partie est réunie en volume : *Altes und Neues, gesammelte Aufsätze*. Saint-Gall, Hasselbrück, in-8^o, 133 p., avec portraits.

— Le 1^{er} septembre dernier est mort à Kerns le curé Joseph-Ignace VON AH. Il était né en 1834, fut ordonné prêtre en 1857, vécut à Berne, puis à Fribourg; en 1867, il fut nommé curé à Kerns; journaliste et poète, il a écrit des drames, il a publié plusieurs travaux historiques, parmi lesquels il faut mentionner en première ligne : *Die Bundes-Briefe der alten Eidgenossen, 1291-1513* (Einsiedeln, Benzinger, 1891, in-8^o, 168 p., avec fig. et pl.). Ce recueil en est déjà à sa deuxième édition; les chartes d'alliance y sont accompagnées d'intéressants commentaires.

— Une nouvelle société vient de se fonder en Suisse, la *Société suisse des traditions populaires*; elle a pour organe le *Schweizerisches Archiv für Volkskunde*, qui paraîtra quatre fois l'an; en tête du premier fascicule (Zurich, Cotti, 1897, in-8^o, 96 p.) se trouve le programme que s'est proposé cette Société; elle compte déjà plus de trois cents

membres; tous ceux qui aiment notre histoire nationale suivront avec intérêt son développement et ses travaux.

— La Société d'histoire de Berne a fêté, au mois de juin dernier, ses cinquante années d'existence; M. J. STERCHI a publié à cette occasion une *Denkschrift* (Berne, impr. Stämpfli, 1896, in-8°, iv-215 p., avec portraits).

— La Société générale d'histoire suisse a tenu sa réunion annuelle le 31 août et le 1^{er} septembre à Sion; parmi les travaux qui ont été lus, il faut citer un travail de M. Victor VAN BERCHEN sur Guichard Tavel, évêque de Sion de 1342-1375, — ce travail paraîtra dans le *Jahrbuch für schweizerische Geschichte*, — et un exposé des fouilles entreprises par MM. Jules MICHEL et le chanoine BOURBAN sur l'emplacement des premières basiliques chrétiennes de Saint-Maurice.

— La *Bibliothèque universelle* a fêté, le 7 septembre, ses cent ans d'existence; elle compte plus de six cents volumes; comme on l'a très bien dit, elle est « le plus ancien recueil de ce genre qui soit au monde et l'une des publications qui ont le plus contribué au renom scientifique et littéraire de notre patrie. » M. Edmond PICTET, l'auteur d'une belle *Biographie de C. Pictet de Rochemont* (Genève, 1892, in-8°), a retracé, dans un article qui est un charmant chapitre d'histoire (*Journal de Genève* du 6 septembre 1896), les débuts difficiles de la *Bibliothèque britannique*; en 1816, elle prenait le nom de *Bibliothèque universelle*, et ses abonnés, à cette époque, appartenaient « à l'élite sociale et intellectuelle de l'Europe. »

— M. Aimé HERMINIARD, le savant et modeste éditeur de la *Correspondance des réformateurs dans les pays de langue française*, entrait, le 7 novembre dernier, dans sa quatre-vingtième année. Quelques personnes avaient résolu, à son insu, de fêter cet anniversaire par une réunion, à Lausanne, de ses amis et des admirateurs de son œuvre; ils sont venus nombreux; de toutes parts lui ont été envoyés des témoignages d'estime et de reconnaissance; il a été nommé professeur honoraire à l'Université de Lausanne, docteur en théologie de l'Université de Bâle; la Société de l'histoire du protestantisme français lui a décerné le prix Bersier et le gouvernement français la croix de chevalier de la Légion d'honneur; il a reçu des adresses d'une foule de corps ecclésiastiques et de sociétés savantes de Suisse, de France, d'Italie, d'Allemagne, d'Angleterre, d'Amérique. L'administrateur du Collège de France et le président de l'École des hautes études ont envoyé des lettres d'hommage à l'auteur de la *Correspondance des Réformateurs*, « ce magnifique monument de science exacte et impartiale. » Il n'était que juste de prouver à ce trop modeste érudit combien est appréciée, en tous pays, l'œuvre excellente à laquelle il a déjà consacré cinquante années de sa vie. Huit volumes ont paru, qui embrassent les années 1512 à 1543; le neuvième va être terminé; les matériaux des volumes

subséquents sont rassemblés jusqu'en 1565, date de la mort de Farel et terme de l'entreprise. Beaucoup de lettres sont déjà collationnées sur les originaux et pourvues de notes; l'achèvement de l'œuvre est donc assuré.

— Le 25 octobre 1895, M. Arthur PIAGET, romaniste déjà connu par ses travaux sur Martin Le Franc, Oton de Grandson, etc., taxait d'apocryphes, dans une leçon d'ouverture à l'Académie de Neuchâtel, les fragments de la *Chronique des Chanoines* sauvée d'un incendie par Samuel de Purry en 1714. Or, ces *Chroniques*, qui comprennent les années 1377 à 1516, étaient considérées non seulement comme une précieuse source de renseignements, mais encore comme « le monument le plus remarquable de la culture intellectuelle de la Suisse romande. » L'assertion de M. Piaget fit du bruit; les journaux en parlèrent; M. Th. DE LIEBENAU, le savant archiviste lucernois, écrivit, dans les *Katholische Schweizer-Blätter* (1895, p. 479-501), un article dans lequel il relevait impitoyablement les erreurs dont fourmille la *Chronique*; enfin, M. Piaget publiait, dans le *Musée neuchâtelois* (numéros d'avril, mai et juin 1896), un résumé de la question. Il n'y a plus de doute, et chacun maintenant s'étonne de ne s'être pas aperçu de cette fourberie littéraire, qui a trompé tout le monde depuis bientôt deux siècles. Sur les quatorze auteurs successifs de ces *Chroniques*, deux seulement ont existé, ni le style ni la langue ne sont du xv^e siècle, le récit est rempli d'erreurs et d'anachronismes. L'auteur de cette *Chronique* est Samuel de Purry (1675-1752), celui qui est censé l'avoir sauvée du feu; il s'est servi pour son travail de la Chronique suisse de Stettler, de l'écrit intitulé : *Entreprises du duc de Bourgogne contre les Suisses*, et enfin des *Mémoires sur le comté de Neuchâtel en Suisse* du chancelier Georges de Montmolin (né 1628, mort 1703). S. de Purry a puisé si largement dans ces *Mémoires*, qui n'ont aucune valeur historique pour le moyen âge, qu'on se demande même s'il ne faut pas lui enlever jusqu'à l'honneur d'avoir fait un pastiche, pour l'attribuer à Montmolin. Bref, la langue française a perdu un chef-d'œuvre; nous sommes en droit d'attendre sur ce sujet une étude définitive; c'est de Neuchâtel qu'elle devrait venir; nous espérons que c'est M. Piaget qui la fera.

— M. Eugène SECRETAN a fait paraître sur Avenches un charmant petit volume illustré, *Aventicum, son passé et ses ruines* (Lausanne, Bridel, in-12, VIII-96 p., avec pl.). Ce travail est divisé en deux parties : un Coup d'œil historique et un Guide sur le terrain; il sera bientôt complété par le *Guide au Musée d'Avenches*, rédigé par M. J. MAYOR. Avec MM. Secretan et Mayor, on pourra, sans être archéologue, en parcourant les ruines trop longtemps négligées d'Aventicum, voir revivre cette cité romaine.

— Depuis 1892, la Société générale d'histoire suisse publie, et distribue aux abonnés de l'*Indicateur d'histoire suisse*, des inventaires

d'archives suisses, *Inventare schweizerischer Archive*. Le premier volume est terminé (Berne, K.-J. Wyss, 1895, in-8°, 171 p.); il contient l'inventaire des archives d'Altstaetten, de Bâle-ville, de l'Université de Bâle, de Berne (ville et État), de Bienne, de Saint-Gall (ville et État), de Lichtensteig, de Rapperschwil, de Rheinegg, de Sargans, d'Uznach, de Wallenstadt, de Wesen, de Wil, du couvent de Wurmsbach; le deuxième volume, qui est en voie de publication, commence par les archives d'État de Zurich.

— M. Bernard BOUVIER vient de faire paraître une notice historique du plus vif intérêt sur la *Faculté des lettres de l'Académie de Genève*.

— Nous devons à M. Ed. FAVRE un excellent catalogue de la section d'art ancien de l'Exposition de Genève de 1896.

— M. Walter MERZ a publié une intéressante monographie sur le château de Habsbourg (canton d'Argovie) qui fut fondé, vers l'an 1020, par l'évêque de Strasbourg Werner : *Die Habsburg*. Aarau et Leipzig, Em. Wirz, 1896, in-8°, vii-100 p., avec 20 planches. Ce travail, orné de vignettes et de planches, a été publié sous les auspices du gouvernement argovien.

— Pour faciliter le transport de ses troupes à Genève qu'elle protégeait, ou dans les diverses parties du pays de Vaud qu'elle occupait, Berne voulut construire des vaisseaux de guerre sur le lac de Genève. Ce sont les divers essais qui furent faits de 1583 à 1792 que M. B. HALLER a racontés dans une petite brochure intitulée : *Die bernische Marine auf dem Genfersee*. Berne, 1894, in-12, 20 p. (tirage à part du *Berner Heim*).

LIVRES NOUVEAUX. — *Otto Henne am Rhyn*. Geschichte des Kantons Sanct-Gallen seit Annahme der Verfassung von 1861 bis auf die Gegenwart. Sanct-Gall, Kugel, 1896, in-8°, 194 p. — *G. Fient*. Das Prättigau, ein Beitrag zur Schweizer Landes-und Volkskunde. 2^e Aufl. Davos, Richter, 1897, in-8°, 260 p.

Pologne. — M. Alexandre KRAUSHAR, auquel on doit un certain nombre d'intéressantes monographies sur divers épisodes de l'histoire de Pologne, vient de publier à Cracovie (librairie Gebethner) une notice sur Rosalie Lubomirska, née Chodkiewicz, guillotinée à Paris en 1794. Cette notice rectifie quelques légendes relatives à la malheureuse princesse, dont le seul crime était d'avoir, dans une lettre imprudente, manifesté quelques sympathies pour la famille royale, pour M^{me} Du Barry et « raillé la majesté du peuple. » Elle est accompagnée d'illustrations et de documents inédits.

L'un des propriétaires-gérants, G. MONOD.

Nogent-le-Rotrou, imprimerie DAUPELEY-GOUVERNEUR.

